

Projet
Parc
naturel
régional
Comminges
Barousse
Pyrénées

Charte

du
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Projet de Charte
2026-2041
Version 2 - Juin 2024



Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

CITADIA
CONSEIL

EVEN
CONSEIL

AIREPUBLIQUE

Territoires Ruraux & Développement

Sommaire

Introduction	5
PNR : La concrétisation d'une volonté locale	5
1. L'aboutissement d'un processus coconstruit et concerté.....	6
A. Une étude d'opportunité qui qualifie les potentiels du territoire	6
B. Un diagnostic territorial partagé : regrouper la connaissance nécessaire pour formaliser les enjeux des 15 prochaines années	11
C. Les enjeux issus du diagnostic : prioriser pour établir la stratégie.....	18
2. La construction du projet de territoire.....	29
La stratégie du Parc	39
1. Les ambitions du territoire pour s'adapter aux transitions	39
Axe 1 : Construire collectivement l'avenir d'une ruralité désirable et ambitieuse.....	40
Axe 2 : Faire des transitions écologique et énergétique un accélérateur du développement local et solidaire.....	47
Axe 3 : Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales un socle fédérateur du territoire	55
2. Un écosystème de gouvernances locales impliquées pour la réussite du Projet.....	66
A. Le syndicat mixte du Parc à la carte	66
B. Les missions du syndicat mixte pour conduire le projet.....	69
C. L'engagement des signataires et l'implication des partenaires	72
D. Le caractère juridique de la Charte	75
E. L'évaluation et le suivi : quelles modalités ?	77
Le projet opérationnel : les mesures de la Charte	80
Sommaire des mesures de la Charte.....	80

Axe 1 Construire collectivement une ruralité désirable et ambitieuse83

Orientation 1.1 Porter l'expérimentation et l'innovation en faveur des filières économiques, de l'économie sociale et solidaire 84

Orientation 1.2 Impliquer la population du territoire..... 92

Orientation 1.3 Consolider et appuyer des objectifs de qualité de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'architecture..... 100

Orientation 1.4 Mobiliser les acteurs de la culture, du patrimoine et les territoires voisins en faveur des transitions 164

Axe 2 Faire des transitions écologique et énergétique un catalyseur du développement local et solidaire174

Orientation 2.1 Agir en faveur de la transition agricole et alimentaire..... 175

Orientation 2.2 S'engager vers la décarbonation du territoire grâce au développement des ENR, à la sobriété énergétique et aux nouvelles mobilités 184

Orientation 2.3 S'inscrire dans une économie touristique durable, répondant aux nouvelles attentes sociétales..... 197

Orientation 2.4 Réduire les impacts environnementaux de la construction, de la production de déchets en favorisant l'économie circulaire, l'usage de matériaux biosourcés et le réemploi..... 207

Axe 3 Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales un socle fédérateur du territoire215

Orientation 3.1 Mettre en place une gestion durable et solidaire de l'eau et des milieux aquatiques 216

Orientation 3.2 Préserver les espaces naturels remarquables et la biodiversité locale 227

Orientation 3.3 Sauvegarder et promouvoir les attraits paysagers et géologiques..... 242

Orientation 3.4 Favoriser une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt..... 251

Annexes	260
1. Situation territoriale.....	261
2. Liste des communes	263
3. Tableau de synthèse des mesures	264
4. Tableau de synthèse des engagements.....	267
5. Liste des sigles et abréviations	283
6. Synthèse des indicateurs de suivi des mesures.....	286
7. Communes prioritaires pour règlementer les VTM	287
8. Convention avec le CEN	290
9. Tableau de correspondance avec le SRADDET Occitanie 2040	297

Introduction

« Le Comminges enseigne l'évasion. C'est un tout petit pays, et pourtant il a dans sa géographie la taille d'un continent. »

Bernard Minier.

PNR : La concrétisation d'une volonté locale

C'est en 1997, sur un territoire à l'organisation administrative morcelée par de nombreux syndicats et intercommunalités, qu'émerge une volonté partagée de structurer, développer et valoriser l'attractivité de ce dernier autour du bassin d'emploi du Comminges. Le travail engagé a abouti en 2004 à la création de l'Association pour le développement Pays Comminges Pyrénées chargée de porter la réalisation du Contrat de Pays et la réflexion sur le label « Pays d'art et d'histoire ». La création en 2011 du PETR Pays Comminges Pyrénées répond au premier objectif alors que la démarche de création du Parc Naturel Régional engagée dans le même temps vise à répondre aux ambitions de développement touristique et de préservation des paysages et de l'environnement.

Fort du soutien de la Région, une étude d'opportunité et de faisabilité est engagée. Commence ainsi une analyse fine du territoire appuyée par une démarche participative des acteurs locaux. Courant 2016, la volonté forte portée par les acteurs du territoire de se rassembler autour de ce projet pertinent conduit à redéfinir le périmètre d'étude de façon plus cohérente avec notamment l'intégration de la vallée de la Barousse. Ainsi en mars 2019 est créée l'Association pour la création du PNR Comminges Barousse Pyrénées chargée de présenter le dossier d'opportunité devant la Région Occitanie et l'État. Par courrier du 29 juillet 2020, le préfet de Région, coordonnateur des services de l'État pour ce projet, émet un avis favorable et engage l'association pour les 195 communes que compte le périmètre dans sa phase de préfiguration.

Les missions portées par les PNR (cf. page 64 Encart : Les missions et l'objet d'un Parc Naturel Régional) font de l'outil Parc un cadre privilégié pour la mise en œuvre d'une stratégie collective en faveur des actions de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social, d'implication et de sensibilisation des citoyens. C'est pourquoi le projet de territoire s'inscrit et s'articule autour de la Charte pensée et construite pour traduire ces ambitions partagées.

1. L'aboutissement d'un processus coconstruit et concerté

Une démarche participative a été engagée dès les premières étapes d'élaboration de la Charte et maintenue tout au long de sa construction.

A. Une étude d'opportunité qui qualifie les potentiels du territoire

La mobilisation locale s'est manifestée dès l'étude d'opportunité.

En effet, une première rencontre a été organisée avec les 11 Communautés de communes de l'époque afin de présenter le fonctionnement d'un PNR, ses intérêts et ses limites, le processus de labellisation ainsi que les possibilités de complémentarité avec les autres démarches territoriales (Pays, PETR, SCoT). Cette première rencontre formelle a permis de recueillir l'avis des élus communaux sur le projet et de les associer étroitement à la conduite de l'étude. Un important travail d'information et de concertation a ensuite été mené en direction des élus municipaux (11 réunions ont été organisées : une par Communauté de communes existant à l'époque).

C'est dans cette même démarche participative et avec cette volonté de construire collectivement le projet stratégique qu'a été envisagée l'élaboration de l'avant-projet de Charte. L'association de préfiguration mandatée par la Région Occitanie a alors constitué un Comité de pilotage (COFIL) très large associant, aux côtés des représentants de l'État, des élus du Parlement, de la Région et des Conseils départementaux, des élus représentants des communes et issus de chaque Communauté de communes, des chambres consulaires...

Le choix de la méthode de travail et d'agenda fait par ce COFIL a été de privilégier la participation la plus large possible en multipliant les moments de rencontre avec les élus, les techniciens mais aussi les citoyens.

1. La cohérence d'un périmètre d'envergure

Le territoire de l'étude de faisabilité et d'opportunité du PNR Comminges Barousse Pyrénées portait initialement sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Gaudens (237 communes, 2 165 km²). Il correspond au Pays Comminges-Pyrénées (désormais PETR). Ce territoire dispose d'une identité historique et culturelle forte, marqué par une mosaïque de paysages. Ces derniers sont structurés autour de la montagne au sud, de la vallée de la Garonne au centre et les collines gasconnes au nord. Cet enchaînement montagnes, plaines et coteaux est un marqueur territorial du Comminges. Il est en effet d'usage de décrire le fait d'être commingeois comme « être du territoire qui permet de voir cette montagne depuis chez soi ».

La nécessité de resserrer le périmètre autour de :

- la montagne de la haute chaîne pyrénéenne, au sud, et ses hauts sommets à plus de 3 000 m, avec les vallées de Luchon et de Saint-Béat ;

- la montagne calcaire et des piémonts pyrénéens avec notamment les massifs du Cagire et de l'Arbas, jusqu'à la rive droite de la Garonne ;
- les coteaux gascons en Comminges avec l'ensemble biogéographique des Petites Pyrénées, avec ses crêts calcaires, atteignant près de 600 m d'altitude, qui correspondent au surgissement prépyrénéen marno-calcaire.

À ce stade de la réflexion, la vallée de la Barousse a été ajoutée au périmètre du projet compte tenu de sa cohérence avec la montagne commingeoise, tant sur le plan géographique (même bassin versant que celui de la Garonne), naturel (espaces forestiers et d'estives dans la continuité de ceux du Comminges), qu'historique et culturel (vallée rattachée au Comminges par le passé). Dans le cadre de l'élargissement de cette première ébauche de périmètre aux Hautes-Pyrénées, deux autres communes ont été intégrées dans le prolongement de Saint-Bertrand-de-Comminges afin de prendre en compte notamment la grotte de Gargas (haut lieu du patrimoine préhistorique).

Le projet de périmètre a été « évidé » des communes situées dans la plaine de Saint-Gaudens, y compris celles situées plus à l'ouest, jusqu'aux portes de Lannemezan (qui présentent des caractéristiques paysagères différentes à travers le « plateau de Lannemezan oriental »), compte tenu de la présence sur ces communes d'espaces artificialisés et industrialisés d'importance.

Ainsi, au nord de Saint-Gaudens, les hauteurs des coteaux du Comminges avec les communes de Lodes, Lalouret-Laffiteau, Saint-Marcet sont maintenues. En deçà, le développement d'un mitage urbain linéaire (notamment le long de la RD75) témoigne des phénomènes de périurbanisation de part et d'autre de Saint-Gaudens. Le centre d'enfouissement départemental de Pihourc sur la commune de Lieoux est également exclu.

Les communes de la plaine de Saint-Gaudens situées en rive droite de la Garonne sont restées intégrées au périmètre, bien que soumises à des pressions urbaines.

Enfin la partie nord du périmètre du projet a été affinée afin que les limites s'appuient au mieux sur la cohérence géomorphologique, patrimoniale, paysagère, agricole, historique et culturelle des Petites Pyrénées.

Ainsi, ce travail « fin » de mise en cohérence a conduit aux ajustements du périmètre suivants :

- Au nord-est, au niveau de Martres-Tolosane, le périmètre intègre les communes de Plagne, Saint-Michel, Mauran, Montclar-de-Comminges et Marignac-Lespeyres au titre de la cohérence paysagère et biogéographique des Petites Pyrénées. L'intégration de ces communes permet d'inscrire en totalité ce surgissement prépyrénéen marno-calcaire dont le prolongement à l'est est d'ores et déjà inscrit dans le PNR des Pyrénées Ariégeoises.

L'extrémité nord du périmètre a été calée sur l'axe constitué des communes Marignac-Laspeyres, Alan, Montoulieu-Saint-Bernard, Boussan, Cassagnabère-Tournas et Ciadoux. Au-delà, on observe nettement le changement de paysage avec davantage de cultures, un relief moins accidenté, moins d'espaces boisés.

- Au nord-ouest le périmètre a été arrêté aux communes de Blajan, Montmaurin et Laroque (riches de patrimoines naturels et culturels reconnus) et s'arrête avant la limite gersoise du Comminges. Au-delà

de ces trois communes, des changements de paysage s'opèrent avec un élargissement valléen et davantage de cultures.

2. Un périmètre de projet contrasté

À la suite de l'avis d'opportunité rendu par l'État après consultation du Conseil national de protection de la nature (CNP) et de la Fédération des Parcs Naturels Régionaux, le périmètre d'étude a été arrêté.

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées s'étend depuis les coteaux de Gascogne jusqu'à la frontière espagnole (Val d'Aran et vallée de Bénéasque). Au cœur du massif pyrénéen, il est marqué par une mosaïque de paysages présentant de grandes richesses et spécificités : espace de montagnes au sud, la vallée de la Garonne au centre et les collines gasconnes au nord.

Il s'organise autour de la montagne commingeoise et sa déclinaison géomorphologique et altitudinale.

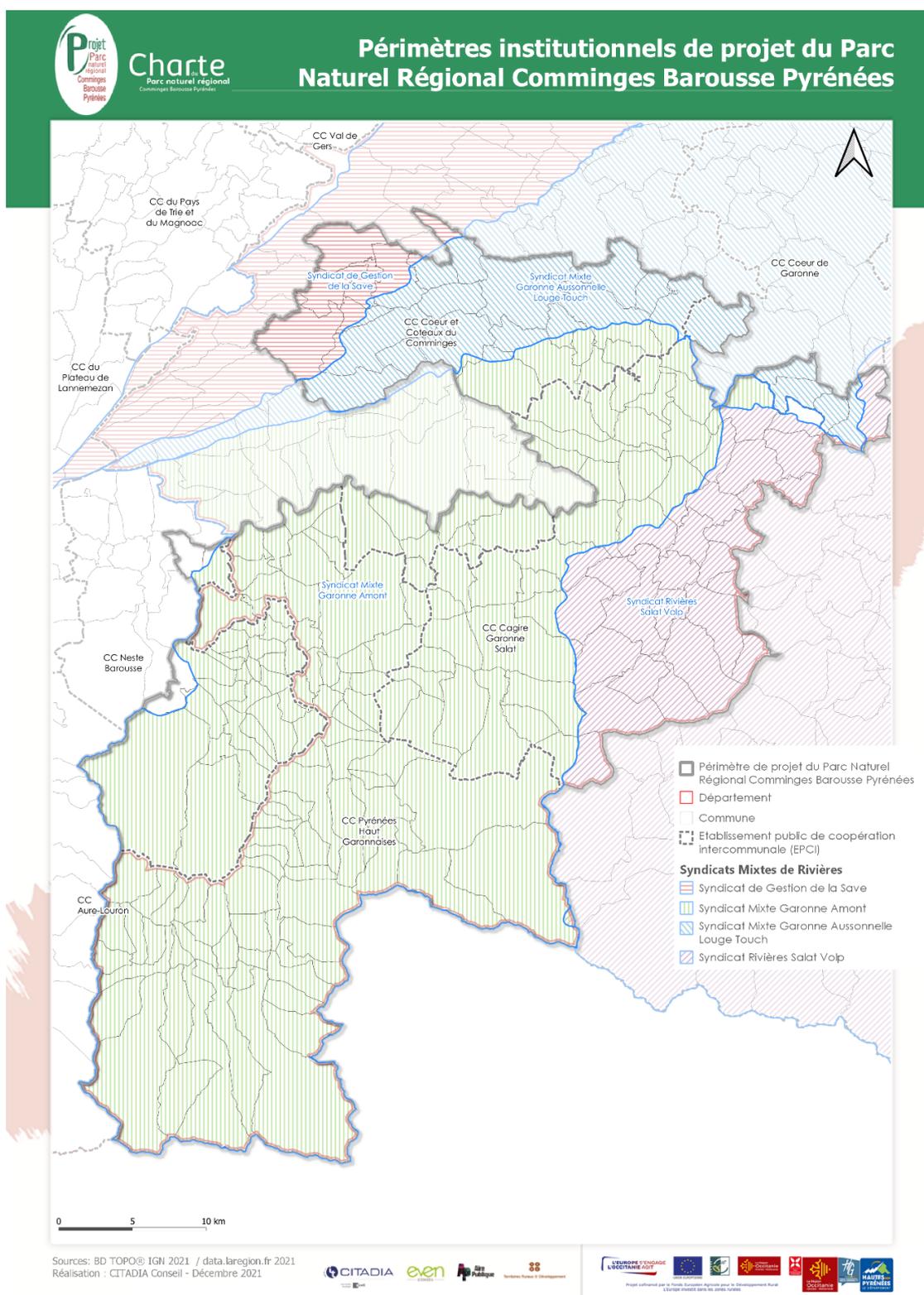
La Garonne constitue l'épine dorsale de ce territoire et marque également sa limite nord-ouest avec le couloir garonnais, qui s'étend de Boussens à Montréjeau, via Saint-Gaudens.

Le périmètre intègre également une partie des coteaux gascons du Bas-Comminges avec l'ensemble biogéographique des Petites Pyrénées, qui encadre la vallée de la Garonne entre Saint-Martory et Martres-Tolosane, et ce jusqu'à Aurignac au nord et aux gorges de la Save à l'ouest.

Des périmètres institutionnels à articuler

Le périmètre est situé au sud du département de la Haute-Garonne, à l'est des Hautes-Pyrénées et en bordure du PNR des Pyrénées Ariégeoises. Il concerne 5 Communautés de communes et intègre plus de 85 % du territoire du Pays Comminges Pyrénées, structuré en PETR depuis le 21 mai 2015. Deux autres PETR sont également concernés par le territoire d'étude, mais sur une petite partie de leur territoire (le PETR Pays des Nestes et le PETR du Sud toulousain). Situé au sud du département de la Haute-Garonne, à l'est des Hautes-Pyrénées et en bordure du PNR des Pyrénées Ariégeoises.

Des périmètres institutionnels à articuler

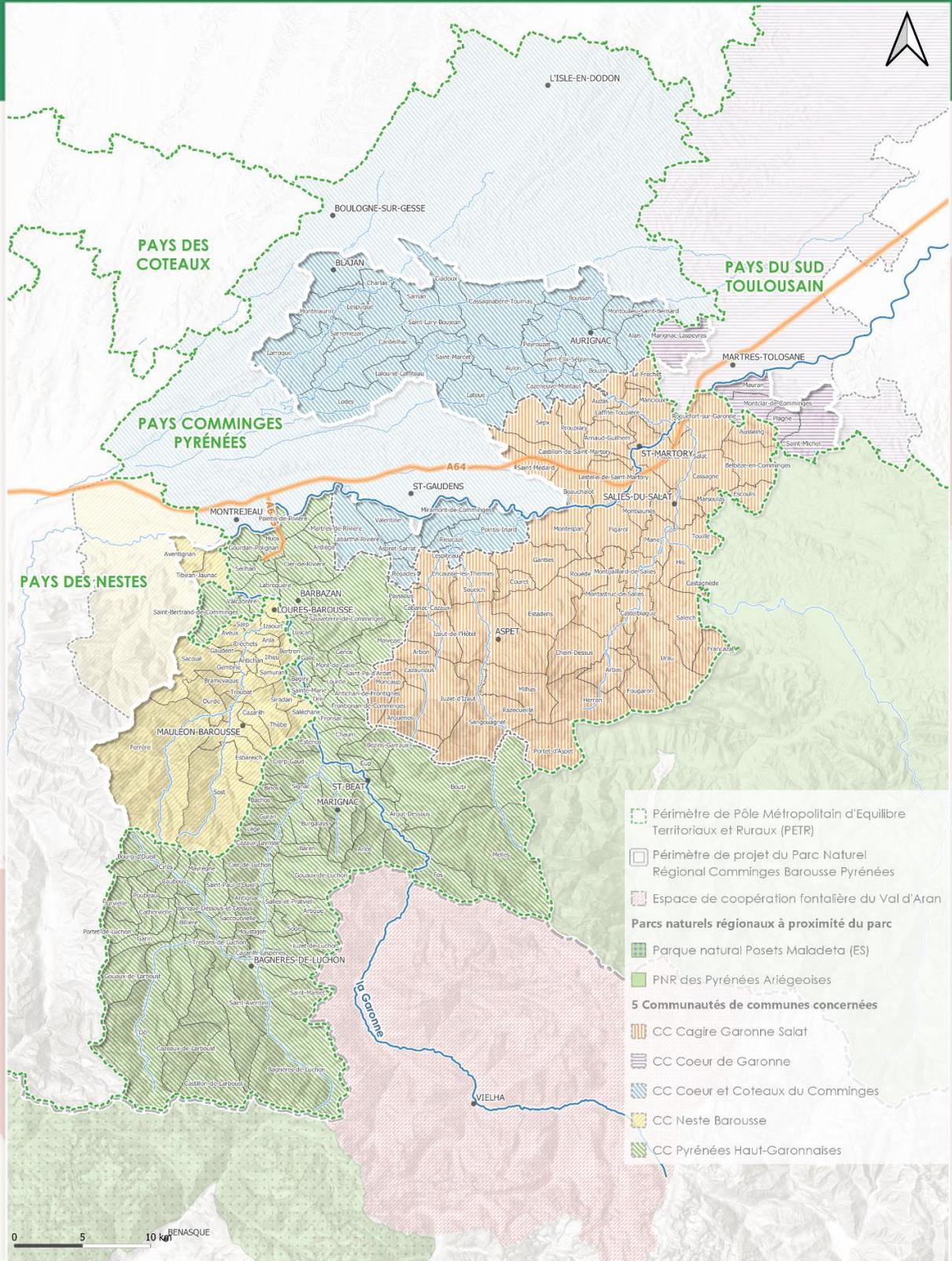


Carte 1 : Les périmètres institutionnels du territoire : les syndicats mixtes

Le territoire du projet de PNR est composé de 195 communes, 5 Communautés de communes, 3 Pôles d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) et 4 Syndicats Mixtes de Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI).

Charte
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Périmètres de projet du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées



Sources: BD TOPO® IGN 2021 / data.laregion.fr 2021
Réalisation : CITADIA Conseil - Avril 2023



Carte 2 : Les périmètres institutionnels du territoire – EPCI et PÉTR.

B. Un diagnostic territorial partagé : regrouper la connaissance nécessaire pour formaliser les enjeux des 15 prochaines années

Le projet de création du PNR Comminges Barousse Pyrénées nécessite la réalisation d'un diagnostic complet du territoire, venant approfondir et enrichir le travail réalisé lors de l'étude d'opportunité.

Les objectifs principaux sont de réaliser un diagnostic paysager, environnemental, culturel et socio-économique, sur la base d'inventaires, de collecte de données, de rencontres, visant à définir les dynamiques et enjeux du territoire, ses richesses et ses spécificités, ses atouts et ses faiblesses.

La mise en exergue des potentialités locales est approfondie conjointement avec et par les différents acteurs du territoire (politiques, associatifs...) afin d'élaborer, par la suite, une stratégie territoriale commune et fédératrice.

Ce diagnostic est un préalable à l'élaboration de la stratégie territoriale. L'analyse approfondie du territoire a permis de retranscrire les enjeux locaux, thématiques, base du travail de réflexion des acteurs locaux pour la rédaction de la Charte du Parc.

Un diagnostic complet, scindé en 4 parties complémentaires :

-Un « **focus institutionnel** » permettant une entrée dans le territoire de projet par un descriptif des actions menées par les collectivités locales sur ce grand territoire, en identifiant les synergies en place et envisageables.

-Une **analyse patrimoniale** : analyse paysagère, naturaliste et culturelle. En valorisant l'interdépendance des entités majeures garantes de la richesse du territoire Comminges Barousse Pyrénées pour les aspects paysagers, cette analyse patrimoniale souligne les fonctionnalités écologiques du territoire avec une entrée environnementale. L'entrée culturelle présente les spécificités et singularités du territoire.

-Une **analyse des ressources naturelles** qui fondent l'identité même du territoire. Des parties dédiées à la ressource en eau, aux activités agricoles, forestières et extractives ou encore énergétiques permettent d'accentuer les complémentarités des ressources locales naturelles et productives et de démontrer leur rôle dans l'organisation spatiale du territoire.

-Une **analyse socio-économique** présentant le fonctionnement actuel du territoire du projet de création du PNR Comminges Barousse Pyrénées. Les recompositions à l'œuvre et les évolutions de la population y sont présentées. L'activité touristique, l'évolution des attentes des publics en matière d'activités de pleine nature, etc. y sont présentées sous leurs multiples facettes. L'attractivité du territoire est également interrogée, au regard du fonctionnement du parc de logement, de son état général et des tendances à l'œuvre en matière d'habitat, de services. Une analyse de la consommation d'espace et des documents d'urbanisme existants permet de percevoir les engagements des collectivités dans l'organisation spatiale dont elles ont la charge. Enfin, une présentation des menaces pesant sur le cadre de vie consolide la prise en compte des risques socio-environnementaux qui impactent, à différentes échelles, le territoire.

Le diagnostic constitue une synthèse de nombreux travaux thématiques (plus de 2 500 pages de données et d'analyses). Ouvrages scientifiques (littérature grise) et techniques ont été mobilisés, ainsi que les publications spécialisées dans les sujets abordés au cours de ce diagnostic. **Un grand nombre de partenaires**, en collaboration très étroite avec le projet de Parc, ont partagé les documents et supports en leur possession afin d'alimenter ce travail.

Ainsi plus de 50 entretiens ont été menés afin de collecter des informations qualitatives et localisées, dans le but de repérer des actions et acteurs locaux non institutionnels jouant un rôle important sur le territoire.

Diagnostic itératif et vivant : s'il propose un état des lieux et une base de travail, **l'analyse des enjeux locaux identifiés a été partagée avec les acteurs du territoire afin d'être soumise à de nombreux arbitrages** (cf. « c. Les enjeux issus du diagnostic : prioriser pour établir la stratégie »). Ce partage représente un cheminement indispensable à la production d'un diagnostic support d'une vision partagée du territoire par le plus grand nombre d'acteurs (élus, partenaires, techniciens) et plus tard d'habitants.

Fiche d'identité du Parc Régional des Comminges Barousse Pyrénées	Périmètres PNR charte
Surface totale	171 404
Nombre de communes (dont non adhérentes au projet)	195
Nombre d'intercommunalités	5
Population (pop totale)	48 133
% population de plus de 70 ans	38,6%
% population de moins de 30 ans	25,3%
Nombre d'emploi en 2020	12 369
Nombre d'actifs occupés	17 759
Indice de concentration d'emploi	70
Nombre de commerces pour 1000 habitants (2017)	4,7
Nombre d'équipements de santé pour 1000 habitants (2017)	1,7
Nombre d'équipements scolaires pour 1000 habitants (2017)	2,5
Surface urbanisée (données OSO 2019 : urbain dense et diffus, zones industrielles et commerciales, routes)	3,6% (soit 6 191,7 ha)
Nombre de logements (2017)	39 542
Part de résidences secondaires et occasionnelles	34%
Part des ménages disposant d'au moins un véhicule (2017)	90%
Nombre de carrières	24 carrières
Surface agricole Dont surface prairies	72 032 ha Dont 27 977 ha de prairie permanente
Agriculteurs exploitants	419

Surface urbanisée (Données OSO 2019 : urbain dense et diffus, zones industrielles et commerciales, routes)	3,6% (soit 6 191,7 ha)
Nombre de carrières	24 carrières
Surface agricole Dont surface prairies	72 032 ha dont 27 977 ha de prairie permanente
Agriculteurs exploitants	419
Nombre AOC/AOP	2 AOC : jambon noir de bigorre et porc noir de bigorre
Part de la SAU occupé par du fourrage, de la prairie et des pâtures	83%
Part du territoire boisé	52,9%
Proportion de forêts publiques	46%
Nombre de ZNIEFF II et pourcentage de la superficie du PNR	17 de type II représentant environ 67,5 % de la superficie du PNR
Nombre de ZNIEFF I et % de la surface du PNR	59 de type I sur 48,8 % de la superficie du PNR
Part de la superficie du PNR couverte par une ZNIEFF I ou ZNIEFF II	69% (118 330ha du territoire couvert par une ZNIEFF)
Forêts anciennes (en ha)	2 500
Surface Natura 2000 / total en ha	22,7% (38 952 ha)
Part de la superficie du PNR couverte par une ZSC (directive habitats)	22,1% (37 902 ha)
Part de la superficie du PNR couverte par une ZPS (directive oiseaux)	12,6% (21 658 ha)
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)	1653
Sites avec gestion contractuelle (dont ZPS, ZSC, ENS et SITES DU CEN) en %	23%
Nombre d'immeubles classes ou inscrits au titre des monuments historiques	107 (dont 30 classés, 45 inscrits, 2 partiellement classés-inscrits, 2 partiellement classés et 28 partiellement inscrits)
Nombre de sites classés ou inscrits	91 (dont 51 sites inscrits et 40 classés).
Nombre de grand site Occitanie	2
Surface couverte par un sage	100% du territoire couvert par 3 SAGE : Vallée de la Garonne, Bassins versants des Pyrénées Ariégeoises, Neste et Rivières de Gascogne.
Surface zone humide répertoriée en ha	2 418 ha
Nombre de STEP sur le territoire	46 stations d'épuration
Nombre de point de baignade extérieure	5 (lac de Badech, Géry, Barbazan, Saint Pé d'Ardet, lac de Montréjeau)
Nombre de PNA sur territoire	16 PNA sur le territoire (6 pour les mammifères, 5 oiseaux, 2 reptiles-amphibiens et 3 insectes)
Consommation énergétique (données OREO 2019)	1 089 GWH (soit 22,6 MWh/an/hab)
Part des consommations énergétiques issues des produits pétroliers	46%
Production d'énergie renouvelable (2019)	592 GWh
Émission de GES (données OREO 2019)	332 kteq CO2 (soit 6,9 teq CO2/hab)
Nombre de sites et sols potentiellement pollués	3

1. Les grands ensembles physiques et paysagers du territoire

Sur le territoire du PNR, **3 ensembles géologiques** se distinguent :

- ✓ Un ensemble sédimentaire important, au nord, résultant de dépôts lacustres, palustres et fluviaux, marqué par des alluvions de la vallée de la Garonne. Ces terres très fertiles ont été le support du développement d'une activité agricole diversifiée.
- ✓ Le piémont, lui, est dominé par des formations calcaires et marneuses aux sols assez superficiels.
- ✓ La zone de haute montagne (et montagne intermédiaire) présente des secteurs aux formations géologiques très diverses mais plus anciennes avec des formations magmatiques et volcaniques.

La **topographie** est marquée par les coteaux du Comminges, les vallées alluviales et la chaîne des Pyrénées. Elle est graduée du nord vers le sud, de 244 m à 3 222 m d'altitude. Le territoire est soumis à un **climat** montagnard, bien que les températures restent relativement douces grâce à l'influence océanique. En raison du dérèglement climatique, le climat du territoire est cependant déjà en mutation (*étude Météo France Occitanie*).

Le **réseau hydrographique** du territoire est principalement structuré par la Garonne qui constitue son épine dorsale. S'écoulant d'abord du sud vers le nord, son cours est très contraint au niveau de Labroquère car il contourne une barrière morainique. La Garonne est le support de nombreuses activités humaines, mais elle constitue également un patrimoine paysager, naturel, touristique et culturel important. Elle est alimentée par deux types d'affluents : ceux qui prennent leur source sur le plateau de Lannemezan et qui constituent l'éventail gascon, et ceux qui prennent leur source dans les Pyrénées et qui s'inscrivent dans des vallées globalement étroites et plus boisées, marquées par une activité pastorale.

On peut donc distinguer sur le territoire **5 entités écopaysagères** : les collines du Comminges, la Garonne commingeoise, le Comminges prépyrénéen, la montagne garonnaise et les hautes montagnes du Luchonnais (cf. plan de parc : carte Localisation des entités paysagères).

Les paysages locaux offrent des points de vue exceptionnels et identitaires. Parfois reconnus par des protections et des labels, ils disposent d'un potentiel important de mise en valeur culturelle et touristique. Certaines dynamiques à l'œuvre sur le territoire, telles que l'urbanisation, les mutations du monde agricole et le dérèglement climatique, constituent cependant des menaces à leur conservation.

Les tableaux ci-dessous présentent les éléments structurants et les menaces qui concernent chaque entité paysagère.

Les menaces majeures liées aux 5 entités paysagères						
Menaces majeures		Les collines du Comminges	La Garonne Commingeoise	Le Comminges pré-pyrénéen	La montagne garonnaise	Les hautes montagnes du luchonnais
La disparition des éleveurs et, parallèlement, du pastoralisme, activité indispensable au maintien des paysages ouverts des estives, des prairies...				✓	✓	✓
La disparition des éleveurs et l'uniformisation des pratiques culturales qui homogénéise les espaces de mosaïque agricole		✓	✓	✓		
La fréquentation touristique non-maîtrisée qui peut entraîner la dégradation de ces milieux naturels et de ces paysages.					✓	✓
Le développement de l'urbanisation en fond de vallée, qui consomme des terres agricoles				✓	✓	✓
La mauvaise gestion de la ripisylve qui peut conduire à la création d'embacles sur ces cours d'eau					✓	✓
Le dérèglement climatique qui limite les périodes d'enneigement et leur quantité	Influence sur le déficit hydrique des cours d'eau	✓	✓	✓	✓	✓
	Evolution du rapport à la neige et à son exploitation				✓	✓
Le développement de l'urbanisation et des dispositifs d'énergie renouvelable qui consomment de l'espace agricole et qui peuvent être source de points noirs paysagers plus ou moins importants.		✓	✓	✓		
Des types de développement agricoles pouvant conduire à la destruction de haies		✓	✓	✓	✓	
Le manque d'entretien des réseaux de haies qui peut conduire, à échéance lointaine, à la fermeture des paysages et à la création d'embacles sur les cours d'eau		✓	✓	✓	✓	✓
Le développement de l'urbanisation en coteaux ou en ligne de crête (secteurs ou s'ouvrent des points de vue et des panoramas) qui peuvent conduire à la destruction des boisements de coteaux.			✓			

Les enjeux paysagers majeurs liés aux 5 entités paysagères						
Enjeux majeurs		Les collines du Comminges	La Garonne Commingeoise	Le Comminges pré-pyrénéen	La montagne garonnaise	Les hautes montagnes du luchonnais
La limitation de la fermeture des paysages notamment des milieux intermédiaires, par le maintien des activités agricoles et le pastoralisme		✓			✓	✓
La conservation et la promotion d'éléments naturels identitaires du paysage : réseaux de prairies, estives, ripisylves, haies, ...					✓	✓
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme dense des villages		✓	✓	✓	✓	✓
L'entretien de la restauration du patrimoine vernaculaire	maisons carrées du Comminges, halles, ponts, etc	✓		✓		
	maisons de montagne, maisons rurales à pignon à redent, tours à signaux, etc				✓	✓
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages (bâti agricoles, logements, etc)				✓	✓	
La valorisation d'une agriculture diversifiée, pour assurer le maintien d'une mosaïque paysagère				✓		
Le renforcement de la trame végétale du paysage				✓		
L'encadrement des énergies renouvelables		✓	✓			

2. Un patrimoine naturel d'exception

La richesse biologique du territoire est reconnue par de nombreux périmètres (sites Natura 2000, espaces naturels sensibles, sites du CEN, RBD, APPB, PNA, ZNIEFF, ZICO...). L'identification, la protection et la gestion du patrimoine naturel prennent donc des formes diverses.

Au sein de ces périmètres et dans son ensemble, le territoire du PNR est caractérisé par de forts enjeux de conservation de la biodiversité :

- Les collines du Comminges sont caractérisées par une surface agricole importante et une mosaïque écopaysagère alternant prairies permanentes, boisements ainsi que haies et bosquets en zones de culture. La préservation des rares pelouses calcicoles et des zones humides est un enjeu fort sur cette entité. Elle accueille de nombreuses espèces messicoles et espèces calcicoles et thermophiles telles que des orchidées ainsi que des bryophytes (*Dicranum flagellare* en particulier) et champignons menacés. La diversité avifaunistique (milan royal, aigle botté...), en papillons et en orthoptères est particulièrement riche. À noter que le Seps strié, en danger en Occitanie, est présent sur le territoire.
- Les milieux riverains de la Garonne commingeoise sont fortement marqués par les modifications de fonctionnement du fleuve induites par les divers aménagements. Malgré cela, les îles, forêts alluviales, mégaphorbiaies, prairies humides et bras morts existants constituent toujours des supports de biodiversité majeurs. Ils accueillent un cortège floristique important de milieux humides et aquatiques (Orchis couleur de chair, Nénuphar jaune, Fritillaire pintade...). L'entomofaune, l'avifaune (échassiers notamment) et la faune piscicole sont fournies. L'unité abrite des espèces emblématiques telles que la Loutre d'Europe et des migrateurs tels que le Saumon atlantique.
- Le Comminges prépyrénéen est composé de chaînons calcaires avec un étagement entre 280 m et 1900 m, où l'on trouve principalement des forêts et des prairies. La végétation est montagnarde sur les versants nord (tillaie, hêtraie...) et subméditerranéenne sur les versants sud (Aphyllanthe de Montpellier entre autres). La plupart des ripisylves ont été conservées en bordure des cours d'eau principaux (Garonne, Ger, Job, Salat) et des complexes de milieux humides sont présents, par exemple autour du lac de Barbazan. Parmi les enjeux faunistiques, la conservation des populations de Calotriton des Pyrénées, de Lézard ocellé et d'Écrevisse à pattes blanches a notamment une place importante.
- La montagne garonnaise est largement dominée par les espaces boisés qui occupent un large spectre altitudinal et présentent une diversité importante : sapinières, hêtraies, yeuseraies, tillaies, de forêts patrimoniales... Il existe aussi des milieux ouverts en altitude et en fond de vallée de la Pique et de la Garonne, maintenus notamment par l'activité pastorale, ainsi que des tourbières acides, qui accueillent des espèces particulières de sphaignes. Une avifaune, une entomofaune et une chiroptérofaune diversifiée occupent les nombreux biotopes de l'unité. Des espèces à enjeux d'autres groupes telles que l'Ours brun, la Coronelle girondine, le Lézard du Val d'Aran et le Lézard de Bonnal sont aussi présentes.
- Les hautes montagnes du Luchonnais présentent principalement des milieux ouverts (pelouses, landes et mégaphorbiaies). Une grande surface de l'entité est aussi occupée par des espaces boisés (comprenant des forêts patrimoniales) et rocheux. La diversité de microclimats induit la présence d'un cortège floral très large et les conditions sont favorables à un fort taux d'endémisme (Polystic de Braun, Andromède bleu, Androsace des Pyrénées...). La faune est riche mais le secteur est caractérisé par la présence d'espèces emblématiques à enjeux telles

que le Desman des Pyrénées, l'Ours brun et les galliformes de montagne (Grand Tétrás, Lagopède alpin, Perdrix grise des Pyrénées).

Dérèglement climatique, aménagement, agriculture, sylviculture, activités touristiques et de loisirs ou encore expansion des espèces exotiques envahissantes impactent le fonctionnement des écosystèmes. Le paysage forestier, qui représente près de 53 % du territoire, est aujourd'hui menacé à moyen et long terme en raison de deux facteurs s'additionnant : surabrouissement et dérèglement climatique. Le premier est lié à la surpopulation des cervidés qui a détruit plus de 40 ans de renouvellement forestier en zone de montagne et piémont : la forêt vieillit inexorablement et s'affaiblit chaque année sans aucun renouvellement par les jeunes sujets. Le second est lié au changement climatique qui, avec l'augmentation des températures et des plus faibles pluviosités pendant les saisons de végétation, va affaiblir encore plus les arbres qui vieillissent. Le paysage forestier d'un couvert continu dense devrait donc disparaître à terme ou du moins être beaucoup moins bien représenté. Cela laissera la place à des forêts plus ouvertes et claires avec probablement une aggravation induite de risques naturels.

Les synergies entre ces dynamiques et l'évolution de la biodiversité nécessitent d'être mieux comprises pour permettre de porter des actions de conservation efficaces sur le territoire.

3. L'identité culturelle d'un territoire étendu : des pratiques de longue date

Le Comminges a connu dès la préhistoire des phases de peuplement dont de nombreux sites portent l'empreinte remarquable et les premières formes de pastoralisme d'altitude.

À l'Antiquité romaine les richesses minières de la montagne et celles agricoles de la plaine et des collines contribuent à la prospérité de ce territoire et font émerger Convènes et plus tard la ville de Saint-Bertrand. L'extraordinaire richesse de cette région en matière archéologique, les lieux et monuments remarquables en témoignent.

La vallée de la Garonne, ancienne voie de communication vers l'Espagne, est un espace stratégique à la marge du royaume de France et un enjeu de pouvoir au Moyen Âge qui s'inscrit au cœur des rivalités.

Les structures économiques et sociales du territoire en lien avec l'exploitation des ressources ont bien entendu évolué à l'image de celles de la société française entre le XVI^e et le XX^e siècle (gestion de l'eau et son utilisation comme force motrice source d'énergie). Le territoire prospère et reste ouvert aux échanges, dynamisé par l'exploitation des ressources locales (eau, bois, bétail, terre, hydrocarbures).

Dès le XIX^e siècle, le développement des stations thermales et la création de la première station de ski des Pyrénées avec le développement de la pratique des sports d'hiver permettent la naissance d'une économie touristique. Alors que les effets du changement climatique couplé aux conjonctures économiques fragilisent l'emploi sur le territoire, ce dernier comporte de nombreux atouts pour le développement du tourisme durable et de potentialités liées au patrimoine culturel.

C'est un espace rural qui comporte des éléments de cohérence et d'originalité du territoire dans lequel se pratique toujours la transhumance, et bien qu'en recul, le gascon parlé et écrit, en dépit des nombreuses variantes locales, est un élément d'identité du Comminges et de la Barousse.

C. Les enjeux issus du diagnostic : prioriser pour établir la stratégie

Afin d'enrichir l'analyse du diagnostic, celui-ci a été partagé tout au long de sa construction avec les différents partenaires techniques et institutionnels du projet. Leurs expériences du territoire Comminges Barousse Pyrénées mêlées aux préoccupations des populations du territoire, portées par les élus, ont permis de hiérarchiser les enjeux existants.

Pour cela, **un atelier de hiérarchisation des enjeux a été mené (novembre 2021 à Salies-du-Salat)** en présence d'élus, de techniciens et d'acteurs du territoire afin de confronter les premiers résultats du diagnostic aux attentes locales.

Le périmètre du projet du PNR Comminges Barousse Pyrénées présente une très grande richesse écologique et paysagère, ainsi que de nombreuses ressources naturelles (forêt, eau et matériaux du sous-sol). Mais cet environnement exceptionnel, moteur de l'attractivité et du développement du territoire, reste fragile et confronté à de nombreuses menaces.

Le diagnostic a mis en avant **plusieurs enjeux par grandes thématiques**. Ces derniers représentent le fil conducteur de l'écriture de cette Charte.

• Patrimoine Paysage

Les dynamiques d'évolution des pratiques agricoles ainsi que l'absence de reprise des exploitations agricoles entraîneront une fermeture définitive de certains coteaux, des plus petits vallons et la progression des boisements sur les estives. De plus, l'augmentation des températures moyennes annuelles de l'air fait évoluer les paysages vers des faciès plus adaptés. Certains paysages de l'eau, notamment les zones humides, sont susceptibles de se raréfier.

Le développement du territoire pourra entraîner l'urbanisation importante des fonds de vallées et lignes de crête, notamment sur le secteur nord (privatisation des points de vue sur les Pyrénées).

Sous l'effet de la montée en puissance de la fréquentation touristique, le classement Grand Site pourrait entraîner, par effet d'exemple, une mise en valeur des communes alentour. Sans une gestion appropriée des abords, certains sites à fort attrait touristique pourraient se dégrader sous l'effet de la surfréquentation.

Enjeux :

- Conserver et promouvoir les éléments identitaires du paysage :
 - Supports naturels : secteurs de mosaïques agricoles, réseau de prairies de fond de vallée, linéaires de haies, estives, cours d'eau, forêts, etc. ;
 - Éléments bâtis : fermes commingeoises, maisons de montagne, granges foraines, maisons bourgeoises de centre-bourg, etc.
- Limiter la fermeture des paysages, notamment des milieux intermédiaires, par le maintien des activités agricoles identitaires telles que le pastoralisme.
- Identifier, gérer et requalifier les points noirs paysagers existants (anciennes colonies abandonnées, traitement des points de collectes...).

- Veiller à la bonne intégration du bâti agricole et, plus largement, des nouvelles constructions dans les paysages : gestion de la pente, traitements paysagers des abords, qualités architecturales (travail autour de typologies locales).
- Maintenir la continuité des formes urbaines avec les typologies présentes sur le territoire.
- Préserver, valoriser les points de vue et panoramas existants, notamment ceux identifiés depuis les routes et les sites paysagers majeurs du territoire, mais également les entrées de villes et villages.

- **Patrimoine naturel**

Situé à un carrefour géographique et climatique, le territoire bénéficie de différentes influences et abrite ainsi une très grande diversité de milieux naturels. Cette particularité soumet les habitats naturels et les espèces du territoire à une forte vulnérabilité face au changement climatique. Dans les années à venir, le territoire devrait être confronté à une modification profonde des précipitations et des températures. La biodiversité locale devrait être particulièrement impactée, en particulier avec la disparition de milieux naturels, la perte d'endémisme, la remontée des espèces en altitude et la diminution des aires de répartition des espèces de hauts étages. La protection des réservoirs de biodiversité présents sur le territoire représente un enjeu majeur au regard de la diversité et de la rareté des milieux naturels et des espèces présentes.

La préservation de cette richesse écologique exceptionnelle passe par le maintien des échanges écologiques existants entre les différentes entités naturelles recensées, mais également par le maintien de pratiques agricoles et forestières compatibles avec la sensibilité des habitats naturels.

D'un point de vue de la qualité des milieux, les principaux enjeux concernent le maintien d'une agriculture extensive permettant de préserver les milieux ouverts et humides, ainsi que le réseau de haies, notamment sur les coteaux commingeois et la vallée de la Garonne. Le maintien de l'élevage sur les piémonts et les zones de montagne est indispensable pour lutter contre la fermeture des milieux, de même que la conciliation des activités sportives de plein air avec la sensibilité des habitats naturels et des espèces patrimoniales. La pérennité des espèces forestières présentes dépendra quant à elle de la mise en place d'une gestion durable des espaces forestiers.

Enjeux :

- Maintenir la mosaïque de milieux naturels, le cortège d'espèces patrimoniales et des corridors écologiques fonctionnels.
- Préserver/restaurer les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau et zones humides.
- Mettre en œuvre un travail d'animation foncière et de communication auprès des acteurs forestiers.
- Identifier les besoins juridiques et administratifs concernant la protection et la valorisation d'espaces forestiers à haute valeur environnementale (vieilles forêts et autres peuplements forestiers à forts enjeux en termes d'habitats et d'intérêt communautaire).
- Limiter la fragmentation des continuités écologiques par les éléments anthropiques dans les vallées.
- Maîtriser les enjeux liés aux évolutions du climat afin d'adapter le territoire aux impacts du dérèglement climatique et aux futures conditions de vie (biodiversité et activité humaines) et sensibiliser auprès du grand public.

- **Ressource en eau**

La ressource en eau est un enjeu majeur pour les années à venir. Avec la perspective de situations de plus en plus complexes à gérer sous l'effet du changement climatique, susceptible d'exacerber les conflits d'usages, le territoire devra faire face à des bouleversements climatiques majeurs. Plusieurs paramètres pourront être impactés : baisse des débits d'étiage, altération de la qualité des eaux de surface, sensibilité des milieux.

Le Grand Sud-Ouest devrait être particulièrement impacté par le dérèglement climatique d'après le dernier rapport du GIEC. L'eau deviendra un facteur limitant aussi bien pour les populations que pour le développement économique. L'enjeu est d'assurer à tous l'approvisionnement en eau potable en quantité et en qualité suffisantes et de faire en sorte que les milieux aquatiques puissent s'adapter à l'évolution du climat.

L'augmentation de la fréquence des sécheresses sévères des sols va amplifier le déséquilibre entre l'offre et la demande en eau notamment en été et à l'automne. Face à cette évolution, les gestionnaires de la ressource et les acteurs économiques doivent s'engager dans des mesures structurantes permettant d'équilibrer, dans le temps et dans l'espace, besoins et ressources en eau.

Enjeux :

- Participer à une gestion équilibrée de la ressource eau permettant le bon fonctionnement des milieux aquatiques et la satisfaction de l'ensemble des usages (AEP, agriculture, loisirs, etc.).
- Préserver la qualité des masses d'eau et milieux humides et réduire les pressions sur le territoire (agriculture, assainissement, mais aussi développement du couvert forestier agissant comme un filtre pour les périmètres de captage d'AEP).
- Prendre en compte/anticiper les effets du changement climatique sur les milieux aquatiques (diminution du débit des rivières, augmentation de la température de l'eau, étiages plus sévères).
- Réduire la vulnérabilité du territoire face aux risques de catastrophes naturelles (notamment risques torrentiels).

- **Agriculture**

La préservation d'un monde agricole vivant et dynamique est indispensable dans la construction d'un projet pour le territoire visant son développement local, et durable.

Le maintien de l'agriculture dans son sens large passe par la prise en compte de l'ensemble des problématiques que connaissent les professions agricoles. La diversité des agricultures présentes sur le territoire doit faire l'objet d'un regard avisé avec une prise en compte à la fois des spécificités du monde pastoral et de celles tournées davantage vers les cultures tout en tenant compte d'enjeux transversaux concernant l'ensemble du monde agricole.

La valorisation des productions semble ainsi indispensable dans la construction d'une agriculture viable et durable. De même, la reconnaissance de son rôle sur tout un ensemble d'éléments, qu'ils soient paysagers, culturels, environnementaux, économiques ou encore sociaux, doit contribuer à son renforcement et à la prise en compte de ses besoins par l'ensemble des acteurs.

Les nombreux enjeux agroécologiques présents sur le territoire doivent également être abordés au travers d'une stratégie globale permettant à la fois la pérennité des activités agricoles existantes et leur compatibilité autour d'enjeux environnementaux. Ils sont à la fois les porteurs de pratiques bénéfiques à l'environnement (notamment le pâturage en permettant d'éviter la fermeture des milieux et le développement des risques d'incendie), mais doivent également être les moteurs de pratiques durables, tant dans leurs productions que dans la mise en place de modèles économiques courts et durables.

Enjeux :

- Maintenir les activités agricoles autour de l'équilibre entre polyculture et pastoralisme vital pour le territoire.
- Soutenir une identification « terroir » et « territoire » des productions locales.
- Diversifier les activités agricoles (agritourisme, transformation, commercialisation, circuits courts, vente directe...).
- Accompagner le monde agricole à anticiper le changement climatique (besoin en eau, sites d'abreuvement et de réserves entre 800 et 1800 m d'altitude, production agricole plus adaptée, etc.).
- Accompagner le renouvellement des actifs agricoles vieillissants (transmissions, reprises, installations).

• Forêts

Les dynamiques d'évolution des pratiques agricoles ainsi que le départ à la retraite de nombreux agriculteurs risquent fortement d'entraîner une fermeture définitive de certains coteaux, des plus petits vallons et de permettre la progression des boisements sur les estives.

Approfondir la connaissance du parc boisé, de sa composition fine en termes d'essences et de volumes, de ses accès, tout en prenant en compte son caractère multifonctionnel permettrait d'établir une stratégie de mobilisation et de gestion forestière à long terme (mise en œuvre d'une stratégie forestière locale, démarche complémentaire aux chartes forestières à travers des outils de type « plan de développement de massif »).

Les enjeux environnementaux liés à la séquestration du CO₂ et à la production d'énergies renouvelables sont un atout de taille pour un territoire composé à plus de 50 % de forêts et de boisements. L'accessibilité de la ressource bois et les usages des forêts, tant récréatifs, paysagers, qu'économiques et environnementaux, doivent faire l'objet d'un dialogue concerté alliant acteurs de la préservation écologique et paysagère, acteurs touristiques et économiques de la filière bois ainsi que les utilisateurs réguliers et occasionnels de ces espaces.

En matière de production, la ressource bois sur les forêts du PNR est essentiellement du hêtre, du sapin, du chêne et du châtaignier. Les transformateurs locaux savent mobiliser le sapin et le chêne, mais beaucoup de choses restent à creuser concernant la mobilisation des bois de hêtre et de châtaignier. Des procédés industriels ont été inventés ailleurs pour développer l'usage de ces essences au-delà des usages traditionnels (hêtre dans les Vosges pour une utilisation en extérieur, châtaignier dans le Limousin pour de multiples usages). Au-delà des seuls marchés publics, une prospective sur les

mobilisations de tout type de bois disponibles au sein du PNR devra être engagée pour optimiser cet usage local de la ressource bois.

Enjeux :

- Créer/améliorer les conditions d'accès et d'exploitation en tenant compte des usages multifonctionnels (randonnée, véhicules de prélèvement de la ressource, chemin d'accès véhicules sapeurs-pompiers, etc.) et de la biodiversité.
- Mettre en place des équipements nécessaires à la valorisation équilibrée entre artisanat, bois d'œuvre, bois énergie et bois industrie (valorisation des rémanents de coupes forestières, transformation en pellet sans toutefois systématiser ce type de transformation).
- Sensibiliser le grand public à la gestion multifonctionnelle des espaces forestiers (chasse, coupe de bois, préservation de la biodiversité, usages récréatifs, agriculture, etc.).
- Accompagner la valorisation des différents bois au travers du développement de marchés publics favorisant le bois local, voir d'autres typologies de marchés.
- Renforcer la structuration de la ressource forestière privée, soutenir les regroupements forestiers (groupement foncier, associations syndicales libres de gestion forestière, aménagement foncier forestier, travail de fond sur le cadastre forestier) et le dialogue entre propriétaires privés et publics d'espaces forestiers.
- Faciliter la régénération de la forêt et identifier les difficultés potentielles (surpopulation de cervidés, évolution climatique).

• Sous-sol

Les capacités locales de production de matériaux de construction sont un atout indéniable pour le territoire. Les ressources n'étant pas infinies, une démarche d'exploitation durable, économe et valorisée à son maximum représente des économies pour les acteurs économiques liés à l'exploitation des carrières, mais surtout des enjeux de préservation des ressources (stock, usage de terres agricoles, exploitation de gravières et alluvions à proximité de milieux aquatiques, etc.), des milieux naturels et des paysages du PNR.

Le nombre réduit d'interlocuteurs sur le territoire (7 entreprises) peut faciliter une mise en dialogue des acteurs locaux sur la question des bonnes pratiques environnementales menées par les entreprises. L'insertion paysagère, la réhabilitation de site après fermeture sont autant de sujets de dialogue à mettre en place entre les exploitants et le territoire.

La possibilité d'une valorisation des matériaux extraits et des savoir-faire passera par l'étude de faisabilité d'une filière pierre locale en favorisant les circuits courts (ex. : utilisation dans les constructions publiques de matériaux locaux dans la mesure du possible par la mise en place d'un cahier des charges spécifique).

La mise en place d'une convention-cadre entre les sociétés d'exploitation, l'UNICEM et l'association du PNR pourrait être la résultante d'un dialogue instauré à terme, permettant de porter des engagements réciproques en matière de sectorisation des exploitations, d'identification de secteurs à protéger (de toute sorte d'exploitation, ou seulement de certaines).

Enjeux :

- Accompagner les exploitations en amont des projets dans la mise en œuvre de mesures ERC (éviter, réduire, compenser).
- S'assurer du maintien de l'exploitation de carrières.
- Soutenir/créer/valoriser des filières locales de production de pierres pour la construction et la valorisation du patrimoine local (pierre sèche, production de chaux...).

• Énergies

L'évolution des consommations énergétiques de notre société implique une prise en compte des pollutions qui leur sont liées ainsi qu'une meilleure maîtrise de ces consommations. Les territoires, ou ménages, pour lesquels les énergies fossiles représentent une part importante de leurs consommations seront susceptibles d'être fortement fragilisés par l'augmentation inévitable des coûts de ces matières non renouvelables.

L'implantation d'unités de production d'énergie renouvelable doit être facilitée afin de permettre une moindre dépendance aux énergies fossiles. Les impacts écologiques et paysagers des différentes installations photovoltaïques devront faire l'objet d'une réflexion qui ne soit pas seulement fonctionnelle (approche foncière) mais aussi sensible et écologique (impacts sur le paysage, préservation des milieux naturels).

L'évolution de la filière bois énergie est directement liée aux travaux à mener en matière d'évaluation fine des potentiels productifs du territoire et son taux de renouvellement à long terme. L'implantation de système de cogénération électricité/chauffage au bois ne saurait être déconnectée d'un approvisionnement à minima régional, idéalement local.

Outre les pollutions produites par l'utilisation des sources d'énergie fossiles (CO₂, GES...), c'est également d'une meilleure maîtrise territoriale de ces consommations dont il est question. En accompagnant la rénovation énergétique et thermique des logements (l'une des deux sources majeures de consommation d'énergie), les consommations des ménages diminuent, accompagnées d'un double effet de baisse des factures énergétiques et de diminution de l'impact écologique de cette consommation. L'engagement dans une stratégie énergétique à l'échelle du territoire doit permettre une adéquation avec les projets existants en portant des engagements propres au PNR.

Enjeux :

- S'inscrire collectivement dans la démarche Région à Énergie Positive (REPOS).
- Contribuer localement aux stratégies régionales, nationales et internationales de lutte contre le changement climatique et de préservation des ressources.
- Dispenser une éducation et des pratiques liées à la sobriété énergétique.
- Encadrer et soutenir le développement des énergies renouvelables.
- Participer à une amélioration de la connaissance des effets du changement climatique par des actions de sensibilisation et accompagner l'adaptation du territoire à ces effets.

- **Équipements, services, économie et emploi**

La diversité de l'économie du territoire laisse présager plusieurs actions afin d'arriver aux mêmes finalités : développer un emploi local, plus diversifié, plus qualifié, durable, moins saisonnier et moins dépendant aux pôles extérieurs du territoire. L'ESS est un sujet important pour le territoire car elle se caractérise par un ancrage territorial fort des projets qu'elle porte et fait le lien entre les enjeux sociétaux et le développement économique.

Le territoire doit également s'appuyer sur l'économie touristique en construisant une offre touristique pleinement de « quatre saisons », source, in fine, d'emplois pérennes avec une réduction de la saisonnalité. Les activités agricoles et pastorales présentes sur ces espaces doivent également être préservées et valorisées en tant que secteur d'emplois important, mais aussi autour de plusieurs enjeux dépassant le simple cadre économique : la préservation des paysages, l'affirmation de l'identité pyrénéenne du territoire, le maintien de la vocation agricole du territoire mais aussi dans la prévention des risques.

Le développement d'une filière bois durable est également le moyen de diversifier l'économie sur ces espaces. Plus généralement, le développement économique doit se construire selon une logique endogène où la diminution de la dépendance du territoire aux pôles voisins passe par l'accueil de nouvelles activités plus diversifiées.

La question des équipements se révèle être cruciale pour l'attractivité du territoire, mais aussi pour la capacité du territoire à offrir un cadre de vie agréable à ces habitants et aux personnes passant sur celui-ci. Le maintien d'un maillage de services à la population satisfaisant doit se faire autour d'une offre de qualité sur les polarités déjà existantes, mais aussi par un maillage d'équipements et de services de proximité sur l'ensemble du territoire. Les équipements plus spécialisés autour de certains besoins doivent également être mieux déployés, notamment ceux médicaux au regard d'une population vieillissante, surtout en milieu rural.

Le déploiement du numérique constitue également un levier important dans le maillage d'équipements en apportant auprès des territoires ruraux des services qui, compte tenu de la faible densité de population, ne seraient pas pérennes autrement.

Enjeux :

Favoriser le maintien et le développement de savoir-faire artisanaux et industriels.

Développer une sylviculture durable.

Réfléchir à l'offre d'équipements et de services à la population selon l'évolution des besoins.

Miser sur l'économie sociale et solidaire (ESS).

Préserver l'activité agricole et pastorale.

Déployer le numérique en tant que substitut des équipements et services parfois peu présents en milieu rural.

- **Tourisme**

La présence d'une économie touristique déjà bien installée doit se poursuivre par la structuration d'une offre plus globale pour en faire un levier de développement local durable. La question de la saisonnalité est une problématique majeure de ce modèle touristique. La mise en place d'un modèle de « quatre saisons » doit permettre un meilleur étalement de cette économie touristique, tout le long de l'année, afin de sécuriser des emplois actuellement précarisés par cette saisonnalité.

La dépendance de certains espaces à un seul modèle de développement touristique mérite également d'être interrogée. La diversification de l'activité vers un modèle plus durable est nécessaire. La reconnaissance des atouts touristiques du territoire est déjà particulièrement importante par le biais des différents labels présents. Cette reconnaissance doit continuer et la valorisation d'atouts encore peu mis en avant doit se structurer.

La poursuite du développement du tourisme doit également prendre en compte des attentes environnementales élevées : la construction d'une offre touristique globale portée notamment par ses atouts naturels et paysagers doit aller de pair avec des pratiques touristiques durables. Cela est d'autant plus important sur un territoire qui sera fortement frappé par le changement climatique, ne rendant pas le modèle actuel viable à terme.

Cette offre bicéphale entre atouts naturels et patrimoniaux nécessite ainsi de s'étoffer autour de logiques de complémentarité entre chaque domaine, en développant des activités de pleine nature, à faible impact sur l'environnement.

Enjeux :

- Promouvoir de nouvelles pratiques touristiques de pleine nature et/ou plus respectueuses de l'environnement.
- Prolonger les saisons touristiques autour d'un modèle de « quatre saisons ».
- Valoriser la richesse naturelle du territoire comme levier de développement touristique.
- Poursuivre la reconnaissance et la labellisation des atouts touristiques du territoire.
- Concrétiser une destination commune (Comminges Pyrénées) via la mise en réseau d'acteurs et la création de produits touristiques.
- Porter une démarche de sensibilisation à la fragilité des milieux naturels et au partage de l'espace sur les sites fréquentés auprès du grand public.

• Consommation d'espaces

L'année 2020 a fortement marqué les esprits des Français et notamment des citoyens. La crise sanitaire et les confinements nationaux ont rebattu les cartes de l'imaginaire et des conditions de vie : la promiscuité propre au monde urbain pose problème et le télétravail ouvre les portes d'une vie possible entre campagne et ville. La crise sanitaire de la Covid-19 a réveillé des rêves de vie plus rurale, proche de la nature, qui laissent de côté la densité et la pollution des grandes villes. Le territoire doit en tirer bénéfice ; sans compter que cela peut permettre un rééquilibrage des dynamiques démographiques.

Le renouvellement de la croissance démographique passe par plusieurs leviers devant être coordonnés. Le premier d'entre eux est le migratoire : il continue de demeurer positif mais son affaiblissement représente une menace démographique à terme. Le territoire doit également maintenir ses jeunes et actifs par des offres de formation et d'emploi. L'arrivée ou le maintien d'actifs s'accompagnerait d'une augmentation du nombre de familles, ainsi que d'une inflexion de la baisse continue du solde naturel.

Les évolutions des attentes et besoins en matière d'organisation de l'espace (réduction des distances entre l'habitat et les centralités regroupant commerces et services) mais également en matière de logement sont à prendre en considération. Le vieillissement de la population entraîne des besoins

spécifiques en termes d'habitat, d'équipements et de services. De même, cette population vieillissante rencontre de fortes difficultés en matière de mobilité (particulièrement sur les communes méridionales), tout autant d'éléments entraînant des départs du territoire.

Il est ainsi nécessaire de formuler des réflexions transversales afin de répondre à ces problématiques globales et œuvrer à l'amélioration continue de l'habitabilité du territoire.

Enjeux :

- Apporter un soutien en matière d'ingénierie de projets locaux.
- Outiller les décideurs locaux de cahiers techniques réalisés sur mesure à l'environnement du projet de PNR afin de favoriser un urbanisme durable qui s'intègre à l'environnement de projet.
- Favoriser une gestion économe de l'espace par le respect d'une trajectoire qui s'inscrit dans l'ambition du Zéro Artificialisation Nette (ZAN) traduit à l'échelle régionale dans le SRADDET.
- Être moteur dans le portage de solutions alternatives et innovantes en matière d'accompagnement de projets interterritoriaux.

• Logements

Le maintien des populations passe d'abord par la rénovation de l'habitat vacant dans les centres-bourgs, en mettant en place des moyens d'action pour adapter des logements anciens inadaptés aux nouveaux modes d'habiter. Lorsqu'un bâtiment est délaissé sur une longue période et se détériore, cela se répercute sur l'image du centre-bourg.

La présence de bâtiment de ce type peut engendrer un effet d'entraînement, avec une perte d'attractivité et une vacance des constructions de plus en plus prégnante. L'intégration des nouveaux logements doit se penser selon un souci d'intégration autour du patrimoine local, des paysages et en étant adaptée aux besoins de tous. La coordination entre la réhabilitation des logements anciens et vacants ainsi que la construction de bâtiments économes permettront de promouvoir une offre d'habitat plus durable, mieux intégrée aux formes urbaines et paysagères du territoire.

Enfin, la création d'une filière autour de matériaux biosourcés permettra de combiner construction et rénovation durables et développement local.

Enjeux :

- Promouvoir un habitat durable.
- Lutter contre la vacance et faciliter l'adaptation du bâti ancien aux besoins des ménages actuels tout en limitant les pressions nouvelles.
- Développer l'utilisation de matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation.
- Encourager la mixité sociale, intergénérationnelle et l'habitat pluriel.
- Maîtriser l'urbanisation et donner la priorité au réinvestissement des tissus urbains existants.

- **Mobilités**

La structuration d'offres de transports collectifs sur l'ensemble du territoire doit venir apporter des réponses face aux différents enjeux se posant sur cette question. Elle doit apporter des réponses viables aux besoins spécifiques de chacun, d'autant plus sur des espaces fortement marqués par le vieillissement des populations.

C'est plus généralement l'ensemble des précarités qui doivent être accompagnées, qu'elles soient liées à l'âge, aux capacités de mobilité ou encore liées aux situations économiques. Ces alternatives modales devront également être pensées selon le souci de leur viabilité (horaires, dessertes, fréquences...) pour les différents publics, y compris les actifs.

Le développement d'un projet innovant comme le train à hydrogène doit être vu comme un catalyseur pour le territoire, permettant d'amener de nouvelles perspectives en matière de mobilités. La généralisation d'équipements de mobilité permettra également la mise en place avant de nouvelles pratiques de mobilité plus durables (covoiturage, VAE...).

Enjeux :

- Développer les interconnexions entre les moyens de mobilités existants et projetés (pôles d'échanges multimodaux, connexion de services de mobilité avec les aires de covoiturage...).
- Maîtriser les besoins et attentes en matière de mobilité sur le territoire afin de proposer une offre au plus près des besoins des populations.
- Faire de la « non-mobilité » un levier de la diminution des besoins de déplacements et de l'attractivité territoriale en structurant le territoire des infrastructures nécessaires au télétravail et aux services (MSAP, tiers lieux, espaces de coworking...).
- Maintenir l'offre ferrée et se servir du projet de train à hydrogène comme catalyseur.

- **Cadre de vie**

Près de 60 % des communes du territoire ont un profil environnemental peu défavorisé (bon état de l'eau, de l'air, pas de dégradation majeure des sols). La partie sud du territoire est fortement engagée dans des actions liées aux risques naturels. Les risques d'inondation existants sont reconnus, et abordés de manières réglementaires, via la compétence GEMAPI.

La mise en place d'un second Contrat Local de Santé (CLS) sur le périmètre du PETR Pays Comminges Pyrénées est une opportunité pour l'amélioration du cadre de vie sur cette partie du territoire. Les actions des Plans Climat Air Énergie (PCAET) valorisent également des actions « santé environnement ». Mais en dehors du Contrat Local de Santé, globalement peu d'ingénierie est dédiée aux aspects santé environnement à l'échelle locale.

Les effets du dérèglement climatique accentuent les phénomènes naturels d'aléas (feux de forêt, inondations, sécheresses, mouvements de terrain, crues plus fréquentes...) générant des risques pour les populations et installations à proximité. Ces risques doivent être pris en compte selon différentes temporalités : il est aussi important de préserver les acquis en matière de prévention que de les améliorer pour lutter contre les risques naturels grâce à une vision prospective des moyens de prévention à mettre en œuvre.

Enjeux :

- Augmenter la reconnaissance des risques naturels induits par les effets du dérèglement climatique.
- Déployer des actions menées en faveur du rapport « santé environnement » auprès du grand public.
- Valoriser les effets positifs issus du premier Contrat Local de Santé.
- Préserver et améliorer le cadre de vie privilégié, par des actions en faveur du climat.

Partage des enjeux à l'ensemble des acteurs du territoire

Les membres du bureau de l'Association se sont réunis le 8 décembre 2022 pour valider le diagnostic et valider les enjeux mis en avant par ce dernier. Avec les éléments issus du diagnostic partagé et les retours des partenaires, 3 grandes thématiques ont été actées en bureau. C'est autour de celles-ci que se structure la démarche, la construction collective de la stratégie et le contenu de la Charte.

2. La construction du projet de territoire

Fortement mobilisés, les maires, conseillers des communes adhérentes, présidentes, présidents, vice-présidentes et vice-présidents des Communautés de communes, des Conseils départementaux de Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées et de la Région Occitanie ont participé activement à la concertation citoyenne en s'impliquant dans la démarche de co-construction de la stratégie et en relayant et diffusant activement les outils appelant la participation de toutes et tous.

2004 – Création de l'Association pour le développement en Comminges Pyrénées

Décembre 2011 – Soutien de « l'étude en vue de la création d'un Parc Naturel Régional (PNR) en Comminges »

2012 – Signature d'un contrat de Pays signé avec l'État, la Région et le département et émergence du PETR

2015 – Début de l'étude d'opportunité et de faisabilité du projet du PNR Comminges Barousse Pyrénées

2016 – Définition d'un périmètre plus pertinent avec notamment l'intégration de la vallée de la Barousse

Mars 2019 – AG constitutive de l'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées

29 juillet 2020 – Le préfet de Région, coordonnateur des services de l'État pour ce projet, émet un avis favorable

26 avril 2021 – COPIL de lancement

2021/2022 – Diagnostic de territoire

Décembre 2022 à octobre 2023 – Concertation pour l’élaboration de la stratégie et rédaction de l’avant-projet de Charte

Juillet 2023 – Assemblée générale de validation du projet stratégique

26 octobre 2023 – Approbation en Assemblée générale de l’avant-projet de Charte et saisie de la Région Occitanie puis de l’État

7 mars 2024 – Examen préalable conjoint

16,17 et 18 avril 2024 – Visite sur le territoire des rapporteurs du CNPN, de la Fédération des Parcs Naturels et du ministère

1. Des élus mobilisés et garants d’une stratégie structurée

Un premier forum, ouvert aux élus, partenaires et techniciens, à Saléchan le 14 décembre 2022, a permis d’échanger sur la construction de la stratégie territoriale.

Cet atelier a permis de :

- Prendre acte de la finalisation du diagnostic territorial
- Prioriser les enjeux issus du diagnostic
- Lancer l’élaboration collective du projet stratégique avec le jalonnement des objectifs opérationnels du projet (préalable à la création des trois grands axes)
- Lancer la consultation citoyenne

La confrontation des enjeux prioritaires identifiés aux missions dévolues aux Parcs Naturel Régionaux a permis de bâtir la structure de la stratégie autour de 3 axes avec la volonté forte des élus de :

- Fixer dans le premier axe le cap sociologique de la charte et définir les principes d’actions ;
- Se saisir dans l’axe 2 des enjeux des transitions pour accompagner le développement local ;
- Et faire de l’axe 3 un plan d’action pour préserver notre patrimoine naturel.

C’est donc autour de ces 3 axes qu’ont été proposés aux élus des temps forts de travail : 4 forums élus, un par axe de la stratégie (16 février 2023, 9 mars 2023, 16 mars 2023 et 30 mars 2023), ont permis pour chacun des axes d’élaborer des propositions d’objectifs, de levier d’action pour le territoire (150 participants : maires et conseillers municipaux).

En complément a été mené un échange avec les acteurs du territoire (listés ci-dessous) pour poser les bases du projet opérationnel. Cela s’est traduit par 3 ateliers (4, 13 et 21 avril 2023) qui visaient à préciser les orientations et mesures à formaliser (70 participants : techniciens des collectivités, chambres consulaires, services de l’État, partenaires socioprofessionnels et associatifs). Parmi ces participants étaient invités, en plus des élus et techniciens du COTECH, des intervenants sur les différentes thématiques abordées dans la Charte.

Partenaires et acteurs du territoire

Fonction	Structure
Association PNR	
Présidente	Bureau /Région
1er VP	Bureau /Asso PNR
VP	Bureau /CD 31
VP	Bureau /CCPHG
VP	Bureau /Communes 200à 500
VP	Bureau /Communes +500
Trésorière	Bureau /CCCGS
Secrétaire	Bureau /5C
Représentant	Bureau/Région
Représentant	Bureau /CD65
Représentant	Bureau /CCPHG
Représentant	Bureau /CCNB
Représentant	Bureau /CCCG
Représentant	Bureau /Communes -200
Représentante	Bureau /Communes 200 à 500
Représentant	Bureau /Communes 200 à 501
Représentant	Bureau /Communes 200 à 500
Représentant	Bureau /Communes +500
Région et Départements	
Présidente	Région Occitanie
Président	CD31
	CD31
Président	CD65
PETR	
Président	PETR Comminges
	PETR Comminges
Présidente	PETR Pays des Nestes
Elu	PETR Pays des Nestes
Président	PETR Sud Toulousain
élu	PETR Sud Toulousain
Etat	
Sous-préfète	Sous-préfecture Saint Gaudens (coordinatrice)
Sous-préfète	Sous-préfecture de Bigorre
Commissaire de Massif	Commissariat de Massif

Fonction	Structure
Partenaires techniques socio-professionnels et associatifs « clés »	
Agriculture	
Président	Chambre Agri 31
Président	Chambre Agri 65
Président	Service "agri" du Département 31
Tourisme	
Président	CDT31
Président	HPTE 65
Commerce et artisanat	
Directeur d'Antenne St-Gaudens	CCI 31
Directeur d'Antenne St-Gaudens	CMA 31
Directeur	CCI 65
Directeur	CMA 65
Techniciens "invités" du Groupe Projet	
Directeur	Asso PNR
Secrétaire Générale	Asso PNR
Chef de pole patrimoines naturels	Asso PNR
Chef de projet transition touristique	Asso PNR
Chargé de communication	Asso PNR
Chargée de projets PNR Biodiversité et Territoires (DTEE)	DREAL - Direction Ecologie - Département Biodiversité
Chargée de projets Parcs Naturels Régionaux	Région Occitanie - Direction de la Transition Ecologique et Energétique
	Région Occitanie - Direction de la Transition Ecologique et Energétique
	ATD 31
Environnement Aménagement	CD65
Directrice	PETR Comminges
Communautés de communes	
DGA	5C
VP	CC PHG
Chef de Service circuits courts, environnement, développement	CC PHG
DGS	CC PHG
DGS	CC CGS
Chargée de mission "Développement	CC Neste Barousse
Responsable du Pôle Développement	CC Neste Barousse
Education-Cohésion sociale et	CC Cœur de Garonne
Directrice du Développement	CC Cœur de Garonne
Directrice de l'Office de Tourisme Intercommunal	CC Cœur de Garonne
PETR et SM "majeur"	
Directrice	PETR Comminges
Conseiller en Énergie Partagé	PETR Comminges
Economie	PETR Comminges
Chef de projet Plan	PETR Comminges
Directeur	PETR Pays des Nestes
Chargé de mission Forêt	PETR Pays des Nestes
Directeur	PETR Sud Toulousain
Directeur	Syndicat Montagne
Directeur	Syndicat Mixte Garonne Amont

Fonction	Structure
Président Communes Forestières 31	Cofor
Chargé de Mission	CRPF
Nature Occitanie Observatoire vieilles	Observatoire des forêts des Pyrénées centrales
Nature Occitanie Observatoire vieilles forêts 65	Nature Comminges
Référent scientifique sur les vieilles forêts pyrénéennes	CSRPN
spécialiste forêt	CEN
Chef de projets – Responsable antenne Pyrénées Centrales	CEN
Chargée d'études Animations Territoriales	Nature Occitanie
Conservateur du RNR de Montious	Nature Occitanie
Chargé d'études	AREMIP (Natura 2000/zh)
Chargée de projet sur des sujets transversaux	Chambre Agriculture (Natura 2000)
Directeur	Fédération Pêche
Coordinateur service plan de gestion	Fédération Chasse
Chef de projet SAGE	SAGE / SMEAG
	Agence de l'Eau Adour Garonne
Chef du service ressource en eau	Conseil Départemental 31
Secrétaire Générale	UNICEM Occitanie
Président	ACVA Boulonnais
Présidente	ACVA Aurignacois
Président	ACVA Aspetois
Conseillère animatrice Pastoralisme-Montagne-Forêt	Association Française de Pastoralisme / Chambre Agriculture 31
Directeur	Lycée Agricole
Directeur	CFPPA Ariège-Comminges et CFAA Piémont-Pyrénées
Représentant en AG asso	CCI
Co-président	Conseil Développement CGS
Co-présidente	Conseil Développement CGS
directeur	CDT
Directrice	HPTE
directeur	Office CGS
Chargé de Mission	Toursime NESTE Barousse
Directrice	Coeur de Garonne
Directeur	Pyrénées 31
Président	Office de la Montagne
	Club Alpin Français
	Fédération Thermale
Chef du service UDAP (31)	DRAC - Unité dep. de l'archi. et du patrimoine (udap)
généralisation de l'éducation artistique	DRAC - Action culturelle
co-directrice	Pronomade

Fonction	Structure
Etat et "sphère Etat"	
chefe du pole territorial	DDT 31
	DDT 65
l'Environnement Direction régionale Occitanie	OFB
Inspecteur des sites	DREAL - Direction Ecologie - Département Biodiversité
Chargé de mission	Commissariat de massif des Pyrénées
Partenaires techniques socio-professionnels et associatifs « clés »	
Forêt	
Responsable du service forêt	ONF – Agence territoriale Pyrénées-Gascogne
Responsable UT Comminges	ONF
Agriculture	
Directeur	Chambre Agri 31
	Chambre Agri 31
	Chambre Agri 31
	Chambre Agri 31
Sous directeur	Chambre Agri 65
Chef du service Action territoriale	Service "agri" du Département 31
Tourisme	
Directeur	CDT31
Chargé de Mission	CDT 31
Directeur développement	HPTE 65
Biodiversité	
Chef de projets – Responsable antenne Pyrénées Centrales	CEN
Directeur	CBN
Directeur général adjoint	CBN
Architecte conseil	CAUE 31
Directeur	CAUE 65
Directeur	Agence des Pyrénées
Chargé de Projet	
Directrice	Le Syndicat de Gestion de la Save
	Réseau 31 SMEA
Directeur Sud 31	Réseau 31 SMEA
Directeur	Syndicat Mixte Garonne Aussonnelle Louge Touch
Directeur	PNR Pyrénées Ariégeoises
Directeur	PN des Pyrénées

Fonction	Structure
	comité randonnée Pédestre 31
	comité randonnée Pédestre 31
Administrateur	comité randonnée Pédestre 31
Président	SNAM 31
	AREC
	AREC
	Monuments historiques
	Musée nationaux
	Réseau éducation Pyrénée Vivante
	Réseau éducation Pyrénée Vivante
Directeur	La Maison de la nature et de l'environnement 65
	La Maison de la nature et de l'environnement 65
	SNAM 65
	SNAM 31
Chargé de mission Culture	Pays Sud Toulousain
Stagiaire	Pays Sud Toulousain
Chargé planification ENR	Pays Sud Toulousain
Président 31	FDAAPPMA
	FDAAPPMA
Chargée d'animation, de coordination et de communication pour le projet COTERRA	INRAE Occitanie-Toulouse - UMR DYNAFOR
	Bureau d'études AMO

2. Les citoyens au cœur du projet de Parc

La volonté forte d'impliquer l'ensemble de la population dans la construction du projet de Parc pour une meilleure appropriation de la démarche et pour répondre aux attentes de tous a induit une présence accrue sur les lieux publics et fréquentés pendant cette période.

Le travail avec les citoyens a été riche et varié pour formaliser les attentes de ces derniers dans l'élaboration de la stratégie et nourrir les supports et réflexions proposées lors des forums des élus.

Afin d'établir la feuille de route et les actions à mener pour les 15 prochaines années sur le territoire, le PNR a mis en place une série de 4 questionnaires à destination de la population, diffusés sur les réseaux, avec l'appui des mairies, lors d'événements organisés à cette attention ou en étant présent sur des lieux fréquentés.

Un questionnaire général sur des sujets transversaux

Un questionnaire sur le premier axe de la stratégie : « Une ruralité désirable pour demain ! »

Un questionnaire sur le deuxième axe de la stratégie : « Les transitions et les solidarités. »

Un questionnaire sur le troisième axe de la stratégie : « Les richesses naturelles, un socle fédérateur. »

L'objectif était multiple : prioriser et échanger sur les mesures à prendre et les actions à mettre en œuvre dans la future Charte du territoire, véritable engagement des communes et partenaires signataires.

Ces contributions ont permis de percevoir, collectivement, l'intérêt des habitants du territoire pour les défis environnementaux et sociétaux qui s'offrent à nous.

Plus de 950 réponses aux 4 questionnaires ouverts à la population ont été recueillies.

Cette mobilisation importante s'accompagne d'attentes fortes : une volonté de prioriser la sensibilisation plutôt que les périmètres de protection, la préservation de la ressource en eau et la gestion durable de la forêt, des demandes en matière de participation, d'intégration des attentes citoyennes.

Des stands sur les marchés du territoire

En novembre 2022, les équipes de l'association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées ont tenu 7 stands sur les marchés du territoire, ce qui a permis d'échanger avec de nombreux citoyens.

Cette initiative a été répétée en décembre 2022 avec 11 marchés, avril 2023 avec 2 marchés et enfin mai 2023 avec un dernier marché à Aspet et la présence sur le marché de Saint-Gaudens.

Les agoras

Trois agoras citoyennes « Faisons Parc ! », deux en novembre 2022 et une en mai 2023, ont permis à la population de débattre du projet de PNR Comminges Barousse Pyrénées

Les apéros tchatte

L'équipe de l'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées s'est également mobilisée lors 7 apéros tchatte.

Ces temps conviviaux se sont déroulés dans des endroits emblématiques du territoire et ont permis de répondre aux questions sur le projet de PNR, de lancer le débat, tchatcher sans tabous sur des sujets qui concernent les citoyens et acteurs du territoire.

Une présence aux grandes manifestations du territoire

Tout au long du processus d'élaboration de la Charte, l'équipe de l'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées s'est mobilisée lors de différentes manifestations du territoire (Pyrénéennes, Fête de la Montagne, Foire de Luchon...) afin d'échanger sur les attentes de la population. Cela a été également un bon moyen de relayer l'information sur l'existence du questionnaire.

Synthèse de la consultation des élus et des citoyens

Une consultation des élus et des citoyens au long court pour élaborer le projet stratégique et opérationnel



Novembre 2022

7 Marchés
2 Agoras

Décembre 2022

11 Marchés
1 séminaire « enjeux »

Février 2023

1 Apéro Tchatche
1 Forum élus



Mars 2023

2 Apéros Tchatche
3 Forums élus

Avril 2023

3 Séminaires « stratégie »
1 Apéro Tchatche
2 Marchés

Mai 2023

2 Apéros Tchatche
1 Agora
1 Marché



Jun 2023

1 Apéro Tchatche

Soit :

21 Marchés **4 Forums élus**
3 Agoras **4 Séminaires (1 « enjeux », 3 « stratégie »)**
7 Apéros Tchatche

Les élus, consultés lors du séminaire « enjeux », des forums, et lors des temps « citoyens » ont été fortement mobilisés, plus de 150 participants ont pris rendez-vous aux forums élus.



L'atelier de Saléchan, près de 60 participants – Source : La Dépêche

En parallèle, les citoyens ont été consultés sur les enjeux, leur connaissance et attentes envers un projet de PNR, via le site internet du PNR, et aux nombreux relais de communications portés sur les marchés, lors des agoras, des apéros tchatche, et également relayé par les élus du territoire.

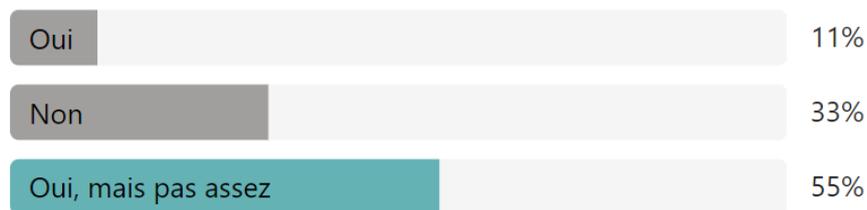
« Impliquer la population dans le projet »

Objectif placé prioritaire à 75 %

Soit :

947 réponses

Est-ce que la transition sociale et environnementale est, selon vous, à l'oeuvre sur le territoire Comminges..



15. En 3 ou 4 mots, quel est votre ressenti sur la création du PNR Comminges Barousse Pyrénées ?



3. Le Comité Technique (COTECH)

Afin de consulter les élus et citoyens, les éléments partagés (diagnostic, enjeux, avant-projet de Charte) ont été soumis à relecture d'un Comité Technique (COTECH). Ce COTECH a réalisé un travail de fond afin d'approfondir les éléments partagés, de les confronter aux expériences de ces membres et à leurs périmètres d'action, qui sont complémentaires.

Ce COTECH a été composé des membres de l'association, de membres des services de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et départementaux (Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées), des techniciens et responsables de services des Communautés de communes du territoire ainsi que des Pôles d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) et des syndicats mixtes (SM) dits « majeurs ».

Fonction	Structure
Association PNR	
Directeur	Asso PNR
Secrétaire Générale	Asso PNR
Chef de pole patrimoine Naturel	Asso PNR
Région et Départements	
Responsable service Biodiversité et Territoires (DTEE)	Région Occitanie - Direction de la Transition Ecologique et Energétique
Chargée de projets Parcs Naturels Régionaux	Région Occitanie - Direction de la Transition Ecologique et Energétique
Chargée de projets "ingénierie et expérimentation territoriale"	CD31
Responsable du Service Environnement Aménagement	CD65
Communautés de communes	
DGA en charge du pôle aménagement durable du territoire et des équipements spécifiques	5C
Chargé de Mission urbanisme	
Chargé de mission ENR	
Chef de Service circuits courts, environnement, développement	CC PHG
DGS	CC PHG
DGS	CC CGS
Chargée de mission "Développement territorial"	CC Neste Barousse
Responsable du Pôle Développement économique, touristique et territorial	CC Neste Barousse
DGA (Direction Education-Cohésion sociale et Développement territorial)	CC Cœur de Garonne
Directrice du Développement Territorial	CC Cœur de Garonne
Directrice de l'Office de Tourisme Intercommunal	CC Cœur de Garonne

Fonction	Structure
PETR et SM "majeur"	
Directrice	PETR Comminges
Chargé de mission	
Directeur	PETR Pays des Nestes
Chef de projet Avenir Montagnes	PETR Pays des Nestes
Chargé de mission Forêt	PETR Pays des Nestes
Directeur	PETR Sud Toulousain
Chargé de Mission SCOT	PETR Sud Toulousain
Directeur	Syndicat Montagne
Directeur Adjoint	Syndicat Montagne
Directeur	Syndicat Mixte Garonne Amont
Etat et "sphère Etat"	
Chargée de projets PNR	DREAL - Direction Ecologie - Département Biodiversité
cheffe du pole territorial	DDT 31
	DDT 65
	OFB
	DRAC - Unité dep. de l'archi. et du patrimoine (udap)
Chef du service UDAP (31)	
	DREAL - Direction Ecologie - Département Biodiversité
Inspecteur des sites	
Chargé de mission	Commissariat de massif des Pyrénées

Fonction	Structure
Partenaires techniques socio-professionnels et associatifs « clés »	
Forêt	
Responsable du service forêt	ONF – Agence territoriale Pyrénées-Gascogne
Responsable UT Comminges	ONF – Agence territoriale Pyrénées-Gascogne
Agriculture	
Directeur	Chambre Agri 31
Sous directeur	Chambre Agri 65
Service "agri" du Département 31	Conseil Départemental 31
Tourisme	
Directeur	CDT31
Directeur développement	HPTE 65
CD 65	CD 65

Fonction	Structure
Commerce et artisanat	
Directeur	CCI/CMA 31
Directeur d'Antenne St-Gaudens	CMA 31
Directeur	CCI 65
Membre Titulaire de la CCI THP.	CCI Tarbes et Hautes-Pyrénées
Directeur	CMA 65
Biodiversité	
Chef de projets – Responsable antenne Pyrénées Centrales	CEN
Directeur général adjoint	CBN
Charge de mission	CBN
Paysage & urbanisme	
Architecte	CAUE 31
Architecte Paysagiste	CAUE 31
Directeur	CAUE 65
Autres acteurs "transversaux"	
Directeur	Agence des Pyrénées
Chargé de projet	Agence des Pyrénées

Le COTECH a été mobilisé sur des périodes longues de construction de l'avant-projet de Charte, dès le début de la mission et tout au long de l'élaboration, lors des séminaires de co-construction, des ateliers ouverts, des relectures et compléments des documents, jusqu'à la finalisation et la relecture de l'avant-projet de Charte, en septembre 2023.

4. Les étapes de validation du projet

L'Assemblée générale du 27 juin 2023 a clôturé ce travail, validé la stratégie de Charte et lancé la rédaction du volet opérationnel dont les bases ont été posées lors des ateliers de concertation avec les élus, les techniciens, et via des propositions de citoyens.

Pour finaliser l'avant-projet de Charte soumis à l'avis intermédiaire du ministère, une nouvelle phase de travail a été engagée. Il s'agissait de traduire les défis et orientations du projet stratégique en projet opérationnel de la Charte sous forme de dispositions précises, dont certaines devaient être traduites spatialement dans le plan du Parc. Le rôle du syndicat mixte du Parc et les engagements des signataires (communes, EPCI, départements, Région et État) ont été définis. Parmi l'ensemble des mesures préidentifiées dans la phase précédente, les mesures « prioritaires » de la Charte ont été dégagées, permettant de cibler les investigations complémentaires à engager.

Une base de travail et des propositions ont été formulées et partagées entre le 15 septembre et le 18 octobre 2023 aux collectivités et instances partenaires du futur Parc. L'objet était pour chacun de formuler, préciser et amender les orientations et dispositions ou se positionner comme partenaire impliqué dans les mesures identifiées. Les Communautés de communes, Conseils départementaux de Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées, la Région Occitanie et l'État avaient à se prononcer sur leurs engagements du 15 septembre au 18 octobre 2023 afin de finaliser les fiches-mesures.

Une réunion intermédiaire entre les services référents PNR de la Région, des Conseils départementaux, de la DREAL, de la DDT et du PETR Pays Comminges a permis de présenter l'ébauche du plan du Parc, d'échanger sur la stratégie opérationnelle et de réajuster des éléments de l'avant-projet de Charte en construction.

Ces étapes ont permis de prolonger le processus de construction collective jusqu'au projet de Charte et de partager le contenu aux différents partenaires, en amont de sa validation en Assemblée générale du 26 octobre 2023.

La stratégie du Parc

1. Les ambitions du territoire pour s'adapter aux transitions

Un travail de partage des enjeux du diagnostic a permis de définir les thématiques que le territoire souhaite aborder en priorité pour les 15 prochaines années. Cette priorisation a été effectuée afin d'organiser concrètement les ambitions du futur Parc Naturel Comminges Barousse Pyrénées.

Le territoire du Comminges Barousse Pyrénées se distingue par 3 « **marqueurs forts** » qui le caractérisent :

1/ La valeur patrimoniale naturelle du territoire provient d'une variété exceptionnelle liée aux spécificités écologiques **des 3 différentes principales entités naturelles/géologiques** : la haute chaîne des Pyrénées, les chaînons calcaires du piémont commingeois dont les petites Pyrénées, et le paysage collinéen des coteaux commingeois.

2/ Les « **vieilles forêts** » (ou forêts anciennes) qui représentent environ 5,3 % du territoire entre la bordure et la haute chaîne pyrénéenne, notamment dans les hautes vallées de la Pique et du Lys, de la Garonne ou du Ger. Le territoire a donc une responsabilité forte, il s'agira de concilier les activités d'exploitation forestière avec la sensibilité écologique des habitats concernés. La pérennité des espèces forestières présentes dépendra de la mise en place d'une gestion durable des espaces forestiers, prenant notamment en compte la trame des vieux bois.

3 / **La Garonne** : ce grand fleuve français traverse le territoire, ce qui lui confère une responsabilité particulière de la gestion du bassin amont tant sur la qualité de l'eau que la gestion de la quantité. Également support historique de nombreuses activités humaines, la Garonne constitue à la fois patrimoine un paysager, naturel, touristique, historique et culturel majeur pour le territoire.

Sur ce territoire singulier, les acteurs ont identifié trois principales problématiques qui constituent les « **grands défis** » du territoire d'ici 15 ans :

1/ Comment faire face aux conséquences du changement climatique sur le patrimoine naturel, dont les effets sont déjà présents dans le sud du territoire et sa zone de montagne ?

2/ Quelles devront être les principales mutations/adaptation de l'économie rurale, agriculture et tourisme, dans les 15 prochaines années ?

3/ Comment fédérer et mobiliser les acteurs locaux autour d'un projet territorial durable à cette nouvelle échelle ?

Ces 3 défis trouvent leur traduction opérationnelle dans les 3 axes suivants qui sont l'ossature du projet de territoire :

- Axe 1 : Construire collectivement l'avenir d'une ruralité désirable et ambitieuse
- Axe 2 : Faire des transitions écologique et énergétique un accélérateur du développement local et solidaire
- Axe 3 : Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales un socle fédérateur du territoire.

Axe 1 : Construire collectivement l'avenir d'une ruralité désirable et ambitieuse

Fort de ses traditions, paysages et filières locales, le territoire du Comminges Barousse Pyrénées offre une qualité de vie précieuse à ses habitantes et habitants. À l'heure où le modèle urbain ne fait plus l'unanimité, la recherche d'un cadre de vie équilibré, sobre et durable renforce l'attractivité de ce territoire rural aux atouts multiples. L'enjeu de cet axe est ainsi de concilier développement économique et durabilité, de trouver un équilibre entre innovation et préservation du territoire.

L'implication des habitants dans les prises de décision, le soutien à un urbanisme mieux intégré à l'aménagement des paysages, le lien avec les territoires voisins et les acteurs culturels, mais aussi l'innovation dans les filières économiques locales sont autant de pistes et solutions pour promouvoir et développer les qualités de ce territoire riche et attractif.

Ce premier axe est décliné en 4 orientations :

Orientation 1.1 Porter l'expérimentation et l'innovation en faveur des filières économiques, de l'économie sociale et solidaire

Le changement climatique et la fréquence accrue d'événements extrêmes entraînent une grande vulnérabilité des activités économiques en impactant largement ses composantes, tant l'emploi que les outils de production. La baisse de l'offre de travail, les rendements agricoles moindres, les pénuries, l'accentuation des inégalités, la nécessité de trouver des sources énergétiques pérennes et moins polluantes imposent des évolutions nécessaires.

Avec un indice de 70 emplois pour 100 actifs, les habitants sont dépendants des territoires extérieurs pour travailler (Saint-Gaudens et les communes le long de l'A64 principalement, Toulouse dans une moindre mesure ainsi que Tarbes), le territoire du PNR souffre d'une faible dynamique économique. S'ajoute à cela un chômage important chez les jeunes et un manque d'opportunité de formation en proximité.

Les Communautés de communes du territoire sont déjà largement mobilisées en faveur de l'économie locale, via leur compétence mais également par la mise en place de règlements d'aides, d'animation et gestion de tiers lieux, la mise en place de contrat de territoire industrie (autour de la production d'hydrogène vert et la déclinaison de ses usages, notamment), ou encore l'animation d'une plateforme « commerce local ».

Les secteurs publics du commerce, du transport et des services sont les principaux pourvoyeurs d'emploi sur le territoire. Bien que les effectifs du secteur agricole soient en baisse, le secteur reste pourvoyeur d'emploi. L'emploi touristique est une spécificité sur le territoire plus particulièrement dans le secteur de montagne avec de nombreux emplois saisonniers et précaires qui viennent en appui et complément de revenus d'autres métiers (éleveur, métiers du bois...).

Cette économie présentielle, avec une dynamique d'emploi assez faible, est exposée aux difficultés liées aux changements climatiques à savoir un secteur touristique encore lié à l'enneigement, des déplacements domicile-travail importants (autosolisme), l'élevage et la polyculture soumis aux aléas climatiques.

Il est urgent pour l'aire économique Comminges Barousse Pyrénées de s'inscrire dans une transition écologique volontariste et maintenir la durabilité de ses activités économiques basée sur une économie sociale et solidaire, les filières locales, l'innovation et l'expérimentation

Il s'agit également de mutualiser les compétences locales afin de simplifier la mise en place de filières locales, d'encourager la création et le développement d'entreprises sociales, de coopératives, d'associations et d'autres formes d'organisations économiques qui contribuent au bien-être social tout en respectant l'environnement – véritable atout différenciant à valoriser.

Cette orientation encourage la recherche et le développement de technologies et de pratiques novatrices pour réduire l'empreinte écologique, favoriser les énergies renouvelables et promouvoir des modèles économiques durables. Le PNR avec son syndicat mixte tend à outiller davantage le territoire, à coordonner les différentes politiques en faveur du soutien à l'économie sur l'ensemble du territoire, à accompagner les acteurs économiques locaux dans la transition écologique, l'évolution des pratiques et des métiers.

Une économie adaptée à la spécificité du territoire et des actifs formés sur le territoire ou à proximité pour l'emploi local induit est également l'objectif visé pour cette orientation. Cette volonté s'appuie à la fois sur l'accompagnement des entreprises mais aussi des salariés par la formation. En étroite collaboration avec ses partenaires, le syndicat mixte s'engage à instaurer une structuration de l'accompagnement alignée sur les besoins au sein du territoire. Cette initiative a pour but de promouvoir les emplois locaux et d'identifier les besoins et acteurs clés. Les offres de formations spécifiques existantes sur des métiers en tension (métiers du bois au lycée professionnel de Luchon notamment) représentent des atouts à valoriser et sur lesquels s'appuyer pour relocaliser davantage de formations diplômantes sur le territoire ou en proximité en collaboration avec les établissements des territoires voisins. Ces démarches collaboratives visent à relancer une dynamique en matière d'emploi, valorisant les compétences locales tout en promouvant l'innovation et l'expérimentation.

Mesure 1.1.1 Favoriser une dynamique d'emplois

Mesure 1.1.2 Encourager la formation et la recherche-action sur le territoire

Orientation 1.2 Impliquer la population du territoire

Le territoire du PNR, bien qu'étant montagnard et rural, n'en reste pas moins impacté par le changement climatique ; ressource en eau en tension, aléas climatiques fréquents... Cela provoque de l'écoanxiété, du désarroi, une prise de conscience forte, mais aussi et encore parfois du déni, état de fait auquel les acteurs publics doivent répondre. Il est de leur responsabilité d'accompagner les citoyens dans la pleine mesure de ces impacts, d'encourager et de répondre à l'engagement de ces derniers, de rendre compte des politiques publiques dans l'atténuation de ce changement climatique et de sensibiliser la population aux gestes et actions en faveur des enjeux environnementaux.

Mettre l'accent sur la participation citoyenne, la démocratie participative et le renforcement du dialogue entre tous les acteurs du territoire, c'est communiquer et informer de manière inclusive, tout en fédérant la population et les associations du territoire. Le projet, via cette orientation, est de faire face à la complexification apparente de l'action publique et au partage des compétences entre les collectivités et les différentes structures de gestion. Les citoyens doivent pouvoir comprendre le « qui fait quoi » institutionnel pour éventuellement, et s'ils le souhaitent, trouver leur place et participer aux instances décisionnaires locales (en participant aux temps de concertation et de co-construction, voire en s'inscrivant dans la vie publique et/ou associative locale). Le syndicat mixte ouvre ces instances consultatives aux citoyens et engage un partenariat avec l'Éducation nationale afin de proposer une implication écocitoyenne aux écodélégués du territoire, et accompagner les enseignants dans leur rôle d'éducateur au développement durable.

Le territoire s'engage à sensibiliser, former et accompagner, au sein même de son fonctionnement et auprès de structures extérieures, les acteurs locaux à même de prendre part dans la diffusion de connaissances sur la valeur environnementale du territoire, sur les enjeux de transition énergétique et écologique par la conciliation des activités humaines et protection de la biodiversité. L'objectif est de faciliter la capacité des acteurs et des populations locales à agir, en s'appuyant sur la mise en réseaux d'acteurs et associations du territoire autour de projets communs.



Mesure 1.2.1 Faciliter les relations entre instances de décisions et citoyens (mesure prioritaire)

Mesure 1.2.2 Augmenter la capacité d'agir collectivement par la sensibilisation aux enjeux environnementaux

Orientation 1.3 Consolider et appuyer des objectifs de qualité de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'architecture

Le changement climatique impacte fortement les paysages et l'habitabilité des territoires en raison de l'augmentation en intensité des aléas.

Constitué de 3 grands ensembles géologiques constitutifs des entités paysagères (les collines du Comminges et Garonne commingeoise ; le piémont dominé ; la zone intermédiaire et la zone de hautes montagnes), avec une topographie graduée et un réseau hydrographique très dense structuré par la Garonne et d'un climat montagnard en évolution, le territoire est exposé aux évolutions et risques du changement climatique. Les épisodes de risque naturel surviendront de plus en plus fréquemment. Les secteurs de vallée sont exposés aux épisodes de crues torrentielles et inondations qui augmenteront en intensité. Les secteurs en pente avec faible couverture végétale seront davantage soumis aux coulées de boue et à l'érosion alors que la sensibilité des massifs forestiers (plus de 50 % du territoire) au risque d'incendie augmentera avec l'augmentation des températures et raréfaction des précipitations.

La disponibilité de la ressource en eau sera mise en tension pour l'alimentation en eau potable, mais également pour les activités agricoles ou sylvicoles. Enfin, l'enneigement diminuera, ce qui impactera le régime hydrologique des cours d'eau et la fréquentation touristique des stations de montagne situées en basse ou moyenne montagne sur le territoire.

La biodiversité et les fonctionnalités écologiques seront fragilisées. La faune et la flore du territoire pourront migrer vers des latitudes plus importantes : il est noté une remontée des espèces de 3 m par an environ dans les Pyrénées, ce qui tendra à modifier significativement les composantes des entités paysagères actuelles.

En complémentarité avec le socle physique et les éléments naturels, le bâti contribue à la qualité des paysages qui font la particularité du territoire. On retrouve sur le territoire des motifs architecturaux singuliers composés de maisons de montagne, de maisons de maître, de fermes commingeoises et autres bâtis spécifiques à préserver. Le dérèglement climatique impose que le territoire se saisisse de la question du bouleversement des conditions de vie, d'habiter, de se déplacer, et de faire émerger des critères et des solutions encourageant un bâti intégré, à faible impact environnemental, sobre en consommation d'espace et de ressources en s'appuyant sur les matériaux géosourcés et biosourcés (filiale pierre et filiale bois du territoire) et l'économie circulaire (réhabilitation de l'existant et réemploi, recyclages des eaux usées...).

Il est bon de préciser qu'en 2022, plus des deux tiers des communes du territoire ne disposaient d'aucun document de planification. À ce jour, le traitement du paysage et les mesures d'adaptabilité aux évolutions climatiques restent ponctuels dans les documents d'urbanisme existants ou en cours d'élaboration ou révision (SCoT Comminges Pyrénées et Sud toulousain, PLUi Communauté de communes Cœur et Coteaux du Comminges et Neste Barousse). Parallèlement, les évolutions réglementaires entraînent les décideurs locaux à appliquer la sobriété foncière lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme. L'application de la loi Climat et Résilience et de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2050 bouleverse certaines pratiques d'aménagement. La prise en compte de cette trajectoire dans les échanges territoriaux autour de la planification (SRADDET, SCoT, PLUi) impose de partager une vision encore plus affinée du projet collectif d'aménagement.

Le territoire s'engage donc à prendre en compte les objectifs de qualités paysagères et à mettre en œuvre des documents d'urbanisme intercommunautaires en adéquation avec les objectifs de la charte, qui intègrent les trames vertes et bleues et leurs enjeux.



Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire (mesure prioritaire)

Mesure 1.3.2 Promouvoir les projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire

Orientation 1.4 Mobiliser les acteurs de la culture, du patrimoine et les territoires voisins en faveur des transitions

La position centrale du territoire sur la chaîne pyrénéenne, composé de hauts sommets de montagne, d'espaces boisés en piémont, de plaines alluviales et des coteaux exposés au sud, le place au cœur d'un réseau transfrontalier d'espaces naturels reconnus. Cette situation a été propice à l'installation de population dès la préhistoire, à la création d'axes de circulation naturels favorables à son ouverture aux influences extérieures et à une communication stratégique avec les territoires voisins. Des vestiges témoignent de la prospérité du territoire depuis ces temps jusqu'à nos jours et particulièrement de l'Antiquité romaine au Moyen Âge (grotte de l'Aurignacien, Vénus de Lespugue, Montmaurin, Saint-Bertrand-de-Comminges, les églises romanes, les établissements thermaux de Salies-du-Salat et de Luchon...).

Tant l'évolution démographique du territoire que le changement climatique conduisent à une nécessité d'une meilleure connaissance des usages anciens pour accompagner le territoire dans ses transitions et agir sur la protection des patrimoines historiques, culturels (charte des droits culturels en Comminges Pyrénées), immatériels (halbiaires, transhumance...) et naturels que nous avons en commun avec les territoires proches. La recherche sur les enjeux environnementaux et sociaux du territoire est un élément essentiel à mettre en œuvre, mutualiser avec les espaces voisins et promouvoir auprès de la population. Le syndicat mixte s'engage à être le référent des découvertes archéologiques fortuites afin de ne pas perdre de matériaux nécessaires à renseigner le récit historique du territoire.

Cette orientation vise à promouvoir la coopération, les échanges et les synergies entre le territoire et les zones environnantes, mais aussi entre le territoire et les territoires de projets, dans le cadre d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques. La coopération interterritoriale permet de développer des partenariats et des collaborations avec les territoires voisins, avec les Parcs à proximité (PNR des Pyrénées Ariégeoises, Parc National des Pyrénées, Réserve naturelle régionale du Montious, Parc Posets Maladeta), des régions adjacentes (Catalogne, Val d'Aran, la chaîne des Pyrénées), des aires urbaines ou des espaces métropolitains.

Ces collaborations se traduisent par des actions communes pour la préservation de la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, le développement des filières économiques durables, le tourisme, la culture, mais aussi d'échanger, par-delà les limites géographiques, des bonnes pratiques et des savoir-faire. Ces échanges permettent d'apprendre les uns des autres et de renforcer les actions entreprises, tout en ouvrant le territoire vers l'extérieur.

Les offres et services culturels existants participent au « bien-être » territorial et sont un vecteur non négligeable, par les messages qu'ils peuvent porter, en faveur du changement des mentalités et des transitions. La présence d'artistes professionnels, amateurs, bénévoles, de programmations et d'événements, d'équipements de qualité est essentielle. Le projet de territoire vise à faire du PNR Comminges Barousse Pyrénées un ensemble de lieux où s'exprime la créativité, où les projets artistiques sont facteurs de lien social, ancrés au territoire et se déclinent sous forme d'actions à l'attention de tous les publics. Cette orientation vise à encourager et favoriser la mise en réseau des acteurs culturels locaux et de soutenir une offre culturelle pluridisciplinaire et accessible à tous sur le territoire.

Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins et métropolitain et transfrontalier

Mesure 1.4.2 Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire

Axe 2 : Faire des transitions écologique et énergétique un accélérateur du développement local et solidaire

Les effets du changement climatique sur le territoire du Comminges Barousse et Pyrénées sont nombreux et tendent à se multiplier d'année en année. Énergie, agriculture, élevage, mobilités, les impacts du changement climatique sont divers, et imposent une nécessaire réflexion sur l'adaptation des modes de vie et de production à un territoire en évolution continue. Cet axe propose ainsi plusieurs pistes d'actions visant à faire du Comminges Barousse Pyrénées un territoire à la pointe des transitions, des mobilités, de la résilience énergétique et d'un développement sociétal écologique et réfléchi.

Que ce soit au travers d'un plan alimentaire ambitieux basé sur une production agricole durable et locale, de stratégies touristiques responsables et adaptées aux réalités climatiques et attentes sociétales, ou encore par le développement de ressources énergétiques renouvelables et décarbonées, plusieurs pistes peuvent être soutenues et exploitées pour faire du Comminges Barousse Pyrénées un territoire adapté aux enjeux environnementaux, climatiques et sociétaux de demain.

Quatre orientations permettent de décliner le second axe stratégique :

Orientation 2.1 Agir en faveur de la transition agricole et alimentaire

La pérennité de l'agriculture face au dérèglement climatique est conditionnée à une transition agroécologique volontariste : nécessité de repenser la consommation de la ressource en eau, d'adapter les cultures à l'augmentation des températures, d'adapter les pratiques face aux aléas toujours plus intenses.

L'agriculture est un élément fondamental de l'identité du territoire du PNR Comminges Barousse Pyrénées. Elle joue un rôle prépondérant tant au niveau socio-économique que dans la structuration de l'espace et des paysages. Le territoire détient plusieurs formes et organisations de cette activité, liées aux différentes réalités géomorphologiques :

- Des espaces pastoraux du piémont et des montagnes pyrénéennes s'étalent sur plus de 12 % du territoire avec une logique historique de transhumance vers les estives complémentaires des usages des zones intermédiaires.
- Une activité de polyculture élevage présente sur les coteaux de Comminges qui a bâti une mosaïque de parcelles maillée par les haies bocagères.
- Une agriculture céréalière et également support de production fourragère en plaine joue un rôle complémentaire avec l'élevage à l'échelle du territoire.

Le secteur agricole du territoire est fragilisé avec une population vieillissante décroissante et précaire, tout en étant confronté aux problématiques de mobilisation foncière qui pénalise l'accueil de nouveaux agriculteurs. Il est essentiellement axé autour d'une production de viande peu valorisée.

Au vu de ces nombreuses menaces et l'importance des enjeux agricoles, le territoire à la volonté d'œuvrer pour l'adaptabilité du territoire et d'appuyer de nouvelles pratiques qui répondent aux attentes de la population en matière d'alimentation locale variée, de qualité et accessible à tous.

Le territoire est engagé dans ce domaine notamment à travers la démarche « Projet Alimentaire Territorial », mais avec des moyens d'ingénierie et financiers qui ne sont pas toujours à la hauteur des enjeux et qui ne couvrent pas forcément l'ensemble des problématiques. Des questions de fond comme la préservation des activités traditionnelles (telles que le pastoralisme), la préservation et la transmission du foncier agricole restent notamment à traiter.

Le territoire s'engage à restructurer les filières, de l'accompagnement des exploitants à la consommation locale de produits transformés issus du territoire, en tenant compte de l'évolution des modes de consommation et de commercialisation. Le syndicat mixte s'engage à œuvrer aux côtés des collectivités locales à rendre accessibles les produits locaux et biologiques dans les restaurations collectives du territoire et à valoriser leur commercialisation notamment au travers des circuits courts.

Cette orientation vise également à promouvoir une agroécologie favorisant le pâturage tournant dynamique, l'alimentation du bétail à l'herbe (sans produits fermentés), une production céréalière et maraichère biologique rendant un service écosystémique, une réduction de l'empreinte carbone en s'appuyant sur une économie circulaire (plus d'autonomie des exploitations, agrosylviculture...) économe en eau.

Le but étant pour le syndicat mixte en particulier de porter des pratiques agricoles au service du vivant favorisant plus de résilience au territoire.

Mesure 2.1.1 Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessible et de qualité



Mesure 2.1.2 Accompagner l'agriculture dans les transitions (mesure prioritaire)

Orientation 2.2 S'engager vers la décarbonation du territoire grâce au développement des ENR, à la sobriété énergétique et aux nouvelles mobilités

La décarbonation est un pilier essentiel d'atténuation des effets du changement climatique et de la réduction d'impact que génèrent les activités humaines.

Le transport routier et le secteur résidentiel (habitat ancien, maisons individuelles nombreuses et rigueur climatique) représentent près de 50 % de la consommation énergétique du territoire avec une dépendance aux produits pétroliers très forte (45 %).

La production d'énergie renouvelable sur le territoire est historiquement liée à la production d'hydroélectricité (94 % de la production électrique) avec une fluctuation annuelle importante dépendante de la ressource hydraulique et sans marge de progression significative.

Deux des trois PETR qui composent le périmètre de projet mènent un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et sont également investis dans des contrats type Cot ENR (Contrats d'Objectif Territorial pour le développement des ENR thermiques), ce qui permet d'approfondir des réflexions et un positionnement partagé en faveur d'une réduction de la dépendance aux énergies fossiles, émettrices de CO₂, vers une production et une recherche de stockage de l'énergie renouvelable. À travers cet outil de planification, les collectivités du Comminges se sont engagées à diminuer les consommations d'énergie, baisser les émissions de gaz à effet de serre, augmenter la production d'énergies renouvelables et préserver l'environnement et la qualité de l'air. Les plans d'action, associés à ce PCAET, prévoient notamment de développer du solaire photovoltaïque de grande surface, d'accompagner l'équipement des bâtiments agricoles en panneaux photovoltaïques et d'équiper les bâtiments publics en panneaux photovoltaïques avec la perspective de devenir un territoire à énergie positive (TEPOS) à l'horizon 2040.

Le développement de production d'hydrogène vert (produit directement à partir de l'eau de barrage luchonnais) est un volet spécifique en matière de production d'ENR du territoire lié à la décarbonation des mobilités et notamment de la ligne de train Montréjeau-Luchon.

Cette orientation a pour but de faire converger la nécessité de production d'ENR, le maintien de la valeur ajoutée sur le territoire (limitation d'impact environnemental, intégration paysagère, retombées financières) et d'encourager la sobriété énergétique (des bâtiments et mobilités). Le syndicat mixte s'engage en particulier à accompagner les communes en particulier sur des objectifs d'autoconsommation et de limitation de l'impact environnemental et paysager des installations.

Pouvoir se déplacer et être accessible est nécessaire au quotidien de chaque individu, pourtant cette thématique se heurte à l'augmentation des coûts de l'énergie, et à ce que son coût implique sur la capacité financière au fait de se déplacer, mais aussi aux impacts physiques que cela engendre. En effet, la contribution de la mobilité aux émissions de gaz à effets de serre et autres pollutions générées fait de la mobilité un enjeu environnemental et écologique fort, avec un impact physique sur l'environnement et les personnes. Le PNR Comminges Barousse Pyrénées souhaite apporter une réponse partagée et ambitieuse, qui soit complémentaire avec les services existants, offerts par les autorités organisatrices des transports, les communes et leurs groupements en matière d'aménagement du territoire afin de favoriser les mobilités décarbonées.

Le territoire s'engage au travers de ces documents de planification à impulser une logique de développement de transports collectifs interconnectés, à laisser une place importante aux mobilités douces, à limiter la pratique autosoliste et à développer les modes de déplacement décarbonés et innovants.

Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation

Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique

Mesure 2.2.3 Faire émerger une stratégie de mobilité partagée à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées

Orientation 2.3 S'inscrire dans une économie touristique durable, répondant aux nouvelles attentes sociétales

Alors que le secteur touristique est un des vecteurs importants du réchauffement (émissions de CO₂ liées au transport, l'hébergement et la restauration), son économie est vulnérable face au changement climatique. L'attractivité des sites sera variable en fonction de la dégradation de confort liée à la hausse des températures, des risques sanitaires et naturels accrus, de la baisse du niveau des cours d'eau...

La question de saisonnalité est une problématique majeure du modèle touristique du territoire Comminges Barousse Pyrénées, principale source d'économie de ce dernier (11 % des emplois du territoire en 2017). Alors que les activités et l'économie touristiques sont fortement concentrées autour de Peyragudes (entre 1600 et 2400 m d'altitude) et des 3 stations de moyenne montagne (Superbagnères, Le Mourtis et Bourg-d'Oueil) en période hivernale, la diminution du manteau neigeux notamment fragilise fortement le système touristique local. Pour autant, les conditions plus clémentes que propose le territoire en période estivale deviennent un élément attractif pour les usagers en quête de fraîcheur et entraînent des hausses de fréquentation sur des espaces naturels. C'est donc un secteur économique en transition qu'il convient d'aider à s'adapter.

Le territoire a pris la mesure des actions à mener et s'est fortement engagé dans une stratégie de transition au travers du Plan Avenir montagne, porté par la structure de création du PNR et de la CCPHG, et du plan d'investissements ambitieux pour diversifier l'offre vers un tourisme « quatre saisons » des stations de montagne que le Conseil départemental de la Haute-Garonne a lancé en 2020. Le but étant de définir un positionnement touristique de l'ensemble du territoire dans lequel chacune des stations de montagne jouera un rôle singulier aux côtés des autres facteurs d'attractivité du territoire. Le territoire dispose d'atouts patrimoniaux naturels et culturels importants et reconnus : sites classés du Luchonnais, Saint-Bertrand-de-Comminges et Bagnères-de-Luchon, Grands Sites d'Occitanie, musée de l'Aurignacien et grottes de Gargas... Le but étant, avec les activités de pleine nature et l'agrotourisme, de développer une forme de tourisme qui soit résiliente et respectueuse des écosystèmes locaux.

Le tourisme, fortement lié à la qualité de l'environnement local, devenu source d'attractivité, ne doit pour autant pas exposer le territoire aux pressions environnementales générées par la fréquentation touristique. Le syndicat mixte s'engage à conduire des analyses des fréquentations permettant de réellement mesurer les usages des sites et leurs nécessaires évolutions ou aménagements. Il s'engage aux côtés des communes et autres collectivités, par l'ingénierie qu'il propose, à faire émerger par la concertation des aménagements adaptés au partage des espaces et au maintien de la qualité environnementale. Le maillage des espaces complémentaires en matière de tourisme est engagé afin de mieux répartir les fréquentations en cohérence avec les stratégies de conservation des espèces et espaces naturels. Le syndicat mixte s'engage à proposer une médiation active et dynamique afin de sensibiliser les visiteurs et acteurs du tourisme à ces enjeux.

Les stratégies établies et en cours de formalisation se traduisent aussi par la montée en compétence des Communautés de communes du territoire, avec les offices de tourisme intercommunaux, dans ce domaine. La construction et la valorisation de cette offre touristique portée par les atouts patrimoniaux et naturels passe par une décarbonation des activités (réduction des consommations de la ressource en eau, rénovation des bâtiments énergivores, réduction de production des déchets, optimisation de la mobilité ou démobilité...) et rendre ce territoire plus accessible et inclusif.

L'ambition de cette orientation est de réunir et fédérer l'ensemble des acteurs du tourisme autour d'une destination Comminges-Barousse et d'une stratégie de mutation.

Mesure 2.3.1 Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire



Mesure 2.3.2 Adapter l'économie touristique au changement climatique

Orientation 2.4 Réduire les impacts environnementaux de la construction, de la production de déchets en favorisant l'économie circulaire, l'usage de matériaux biosourcés et le réemploi

Outre son impact sur l'environnement et les habitants, le dérèglement climatique questionne la vulnérabilité des bâtiments et leur capacité à subir des événements de plus en plus intenses et fréquents. Construire en fonction du changement climatique est devenu incontournable et oblige à prendre en compte l'atténuation des émissions de GES, depuis la nature des matériaux mise en œuvre jusqu'à la consommation de ressource et d'énergie nécessaire au fonctionnement.

Près de 44 % de la consommation d'énergie finale est liée au secteur résidentiel sur le territoire du PNR, la rénovation des bâtiments est un enjeu en matière d'économie d'énergie, et la décarbonation de la construction. Les matériaux géosourcés (la pierre, la terre crue) ou encore biosourcés, tels que le bois, la paille, le chanvre, sont renouvelables, faiblement émissifs en carbone et offrent une alternative plus durable aux matériaux traditionnels. Le recours à ce type de matériaux favorise la réduction des impacts environnementaux liés à la construction. Cette orientation a pour objectif d'encourager le réemploi des ressources (matériaux de construction, éléments architecturaux existants, mais pas seulement) qui permet de prolonger la durée de vie des matériaux, de réduire les déchets de construction et de préserver les ressources naturelles. Le développement ou la relocalisation de filière bio et géomatériaux, nécessaire à la pérennité de cette ambition, passe aussi par la formation des professionnels du bâtiment (de la conception à la réalisation) et également par la recherche que le territoire entend soutenir.

En s'engageant dans l'accompagnement des porteurs de projet (guichet Rénov' Occitanie et Ecorénov31 Pays de Comminges, Service Local de l'Habitat) le territoire est investi dans l'accompagnement des porteurs de projets pour la rénovation de bâtiment. Le syndicat mixte s'engage en matière de promotion d'un habitat durable, de lutte contre la vacance, de conseil en économie de projet, réhabilitation, etc.

Afin de viser la sobriété en matière de consommation et réduire la production de déchets, le territoire s'engage à soutenir les filières de recyclage et de réemploi et le syndicat mixte s'engage à sensibiliser la population et les acteurs économiques sur le zéro déchet et soutenir les initiatives de recyclage et de récupération des matériaux. Il s'engage à promouvoir la création de centres de réemploi, à soutenir les initiatives favorisant l'échange et le partage de matériaux entre les acteurs locaux autant que les projets pilotes et innovants.

Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés

Mesure 2.4.2 S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets.

Orientation 3.1 Mettre en place une gestion durable et solidaire de l'eau et des milieux aquatiques

Il existe un lien indissociable entre l'eau et les changements climatiques. Ces derniers ont des répercussions complexes sur le cycle de l'eau et aggravent à la fois les pénuries, les inondations et les aléas. En France, la quantité d'eau reçue (précipitation et cours d'eau transfrontalier) a baissé de 14 % sur les deux dernières décennies.

L'eau constitue une ressource transversale de ce territoire, tant en quantité qu'en qualité et qu'en usage. Traversé sur une grande partie par la Garonne, qui prend sa source de l'autre côté de la frontière dans le Val d'Aran, le territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées a une grande responsabilité sur cette ressource partagée de l'Espagne à Bordeaux, en passant par les portes de Toulouse.

Les faciès des cours d'eau présents sur le territoire, liés directement à la géologie, sont divers : cours d'eau torrentiel, plaine alluviale, cours d'eau karstique... Une grande partie de ces cours d'eau correspondent à des têtes de bassin versant. Ce sont des zones stratégiques face aux enjeux aval, récoltant l'eau des sources, des écoulements diffus et des petits ruisseaux temporaires ou permanents, pour alimenter le reste du réseau hydrographique. Y sont souvent associées des tourbières et des zones humides. Le territoire du PNR en regorge : 2 432 ha de milieux humides ont déjà été référencés, des tourbières d'altitude aux prairies alluviales, la diversité de ces milieux en fait une richesse particulière. Le fonctionnement de ces deux milieux associés (cours d'eau et zones humides), parfois altérés par les activités sur le territoire, participe activement à la séquestration du carbone, à la bonne qualité de l'eau et à la gestion du risque inondation. Les caractéristiques hydrogéomorphologiques du territoire lui confèrent également une forte vulnérabilité face aux crues torrentielles et aux inondations rapides. La beauté des lacs est trompeuse. Souvent considérés comme en bonne santé, ces milieux fragiles sont altérés par de nombreuses activités humaines passées ou récentes. L'introduction des poissons depuis le Moyen Âge notamment n'a pas été sans conséquence sur ces écosystèmes. L'hydroélectricité, les émissions des activités industrielles portées par les vents, les activités récréatives et la présence de troupeaux viennent également les perturber.

Le territoire du PNR est également concerné par différents usages de cette ressource : l'hydroélectricité très développée avec 44 installations hydroélectriques, dont une grande partie sur le cours de la Garonne, le pastoralisme avec de nombreux éleveurs transhumant en montagne, les différents types d'agriculture longeant la vallée de la Garonne et dans les Petites Pyrénées (13 % des prélèvements), l'eau potable avec 236 captages d'eau destinés à la consommation humaine pour les 48 000 habitants du territoire, mais qui est également l'apport principal de l'agglomération toulousaine via le canal de Saint-Martory, sans oublier le tourisme, notamment la randonnée grâce aux nombreux paysages façonnés par les lacs et cours d'eau de montagne, voire dans les réseaux souterrains.

Les masses d'eau superficielles et souterraines du territoire sont globalement en bon état qualitatif. Cependant, plus de 70 % des masses d'eau du territoire sont actuellement non évaluées au titre de l'état chimique et la pression de la pollution d'origine agricole fait peser des risques de non atteinte de l'objectif de bon état pour 2027 à 4 nappes d'eau souterraine. Les difficultés d'homogénéisation au niveau de l'assainissement du territoire, avec 189 communes en non collectif et dont il est difficile d'estimer la performance et la proportion de leur raccordement, ainsi que le traitement des eaux usées avec 3 stations d'épuration présentant une non-conformité, induisent un impact des rejets sur la ressource. De plus, la vallée de la Garonne sur le territoire du PNR hérite d'un passé industriel encore présent par endroit.

Bien que cette ressource semble encore présente en quantité, les pressions liées au changement climatique se font déjà ressentir. L'été 2022 a engendré une nouvelle préoccupation pour les éleveurs du territoire qui, constatant un manque d'eau dans les estives, ont dû redescendre de nombreux troupeaux prématurément. Les fuites sur les réseaux d'eau contribuent également à diminuer la quantité d'eau disponible. La capacité des masses d'eau du territoire à fournir une eau de qualité en quantité suffisante, et à destination de tous les usages, est remise en question. Cette problématique évoluera de manière croissante avec les effets du dérèglement climatique.

Le territoire du PNR se caractérise par de multiples structures reliées à la gestion de l'eau. Pour l'eau potable et l'assainissement, 35 gestionnaires ont la compétence. La gestion des milieux aquatiques est représentée par le syndicat mixte du PNR, 3 syndicats porteurs de la GEMAPI et un syndicat porteur du SAGE Garonne piloté par la commission locale de l'eau (CLE), garant d'une gestion transfrontalière. S'ajoute également la gestion des zones humides, étroitement liée aux cours d'eau, avec 2 structures porteuses de la Cellule d'Assistance Technique aux Zones Humides (CATZH) développées/mises en place par l'Agence de l'eau Adour-Garonne. La gestion de l'eau est elle-même cadrée par de nombreux textes : loi sur l'eau, SDAGE, SAGE, PGRI, PGE, PAPI, PPG, SDAEP... La multiplication de ces structures et des outils pour la gestion complexifie la compréhension des acteurs face au grand public et limite la mise en place d'actions concertées pour le partage de cette ressource.

La protection de la ressource et ses milieux, la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et l'optimisation de sa gestion face aux changements climatiques qui ne cessent de s'accélérer sont donc aujourd'hui des défis de taille sur le territoire.

Face à ces constats, la charte du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées vise à construire et mettre en œuvre une gestion équilibrée partagée de la ressource en eau, permettant le bon fonctionnement des milieux aquatiques, l'ensemble des usages vertueux et la réduction du risque.

La réalisation de ces objectifs repose sur des actions de connaissance, de préservation et de prise en compte des questions de l'eau dans les différentes activités humaines, de synergie et d'éducation au niveau du territoire, explicitées dans ces deux mesures :



Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux (mesure prioritaire)

Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides

Orientation 3.2 Préserver les espaces naturels remarquables et la biodiversité locale

Les changements climatiques menacent de plus en plus gravement la biodiversité, les écosystèmes et les services qu'ils fournissent. Le climat est l'un des éléments déterminants des aires de distribution des espèces, car il est directement connecté à la nature des sols, aux développements de la végétation et à la disponibilité en nourriture. Face à ces changements globaux, brutaux et durables, de nombreuses espèces végétales et animales modifient leurs aires de répartition vers le nord et/ou vers de plus hautes altitudes. Les espèces de montagne sont donc particulièrement vulnérables, pouvant atteindre rapidement la limite des différents étages de végétation.

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, riche d'une diversité de milieux et d'espèces emblématiques, se situe au cœur d'un réseau transfrontalier d'espaces naturels au patrimoine reconnu (Parc National des Pyrénées, PNR des Pyrénées Ariégeoises, Parc Pyrénéen des 3 Nations (PP3N) et le Parc Naturel de Posets Maladeta). La richesse écologique du territoire est cependant fragilisée par de nombreuses pressions anthropiques (urbanisation, pratiques agricoles intensives, pollution, espèces exotiques...) et les changements climatiques. Ces menaces pèsent notamment sur les espèces endémiques du territoire qui nécessitent parfois des conditions écologiques strictes.

De nombreux périmètres d'espaces protégés sont déjà en place sur ce territoire : 3 Réserves Biologiques Dirigées (RBD), 1 arrêté préfectoral de Protection Biotope (APPB), 9 sites classés N2000 (6 au titre de la directive Habitats, faune, flore et 3 pour la directive Oiseaux), 6 Espaces Naturels Sensibles (ENS) dont un qui a été engagé en 2023, tous en cours de rédaction de leur plan de gestion et 2 sites gérés par le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN). La diversité et nombre de ces espaces témoignent de la richesse et de l'importance de la préservation du patrimoine naturel sur ce territoire et l'intérêt que les structures leur portent.

Les différents reliefs du territoire et les pratiques agricoles variées participent à façonner ces paysages qui sont responsables de la grande diversité des habitats. Ces derniers abritent de nombreuses communautés végétales remarquables, qui sont à l'image de l'importante richesse des milieux naturels qui composent ce territoire. La diversité de ces milieux induit également la présence de groupes faunistiques variés, souvent concernés par la présence d'espèces aux forts enjeux de conservation et qui bénéficient de Plans Nationaux d'Actions (PNA). Parmi ces espèces figurent, le Grand Tétras largement dépendant des forêts de hautes altitudes et des espaces pastoraux, le Desman des Pyrénées dont la fragilité est tributaire de la qualité des eaux des lacs et cours d'eau de montagne, les grands rapaces (Gypaète barbu, Vautour percnoptère, Vautour fauve) associés aux habitats rocheux pour leurs nichées, l'Ours brun des Pyrénées, espèce classée protégée sur le territoire national, les pollinisateurs dont la survie dépend entièrement de la qualité de l'environnement (ressources, produits chimiques, sécheresse...), les plantes messicoles particulièrement marquées sur la partie nord du périmètre, menacées par les pratiques de fertilisation des sols et le changement d'usage des terres... À cela s'ajoutent également de nombreuses espèces locales d'intérêt telles que les chiroptères, le bouquetin ibérique, l'écrevisse à pattes blanches et autres espèces animales et végétales...

Le territoire du PNR est au carrefour entre de nombreuses continuités écologiques d'importance nationale (milieux boisés, bocagers, ouverts, ouverts thermophiles, cours d'eau, avifaune migratrice). Il a donc un rôle important à jouer dans la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et de leur connexion, sur son territoire et avec les espaces voisins, puisque le maintien des fonctionnalités

écologiques conditionne le bon état des milieux naturels et la résistance des réservoirs de biodiversité face aux contraintes climatiques. À l'échelle du PNR, plusieurs sous trames écologiques ont pu être distinguées, appartenant toutes à la trame verte et bleue, déjà intégrée dans deux nombreuses politiques publiques aux regards des enjeux de conservation. Plusieurs structures du territoire, syndicats de rivière, associations naturalistes, fédérations de chasse, ont déjà initié des actions sur le sujet. En revanche, d'autres trames comme celle associée au sol (trame brune) et à la préservation du ciel (trame noire) sont beaucoup moins développées.

Le territoire du PNR a bénéficié de l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), qui a permis une première connaissance des milieux et espèces du territoire. À ces connaissances s'ajoutent celles de nombreuses structures associatives et publiques, ainsi que celles des bénévoles. Cependant, 30 % du territoire n'a à priori jamais été expertisé ou dispose de données diffuses non compilées et des lacunes demeurent sur la connaissance du cycle biologique complet des espèces. Depuis plusieurs années, des études scientifiques cherchent à comprendre les comportements des espèces et milieux face aux changements climatiques (Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique, OPCC). Toutefois, le spectre de connaissances se cantonne souvent à certaines espèces emblématiques et de nombreux taxons sont peu étudiés. La connaissance et le partage des données participent activement à la préservation du patrimoine naturel en permettant une surveillance et une évaluation constante. Cependant, bien que le territoire soit riche de biodiversité, l'information doit être davantage diffusée et les outils d'aide à la décision pour les collectivités et autres acteurs davantage déployés, afin de faciliter l'intégration des enjeux de biodiversité dans leurs démarches d'aménagement et de gestion.

La richesse du territoire au titre de son patrimoine naturel et les menaces que portent les changements climatiques sur la biodiversité, les écosystèmes, leurs fonctionnements, leurs connexions et les services qu'ils fournissent ne sont plus à démontrer. Le PNR a une grande responsabilité quant à sa préservation.

Face à ces constats, la charte du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées va permettre de partager une vision globale par la création et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la biodiversité du territoire, impliquant les collectivités membres du syndicat mixte et tous les partenaires, pour mieux harmoniser sa protection notamment par la prise en compte de la biodiversité dans leur document de planification.

La réalisation de cet objectif repose sur des actions de connaissance, de préservation, de prise en compte de la biodiversité dans les différentes activités humaines, de synergie entre les acteurs et d'éducation de tous les publics. Ceci est explicité dans les trois mesures suivantes :

Mesure 3.2.1 Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance



Mesure 3.2.2 Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale

Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins

Orientation 3.3 Sauvegarder et promouvoir les attraits paysagers et géologiques

Dans le contexte actuel du dérèglement climatique, un profond changement dans les écosystèmes et sur l'apparence de la végétation ainsi qu'une augmentation de la fréquence des événements extrêmes risquent de complètement modifier les paysages. La question se pose des conséquences sur les sociétés dans les environnements les plus vulnérables que sont, par exemple, les zones de montagne où l'activité érosive (crues torrentielles, débordements...) peut être un facteur déterminant quant à l'occupation du milieu.

Les éléments qui constituent un paysage sont nombreux, relief, végétation, cours d'eau, affleurements. Certains sont d'origine naturelle, d'autres sont dus aux activités humaines. Le territoire du Parc Naturel Comminges Barousse Pyrénées, comme son nom l'indique, est largement dominé par le relief. Pour autant, il se compose d'une large diversité d'éléments naturels et urbains (montagnes, lacs, forêts, vallées, cours d'eau, prairies, églises, châteaux, fermes...). De par ces différentes caractéristiques, 5 grands ensembles paysagers ont pu être distingués sur le territoire, selon un gradient nord-sud : collines du Comminges, Garonne commingeoise, Comminges prépyrénéen, montagne garonnaise, hautes montagnes du Luchonnais.

Collines du Comminges

La topographie de cette entité est largement reliée à son réseau hydrographique dense orienté sud-ouest/nord-est (l'éventail gascon) et ses quatre grands cours d'eau (la Save, la Néré, la Louge et la Noue). Ces derniers ainsi que leurs affluents dessinent ces reliefs collinaires doux et réguliers. Les collines du Comminges se distinguent par leur mosaïque agricole importante (culture, prairie, vergers, vignes...) et la trame bocagère (boisements, bosquets, haies, et arbres isolés) encore très présente. Les villages se sont implantés dans les vallées ou sur les hauteurs des coteaux, à la recherche de l'eau ou de points de vue, et l'urbanisation y continue de manière parfois plus éclatée et sur de l'architecture moins traditionnelle. Certains endroits sont également concernés par l'exploitation des ressources (carrières). Le nord du territoire, plus accessible et moins soumis aux aléas naturels, combine différents enjeux. Le premier étant le maintien des pratiques agricoles : pastoralisme, culture et bocage avec la conservation des éléments agroenvironnementaux, pour maintenir la mosaïque d'habitats. Le second est la maîtrise et l'encadrement de l'urbanisme (bâti et énergie), pour une cohérence territoriale sur le patrimoine traditionnel et le développement des énergies renouvelables.

Garonne commingeoise

Cette entité paysagère est définie par la Garonne et la Neste qui tracent une large vallée à fond plat délimitée par les coteaux de part et d'autre. Comme dans bien d'autres endroits, les bordures de rivières, trace historique des usages du passé, sont le fief de la civilisation : espaces artificialisés et agriculture (prairie pâturée ou de fauche, culture, maraichage...) y sont très représentés. Les boisements ponctuent ces parcelles agricoles et soulignent ces cours d'eau et ces coteaux. Le développement de l'urbanisation est plutôt constant et engendre de la consommation d'espace agricole et des milieux naturels. Les modifications de pratiques agricoles ont également un impact sur ceux-ci en agrandissant les surfaces cultivées et limitant les rotations, une perte de diversité au niveau des sols et des couverts végétaux est observable. Il est donc primordial de valoriser une agriculture diversifiée, de conserver et renforcer la trame bocagère, de limiter l'expansion urbaine en prenant le soin de préserver l'architecture traditionnelle.

Comminges prépyrénéen

Le Comminges prépyrénéen est un ensemble mixte nord-sud, entre des vallées aux larges espaces de plaines et des massifs montagnards. Cet ensemble paysager est largement composé de boisement sur les pentes et dans les hauteurs, mais est dominé par des prairies dans les vallées. L'activité agricole s'y trouve diversifiée (fauche, pâturage, culture, vergers...). Les bourgs des plus gros villages sont disposés dans les fonds de vallées, avec par endroit quelques fermes. Dans l'ensemble, le tissu urbain est plutôt parsemé de multiples petites entités avec des noyaux centraux et un développement autour du réseau routier, ce qui entraîne un mitage des paysages. L'enjeu sur cette entité est de conserver une diversité de paysages avec le bocage associé (boisements, bosquets, haies, et arbres isolés), de limiter la fermeture des milieux dans les zones intermédiaires et de préserver le couvert boisé.

Montagne garonnaise

Les montagnes garonnaises sont une succession de montagnes et de vallées, plus ou moins larges, axées nord-sud, structurées par 3 cours d'eau (la Pique, la Garonne et le Ger). Cette unité paysagère est principalement représentée par des boisements (64 %), parsemée de quelques prairies et d'estives sur ses hauteurs. Les noyaux urbains se situent dans les vallées et se dispersent le long des axes de circulations majeurs. C'est dans cette entité que se retrouve le long des cours d'eau la majorité des structures de production hydroélectrique. Les enjeux de cette unité paysagère sont : le maintien des pratiques agricoles le long des villages dans les zones intermédiaires afin d'enrayer la fermeture des paysages et limiter les possibilités d'incendie (OLD), la conservation des éléments identitaires tels que les prairies et les estives, la limitation de l'étalement des villages, la préservation de leur atout traditionnel et leur restauration.

Hautes montagnes du Luchonnais

Dominées par les hauts sommets du territoire et structurées par 4 grands cours d'eau (Ône, La Neste d'Oueil, le Lys et la Pique), les hautes montagnes du Luchonnais sont largement représentées par des surfaces pastorales (56 %) accompagnées de granges foraines, cabanes, refuges et d'une station de ski. Ces hauts sommets se composent également de boisements, de milieux rocheux, de lacs de montagne... et sont également les axes principaux d'implantation des infrastructures liées à l'hydroélectricité. Le fond de vallée étroit, quant à lui, est constitué de prairies de fauche, villages et infrastructures de déplacement. Cette entité paysagère recouvre différents enjeux dont le majeur est le maintien du pastoralisme dans les estives et les prairies d'altitude intermédiaire et de fond de vallée, pour limiter la fermeture des paysages, mais également la conservation des éléments identitaires des paysages, ainsi que la préservation du bâti traditionnel et son entretien.

La géologie correspond au socle physique et à la genèse des paysages, elle explique le relief et les phénomènes externes : érosion, transport, sédimentation... La géologie du territoire du PNR, qui date de plus de 500 millions d'années, est riche et diversifiée, allant des plus anciennes structures issues des formations magmatiques à la formation calcaire et marneuse, mais comprend aussi d'importantes zones sédimentaires. La géodiversité du territoire est exceptionnelle, elle compte plus d'une quarantaine de sites déjà inventoriés au niveau national, avec un équilibre entre les sites naturels et anthropiques, qui se composent de géosites, carrières, galeries, grottes et mines dont certains sites sont d'intérêt national et international. La géologie façonne les paysages et explique l'histoire du territoire depuis de nombreux millénaires (milieux naturels, occupation des grottes...).

Le territoire du PNR, environnement où les aléas naturels sont communs, est de plus en plus concerné par des événements extrêmes : vagues de chaleur, sécheresse, feux de forêt, inondations, éboulements de pierre, avalanches, pluies torrentielles... Des phénomènes qui risquent de s'accroître encore davantage dans les années à venir et qui modifient parfois drastiquement les paysages. Il apparaît que les notions de risque et de paysage possèdent de nombreuses connexions qu'il serait intéressant d'exploiter afin d'intégrer davantage la dimension paysagère dans les réflexions sur ces questions.

La richesse et la diversité du paysage du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, reconnues et appréciées, font l'attractivité de ce territoire. Les paysages locaux offrent des points de vue exceptionnels et identitaires. Le territoire est couvert par environ 100 immeubles classés ou inscrits au titre de Monuments historiques et près de 90 sites naturels inscrits ou classés. Parmi ces derniers, le site de la vallée du Luchonnais est en cours de modification pour devenir un site classé unique au titre de ses paysages exceptionnels. Le territoire dispose d'un potentiel important de mise en valeur culturelle et touristique autour de ces sites. La prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme est commandée par la loi Alur qui renforce l'idée « d'objectifs de qualité paysagère ». Au-delà de cela, les actions engagées sur le territoire restent isolées et les moyens d'ingénierie dédiés sont quasi inexistants. Pourtant, certaines dynamiques à l'œuvre sur le territoire, telles que l'urbanisation, les mutations du monde agricole et le dérèglement climatique, menacent leur conservation. Les défis en lien avec cette thématique sont donc multiples pour assurer la préservation de ce patrimoine, et il incombe donc au PNR d'enrayer cette mécanique et de préserver toutes les beautés et qualités de ce territoire.

Face à ces constats, la charte du PNR vise à développer une stratégie collective appropriée et mise en œuvre par les acteurs, les collectivités membres du syndicat mixte et les citoyens basés sur la connaissance, la préservation et la valorisation et la promotion de ces patrimoines paysagers et géologiques.

Ceci est explicité dans les deux mesures suivantes :

Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages

Mesure 3.3.2 Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation

Orientation 3.4 Favoriser une gestion durable et multifonctionnelle des forêts :

Le changement climatique est déjà une réalité qui a des impacts visibles sur la vitalité et la croissance des arbres en forêt. Chaque espèce d'arbre a ses exigences propres. Un climat approprié est une condition nécessaire pour permettre la présence durable d'une essence. Les forêts sont donc les premières victimes des conséquences de ce dérèglement : sécheresse, incendies, attaques de ravageurs, dépérissements des arbres...

Le territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées se caractérise par une forte dominance de la forêt, représentant plus de 50 % de sa surface. La typologie de ces forêts est plutôt diversifiée, selon leur géologie, leur réseau hydrographique et leur altitude. L'importance de la couverture forestière et ses types de gestion se dessinent plutôt sur le gradient nord-sud. Plus de la moitié de ces boisements sont privés (53,6 %) et le reste public (communal ou domanial). Les petites tailles des parcelles et le grand nombre de propriétaires sur certains espaces, apporte une difficulté importante dans la gestion et la valorisation de ces espaces, qu'il s'agisse de production, d'entretien ou d'en permettre un usage récréatif.

Les forêts du territoire sont riches, diversifiées et reconnues. À ce jour, l'Office National des Forêts (ONF) a établi 3 Réserves Biologiques Dirigées (RBD), au Burat, à Esbas et à Luchon. Ce dispositif de protection permet une gestion conservatoire au profit d'espèces et d'habitats forestiers remarquables ou menacés. De plus, les Pyrénées centrales, dont fait partie le territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, disposent d'un observatoire des forêts, composé de différents chercheurs et associations. Cet observatoire a permis de réaliser l'inventaire des vieilles forêts en Occitanie. Celles-ci sont, sur le territoire métropolitain, les forêts les plus proches de la forêt dite primaire. Leurs attributs leur confèrent un fort potentiel d'accueil de biodiversité, en particulier du fait de la présence de bois matures et bois morts, puisqu'une vieille forêt accomplit la totalité de son cycle biologique naturel. Le territoire du PNR contient la plus forte concentration de vieilles forêts en Occitanie, et qui représente un peu moins de 4 % de la totalité du territoire du PNR. À ce jour, la protection des vieilles forêts est reconnue comme un enjeu majeur en plaine comme en montagne. Elle s'inscrit dans différentes stratégies : nationales (programme régional de la forêt et du bois, fiche action 4.1), régionales (volet protection des forêts patrimoniales (vieilles forêts) du plan régional d'action Arbre et Carbone vivant) et départementales. La rédaction d'un plan national d'action (PNA) « Vieux bois et forêts subnaturelles » est en cours pour leur conférer un objet de protection particulier. Le PNR possède une grande responsabilité pour la conservation et la valorisation de ces milieux et a pour mission d'assurer des continuités écologiques entre ces peuplements exceptionnels et avec les différents milieux et habitat naturels du territoire.

Les vieilles forêts ne sont pas les seuls patches forestiers de biodiversité intéressants à l'échelle du PNR. Les chênaies pubescentes thermophiles des coteaux de Garonne, les forêts alluviales, les tillaies-éablaies de pente, les pineraies uncinées d'altitude, etc. sont aussi des faciès forestiers remarquables à prendre en compte dans la gestion et la protection. Afin d'élargir ces actions à l'ensemble de ces forêts (vieilles forêts, forêts d'intérêt écologique particulier, RBD...), la charte du PNR les nomme « forêts patrimoniales ».

Les forêts au sud du territoire du PNR souffrent d'un surabrutissement, dont la cause est une surpopulation d'ongulés sauvages. Ceci engendre une diminution voire un arrêt de la régénération naturelle des essences d'arbres locaux. Cette surpopulation est aujourd'hui largement avérée puisque 3 000 cerfs et biches sont désormais inscrits au plan de chasse des Hautes-Pyrénées et de la Haute-Garonne. Les ongulés sont donc à l'origine d'une mauvaise croissance des sous-bois et d'une dégradation des milieux, provoquant souvent la raréfaction d'habitat pour des espèces emblématiques, protégées et/ou en danger (par exemple le Grand Tétrás). De plus, avec le changement climatique, cette problématique s'accroît. Actuellement, le renouvellement de la forêt devient de plus en plus difficile, des aménagements lourds sont nécessaires pour éviter le surabrutissement (exclus...).

L'activité et la présence humaine sur un territoire reposent depuis des décennies sur l'exploitation des ressources naturelles telles que le bois. L'exploitation forestière recouvre la récolte de bois au sens large. Ce sont toutes les opérations réalisées depuis la coupe de l'arbre jusqu'à son arrivée à la scierie ou à toute autre entreprise de transformation du bois : abattage, évacuation de la forêt (débardage), transport... Le territoire du PNR est peu concerné par de grandes cultures forestières. Les parties nord et sud du territoire sont des secteurs où le bois est historiquement utilisé pour se chauffer. Plus accessibles que les espaces boisés d'altitude, les forêts de plaine sont souvent plus exploitées ou encore aménagées pour les loisirs et pratiques sportives. C'est le cas de la partie nord du territoire qui est également marquée par un morcellement des propriétés forestières, ce qui peut freiner l'évolution des pratiques de gestion. La forêt du territoire reste peu exploitée au regard de son fort potentiel forestier, et la filière bois fait face à de nombreuses difficultés. La majorité des premières transformations s'effectue hors du territoire avec une baisse importante du nombre de scieries ces dernières années, en raison notamment d'une concurrence accrue et du faible potentiel de valorisation de bois d'œuvre et local à l'échelle du territoire. Utiliser ces ressources sans complètement déboiser ni dégrader la qualité des forêts est un impératif. Il est tout à fait possible d'exploiter une forêt sans détruire ses qualités écologiques. La gestion des forêts doit prendre en compte les multifonctions de ces milieux (écologique, économique et sociale), notamment pour conserver au mieux la biodiversité et les nombreux services écosystémiques que les forêts offrent (stockage du carbone, protection des eaux, fonction récréative...).

À l'heure où les citoyens sont de plus en plus concentrés dans les villes, les forêts sont des espaces de nature et de ressourcement particulièrement plébiscités. Les forêts sont de plus en plus vécues comme des espaces récréatifs, les citoyens se révèlent très attachés à ces lieux qu'ils leur procurent fraîcheur et retour à la nature. Le territoire du PNR est en effet un lieu de ressourcement pour les agglomérations environnantes, ainsi que leurs habitants : de Tarbes à Toulouse, de nombreuses personnes viennent se promener, pratiquer du sport ou une activité (VTT, Trail, accrobranche, canyoning...) et utiliser les sentiers forestiers proposés par ce territoire. L'enjeu est de trouver le juste équilibre entre demande sociétale et la préservation des espaces naturels.

La forêt du territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées est particulièrement riche et diversifiée. Elle offre un cadre de vie exceptionnel qui lui confère une certaine attractivité. Elle est également une ressource de qualité inestimable pour l'activité humaine (bois pour l'énergie, ou la construction). La forêt du territoire est surtout garante d'une forte présence de forêts patrimoniales indispensable à la bonne fonctionnalité de ce milieu qu'il faut préserver. La multifonctionnalité de la forêt est donc un aspect essentiel à prendre en compte dans sa gestion et sa préservation. L'enjeu consiste à rechercher un mode d'exploitation durable au sein du futur PNR.

Les enjeux associés à la gestion des forêts sont donc multiples : protection et valorisation des espaces forestiers de haute valeur patrimoniale, valorisation de la filière bois, accessibilité de la forêt. Pour cela, la charte du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées va permettre de construire une stratégie commune de gestion des forêts du territoire respectueuses des fonctionnements du milieu, valorisant le circuit court et permettant les utilisations récréatives.

La réalisation de cet objectif repose sur la mise en place d'actions de connaissance et de préservation des forêts patrimoniales, de maintien et prise en compte de la fonctionnalité écologique dans la gestion forestière, de synergie entre les acteurs pour valoriser l'utilisation de bois locaux et d'éducation de tous les publics aux différents enjeux. Ceci est explicité dans les deux mesures suivantes :

Mesure 3.4.1. Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique

Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable.

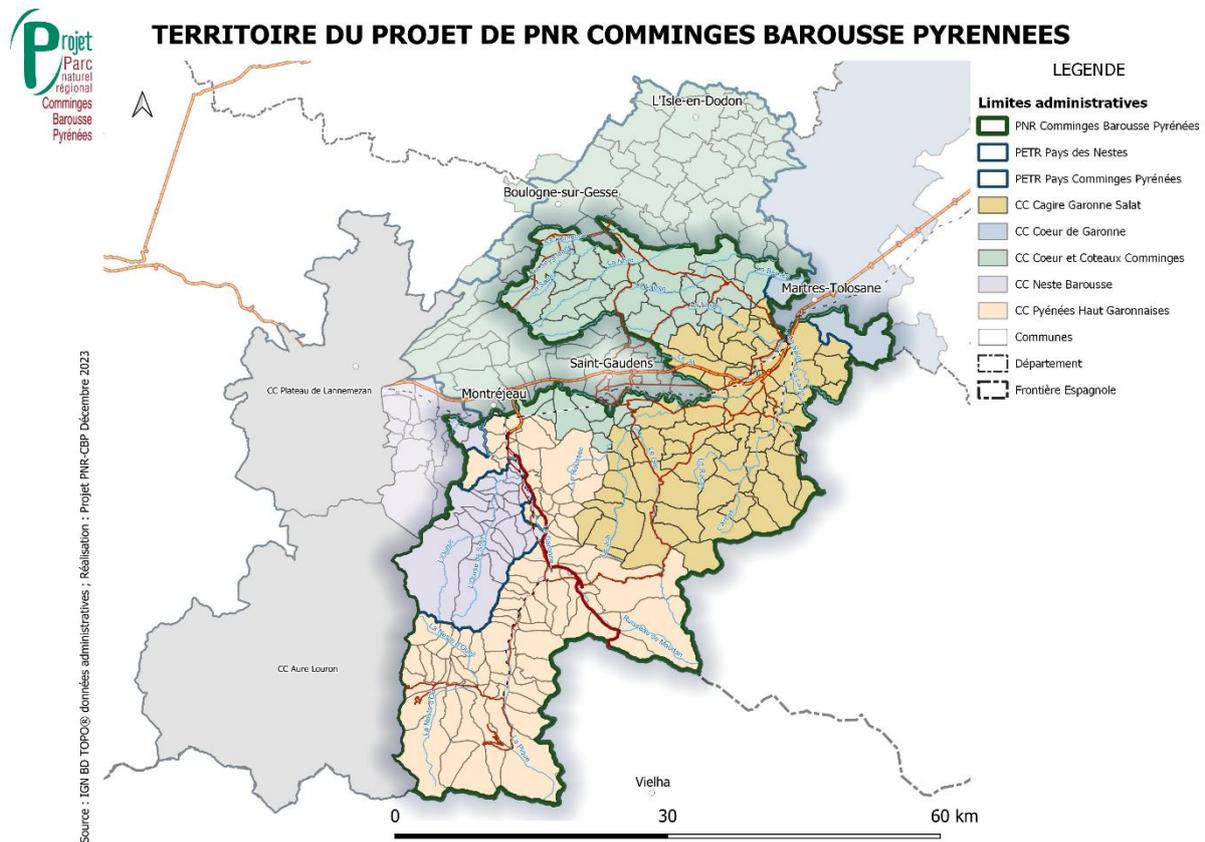
2. Un écosystème de gouvernances locales impliquées pour la réussite du Projet

A. Le syndicat mixte du Parc à la carte

L'élaboration de la Charte a permis de définir les missions du syndicat mixte en recherchant la complémentarité et les synergies avec les interventions des acteurs existants, et ce dans une double préoccupation : valoriser les compétences existantes et éviter de complexifier le paysage institutionnel.

Cette démarche de concertation a permis de concrétiser l'élaboration de statuts d'un **syndicat mixte à la carte** avec dans un premier temps :

- un objet principal : la mise en œuvre de la Charte du Parc
- une compétence optionnelle : le suivi du SCoT du Comminges Pyrénées



Dès les premières années de mise en œuvre de la Charte, le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc se dotera d'une seconde compétence optionnelle : la GEMAPI sur le bassin Garonne amont avec une fusion avec le syndicat mixte de la Garonne amont (SMGA) prévue en 2028. Cette disposition prévoit une progressivité dans la mise en œuvre et la bonne réalisation des plans de gestion en cours.

Ce nouveau syndicat mixte, en fusionnant avec le PETR Pays Comminges Pyrénées, porteur du SCoT Comminges Pyrénées, permet de prendre en compte les spécificités géographiques et les problématiques du territoire dans les modalités de mise en œuvre de la Charte et d'organisation du syndicat mixte.

En limitant le nombre de structures, en concentrant notamment les moyens d'animation en une seule structure cela contribue à la simplification de l'organisation territoriale du Comminges et de la Barousse.

Par ailleurs, cela renforce la cohérence et la transversalité des politiques publiques à l'échelle du territoire. La « combinaison » des 2 objets appuiera l'efficacité de la Charte à travers sa déclinaison opérationnelle facilitée dans les politiques d'aménagement et de développement (SCoT). Cela facilitera également la transversalité des approches : biodiversité, ressource en eau, urbanisme et paysage...

Cette organisation va asseoir le syndicat mixte du Parc comme un acteur clé du territoire .

La charte du Parc a vocation à être mise en œuvre par l'ensemble de ses signataires et par les partenaires identifiés. Le syndicat mixte du Parc porte un rôle de coordination de ces actions et de maîtrise d'ouvrage de certaines d'entre elles. Sa gouvernance partagée entre la Région, les départements et intercommunalités et les communes, en présence de l'État, constitue une opportunité de partage et de coordination. Le syndicat mixte a également un rôle d'évaluation de la mise en œuvre de la charte et de suivi de l'évolution du territoire.

Les instances décisionnelles du syndicat mixte sont représentatives des signataires de la charte. Elles comprennent :

- Le comité syndical, qui prend les décisions relevant de l'activité du syndicat mixte. Il est composé des représentants de la Région, des départements, des intercommunalités, des communes. Il associe certains partenaires.
- Le bureau, qui agit en délégation du comité syndical. Il est composé du Président, des Vice-Présidents et d'élus du comité syndical. Il associe également certains partenaires.

Au sein du comité syndical, il y a 2 pôles, avec une gouvernance propre, permettant le pilotage des 2 compétences :

- Le pôle Charte, composé des représentants de la Région, des départements, des Communautés de communes situées en Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées (Neste Barousse, Cagire Garonne Salat, Cœur et Coteaux du Comminges, Pyrénées Haut-Garonnaises et Cœur de Garonne) et des communes classées Parc.
- Le pôle urbanisme et habitat (SCoT), composé de Communautés de communes situées en Haute-Garonne (Cagire Garonne Salat, Cœur et Coteaux du Comminges, Pyrénées Haut-Garonnaises).
- *Un pôle GEMAPI sur le périmètre Garonne Amont sera créé dès le transfert de cette compétence.*

Le syndicat mixte dispose de moyens financiers et humains nécessaires à son fonctionnement. En particulier, les moyens financiers mobilisés sont évalués en adéquation avec les ambitions de la Charte et mobilisés en cohérence avec les objectifs de la transition écologique et énergétique.

Les moyens et le fonctionnement du syndicat mixte sont décrits dans ses statuts en cours d'élaboration.

Le programme d'action des 3 premières années de mise en œuvre de la charte et les grandes lignes de son plan de financement sont également en cours d'élaboration.

La gouvernance élargie

Le Parc est le projet de tout le territoire, de tous ceux qui y vivent et y travaillent. Cette dimension citoyenne repose sur une large appropriation des ambitions qu'il se fixe et sur la participation de tous à sa mise en œuvre. À cette fin, le syndicat mixte s'appuie, au-delà de ses organes d'administration interne, sur l'expression des représentations socioprofessionnelles, associatives, citoyennes et scientifiques.

Les commissions sont indispensables à la vie démocratique du Parc. Elles ont vocation à élaborer et confronter les points de vue sur les programmes du Parc, en amont des décisions du bureau et du comité syndical.

Composées des délégués du syndicat mixte, elles se réunissent pour suivre les programmes opérationnels portés par le syndicat mixte et pour examiner en amont les sujets ou projets qui seront soumis à appréciation du comité syndical.

Leur nombre et leurs thèmes sont fixés par le comité syndical. Le Président est membre de droit de ces commissions qui sont convoquées par ce dernier.

Ponctuelles, elles peuvent être ouvertes aux acteurs du territoire les plus concernés (délégués du syndicat mixte, partenaires associés, territoires associés...).

Le conseil de développement a pour objet de :

- Formuler des avis sur des sujets pour lesquels il aura été saisi par l'exécutif du Parc ou des thèmes qui lui semblent majeurs pour le Comminges et la Barousse ;
- Faciliter la compréhension des actions conduites par le Parc et en faire écho sur le territoire ;
- Organiser des débats sur des problématiques portées par le Parc.

Le conseil de développement est composé de structures socioprofessionnelles, associatives et de citoyens avec une représentation paritaire.

Le conseil scientifique et prospectif en appui à l'action du Parc

Composé d'une quinzaine de représentants, avec une représentation paritaire, des sciences de l'environnement, sciences humaines et sciences sociales, le conseil scientifique du Parc a notamment pour missions :

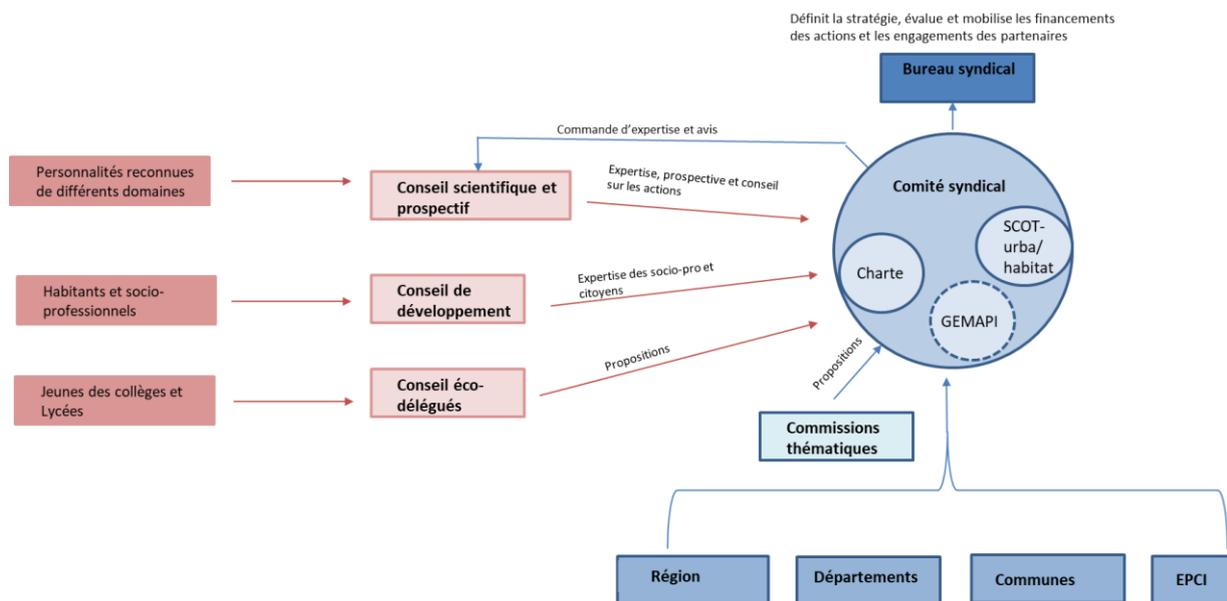
- Contribuer à la réalisation des objectifs de la Charte en matière d'amélioration des connaissances, de recherche et d'expérimentation ;
- Apporter un appui pour l'évaluation quantitative et qualitative de la Charte ;
- Apporter une réflexion prospective et des recommandations scientifiques sur les principales thématiques de la Charte ;
- Contribuer à la qualité des démarches de vulgarisation scientifique engagées par le syndicat mixte ;
- Favoriser les démarches de sciences participatives.

Il est assisté, dans son fonctionnement, par un membre de l'équipe du Parc.

Le conseil des écodélégués

Un conseil des écodélégués a pour but de contribuer à l'apprentissage de l'écocitoyenneté et de faire découvrir les instances en charge de l'aménagement et du développement du territoire.

Il donne la possibilité aux jeunes collégiens et lycéens de s'impliquer, d'être consultés et d'être force de proposition dans la mise en œuvre d'actions dans les domaines de compétence du syndicat mixte.



16

B. Les missions du syndicat mixte pour conduire le projet

Face aux défis qui se présentent au territoire pour les quinze prochaines années, certaines questions concernent plus que d'autres le Parc au regard des missions qui lui sont confiées par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi, le syndicat mixte se positionne résolument, comme la loi l'y incite, comme un opérateur et **un assemblée de politiques publiques**, qu'elles soient portées par les collectivités ou l'État, pour accompagner les transitions à opérer sur le territoire d'ici 2041. Il entend jouer un rôle de « **chef d'orchestre** » et de militant du territoire, garant de son unité territoriale. Il revendique dans le respect des textes un droit à l'adaptation et à l'expérimentation réglementaire.

Dans un contexte sans cesse mouvant, il entend œuvrer à des synergies et mobiliser l'intelligence collective du territoire, quels que soient les bassins de vie et les organisations sociétales.

Si le syndicat mixte du Parc ne peut pas tout faire, les attendus sur le rôle qu'il peut jouer ont été identifiés lors de la concertation engagée pour élaborer la Charte du Parc :

- Le Parc est attendu comme le garant de l'unité et de l'identité du Comminges et de la Barousse sur un territoire composé de 3 entités biogéographiques distinctes, 2 Pôles d'Équilibre Territorial et Rural (PETR), 5 Communautés de communes.
- Le Parc est attendu comme le porte-parole de la population et des collectivités membres du territoire auprès des instances régionales et nationales dans ses domaines d'intervention.
- Le Parc est attendu comme un animateur-médiateur.

- Le Parc est attendu comme un assemblage des politiques publiques, comme la loi lui en donne la légitimité.
- Le Parc est attendu comme « chef de file » dans différents domaines comme la forêt, la transition énergétique, l'adaptation au changement climatique, la reconquête de la biodiversité, la préservation de la ressource en eau, l'éducation au territoire et au développement durable, la promotion de la destination écotouristique, de l'image Comminges-Barousse et des productions locales...
Le Parc est garant d'un projet collectif, partagé à l'échelle de l'ensemble de son territoire.
- Le Parc est attendu comme un acteur essentiel des transitions qui traversent notre société en ce début de XXI^e siècle, avec le souci que cette transition sans précédent soit choisie, ou maîtrisée autant que possible, plutôt que subie.
- Le Parc est attendu comme un porteur d'innovations, d'expérimentations, avec notamment des relations de plus en plus étroites avec le monde de la recherche universitaire.

Aussi, dans le cadre de la Charte 2026-2041, le Parc du Comminges Barousse Pyrénées souhaite être un Parc :

- **Chef de file/pilote** : le Parc, dans ce cadre, est le leader du projet et/ou à son initiative ; il conduit l'action, prend les décisions clés, définit les orientations stratégiques ; il est le point de contact principal pour les parties prenantes. Il est responsable et porteur de la vision.
- **Opérateur** : le Parc, dans le cadre de sa Charte, agit. Il conduit des actions dans divers domaines comme la préservation et la gestion des patrimoines naturels, la restauration de la continuité écologique des cours d'eau, la préservation du patrimoine culturel, la promotion touristique, l'aménagement de sentiers de randonnée, l'accompagnement des communes, l'éducation, la recherche et l'expérimentation...
- **Animateur/facilitateur** : le Parc propose, mobilise, réunit, coordonne, crée et anime des réseaux (professionnels, associatifs...), développe des partenariats locaux et régionaux, s'inscrit lui-même dans des réseaux, organise des débats, propose des lieux d'échanges, des solutions aux éventuels conflits d'usages (loisirs motorisés, sports d'eaux vives, continuité écologique, énergie renouvelable...)
- **Partenaire** : le Parc s'associe au projet porté par d'autres, pour atteindre des objectifs communs concourant à la réalisation des objectifs de la Charte. Il apporte des moyens, des ressources, de l'expertise afin d'étendre la portée du projet, de faciliter sa réalisation, de contribuer à sa réussite.

Pour la mise en œuvre de la Charte, des conventionnements sont et seront établis entre le syndicat mixte et ses principaux partenaires stratégiques (PETR, Communautés de communes, chambres consulaires (agriculture, métiers, commerce) CBNPMP, ONF, CENO et associations de protection de la nature, offices de tourisme, etc.). Ces conventionnements s'appuieront notamment sur les conventions-cadres signées par la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France.

Les conventions déjà établies figurent en annexe.

Les missions et l'objet d'un Parc Naturel Régional

Un Parc Naturel Régional a pour vocation de promouvoir le développement économique et social de son territoire, tout en préservant et valorisant les patrimoines. La richesse d'un Parc réside dans la transversalité de ses approches qui intègrent les enjeux de biodiversité et de préservation des paysages, de développement, de qualité de vie, d'éducation et, aujourd'hui, ceux d'adaptation aux effets du changement climatique et de transition sociétale.

À moins d'un transfert de compétences de la part de ses collectivités membres, un syndicat mixte de Parc Naturel Régional n'a pas de compétence au sens administratif et juridique du terme. En revanche, il exerce des missions qui lui permettent d'agir dans tous les domaines concernés par sa Charte (article R333-1 du Code de l'environnement) :

- *La protection et la gestion du patrimoine naturel, culturel et paysager ;*
- *L'aménagement du territoire ;*
- *Le développement économique et social ;*
- *L'accueil, l'éducation et l'information ;*
- *L'expérimentation, l'innovation.*

La Charte d'un Parc Naturel Régional est le contrat qui matérialise le projet de protection et de développement durable élaboré pour son territoire. Après avoir été soumise à enquête publique, elle est approuvée par les collectivités signataires que sont les communes constituant le territoire du Parc, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI), les départements, la Région concernée et enfin l'État.

Elle fixe notamment les objectifs en matière de : préservation de la biodiversité et des paysages du territoire, maîtrise de l'urbanisation, mise en valeur et développement, éducation au territoire et gouvernance citoyenne ainsi que les mesures et les moyens nécessaires à leur atteinte. Elle contribue à la cohérence et la coordination des actions menées sur le territoire du Parc par les diverses collectivités publiques.

La procédure de création permet au territoire, au vu d'une étude d'opportunité, confirmée par un diagnostic approfondi du territoire et d'une évaluation environnementale du projet de Charte (ses ambitions, orientations, mesures et dispositions opérationnelles), de définir son projet afin d'obtenir son classement pour 15 ans, par décret.

C. L'engagement des signataires et l'implication des partenaires

La mise en œuvre du projet de territoire à l'échéance 2040 ne peut se réaliser sans la mobilisation des collectivités territoriales et institutions locales concernées par le classement du territoire Comminges Barousse Pyrénées en « Parc Naturel Régional ». L'État, les collectivités et institutions partenaires doivent porter la stratégie politique et les objectifs poursuivis. Ils partagent avec le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc des engagements indispensables à la réussite du projet de territoire et à l'atteinte de ses ambitions. Ces engagements concernent les moyens humains et financiers mobilisés par chacun. Ils invitent à organiser de nouveaux modes de faire et d'accompagnement de projets basés sur une plus grande complémentarité et une recherche de mutualisation.

1. Les signataires de la Charte : Communes, Communautés de communes, départements, Région et État – les engagements communs

La Charte du Parc est un engagement collectif sur un projet stratégique issu du territoire, consenti lors de son approbation par les différents signataires que sont l'État, la Région Occitanie, les départements de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les communes du périmètre d'élaboration.

En adhérant au Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, chaque signataire s'engage à défendre les ambitions de la Charte.

Les signataires de la Charte s'engagent à :

- participer à la mise en œuvre de la Charte dans le cadre de leurs compétences et de leurs moyens ;
- impliquer le Parc dans la conception puis la mise en œuvre de leurs propres politiques ;
- associer les citoyens et acteurs socio-économiques dans la conception puis la mise en œuvre de leurs propres politiques ;
- reconnaître le Parc comme référent sur la biodiversité, le paysage, la sensibilisation, l'éducation au territoire et son rôle fédérateur ;
- accompagner techniquement et/ou financièrement les actions du Parc ;
- diversifier les sources de financement des projets publics et privés en encourageant la mobilisation de l'investissement local ;
- participer au dispositif d'évaluation de la Charte ;
- initier, porter ou soutenir des projets d'aménagement vertueux.

2. Les engagements spécifiques à chaque signataire

Les communes et EPCI.

Ils s'engagent, dans le cadre de leurs compétences, à mettre en œuvre la Charte, à associer et à solliciter l'appui technique du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc.

Ils s'engagent à orienter leurs politiques pour une meilleure atteinte des objectifs collectifs de la Charte.

Ils valorisent les actions du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc.

Les départements

Ils soutiennent la mise en œuvre de la Charte à travers l'application de leurs politiques sur le territoire du Parc.

Ils s'appuient sur le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc pour relayer leurs actions. Leurs compétences et interventions en matière d'aménagement rural, de préservation des espaces naturels sensibles (ENS), de solidarité territoriale ainsi que leurs politiques culturelles et sociales sont mobilisées dans la mise en œuvre du projet.

La Charte favorisant une stratégie interdépartementale entre la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées, ils portent attention aux démarches concertées et coordonnées sur l'ensemble du territoire du Parc.

La Région :

Elle approuve les orientations de la Charte et s'engage à contribuer à l'atteinte des objectifs du projet. À travers sa politique en faveur des Parcs, elle affirme sa volonté d'appuyer, sur ce territoire rural, un développement harmonieux et respectueux de l'environnement, basé sur la valorisation des ressources locales.

Elle s'engage à valoriser les actions du syndicat mixte de gestion et d'aménagement du Parc et à l'associer à la mise en œuvre de ses politiques ou projets relevant des objectifs de la Charte, que ce soit sur le territoire du Parc ou régional.

Elle s'engage à accompagner les territoires dans la mise en œuvre de leurs Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), à les associer à la gouvernance et au suivi-évaluation de ceux-ci.

L'État.

Par le classement en « Parc Naturel Régional », l'État reconnaît la qualité du territoire et de son projet de développement, fondé sur la mise en valeur et la préservation de patrimoines d'intérêt national. Il contribue à la réussite de ce projet en mobilisant ses services et établissements publics.

Il prend en considération les spécificités du territoire pour y expérimenter la mise en œuvre de ses politiques en faveur de la préservation de la biodiversité, de l'eau et des paysages, de la qualité de l'urbanisme et de l'architecture, de la maîtrise de l'énergie, de l'économie circulaire...

Il fait respecter les réglementations en vigueur et veille à la compatibilité entre les engagements de la Charte et les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire.

Le ministère des Armées s'engage à prendre en compte, autant que possible, les dispositions de la Charte. Ces dispositions ne peuvent toutefois pas conduire à remettre en cause l'activité et le

fonctionnement d'une installation ou d'un projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement répondant à un impératif de défense nationale et plus généralement l'exécution de la politique de défense, telles que définies par les dispositions de l'article L.1142-1 du Code de la défense.

3. Les partenariats opérationnels

Pour tous les domaines d'intervention de la Charte, le syndicat mixte du Parc s'appuiera sur des partenariats opérationnels avec les acteurs techniques et institutionnels du territoire : Chambres d'Agriculture, de Commerce et des Métiers, CAUE, ONF, CBN, experts locaux et associations de protection de l'environnement telles que le CEN... Pour les domaines pour lesquels il dispose d'une ingénierie dédiée, ces conventionnements permettront de définir finement le « Qui fait Quoi ? » en ciblant l'intervention du syndicat mixte sur des plus-values par rapport à l'existant.

4. Des liens tissés avec les territoires de proximité et les villes-portes

Les coopérations, du local à l'international :

La notion de coopération est dans les gènes de l'outil Parc Naturel Régional : accompagner, aider à faire, faire avec... sont autant de modalités d'action qu'il affectionne. Aussi, cette notion de coopération s'appliquera à tous les échelons. Au niveau local d'abord, à travers la coopération du syndicat mixte avec les communes et intercommunalités du territoire, et plus globalement avec l'ensemble des acteurs institutionnels, socioprofessionnels et associatifs qui s'engageront à ses côtés dans la mise en œuvre de la Charte du Parc.

Sur certains sujets ou pour certains acteurs, le syndicat mixte développera des coopérations en dehors de son périmètre classé. Cela sera le cas avec les Communautés de communes impliquées partiellement sur le périmètre du Parc, pour lesquelles, à leur demande, le syndicat mixte pourra étendre ses interventions.

De même des relations particulières entre le Parc et les villes périphériques seront tissées afin de favoriser un équilibre entre les zones urbaines et rurales. Les interdépendances de ces espaces font jouer un rôle d'interface à ces « villes-portes » entre le territoire classé et les périphéries du périmètre (bassin d'emploi, solidarité urbain-rural, image du territoire...). Il est donc essentiel de matérialiser leur relation avec le Parc par un engagement volontaire et cohérent des deux parties qui se traduirait par une convention partenariale.

Il développera également des coopérations avec le PNR des Pyrénées Ariégeoises (continuité de suivis d'espèces notamment...).

Au niveau régional, le Parc développera des coopérations au sein de l'Association des Parcs d'Occitanie (créée en 2015 et réunissant les 8 PNR de la Région Occitanie et deux en préfiguration) et au niveau national à travers les travaux de la Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France. Enfin, l'intervention des Parcs Naturels Régionaux dans des projets de coopération internationale est également totalement fondée, notamment en lien avec le Parc Naturel Posets Maladeta ou le Parc Pyrénéen des 3 Nations.

D. Le caractère juridique de la Charte

La portée juridique de la Charte

La Charte d'un Parc Naturel Régional ne peut contenir d'interdictions générales et absolues, que ce soit à l'égard des tiers ou des signataires de la Charte. Elle n'est pas opposable aux tiers, ce qui signifie qu'elle ne peut pas imposer directement des obligations à des personnes physiques ou morales autres que celles ayant approuvé la Charte. Par ailleurs, elle ne peut pas prévoir pour les signataires de règles de procédure autres que celles prévues par les législations en vigueur. Ainsi, les quelques indications méthodologiques proposées sont à considérer comme des préconisations et non des prescriptions. Les signataires s'engagent moralement à les étudier et non juridiquement à les décliner.

La Charte cherche la cohérence et l'adoption contractuelle d'un ensemble de mesures par les collectivités signataires. En l'approuvant par délibération, ces dernières s'engagent, dans le cadre de leurs moyens et de leurs compétences, à participer à la mise en œuvre du projet décliné pour leur territoire et à respecter les engagements généraux qui y figurent (cf. « 2. Les engagements spécifiques à chaque signataire »). Cet investissement volontaire donne à la Charte toute sa force et sa légitimité.

L'articulation avec les politiques publiques

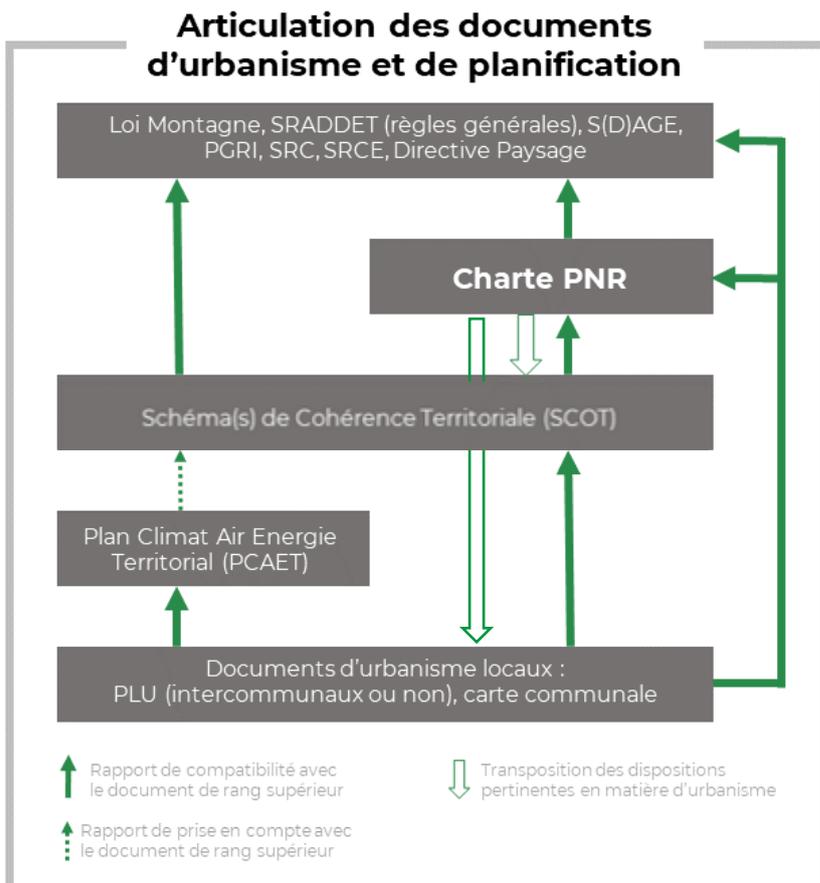
La Charte du Parc et les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les règles générales et prendre en compte les objectifs définis dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée.

À compter de l'entrée en vigueur de la Charte du Parc, les signataires ont 3 ans maximum pour s'assurer que les documents d'urbanisme dont ils ont la responsabilité sont compatibles avec ses orientations et mesures.

Trois SCoT existent sur le territoire du futur Parc. Compte tenu de leurs calendriers respectifs de révision, modification ou de mise en compatibilité vis-à-vis notamment du SRADDET, tous les SCoT pourront faire l'objet d'un travail conjoint avec le Parc pour étudier et décliner les objectifs et dispositions pertinentes de la Charte dans ce délai de 3 ans.

Remarque : les SCoT étant des documents intégrateurs, les dispositions pertinentes de la Charte n'engagent pas de modifications sur les PLUi, PLU et cartes communales existants.

La Charte comporte un plan du Parc qui localise et hiérarchise ses objectifs et « traductions relatives au plan du Parc » spécifiques en fonction de leur intérêt patrimonial et de leur sensibilité. Cette cartographie positionne ainsi les ambitions de préservation et de valorisation des patrimoines. Elle illustre la portée juridique relative et facilite la prise en compte par les SCoT des dispositions pertinentes (cf. « Les dispositions pertinentes de la Charte » mesure 1.3.2).



Les atouts réglementaires des PNR

L’articulation de la Charte avec les documents de planification est renforcée par la contribution du Parc à l’élaboration des SCOT et PLU (article R333-14 du Code de l’environnement). Le Parc est également consulté lors de l’élaboration ou la révision de tous les documents listés à l’article R333-15 du Code de l’environnement (modifié par décret n°2017-1156 du 10 juillet 2017 - art. 17).

Le syndicat mixte d’aménagement et de gestion du Parc est saisi pour avis lorsque des projets soumis à évaluation environnementale, en application des articles L122-1 et R122-2 du Code de l’environnement, sont envisagés sur le territoire du Parc. Au-delà de la procédure administrative prévue, tout porteur de projet aurait intérêt à prendre contact avec le Parc dès la genèse de son projet afin qu’il puisse gagner en temps et en efficacité dans la mise à disposition d’informations en sa possession et ainsi contribuer à l’émergence de projets qualitatifs.

Le Code de l’environnement interdit les publicités et les préenseignes en agglomération au sein d’un Parc Naturel Régional. Hors agglomération, le Parc Naturel Régional est soumis à la même réglementation que le reste du territoire, qui interdit également publicités et permet les préenseignes dérogatoires. La loi autorise cependant les communes ou les EPCI à les réintroduire partiellement et sous certaines conditions par le biais d’un Règlement Local de Publicité (RLP). Ce dispositif devra néanmoins être compatible avec la Charte du Parc. Les enseignes, dispositifs indiquant l’activité sur l’immeuble, sont admises sous les mêmes conditions qu’hors Parc Naturel Régional mais une demande d’autorisation doit être effectuée.

Enfin, la Charte du Parc a l’obligation de définir des orientations ou prévoir des mesures relatives à la circulation des véhicules à moteur visant à protéger les espaces à enjeux identifiés sur le plan du Parc

pour des motifs de préservation du patrimoine naturel et culturel (article L362-1 du Code de l'Environnement, cf. mesure 3.2.2). Voir l'annexe « réglementation de la publicité extérieure et signalétique routière d'information locale » liée à la mesure 3.3.2).

Les annexes réglementaires

Comme indiqué par l'article R. 333-3 du Code de l'environnement, des annexes réglementaires compléteront la Charte 2023-2038 :

- a) La liste des communes figurant dans le périmètre d'étude, avec mention des communes ayant approuvé la Charte et des communes n'ayant pas approuvé la Charte, mais proposées pour constituer le périmètre de classement potentiel ;
- b) La liste des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant approuvé la Charte ;
- c) Une carte identifiant les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant approuvé la Charte et ceux ne l'ayant pas approuvée ;
- d) Les projets de statuts initiaux ou modifiés du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc ;
- e) L'emblème du Parc ;
- f) Un plan de financement portant sur les trois premières années du classement ;
- g) Le rapport environnemental et l'avis de l'autorité environnementale, prévus respectivement par les articles R. 122-20 et R. 122-21. »

À l'étape de projet de Charte, l'annexe a) sont jointes au dossier

E. L'évaluation et le suivi : quelles modalités ?

Les objectifs et finalités de l'évaluation

L'évaluation de la Charte d'un Parc Naturel Régional répond à une exigence fixée par le Code de l'environnement. En application des textes en vigueur, le rapport de Charte doit prévoir un dispositif d'évaluation de la mise en œuvre de la Charte et un dispositif de suivi de l'évolution du territoire défini au regard des mesures « prioritaires », et prévoir la périodicité des bilans prévus dans ce cadre.

En tant qu'outil d'analyse et de pilotage de la mise en œuvre de la Charte, l'évaluation constitue un outil de progrès pour le territoire. Elle permet de mesurer le chemin parcouru par le Parc et ses partenaires et d'identifier les éventuels écarts avec celui imaginé lors de la rédaction de la Charte. Elle permet également de réorienter leur action, au regard des résultats obtenus et de l'évolution des enjeux du territoire sur la durée de la Charte.

L'évaluation permet enfin de rendre lisible l'action du Parc et de ses partenaires à travers un dispositif de suivi en continu et la production de rendus réguliers (bilans, rapports d'évaluation...).

Les mesures prioritaires sont notamment notées d'indicateurs, qui permettront leur évaluation sur la durée du projet d'une manière qualitative, mais aussi et surtout quantitative, en bénéficiant de comparaison de sources de données stables dans le temps.

L'organisation du dispositif de suivi-évaluation

L'évaluation de la Charte se structure autour de deux grands volets d'analyse :

- l'analyse de la mise en œuvre de la Charte à travers un « bilan évaluatif » des actions engagées en matière de pertinence, de cohérence, d'efficacité et d'efficience. Cette analyse s'appuie notamment sur un tableau de bord d'application de la Charte, structuré selon les orientations et mesures de la Charte.
- l'analyse des effets de la Charte sur le territoire tant sur le plan patrimonial, économique, que social. Généralement réalisée sur le long terme, cette analyse est ciblée sur un nombre limité de problématiques, compte tenu des moyens importants qu'elle nécessite. Elle s'appuie notamment sur un Observatoire du territoire, valorise le tableau de bord et exploite des données « externes » liées à d'autres politiques publiques qui « impactent » également le territoire.

Quelle temporalité d'évaluation ?

Un des objectifs du dispositif d'évaluation est d'assurer la diffusion, la plus large possible, des résultats et des conclusions qui en découleront, auprès de l'ensemble du territoire (signataires de la Charte, partenaires associés, habitants).

Le bilan d'activité annuel :

Chaque année, un bilan d'activité annuel permettra de rendre compte des actions engagées et des premiers résultats obtenus. Structurés toujours sur le même modèle, ces bilans annuels s'actualiseront et s'enrichiront au fur et à mesure de l'avancement de la Charte. Une telle démarche permettra notamment de disposer régulièrement d'un point d'étape de l'avancement de la Charte, sans pour autant engager de démarches spécifiques. La réalisation de ces bilans réguliers reposera sur l'ingénierie du Parc, avec l'appui de ses principaux partenaires.

L'évaluation intermédiaire à mi-parcours de la Charte

Elle permettra de faire un point d'étape sur la mise en œuvre de la Charte, la logique d'intervention, les modalités d'action, les résultats « majeurs » obtenus et l'évolution du territoire. Les conclusions et recommandations de cette évaluation permettront d'orienter les décisions concernant les ajustements à apporter à la mise en œuvre du projet dans sa deuxième partie.

L'évaluation finale à l'issue de la Charte

Elle permettra, via l'analyse poussée des effets de la mise en œuvre de la Charte sur le territoire, d'évaluer l'impact du Parc et de valoriser les conclusions pour élaborer un nouveau projet de territoire (renouvellement de la Charte).

La gouvernance et l'animation du dispositif

Le syndicat mixte du Parc coordonnera la démarche d'évaluation. Il assurera le renseignement et l'actualisation des indicateurs du dispositif d'évaluation et leur valorisation. Il assurera également l'appropriation du dispositif par les élus et les acteurs associés.

Un comité de suivi et d'évaluation sera créé. Il sera composé de représentants de l'État, de la Région, des départements et du syndicat mixte du Parc. Il s'assurera de l'avancement de la démarche d'évaluation.

Il se réunira, au moins une fois par an, pour partager le bilan annuel, s'assurer de la tenue des engagements de chacun et définir les démarches à engager.

L'évaluation environnementale du projet

Le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 est venu étendre la liste des documents soumis à évaluation environnementale et intégrant notamment les Chartes de PNR. Ce décret est l'application de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 ainsi que de l'article L. 122-4 du Code de l'environnement qui a précisé le champ d'application de l'évaluation environnementale des plans et programmes. Depuis 2016, les Chartes de PNR dont l'élaboration ou la révision ont été prescrites par le Conseil Régional après le 1^{er} janvier 2013 sont désormais soumises à évaluation environnementale. La Charte a donc fait l'objet d'une évaluation environnementale dont l'objectif est d'analyser, après l'élaboration d'un état des lieux et de la mise en avant des grands enjeux environnementaux du territoire, les effets probables qu'ils soient négatifs ou positifs, de la mise en œuvre du projet de Charte sur l'environnement. Le COPIL et l'AG de l'Association ont validé les ajustements apportés au projet de Charte suite à l'avis intermédiaire et le rapport d'évaluation environnementale respectivement **les XX XXXX et YY YYYY 2024.**

Le projet opérationnel : les mesures de la Charte

Sommaire des mesures de la Charte

Le projet opérationnel : les mesures de la Charte	80
Sommaire des mesures de la Charte.....	80
Axe 1 Construire collectivement une ruralité désirable et ambitieuse	83
Orientation 1.1 Porter l'expérimentation et l'innovation en faveur des filières économiques, de l'économie sociale et solidaire	84
Mesure 1.1.1 Favoriser une dynamique d'emploi	84
Mesure 1.1.2 Encourager la formation et la recherche-action sur le territoire	88
Orientation 1.2 Impliquer la population du territoire.....	92
Mesure 1.2.1 Faciliter les relations entre instances de décisions et citoyens (<i>mesure prioritaire</i>)	93
Mesure 1.2.2 Augmenter la capacité d'agir collectivement par la sensibilisation aux enjeux environnementaux	96
Orientation 1.3 Consolider et appuyer des objectifs de qualité de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'architecture.....	100
Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire (<i>mesure prioritaire</i>).....	101
Cahier des objectifs de qualité paysagère.....	106
Orientation 1.4 Mobiliser les acteurs de la culture, du patrimoine et les territoires voisins en faveur des transitions	164
Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins, métropolitain et transfrontalier	165
Mesure 1.4.2 Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire.....	169
Axe 2 Faire des transitions écologique et énergétique un catalyseur du développement local et solidaire	174
Orientation 2.1 Agir en faveur de la transition agricole et alimentaire.....	175
Mesure 2.1.1 Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessibles et de qualité	176

Mesure 2.1.2 Accompagner l’agriculture dans les transitions (mesure prioritaire).....	180
Orientation 2.2 S’engager vers la décarbonation du territoire grâce au développement des ENR, à la sobriété énergétique et aux nouvelles mobilités	184
Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d’énergies renouvelables, pour l’autoconsommation	185
Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique	190
Mesure 2.2.3 Faire émerger une stratégie de mobilité à l’échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées	193
Orientation 2.3 S’inscrire dans une économie touristique durable, répondant aux nouvelles attentes sociétales.....	197
Mesure 2.3.1 Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire	198
Mesure 2.3.2 Adapter l’économie touristique au changement climatique (mesure prioritaire)	203
Orientation 2.4 Réduire les impacts environnementaux de la construction, de la production de déchets en favorisant l’économie circulaire, l’usage de matériaux biosourcés et le réemploi.....	207
Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d’exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés.....	208
Mesure 2.4.2 S’engager dans l’économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets.....	212
Axe 3 Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales un socle fédérateur du territoire.....	215
Orientation 3.1 Mettre en place une gestion durable et solidaire de l’eau et des milieux aquatiques	216
Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux (mesure prioritaire).....	217
Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides.....	223
Orientation 3.2 Préserver les espaces naturels remarquables et la biodiversité locale	227
Mesure 3.2.1 Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance	228
Mesure 3.2.2 Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale (mesure prioritaire)	232

Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins	238
Orientation 3.3 Sauvegarder et promouvoir les attraits paysagers et géologiques.....	242
Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages.....	243
Mesure 3.3.2 Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation.....	247
Orientation 3.4 Favoriser une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt.....	251
Mesure 3.4.1 Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique.....	252
Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable	256
Annexes	260
1. Situation territoriale.....	261
2. Liste des communes	263
3. Tableau de synthèse des mesures	264
4. Tableau de synthèse des engagements.....	267
5. Liste des sigles et abréviations	283
6. Synthèse des indicateurs de suivi des mesures	286
7. Communes prioritaires pour règlementer les VTM	287
8. Convention avec le CEN	290
9. Tableau de correspondance avec le SRADDET Occitanie 2040	297

Axe 1 Construire collectivement une ruralité désirable et ambitieuse

Orientation 1.1 Porter l'expérimentation et l'innovation en faveur des filières économiques, de l'économie sociale et solidaire

Contient :

Mesure 1.1.1 Favoriser une dynamique d'emploi

Mesure 1.1.2 Encourager la formation et la recherche-action sur le territoire

Mesure 1.1.1 Favoriser une dynamique d'emploi

La création d'emplois qualitatifs et durables sur le territoire est une volonté forte de ce projet de Charte, afin que l'ensemble des 195 communes réunies demeurent un espace vécu, vivant, et structure une dynamique économique qui lui confère une forme de résilience.

Le nombre d'emplois existants sur le territoire est en recul continu depuis 1975. Composée à plus de 80 % d'emplois liés à l'économie présentielle, l'ossature économique est fragile et nécessite de s'orienter vers la production de valeurs en lien avec notamment l'agriculture, les tourisms, l'économie sociale et solidaire. Cette dernière conjugue développement économique et aspirations sociales, autonomie et solidarités. Elle participe d'un modèle de développement « inclusif » qui crée des emplois non délocalisables et produit du lien social (en réinsérant, grâce au travail, des personnes éloignées de l'emploi, en développant des services de proximité dans le territoire...). Cette dernière représentait, en 2014, 13,8 % des salariés des Hautes-Pyrénées et 8,6 % des salariés en Haute-Garonne selon la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) Occitanie. Le territoire se mobilise en apportant des aides à l'économie locale, via des contrats territoriaux, une ingénierie humaine dédiée, de l'animation.

Des activités complémentaires à l'**économie** actuelle, respectueuses de l'environnement, innovantes en matière d'énergies, de productions agroalimentaires ont toute leur place sur le territoire en bénéficiant du voisinage avec le bassin de vie de Saint-Gaudens. Le syndicat mixte se positionne comme chef de file dans la mise en œuvre de cette stratégie en engageant le territoire à créer des conditions favorables à l'installation de ce type d'activité et à valoriser les productions locales.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 2.1.1 / 2.3.1 / 2.4.1

Disposition 1

Créer les conditions favorables à l'installation des porteurs de projet exemplaires sur le territoire

Sous-dispositions

- Porter à connaissance les politiques et outils permettant l'installation des porteurs de projet : inventaire des dispositifs et des projets, actions de communication, organisation de rencontres, mise en réseau.
- Mettre en place une grille de critères à l'accompagnement des porteurs de projets innovants (géographiques, typologie d'activité, impact social, écologique).
- Mettre en place une ingénierie consacrée à l'accompagnement des porteurs de projet : pour la recherche de financement, le conseil à la maîtrise de leurs externalités négatives, le parangonnage et l'accompagnement des activités en transition.
- Animer le réseau de porteurs de projet accompagnés par le Parc : proposer des séminaires de sensibilisation et d'éducation à l'environnement dans des domaines autres que leur activité, proposer un rôle d'ambassadeur de la transition écologique.

Disposition 2

Accompagner et promouvoir les produits du territoire

Sous-dispositions

- Communiquer sur les productions locales des filières de matières premières et d'écoconstruction (cf. 2.4.1).
- Prioriser l'artisanat local (mesure 1.4.2).
- Valoriser les productions alimentaires du territoire (mesure 2.1.1).
- Accompagner les réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire du territoire.
- Création de labels de qualité (marque valeur Parc).
- Diagnostic du réseau existant de produits de l'alimentation et distribution locale.
- Développement d'une communication adaptée à ces points de distribution en partenariat avec les opérateurs.

Indicateurs de la mesure :

- Indice de concentration de l'emploi sur le territoire (T0 : 69.09, soit environ 69 emplois pour 100 actifs occupés).
- Évolution du nombre d'emplois et de la structure de celui-ci (T0 12 367 emplois en 2020).
- Nombre de porteurs de projets accompagnés sur le territoire.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Engage une réflexion sur la mise en place d'un règlement d'aides pour les projets innovants correspondant aux orientations et valeurs du projet de Charte.

- Mobilise les acteurs concernés et participe à la réflexion pour la mise en œuvre des dispositions de la mesure.
- Anime le programme Leader sur le territoire du Comminges.
- Participe à l'animation et la mise en réseaux des porteurs de projets et des collectivités.
- Mène avec les acteurs l'amélioration de la lisibilité des points de distribution de produits locaux, et participe à la mise en œuvre d'une communication adaptée avec un affichage environnemental.
- Oriente les contrats stratégiques du territoire vers l'accompagnement de filières locales (en proposant des innovations en matière de rédaction des appels d'offres par exemple).
- Développe la marque « Valeurs Parc Naturel Régional » en faveur des circuits courts et producteurs locaux engagés dans la dynamique de développement poursuivie par le Parc.
- Promeut l'usage des produits locaux alimentaires et non alimentaires auprès des professionnels, des collectivités et de la population, via ses outils de communication.
- Réalise, en partenariat avec les Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, une étude de l'impact socio-économique des filières courtes.

Engagements des communes et intercommunalités

- Recourent aux produits locaux responsables dans leur restauration collective (structurer les acteurs pour fournir des produits aux cuisines centrales en circuit court).
- Engagent des réflexions sur les possibilités offertes dans les marchés publics de travaux d'intégrer des matériaux locaux, idéalement biosourcés (réflexion engagée suite à la mise en place du label Bois Occitanie).
- S'engagent à communiquer au syndicat mixte du PNR les projets innovants sur leur territoire.
- S'impliquent dans l'accueil et l'accompagnement de porteurs de projet et les valoriser.

Engagements de l'État

- S'engage à accompagner les entreprises et les filières économiques du territoire dans leur développement.
- Cela vise à soutenir la compétitivité des entreprises et à faciliter leur pérennisation par la mobilisation des dispositifs et subventions existants.
- S'engage à soutenir l'innovation en favorisant le développement de nouvelles technologies et de nouvelles pratiques, par l'attribution d'un soutien technique, financier.

Engagements de la Région

- Mobiliser ses politiques pour maintenir sur le territoire une économie productive génératrice d'emplois et de valeur ajoutée locale.
- Porter l'ambition de devenir la première Région à économie engagée en permettant à 50 % des entreprises régionales d'initier une démarche de transformation d'ici 2027 et en conditionnant ses aides aux entreprises à la réalisation d'un auto-diagnostic « Impact Score ».
- Soutenir les projets de développement de l'économie de proximité, sociale et solidaire.
- Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole, à l'agriculture biologique, à l'installation en agriculture, à la sylviculture.
- Accompagner l'émergence de filières intégrant le végétal local et promouvoir les labels et marques intégrant les enjeux de biodiversité. Elle s'implique particulièrement avec ses partenaires dans l'étude pour le renforcement de la filière de production de plants ligneux labellisés Végétal Local en Région Occitanie.
- Soutenir le Parc et les collectivités dans leur fonction d'expérimentation en matière de services collectifs à la population, et de redynamisation des centres-bourgs, notamment à travers sa politique bourg centre.

- Soutenir l'accès au logement en particulier par la lutte contre la vacance et l'accès aux logements locatifs à vocation sociale, notamment dans le cadre de son plan habitat durable.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole pour le développement de la vente directe, des circuits de proximité et du tourisme à la ferme.
- Accompagne le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et/ou biologique.
- Développe et fait la promotion de l'approvisionnement de la restauration en produits locaux, avec en particulier une démarche dynamique dans la restauration scolaire, et notamment les collèges.
- Favorise la mise en place de signes officiels de qualité.
- Soutient les activités et les filières locales valorisant les ressources naturelles.
- Poursuit le portage des MAEC en partenariat avec les Chambres d'agriculture.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole pour le développement de filières sous signe officiel de qualité ou territorialisée.
- Accompagne le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et/ou biologique (GAB, matériel en CUMA, pastoralisme...).
- Développe et fait la promotion de l'approvisionnement de la restauration en produits locaux, avec en particulier une démarche dynamique dans la restauration scolaire, et notamment les collèges.
- Favorise la mise en place de signes officiels de qualité.
- Accompagne dans le cadre d'Ambitions Pyrénées la démarche HaPy saveurs.

Partenaires associés

- Chambres d'agriculture de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées (cette dernière travaille au développement de l'accompagnement des porteurs de projet en agritourisme)
- Chambre de commerce et d'industrie de Région Occitanie
- Chambre régionale des métiers et de l'artisanat de Région Occitanie
- Coopératives agricoles
- Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA)
- Fédération des Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne (FAMAP)
- Lycées agricoles, d'hôtellerie-restauration et centres de formation
- Organisations de producteurs
- Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER)
- Centre de formation professionnel agricole (CFPPA)

Mesure 1.1.2 Encourager la formation et la recherche-action sur le territoire

Multiple par sa morphologie, ses typologies d'activités et ses capacités de productions, le territoire Comminges Barousse Pyrénées se structure historiquement autour des complémentarités productives (extractions et carrières, productions alimentaires, fourrages, élevage, transhumance), inhérentes à ce grand territoire. L'adaptation du territoire face aux évolutions nécessaires liées au changement climatique et aux transitions socio-économiques conduit ce dernier à appréhender les réalités économiques locales à l'échelle du périmètre et d'identifier les acteurs clés qui le façonnent et le façonneront demain.

Dans cette optique, le territoire s'engage à identifier les besoins spécifiques en faveur du développement et de la valorisation de l'emploi à l'échelle locale. Cette volonté s'appuie à la fois sur l'accompagnement des entreprises mais aussi des salariés par la formation et la montée en compétence sur les métiers actuels et à venir du territoire. L'expérimentation et l'innovation par la recherche sont également un moyen d'hybrider des méthodes et des interventions au service du territoire et des enjeux auxquels il doit répondre. Qu'il s'agisse d'évaluer des capacités de développement de filières (ESS, productions artisanales, bois, énergies renouvelables...), de mettre en cohérence des capacités de production et de distribution, d'analyser les possibles en matière de préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, le développement d'une « science impliquée » sur le territoire est l'objectif fixé par cette mesure pour accompagner l'évolution de ce dernier.

En étroite collaboration avec ses partenaires, le PNR Comminges Barousse Pyrénées s'engage à faciliter et promouvoir les emplois locaux, la qualification, la formation et conforter le territoire dans cette dynamique en promouvant l'innovation et l'expérimentation. Il se positionne comme chef de file dans la mise en œuvre d'expertise scientifique au service des transitions.



FAIRE PARC c'est engager en février 2023 une étude, une collecte de données et une action sur le frelon asiatique en partenariat avec le CD31 et le CEN, recruter au sein de l'association de préfiguration du Parc un étudiant de l'université de Perpignan Via Domitia (UPVD) pour répondre aux besoins des apiculteurs, sensibiliser et procéder aux piégeages sélectifs de l'espèce exotique envahissante pour préserver les pollinisateurs autochtones grâce à une technologie innovante lauréate du concours Lépine 2023. C'est, du printemps à l'automne, du Bas-Comminges au Luchonnais, 80 pièges posés chez 10 apiculteurs.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 3.2.1 / 3.3.2 / 3.4.1

Disposition 1

Faciliter et promouvoir la qualification, les emplois locaux et la formation

Sous-dispositions

- Diagnostiquer les besoins en termes d'emplois et de compétences à l'échelle du territoire, en coordination avec les collectivités locales, les organismes de formation, les associations professionnelles et les chambres consulaires.
- Mise en place d'une GEPCT (Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences territoriales) à l'échelle du périmètre, en lien avec le projet de GEPCT en cours sur le secteur Neste Barousse, territoire d'industrie.
- Mise en réseau et échanges de bonnes pratiques à travers des rencontres, des forums, des ateliers thématiques, des groupes de travail organisés par le PNR pour créer des passerelles entre professionnels, formations, associations d'insertion et définir un plan d'action.

Disposition 2

Définir les besoins en matière de recherche et engager des études sur le territoire

Sous-dispositions

- Interroger les besoins de recherche en matière de gestion des ressources naturelles, de conservation de la biodiversité, de stockage d'énergies renouvelables, de constitution de filières économique ou de participation citoyenne.
- Organiser des programmes de recherches-actions (programme Hors les Murs, recherches universitaires).
- Centraliser et partager les études menées sur le territoire.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre d'études engagées/réalisées sur le territoire.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Met en place un conseil scientifique.
- Programme, anime et coordonne, sur l'avis de son conseil scientifique, les études et suivis sur le territoire.
- Anime, concerté et assure la médiation autour de tout projet de recherche-action lancé.
- Assure un contact avec les universités pour tisser des programmes de recherche qui correspondent aux besoins du territoire et aux formations existantes.
- Relayé les résultats des études réalisées et partagées par les partenaires, collectivités et structures affiliées.
- Participe, avec les réseaux fonctionnels existants, à la coordination entre acteurs professionnels, acteurs de l'insertion, professionnels et les EPCI pour évaluer les types d'emplois et de compétences recherchées sur le territoire.

- Expérimente avec les collectivités et les chambres consulaires de nouvelles formes d'accompagnement et d'outils pour faciliter la transmission de savoirs.
- Participe à la coordination des acteurs locaux pour recenser les besoins des publics spécifiques, en matière d'insertion et de formation.
- Agglomère à l'échelle du territoire les informations, études et analyses territoriales.
- Commande, localement, les études et enquêtes auprès des publics spécifiques et en matière d'emplois/formation dans les espaces où la donnée n'existe pas.

Engagements des communes et intercommunalités

- Accueillent les équipes de recherches dans la mesure du possible et facilitent l'accès au terrain et aux données disponibles.
- Participent à l'organisation des phases de médiation des recherches et études, afin de faire connaître au grand public les travaux en cours et menés.
- Mettre à disposition du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partager leurs analyses.
- Associer le syndicat mixte aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux.
- Entretiennent un contact privilégié avec les acteurs économiques et professionnels de l'insertion pour faciliter l'identification des besoins en matière de formation et d'emplois.
- Accompagnent l'identification, à l'échelle du territoire du PNR, des besoins en matière de formation et d'emploi.
- Favorisent l'implantation d'entreprises et de structures qui répondent aux besoins du territoire.
- S'engagent à promouvoir l'insertion professionnelle, en soutenant les personnes éloignées de l'emploi.
- Développent l'apprentissage et l'alternance, afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics formés.

Engagements de l'État

- Soutient les efforts de recherche et de suivi sur le patrimoine naturel et donne au syndicat mixte un accès privilégié à ses bases de données (naturalistes, statistiques, etc.).
- Participe au financement de projets d'emploi et d'insertion, notamment en faveur des personnes éloignées de l'emploi.
- Soutient, dans le cadre de ses politiques en matière d'emploi et de formation, les formations dédiées à la création d'emplois sur le territoire.

Engagements de la Région

- Soutenir les actions de recherche et de veille sur le territoire, concernant la connaissance et l'observation des ressources naturelles, l'innovation en matière d'énergie, d'emploi, la constitution de filières et recherches en action sociale ou encore participation.
- Développer des relations privilégiées avec l'ensemble des partenaires du massif, en intermassif et à l'échelle transfrontalière, en s'appuyant notamment sur le Parlement de la Montagne, le comité de Massif des Pyrénées, l'agence des Pyrénées et la Communauté de travail des Pyrénées, Forespir.

- Déployer des accords de coopération permettant aux acteurs économiques, touristiques, universitaires, culturels, associatifs et sportifs de la Région de mener des actions avec les partenaires européens et internationaux d'Occitanie.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Met à disposition du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partagent leurs analyses.
- Associe le Parc, le cas échéant, aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux en lien avec Ambitions Pyrénées et en interface avec les Communautés de communes.
- S'engage à soutenir l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, afin de leur permettre de trouver un emploi dans le territoire.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Met à disposition, le cas échéant, du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partagent leurs analyses.
- Associe le Parc aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux.
- S'engage à soutenir l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, afin de leur permettre de trouver un emploi dans le territoire (Ha-Py actifs par exemple).

Partenaires associés

- Universités, notamment celles d'Occitanie Pyrénées Méditerranée
- Centres et unités de recherche frontaliers
- Fédération des PNR
- PETR Pays Sud Toulousain, PETR Pays des Nestes
- Chambres d'agriculture
- Réseau Interparcs Occitanie

- France Travail (ex. Pôle Emploi)

- Chambres consulaires

- Réseaux d'insertion (missions locales, Pôle Emploi, etc.)

- TZCLD

- Job en Comminges

Orientation 1.2 Impliquer la population du territoire

Mesure 1.2.1 Faciliter les relations entre instances de décision et citoyens

Mesure 1.2.2 Augmenter la capacité d'agir collectivement par la formation aux enjeux environnementaux



Mesure 1.2.1 Faciliter les relations entre instances de décisions et citoyens (mesure prioritaire)

La mise en place d'instances de concertation permet d'anticiper, de réduire, voire de gérer les conflits d'usage et les risques de tension existants localement. Sur le territoire, une part croissante de la population se mobilise au sein des instances de participation existantes : CODEV vivants sur le territoire, citoyens partie prenante de plusieurs démarches comme la Charte sur les droits culturels et l'un des Projets Alimentaires Territoriaux.

La volonté du territoire est de fluidifier la relation entre les institutions et les citoyens en permettant notamment de les intégrer de manière directe dans le projet de territoire et le fonctionnement de la Charte, le suivi des actions menées et le partage des informations, tout en veillant à être le plus inclusif possible. Les évolutions plus ou moins récentes de l'organisation territoriale (émergence et évolutions des intercommunalités, de leurs compétences, évolution des outils de gestion et de planification territoriale) ont pu favoriser un sentiment d'éloignement entre l'action publique locale et les populations. La multiplication d'instances participatives peut également perdre la lisibilité des objectifs de ces organes de participation, mais témoigne de l'envie des citoyens de participer activement au développement du territoire.

Le territoire s'engage à associer différentes populations du territoire, avec une attention particulière portée à la lutte contre les discriminations, et à faciliter le recueil des attentes et des besoins des populations, en essayant d'entendre des publics parfois éloignés des instances de participation. Le contact avec les populations permet de véhiculer les projets en cours et futurs sur le territoire, existants et programmés en réponse aux besoins identifiés (cf. Stratégie régionale de participation citoyenne 2022).

Avec l'implication de citoyens de tout âge dans ses instances consultatives, le syndicat mixte veut rendre accessibles, par des événements, des rencontres, des temps forts, les décisions locales concernant le projet du territoire de manière pédagogique, compréhensible, et recueillir, de manière vivante, les expressions des citoyens du territoire.



FAIRE PARC c'est sensibiliser les habitants sur la pollution lumineuse, les économies d'énergies, la faune nocturne et la préservation du ciel étoilé par la création d'un festival du Jour de la Nuit, « Le festival à la Nuit tombée », en partenariat avec les communautés de communes Cœur et Coteaux de Commines, Cagire Garonne Salat, Pyrénées Haut-Garonnaise, les PETR Pays Comminges Pyrénées et Pays des Nestes et l'association de préfiguration du PNR. Déjà la deuxième édition avec plus de 40 villages partenaires, une synergie de territoire portée par des acteurs engagés dans la préservation de la nuit à travers conférences, ateliers, happenings et concerts.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.2.3

Disposition 1

Fluidifier la relation entre institutions et citoyens

Sous-dispositions

- Déployer des moyens pour recueillir la parole des citoyens (présence sur les marchés, sur les évènements locaux).
- Proposer en tant que PPA une trame aux collectivités concernant les bilans de concertation, diffuser des questionnaires en lignes.
- Organiser des moments vivants d'échange thématiques de type agoras, tables rondes, apéros tchatte concernant des projets liés aux mesures de la Charte.
- Informer de manière pédagogique concernant les intentions, projets et actions menées sur le territoire.
- Ouvrir aux habitants des instances consultatives (CODEV/comités scientifiques) à l'échelle du PNR.

Disposition 2

Faciliter l'implication des jeunes et des citoyens dans les projets du PNR

Sous-dispositions

- Ouvrir les instances consultatives (ex. : CODEV) aux écodélégués des établissements accueillants les élèves du territoire.
- Créer un réseau de jeunes ambassadeurs ou club PNR dans les établissements scolaires et structures de formations (réseaux d'écodélégués mêlant les élèves de collèges et lycées).
- Pérenniser l'implication de tous (ex. : collectes de photographies, chantiers participatifs autour de la restauration de GR ou petit patrimoine...)

Indicateurs de la mesure :

- Nombres d'actions de concertation (agoras citoyennes, tables rondes, etc.) menées dans le cadre de la Charte T0.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Met en place, à l'échelle du territoire, une instance de participation de type Conseil de développement (CODEV) avec des modalités de gouvernance innovante.
- Maintient et fait vivre les instances d'« écodélégués » dans les lycées du territoire, et développe dans la mesure du possible ce rôle dans les structures éducatives du territoire et des territoires voisins, en lien avec les écodélégués des collèges (instance indépendante propre aux départements).
- Communique sur l'organisation de temps forts de concertation, portés par les communes et intercommunalités et autres instances sur le territoire lorsque cela implique des orientations de la Charte.

Engagements des communes et intercommunalités

- S'engage à promouvoir la concertation avec les habitants et les acteurs du territoire, afin de recueillir leurs avis et leurs propositions.

- Facilitent la concertation auprès du grand public en communiquant sur les outils de participation existants.
- Déployer des outils numériques de participation.

Engagements de l'État

- Participe au financement de la mise en place du conseil de développement.
- Soutient le développement de la démocratie/participation numérique.
- Partage les outils et méthodes existants en matière de participation numérique, d'organisation de concertations publiques.

Engagements de la Région

- Participe aux instances du Parc.
- Soutient, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires qui permettent de répondre aux engagements de la Charte.
- Met à disposition l'information provenant de ses propres programmes et schémas ; des données géographiques.
- Renforcer la participation des citoyens au travers de nouvelles sessions de budgets participatifs afin d'impliquer les citoyens dans la prise de décision et de faire émerger des projets innovants sur le territoire, en lien avec les enjeux portés par la Région (racisme et antisémitisme, ouverture au monde, culture, mer, montagne, climat, alimentation).
- Soutenir le syndicat mixte du Parc dans la mise en place d'instances de concertation pour anticiper, gérer et réduire les conflits d'usage et les risques.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Apporte de l'expertise en termes de concertation citoyenne (service dédié).
- Attribue une contribution statutaire au syndicat mixte.
- Participe activement aux instances du Parc.
- Soutient les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires qui permettent de répondre aux engagements de la Charte.
- Partage les informations concernant les projets sur le territoire dont ils ont connaissance et facilitent la communication auprès du grand public concernant ces projets.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Relaye, au travers de ses outils de communication grand public, l'information, les initiatives et les actions du Parc, dans le cadre des politiques publiques départementales.

Partenaires associés

- Structures scolaires et éducatives
- Conseils municipaux des jeunes
- Associations locales de citoyens

Mesure 1.2.2 Augmenter la capacité d'agir collectivement par la sensibilisation aux enjeux environnementaux

Dans sa volonté d'impliquer la population du territoire aux enjeux environnementaux, le territoire impulse cette démarche visant à informer, sensibiliser et mobiliser les acteurs élus et les résidents. Au cœur de cette mesure, les campagnes de sensibilisation éclaireront les enjeux de la gestion de l'eau, de la préservation des ressources, de la qualité environnementale et de l'adaptation au dérèglement climatique aux yeux du grand public.

Parallèlement, le territoire de projet souhaite construire des espaces de dialogue au travers de réunions et de forums (cf. 1.2.1). Ces plateformes offriront aux acteurs locaux, élus et habitants l'occasion d'échanger des idées et des expériences et des pratiques, supports d'une sensibilisation variée à l'environnement.

En intégrant la promotion de pratiques durables, l'objectif est d'inspirer les acteurs locaux, habitants, élus, acteurs économiques, à adopter des modes de vie et de travail respectueux de l'environnement. La valorisation de formations existantes et la mise en place de formations et programmes éducatifs, adaptés aux différents publics, permettent de s'adresser au plus grand nombre. Qu'il s'agisse de sensibilisation à la gestion durable des milieux pour les équipes techniques, élus, agriculteurs, propriétaires fonciers et le grand public, jusqu'aux jeunes via des partenariats avec les écoles locales, cette dimension éducative tisse un fil conducteur au service d'une meilleure (re)connaissance de notre environnement.

En somme, cette mesure permet de partager une vision intégrée et durable des milieux, des écosystèmes et de l'environnement en général, pour l'avenir du territoire. Son objectif est de consolider des bases solides de savoirs liés à l'environnement et au développement durable. Chaque action renforce la suivante, édifiant pas à pas un avenir collectivement responsable pour le PNR Comminges Barousse Pyrénées.

La sensibilisation de tous, la formation et le partage d'expérience constituent le triptyque vers cette volonté dont le syndicat mixte est chef de file.



FAIRE PARC c'est sensibiliser les habitants sur la pollution lumineuse, les économies d'énergies, la faune nocturne et la préservation du ciel étoilé par la création d'un festival du Jour de la Nuit, « Le festival à la Nuit tombée », en partenariat avec les Communautés de communes Cœur et Coteaux du Comminges, Cagire Garonne Salat, Pyrénées Haut-Garonnaises, les PETR Pays Comminges Pyrénées et Pays des Nestes et l'association de préfiguration du PNR. Déjà la deuxième édition avec plus de 40 villages partenaires, une synergie de territoire portée par des acteurs engagés dans la préservation de la nuit à travers conférences, ateliers, happenings et concerts.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.1 / 1.3.1 / 3.2.2 / 3.2.3 / 3.3.2 / 3.4.2

Disposition 1

Développer un programme d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)

Sous-dispositions

- Création de contenus de formation et de programmes éducatifs en partenariats avec les acteurs du territoire.
- Proposer des formations et outils pédagogiques sur la gestion durable des milieux adaptés aux différents publics.
- Intervenir dans les établissements scolaires et de formation pour partager des pratiques responsables en matière d'environnement.
- Encadrer des sorties nature.

Disposition 2

Créer des lieux et moments dédiés au partage des enjeux environnementaux et à la promotion de pratiques favorables au respect des écosystèmes

Sous-dispositions

- Ouvrir un espace partagé du Parc, lieu d'information physique et numérique.
- Partager des expériences réalisées sur d'autres territoires (PNR ou non).
- Mettre en place et participer à des événements (forums, tables rondes, formations ouvertes, encadrement bénévole) avec l'objectif de diffuser et partager de bonnes pratiques environnementales de gestion des ressources naturelles.

Indicateurs de la mesure :

- Nombres d'événements dédiés (en partie ou totalement) à l'environnement réalisés sur le territoire par le syndicat mixte.
- Formations d'éducation à l'environnement réalisées, nombre de participants.
- Nombre de projets d'éducation à l'environnement réalisés par le syndicat mixte (voir par les partenaires si des conventions sont mises en place ou soutiens via de la communication, à des acteurs de l'EEDD existants).

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Met en place un programme d'éducation à l'environnement sur le territoire.
- Organise des ateliers avec les élus, professionnels, citoyens et touristes, proposent des sorties nature.
- Construit des formations et des outils de communication à destination de toutes et tous, accessibles, afin de sensibiliser à l'environnement et communiquer sur les actions menées.
- Développe des partenariats avec les acteurs de l'éducation (écoles, collèges, lycées, centres de formation et universités).
- Soutient et participe à l'organisation d'événements qui mettent en lumière des enjeux environnementaux (événements culturels, expositions, conférences) en lien avec les mesures de la Charte.
- Favorise les échanges entre acteurs de la nature, gestionnaires d'espaces naturels et chercheurs, fédérations de pêche, de chasse, agriculteurs, syndicats forestiers, syndicats agricoles...

- Organise annuellement au moins un évènement de sensibilisation, d'information et de vulgarisation sur la biodiversité et l'environnement.
- Contribue à l'élaboration des projets d'éducation à la nature des CPIE, appuie les associations d'éducation à l'environnement dans leur recherche de financement.

Engagements des communes et intercommunalités

- Coorganisent des actions en faveur de la biodiversité et les relayent.
- Prennent part aux sensibilisations et formations d'éducation à l'environnement portées par le syndicat mixte, afin de partager une vision commune de l'environnement auprès de tous les acteurs locaux.

Engagements de l'État

- Contribue à l'acquisition et la diffusion des connaissances à travers les différents outils à sa disposition.
- Met à jour et partage les données (biodiversité, environnement) diffusables en sa possession.

Engagements de la Région

- Dans le cadre de sa stratégie pour l'essor de l'éducation à l'environnement et au développement durable et de sa stratégie régionale pour la biodiversité.
- « Faire de la Nature l'affaire de tous ! » et contribuer à travers le Plan Nature en Occitanie évidemment à retisser nos liens avec la nature, à permettre au plus grand nombre de bénéficier de ses bienfaits et susciter l'envie de s'impliquer dans sa protection.
- Accompagner le Parc, en lien avec ses partenaires, dans sa mission d'information, de sensibilisation et d'éducation au territoire et à l'environnement auprès de la population locale et touristique.
- Participer à la structuration du réseau des acteurs de l'éducation à l'environnement sur le territoire du Parc et encourager la recherche d'articulation territoriale pour les projets d'éducation au territoire.
- Maintenir et développer leurs actions de sensibilisation sur le développement durable sur le territoire du Parc.
- Soutenir dans la limite de ses moyens et de ses compétences les dispositifs d'éducation à l'environnement.
- Informer le Parc des acteurs et des outils d'éducation à l'environnement et au développement durable qu'elle soutient.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Met à disposition l'ensemble des données naturalistes acquises dans le cadre de ses politiques en matière d'Espaces naturels sensibles (études, suivis, SIG...) permettant d'améliorer la connaissance de la biodiversité du territoire du PNR (notamment via l'OPEN DATA du CD31).
- **Accompagne les élus au travers d'actions de formation (HGI met en place des formations sur l'arbre, la forêt et la prévention des feux dans le cadre du plan arbres et forêts du CD).**
- **Sensibilise le grand public et les scolaires à l'environnement : le syndicat mixte Haute-Garonne environnement propose le prêt d'outils pédagogiques (sur la biodiversité, l'arbre, la ressource en eau, le changement climatique, l'énergie...) aux communes adhérentes à HGE et aux collèges.**

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Poursuit son soutien à la vie associative.
- Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre.
- Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement directement ou indirectement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.

Partenaires associés

- OFB
- ARB
- Conservatoires Botaniques Nationaux
- CEN Occitanie
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Chambres d'agriculture
- Associations naturalistes locales et régionales
- Associations d'éducation à l'environnement
- Comité scientifique du Parc
- Organismes techniques et scientifiques du Parc
- Réseau Éducation Pyrénées Vivantes
- CAUE
- CPIE
- GRAINE
- Établissements scolaires
- Chambres consulaires
- COFOR

Orientation 1.3 Consolider et appuyer des objectifs de qualité de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'architecture

Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire

Mesure 1.3.2 Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire



Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire (mesure prioritaire)

Dans le cadre de sa mission de protection et de valorisation des paysages, le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées s'engage à mettre en place des actions concrètes pour sensibiliser et impliquer les acteurs locaux et les habitants. La préservation de l'identité paysagère et la gestion raisonnée de la publicité sont au cœur de cette démarche, essentielle pour maintenir l'intégrité et l'attrait du territoire.

Le Plan de paysage aura une double vocation : sensibilisation et opérationnalité. Il décrira de manière détaillée et **pédagogique** les caractéristiques des paysages locaux, en s'appuyant sur les entités écopaysagères. Seront ainsi abordés les reliefs, la géologie, le réseau hydrographique, la végétation, le patrimoine bâti et les autres éléments anthropiques. Il s'agira de faciliter l'intégration du patrimoine paysager dans les projets de construction, la gestion du bâti existant et des espaces naturels et agricoles. Le Plan de paysage fournira ainsi des clés pour que décideurs et habitants puissent s'approprier les paysages locaux et s'impliquer activement dans leur préservation et leur valorisation.

Pour garantir une approche inclusive et participative, la création du Plan de paysage impliquera pleinement les populations locales. Divers outils de concertation seront mis en place, tels que des réunions publiques pour informer, des enquêtes en ligne et sur le terrain pour consulter, des ateliers territoriaux pour dialoguer, et des processus de coproduction pour permettre une participation active des acteurs. La sensibilisation du grand public est un objectif de cette mesure : le repérage du petit patrimoine et l'organisation de chantiers participatifs seront encouragés. Ces démarches visent à construire avec les usagers des paysages – habitants, acteurs socio-économiques, jeunes, seniors, et visiteurs – les interventions nécessaires à leur mise en valeur et à leur préservation. L'objectif est de parvenir à un plan d'action répondant aux enjeux identifiés, coconstruit avec les usagers des paysages en Comminges Barousse Pyrénées.

En matière d'aménagement et de paysage, la publicité est un sujet essentiel pour les Parcs Naturels Régionaux, qui jouent un rôle clé dans les actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages. La publicité dans les PNR est strictement encadrée par le Code de l'environnement. En dehors des agglomérations, toute publicité est interdite. À l'intérieur des agglomérations, elle est également interdite, y compris les préenseignes. Cependant, les règlements locaux de publicité (RLP et RLPi) peuvent permettre la réintroduction de la publicité, à condition que cela soit prévu par la Charte du Parc et approuvé par le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc. La réintroduction de la publicité doit être limitée, réalisée avec discernement, répondre à des besoins réels, et utiliser des formats réduits et harmonieux. Il est proposé que, de manière exceptionnelle et justifiée, les collectivités du PNR Comminges Barousse Pyrénées puissent réintroduire de la publicité dans les lieux qualifiés d'agglomérations, conformément aux règlements relatifs à la circulation routière.

Cette mesure vise à préserver et valoriser les paysages du PNR tout en permettant une gestion réfléchie et raisonnée de la publicité, en accord avec les ambitions de préservation du Parc.

Nota : Une première analyse des structures paysagères et des dynamiques paysagères à l'œuvre a été faite par entité paysagère et a permis de dégager des objectifs de qualité paysagère dans un document synthétique qui pourra servir de base au futur Plan de paysage, dont le volet « plan d'action » sera coconstruit avec le grand public. Ce document est compris dans cette mesure.

Nota : Des prescriptions en matière de réglementation et d'harmonisation de la publicité et en matière de signalétique sont intégrées à cette mesure.



FAIRE PARC c'est une concertation menée par la Communauté de Communes Neste Barousse, aller plus loin dans la réflexion de ce que représente le territoire pour les habitants, acteurs et usagers en mettant en place un Plan de Paysage pour permettre aux citoyens de s'impliquer, de renforcer l'attractivité du territoire et d'améliorer leur cadre de vie. Parmi les grands enjeux : la préservation des sommets, la restauration et valorisation du patrimoine bâti, la mutation des gravières, sablières et carrières, etc. de la nuit à travers conférences, ateliers, happenings et concerts.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- Tous les objectifs de qualité paysagère

Disposition 1

Décliner les objectifs de qualité paysagère du territoire (cf. « Cahier des Objectifs de Qualité Paysagère » dans la présente mesure)

Sous-dispositions

- Recenser les inventaires du patrimoine paysager achevés et en cours sur le territoire.
- Réaliser un Plan de paysage, en lien avec les objectifs de qualité paysagère (OQP) par entité paysagère dans la charte, dont le plan d'action sera concerté avec les populations. Le Plan de paysage devra définir des structures paysagères à protéger/préserver.
- Traiter les points noirs paysagers : aménagements et constructions mal intégrés dans leur environnement (infrastructures d'exploitation du sous-sol, de stations de sports d'hiver, de zones d'activités, d'extensions urbaines ou encore d'activités isolées).
- Disposer d'un accompagnement des collectivités.
- Favoriser la montée en compétences des BE sur paysage, environnement, architecture, patrimoine.
- Déployer la mise en place de documents d'urbanisme à l'échelle du territoire, avec en priorité les documents de niveau intercommunal.

Disposition 2

Maîtriser la publicité et l'affichage (cf. Prescriptions concernant la réglementation de la publicité extérieure et signalétique routière d'information locale)

Sous-dispositions

- Réintroduire la publicité à travers des règlements locaux de publicité (de préférence construits à l'échelle intercommunale) intercommunaux.
- Porter une attention particulière au développement de la publicité dans les parties non intégrées au PNR.
- Harmoniser les enseignes, préenseignes et enseignes dérogatoires via une charte graphique Parc (élaboration conjointe aux RLP/RLPi d'une signalisation d'information locale), harmoniser les panneaux d'information et d'accueil.

Disposition 3

Soutenir une architecture qui s'intègre aux différentes unités paysagères (voir OQP)

Sous-dispositions

- Traduire opérationnellement dans les documents d'urbanisme du territoire les « dispositions pertinentes en matière d'urbanisme » (cf. 1.3.2) de la Charte dont la traduction sera adaptée au SCoT, PLU et PLUi.
- Prendre en compte l'identité architecturale locale dans les projets d'aménagement et lors de la rédaction des documents d'urbanisme, en s'appuyant sur les objectifs de qualités paysagères par entités (cf. 1.3.1), et le Plan de paysage (lorsqu'il sera réalisé).
- Préserver la forme des villages, veiller à l'intégration des nouveaux bâtiments et infrastructures dans les différentes entités paysagères.

Indicateurs de la mesure :

- Participation effective à la constitution du Plan de paysage.
- Nombre d'animations réalisées dans le cadre de l'élaboration du Plan de paysage.
- Nombre d'animations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de paysage.
- Création d'un observatoire photographique.
- Mise en ligne d'une plateforme participative de repérage du petit patrimoine.
- Réduction du nombre de points noirs paysagers.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Porte la réalisation d'un programme d'actions concerté avec la population et les acteurs du territoire qui permette de répondre aux objectifs de qualité paysagère déclinés par entité paysagère via la réalisation d'un Plan de paysage.
- Promeut la réalisation d'inventaires paysagers et patrimoniaux participatifs.
- Porte des actions de sensibilisation et d'information sur la richesse et la diversité des paysages en direction de tous les publics (élus, professionnels, habitants, visiteurs...), cf. 1.2.2.
- Valorise le Plan de paysage et accompagne sa prise en compte dans les projets d'aménagement (cf. 1.3.1)

- Organise des projets participatifs de restauration (de sentiers de GR, de petites randonnées, d'éléments bâtis patrimoniaux, d'espaces paysagers). Ces projets sont complémentaires des actions de restauration menées par les organismes en charge des sites/espaces concernés.
- Accompagne la réalisation de RLP et RLPi.
- Organise une commission Signalisation d'information locale.
- Pilote l'harmonisation des panneaux d'information et d'accueil.

Engagements des communes et intercommunalités

- Communiquent sur la réalisation du Plan de paysage et les enjeux liés aux objectifs de qualité paysagère.
- S'engagent dans la réalisation du plan d'action découlant du Plan de paysage (traduction opérationnelle dans les documents d'urbanisme et projets engagés, communication sur les projets participatifs de restauration...).
- Soutiennent l'organisation de la concertation et la participation engagée pour la réalisation de programmes d'actions liés au Plan de paysage.
- S'assurent de la cohérence de leurs documents d'urbanisme et de planification avec les objectifs de qualité paysagère de cette mesure (cf. « Cahier des Objectifs de Qualité Paysagère » et « Prescriptions concernant la réglementation de la publicité extérieure et signalétique routière d'information locale »).

Engagements de l'État

- Sensibilise et communique sur la richesse et la diversité des paysages du Parc. En matière d'aménagement et d'urbanisme, il intègre ou invite le syndicat mixte du Parc dans les Commissions départementales des Sites, de la Nature et des Paysages et autres instances délibératives.
- Appuie le syndicat mixte du Parc et les signataires de la Charte dans la réalisation de RLP et RLPi, la traduction des orientations et des mesures opérationnelles de la Charte dans les documents d'urbanisme et de planification.

Engagements de la Région

- Appuie le Parc dans la définition de programmes d'action concertés liés au Plan de paysage du territoire.
- Implique le Parc dans sa politique de soutien aux projets et aux acteurs de l'éducation à l'environnement.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Communique sur la richesse et la diversité des paysages en Comminges Barousse Pyrénées.
- Veille à la mise en cohérence des futurs Plans de gestion liés au classement de sites et de grands sites paysagers avec les orientations et mesures de la Charte.
- **Accompagne, via l'Atlas départemental des paysages, la réalisation du** Plan de paysage.
- Participe à la promotion et à la mise en valeur des paysages du territoire Parc au travers de ses outils et organismes associés (CAUE, CBNPMP, archives départementales...).

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

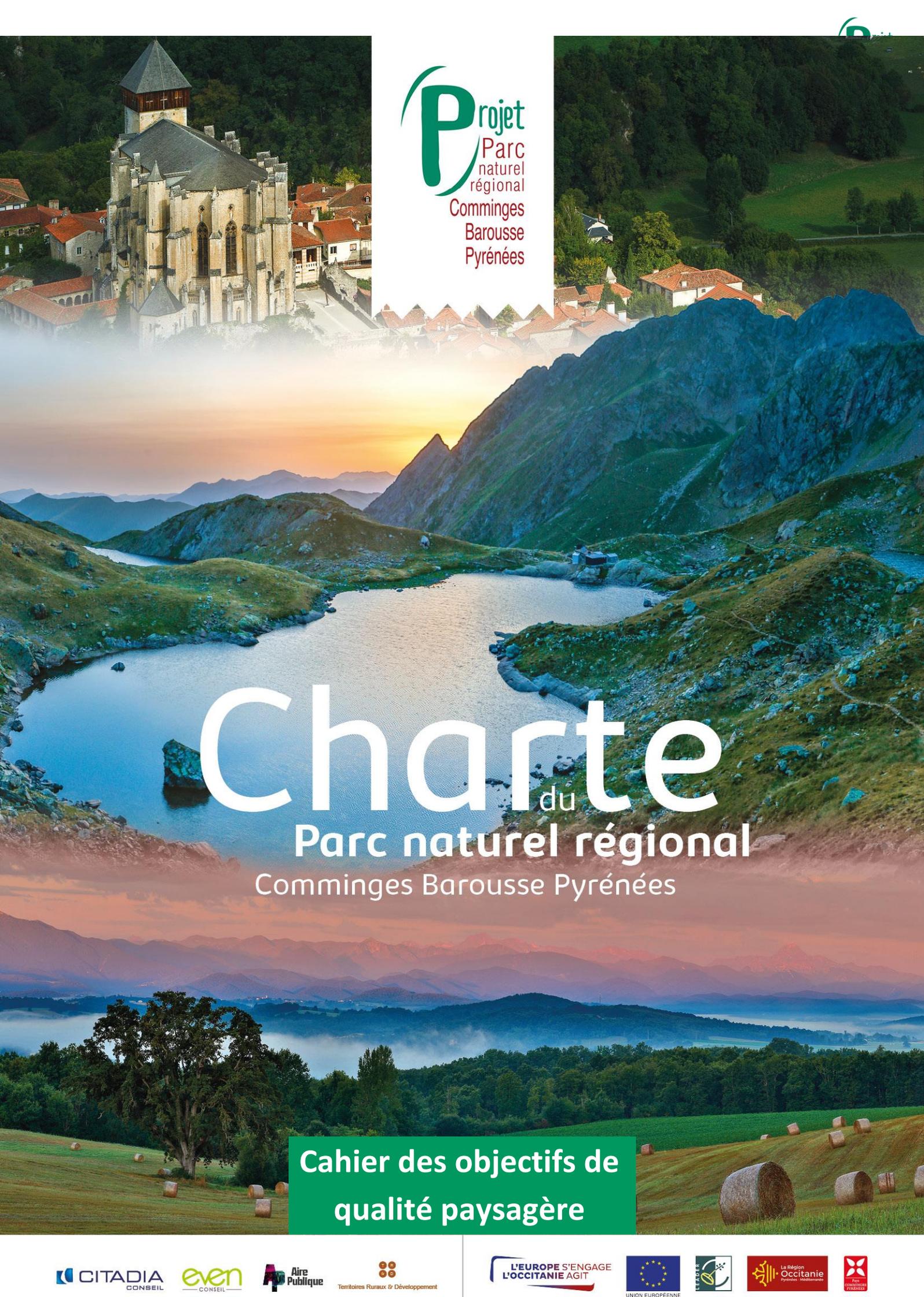
- Mobilise les services des Archives départementales sur la connaissance du patrimoine local et sur l'élaboration de méthodologie d'inventaire du patrimoine, tant dans un objectif de valorisation que de connaissance pour contribuer à des constructions futures ou des travaux respectueux des paysages existants
- Participe à la promotion et à la mise en valeur des paysages du territoire Parc au travers de ses outils et organismes associés (CAUE, CBNPMP, archives départementales...).

Partenaires associés

- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- CAUE
- UDAP
- CBNPMP
- Chambres d'agriculture
- Archives départementales
- Structures et syndicats mixtes porteurs de SCoT
- Associations locales
- Université
- École d'architecture
- Chambres consulaires
- FFFR



Projet
Parc
naturel
régional
Comminges
Barousse
Pyrénées



Charte

du
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Cahier des objectifs de
qualité paysagère

SOMMAIRE

1. <u>Les collines du Comminges</u>	109
2. <u>La Garonne commingeoise</u>	114
3. <u>Le Comminges pré-pyrénéen</u>	119
4. <u>La montagne garonnaise</u>	124
5. <u>Les hautes montagnes du Luchonnais</u>	129

INTRODUCTION

Les paysages résultent de l'association entre les reliefs, le réseau hydrographique, la végétation, le bâti et les autres éléments anthropiques du territoire. Ils sont le support de son identité et de son attractivité. Certaines dynamiques à l'œuvre, telles que l'urbanisation, les mutations du monde agricole et le changement climatique, constituent toutefois des menaces à leur conservation.

L'analyse de l'Atlas des Paysages de la Haute-Garonne complétée par une analyse terrain a permis de déterminer 5 entités écopaysagères sur le territoire. Chacune correspond à une portion du territoire présentant des caractéristiques communes et cohérentes qui marquent les perceptions. Une même commune peut appartenir à une ou plusieurs entités écopaysagères.

Le présent Cahier des objectifs de qualité paysagère a une vocation de sensibilisation et une vocation opérationnelle. Il rappelle les caractéristiques des entités écopaysagères, les dynamiques auxquelles elles sont soumises et définit des objectifs de qualité paysagère visant à préserver leurs particularités. Les mesures et/ou dispositions de la Charte du Parc répondant à chaque objectif sont précisées.



1. Les collines du Comminges

■ Structures paysagères

Une topographie contrastée

La topographie de l'entité écopaysagère est très liée à l'organisation du réseau hydrographique. En effet, les cours d'eau principaux font partie de l'éventail gascon, un ensemble hydrographique orienté sud-ouest/nord-est et qui prend sa source sur le plateau de Lannemezan. Ces cours d'eau ainsi que leurs multiples affluents dessinent des reliefs collinaires doux et réguliers, plus hauts à l'ouest.

Le point le plus haut de l'entité écopaysagère se trouve sur la commune de Marignac-Laspeyres, au lieu-dit Cassagneau, et culmine à 532 m NGF. Le point de plus bas se trouve dans la vallée de la Save, sur la commune de Ciadoux, et culmine à 263 m NGF.

Un réseau hydrographique largement structurant

L'entité écopaysagère est structurée par quatre cours d'eau principaux : la Save, la Nère, la Louge et la Noue, point de départ d'un réseau hydrographique dense qui couvre tout le territoire. Leur ripisylve dense les rend difficilement visibles dans les paysages. Les perceptions se font alors depuis les points de franchissement.

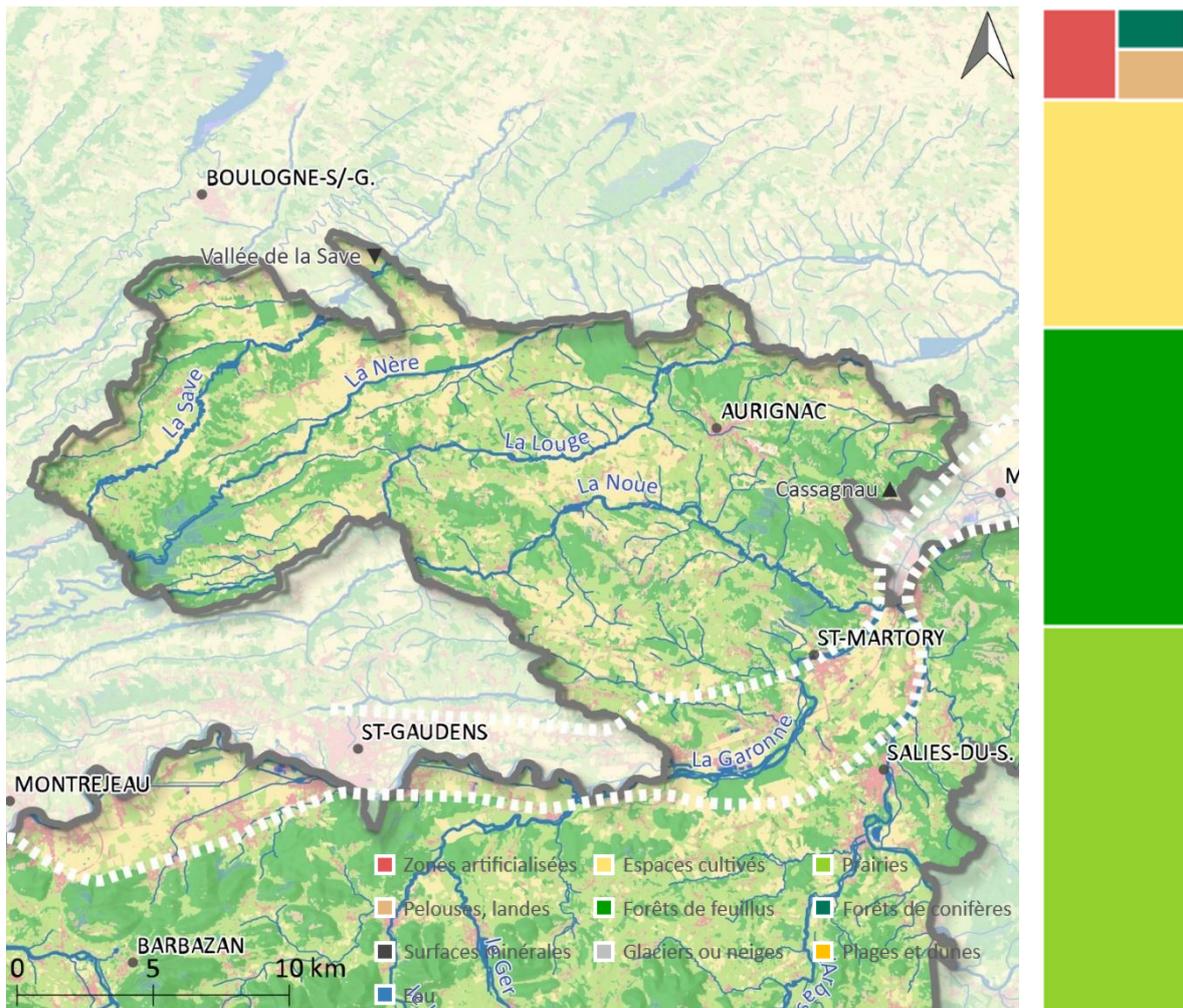


Figure 1 : Occupation du sol sur les collines du Comminges (EVEN Conseil d'après CES OSO THEIA 2019)

Une occupation du sol dominée par les formations agricoles et les boisements

Cette entité écopaysagère présente une occupation du sol diversifiée dominée par les formations agricoles. Les prairies occupent 38,6 % de la surface totale et les espaces cultivés 22,7 %. Ceux-ci composent une mosaïque agricole : grandes cultures, vergers, vignes, etc. Les boisements, majoritairement de feuillus, ponctuent les espaces agricoles et soulignent les cours d'eau et les coteaux. Ils représentent 31,5 % de la surface totale du territoire. Les espaces artificialisés représentent 4,6 % de la surface totale du territoire.

Des paysages largement dominés par l'agropastoralisme :

Les paysages des collines commingeoises sont caractérisés par leur structure agricole. Les cours d'eau tracent des vallées larges à fond plat, propices au développement d'une mosaïque agricole diversifiée. Celle-ci est accompagnée par une trame bocagère assez dense et est ponctuée par de petits bosquets ou des arbres isolés. Les coteaux et notamment les versants les plus pentus sont occupés par des boisements. Les variations de relief offrent un jeu d'ouvertures/fermetures visuelles très qualitatif. Les bourgs s'implantent en fond de vallée ou sur les hauteurs des coteaux. L'espace est également parsemé par de l'habitat isolé.

Une entité écopaysagère peu anthropisée

Les bourgs présentent des typologies diversifiées (village rue, village carrefour, etc.) mais s'implantent préférentiellement dans la vallée ou sur les hauteurs des coteaux. Le territoire est également occupé par de l'habitat dispersé. Les nouvelles constructions suivent ce modèle, en s'implantant notamment sur les coteaux, à la recherche de point de vue. Les paysages sont également marqués par des infrastructures liées à l'exploitation des ressources naturelles (extraction).

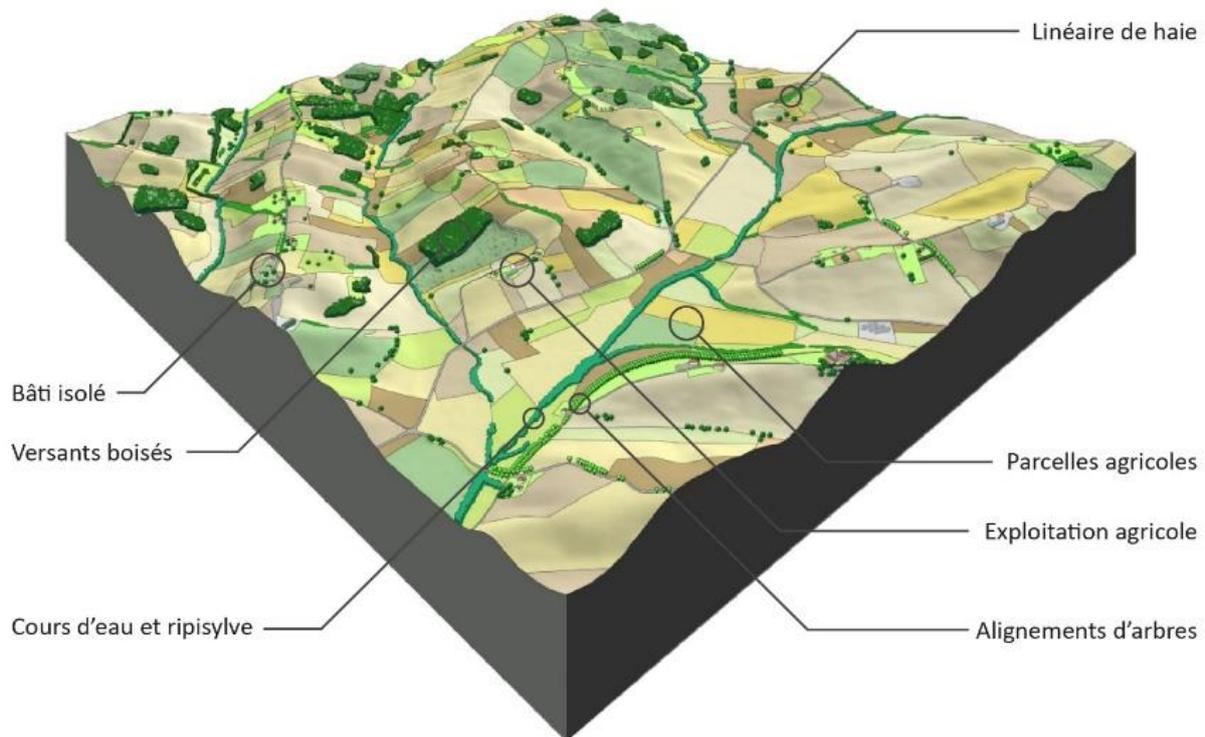


Figure 2 : Bloc diagramme des collines du Comminges (EVEN Conseil d'après Atlas des paysages de la Haute-Garonne)



- Gorges de la Save (Montmaurin) ;
- Villa gallo-romaine (Montmaurin) ;
- Abbaye de Bonnefont (Proupiary) ;
- Château comtal (Aurignac) ;
- Château de Latoue (Latoue) ;
- Thermes gallo-romains (Montoulieu-Saint-Bernard) ;
- Piton de Montpezat (Saint-Martory)...



Alan, Arnaud-Guilhem, Aulon, Aurignac, Auzas, Blajan, Boussan, Bouzin, Cardeilhac, Cassagnabère-Tournas, Castillon-de-Saint-Martory, Cazeneuve-Montaut, Charlas, Ciadoux, Laffite-Toupière, Lalouret-Laffiteau, Larroque, Latoue, Le Fréchet, Lespugue, Lodes, Mancieux, Marniac-Laspeyres, Montmaurin, Montoulieu-Saint-Bernard, Peyrouzet, Proupiary, Saint-Élix-Séglan, Saint-Lary-Boujean, Saint-Marcet, Saint-Martory, Saint-Médard, Saman, Sarremezan, Sepx



Boisements et Pyrénées depuis Larcan - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne



Les gorges de la Save - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne



Habitat dispersé à Barères - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne

Figure 3 : Vues des collines du Comminges

■ Dynamiques à l'œuvre

Dynamiques liées aux milieux naturels

Le développement de l'urbanisation entraîne la consommation de milieux naturels et la perte d'habitats. L'évolution des pratiques agricoles et notamment de l'agriculture extensive induit l'enrichissement des prairies de fond de vallée et des coteaux. On note également une évolution des espèces animales et végétales du fait de l'évolution du climat. Celui-ci, ajouté à l'évolution des modes d'habitat, induit le développement de plantes invasives le long des routes et des cours d'eau, ce qui banalise les paysages et réduit la fonctionnalité de la biodiversité.

Dynamiques liées aux milieux agricoles

La progression du tissu urbain a induit la consommation des terres agricoles et l'évolution de son organisation. En effet, les parcelles agricoles ont été simplifiées, les linéaires de haies supprimées et les cultures unifiées. Lié à cette dynamique, le nombre d'exploitations agricoles a diminué tandis que celles encore en activité se sont agrandies.

Dynamiques liées aux milieux urbains

Le territoire est exposé aux dynamiques d'expansion de l'urbanisation. Cette dynamique est visible notamment le long des axes de circulation structurants, à partir des centres-bourgs. Cette urbanisation monte également sur les coteaux, à la recherche de points de vue sur les Pyrénées. Les nouvelles constructions présentent une architecture standardisée, plus ou moins banalisante et impactante, notamment lorsqu'elles s'insèrent dans la pente.



Figure 4 : Dynamiques observables sur Cassagnabère-Tournas (EVEN Conseil d'après IGN)

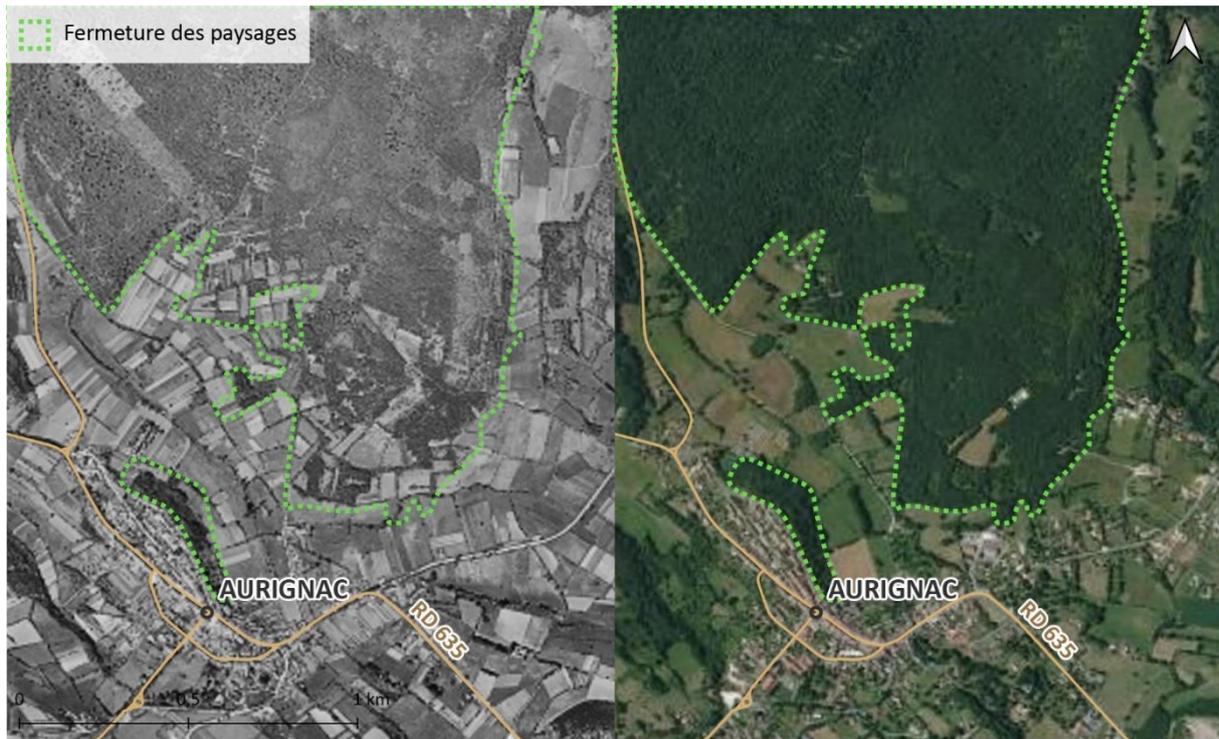


Figure 5 : Dynamiques observables sur Aurignac (EVEN Conseil d'après IGN)

■ Objectifs de qualité paysagère

OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE	MESURES
La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme	1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1 / 3.2.2
La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère	1.3.1 / 2.1.2 / 3.2.2
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages	1.3.1 / 3.2.2
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2
L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire	1.3.1 / 1.3.2
L'encadrement du développement des énergies renouvelables	1.3.2 / 2.2.1
Le maintien et le renforcement de la trame végétale	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.3.2 / 3.4.2
La limitation des pollutions lumineuses	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.3
La réduction des pollutions visuelles	1.3.1
La lutte contre les espèces exotiques envahissantes	3.2.1

2. La Garonne commingeoise

Structures paysagères

Une topographie contrastée

La topographie de l'entité écopaysagère est très homogène. La Garonne et la Neste tracent une large vallée à fond plat, encadrée au nord et au sud par des coteaux à l'altitude plus important à l'ouest.

Le point le plus haut de l'entité écopaysagère se trouve dans la vallée de la Garonne sur la commune de Gourdan-Polignan et culmine à 434 m NGF. Le point de plus bas se trouve également dans la vallée de la Garonne, sur la commune de Mazères-sur-Salat et culmine à 278 m NGF.

Un réseau hydrographique largement structurant

L'entité écopaysagère est largement structurée par l'ensemble formé par la Garonne et la Neste, qui lui donne sa direction au niveau de sa confluence. Le régime pluvionival est à l'origine de montées des eaux aussi brutales que destructrices. Ce débit a été exploité très tôt et régulé. Cette voie navigable est le point de départ de nombreux canaux de dérivation et de régulation, notamment utilisés pour la production d'hydro-électricité.

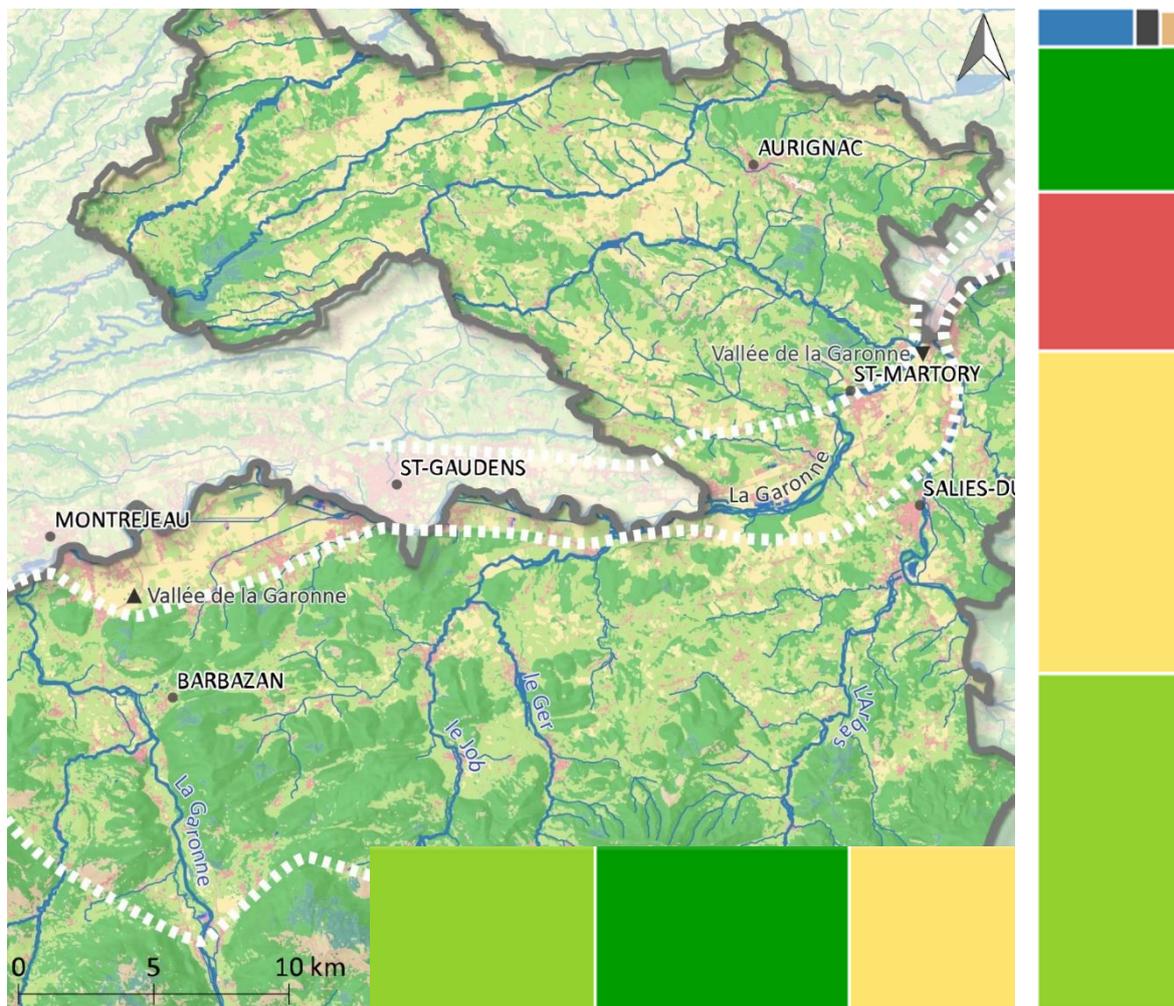


Figure 6 : Occupation du sol de la Garonne commingeoise (EVEN Conseil d'après CES OSO THEIA 2019)

Une occupation du sol dominée par les formations agricoles

Cette entité écopaysagère présente une occupation du sol diversifiée dominée par les formations agricoles. Les prairies occupent 33,5 % de la surface totale et les espaces cultivés 32,2 %. Ceux-ci composent une mosaïque agricole : grandes cultures, vergers, vignes, etc. Les boisements, majoritairement de feuillus ponctuent les espaces agricoles et soulignent les cours d'eau et les coteaux. Ils représentent 15,1 % de la surface totale du territoire. Les espaces artificialisés sont très présents et couvrent 16,0 % de la surface totale du territoire ; ils sont donc plus présents que les boisements.

Des paysages largement dominés par l'agropastoralisme

Les paysages de la Garonne commingeoise sont notamment marqués par un tissu urbain important. En effet, le fond de vallée large et plat a permis l'implantation des axes de circulation principaux (autoroute, voie ferrée, etc.), induisant le développement parfois exponentiel du tissu urbain. L'agriculture tient également une part importante dans l'organisation des paysages du fond de vallée. Cette mosaïque agricole s'organise sur de très larges parcelles qui ouvrent des perceptions visuelles. La Garonne reste peu visible, cachée derrière sa ripisylve dense.

Une entité écopaysagère marquée par l'anthropisation

La plupart des bourgs sont implantés en bord de cours d'eau et se sont développés le long des axes de circulation. Leur limite reste toutefois bien visible dans les paysages. Les paysages sont également marqués par des infrastructures liées à la production d'hydro-électricité (canaux de dérivation ou de régulation, barrages, pylônes, etc.) et à l'exploitation des ressources naturelles (activités d'extraction, usine de pâte à papier de Saint-Gaudens).

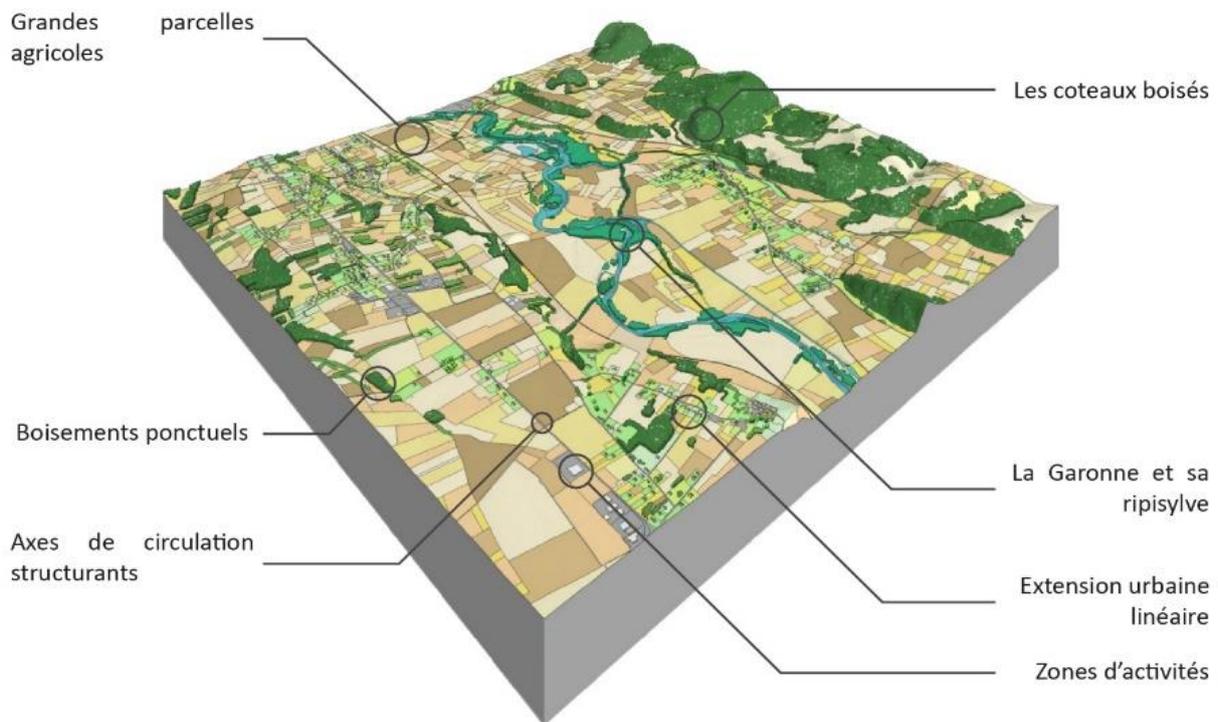


Figure 7 : Bloc diagramme de la Garonne commingeoise (EVEN Conseil d'après Atlas des paysages de Haute-Garonne)



- Rives de la Garonne ;
- Château, défilé de l'Escalère et autres éléments patrimoniaux à Saint-Martory ;
- Églises de Pointis-Inard, Beauchalot, Montsaunès...



Ardèche, Arnaud-Guilhem, Beauchalot, Castillon-de-Saint-Martory, Cier-de-Rivière, Figarol, Gourdan-Polignan, Huos, Labarthe-Rivière, Lestelle-de-Saint-Martory, Mancieux, Martres-de-Rivière, Mazères-sur-Salat, Miramont-de-Comminges, Montespan, Montsaunès, Pointis-de-Rivière, Pointis-Inard, Roquefort-sur-Garonne, Saint-Martory, Valentine



La plaine de la Garonne - EVEN Conseil



La Garonne et sa ripisylve - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne



La Garonne à Montréjeau - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne

Figure 8 : Vues de la Garonne commingeoise

■ Dynamiques à l'œuvre

Dynamiques liées aux milieux naturels

Le développement de l'urbanisation entraîne la consommation de milieux naturels et la perte d'habitats. L'évolution des pratiques agricoles et notamment de l'agriculture extensive induit l'enrichissement des prairies de fond de vallée. On note également une évolution des espèces animales et végétales du fait de l'évolution du climat. Celui-ci, ajouté à l'évolution des modes d'habitat, induit le développement de plantes invasives le long des routes et des cours d'eau, ce qui banalise les paysages et réduit la fonctionnalité de la biodiversité.

Dynamiques liées aux milieux agricoles

La progression du tissu urbain a induit la consommation des terres agricoles et l'évolution de son organisation. En effet, les parcelles agricoles ont été simplifiées, les linéaires de haies supprimées et les cultures unifiées. Lié à cette dynamique, le nombre d'exploitations agricoles a diminué tandis que celles encore en activité se sont agrandies.

Dynamiques liées aux milieux urbains

Le territoire est exposé aux dynamiques d'expansion de l'urbanisation. Cette dynamique est visible notamment le long des axes de circulation structurants, à partir des centres-bourgs. Cette urbanisation monte également sur les coteaux, à la recherche de points de vue. Les nouvelles constructions présentent une architecture standardisée, plus ou moins banalisante et impactante, notamment lorsqu'elles s'insèrent dans la pente.

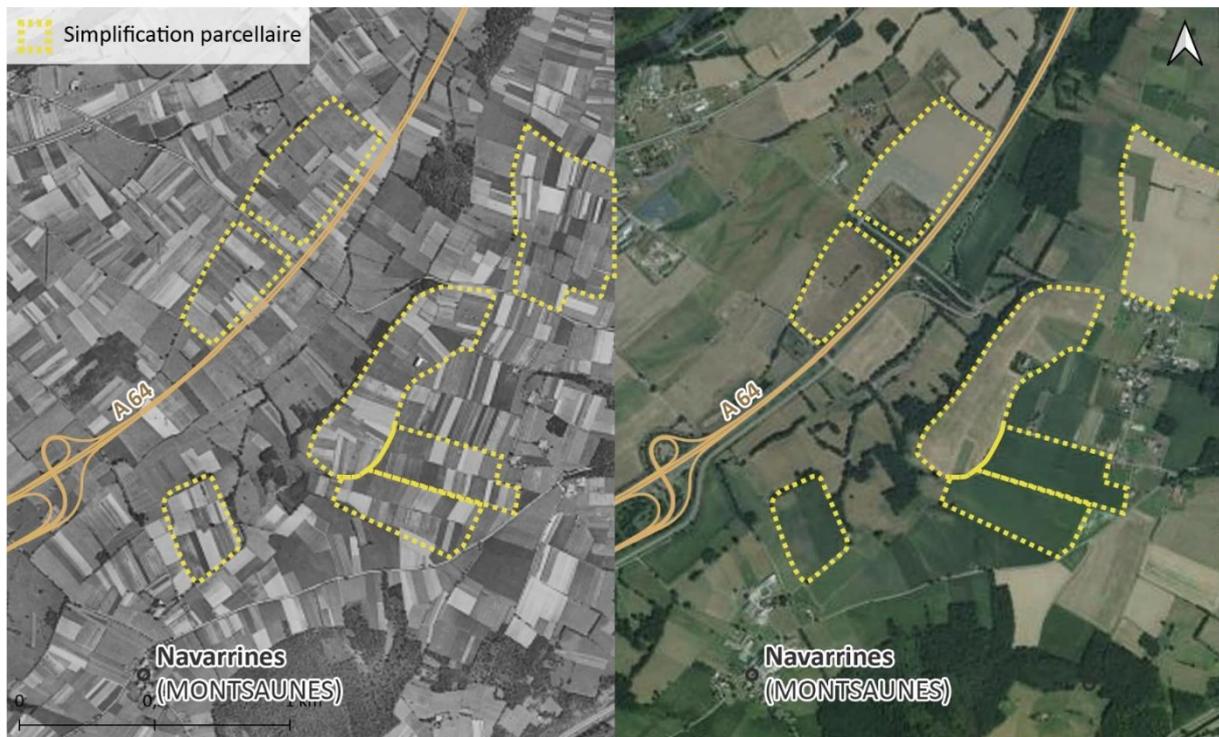


Figure 9 : Dynamiques observables sur Montsaunès (EVEN Conseil d'après IGN)

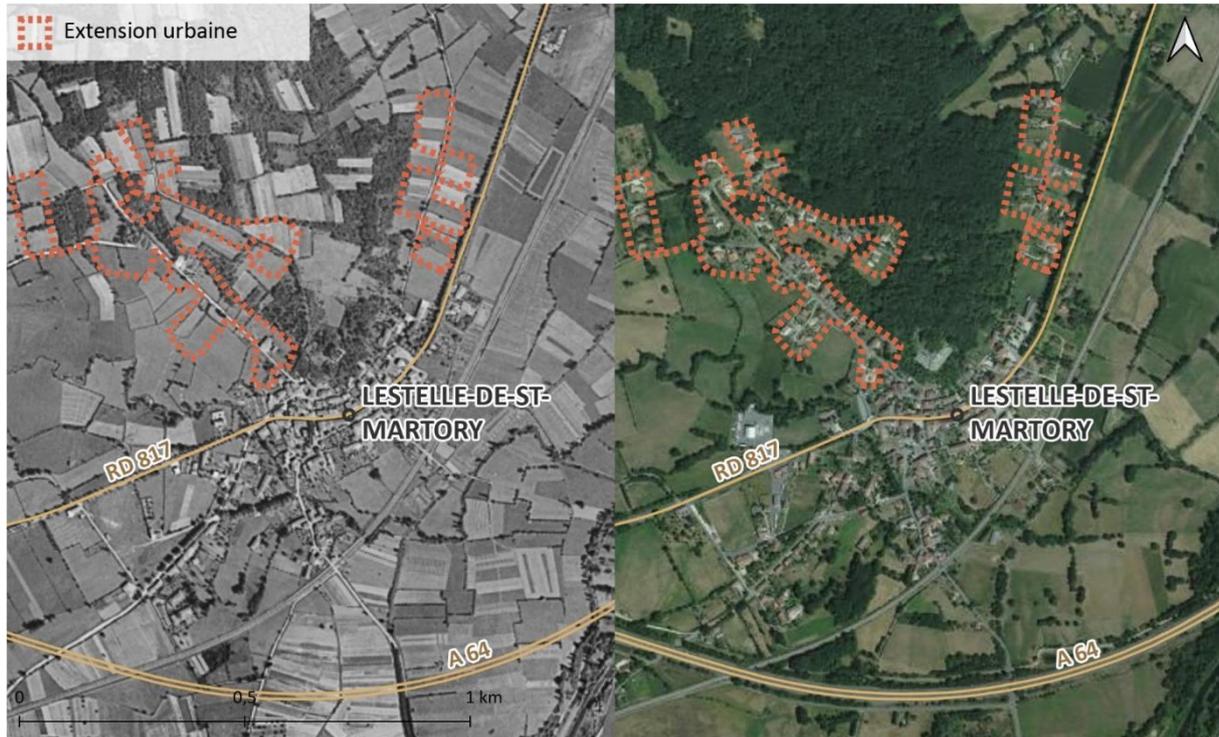


Figure 10 : Dynamiques observables sur Lestelle-de-Saint-Martory (EVEN Conseil d'après IGN)

■ Objectifs de qualité paysagère

OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE	MESURES
La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme	1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1 / 3.2.2
La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère	1.3.1 / 2.1.2 / 3.2.2
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages	1.3.1 / 3.2.2
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2
L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire	1.3.1 / 1.3.2
L'encadrement du développement des énergies renouvelables	1.3.2 / 2.2.1
Le maintien et le renforcement de la trame végétale	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.3.2 / 3.4.2
La limitation des pollutions lumineuses	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.3
La réduction des pollutions visuelles	1.3.1
La lutte contre les espèces exotiques envahissantes	3.2.1

3. Le Comminges prépyrénéen

Structures paysagères

Une topographie contrastée

La topographie de l'entité écopaysagère s'organise en gradient. Au nord, des ensembles de collines se dessinent entre les vallées principales et des espaces larges de plaine. Cette organisation devient plus homogène à mesure que l'on descend au sud pour devenir des ensembles de massifs montagnards, début de la chaîne des Pyrénées.

Le point le plus haut de l'entité écopaysagère est le pic de l'Aube ou de la Paloumère qui culmine à 1 608 m NGF. Le point de plus bas se trouve dans la vallée de la Garonne, sur la commune de Mauran, et culmine à 244 m NGF.

Un réseau hydrographique largement structurant

L'entité écopaysagère est structurée par quatre cours d'eau : le Job, le Ger, l'Arbas et la Garonne, point de départ d'un réseau hydrographique dense qui couvre tout le territoire. Leur ripisylve dense les rend difficilement visibles dans les paysages. Les perceptions se font alors depuis les points de franchissement.

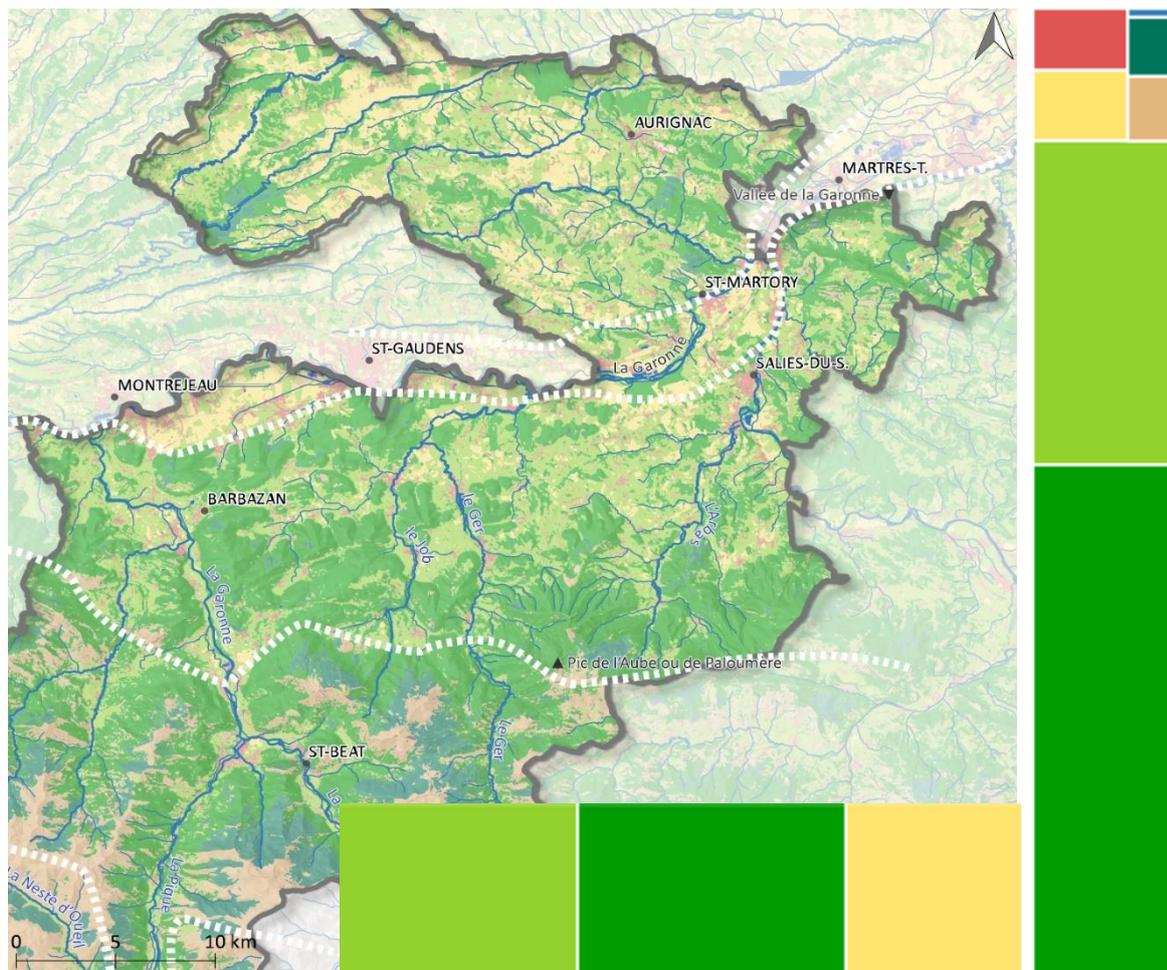


Figure 11 : Occupation du sol du Comminges prépyrénéen (EVEN Conseil d'après CES OSO THEIA 2019)

Une occupation du sol dominée par les boisements et les prairies

54,7 % de la surface totale du territoire est occupé par des boisements, majoritairement de feuillus (52,7 %). Ceux-ci occupent les pentes des coteaux et les hauteurs. Les espaces de plaine et de vallée sont occupés principalement par un réseau dense de prairies (33,6 % de la surface totale du territoire). Les espaces agricoles restent très minoritaires (4,9 %) mais sont diversifiés : grandes cultures, vergers, etc. Les espaces artificialisés occupent 4,2 % de la surface totale du territoire, et sont donc équivalents aux espaces agricoles.

Des paysages largement dominés par l'agropastoralisme

Les paysages du Comminges prépyrénéen sont dominés par les boisements et les formations agricoles. Les fonds de vallées ou de vallons sont occupés par des parcelles de prairies pâturées et plus rarement par des parcelles de cultures, formant ainsi une mosaïque diversifiée. Celles-ci sont structurées par des trames végétales qui s'accrochent aux limites parcellaires ou au cours d'eau et forment ponctuellement des bosquets. Les pentes des coteaux, difficilement exploitables, sont boisées. Les bourgs au tissu urbain dense s'implantent en fond de vallée ou à la faveur d'éperons rocheux. L'espace est également ponctué par des fermes qui s'intègrent dans les paysages.

Une entité écopaysagère peu anthropisée

Le tissu urbain de l'entité écopaysagère s'organise en de multiples petites entités urbaines, dispersées dans tout l'espace. Des noyaux se forment autour d'un point central (église notamment) et se développent autour de réseaux routiers. Les nouvelles constructions s'inscrivent dans ces dynamiques et entraînent le mitage des paysages. Les paysages sont également marqués par les infrastructures de déplacement, implantées en fond de vallée.

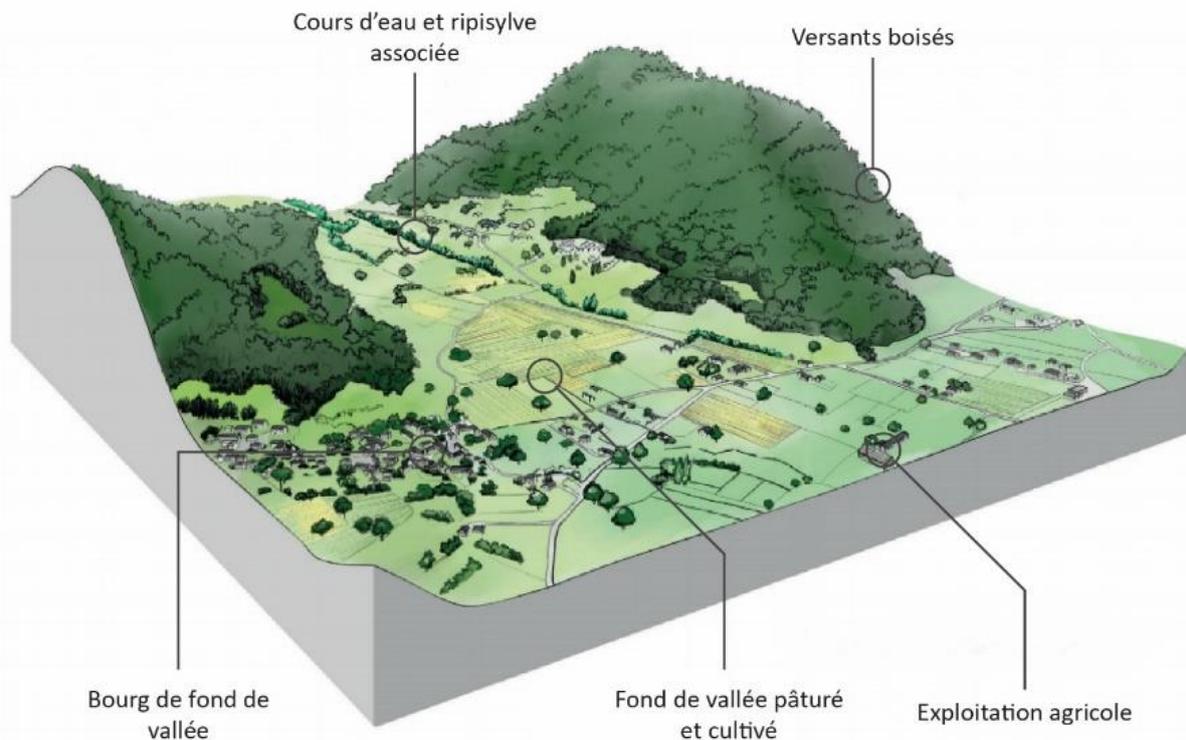


Figure 12 : Bloc diagramme du Comminges prépyrénéen (EVEN Conseil d'après Atlas des Paysages de la Haute-Garonne)



- Ensemble des communes de Saint-Bertrand-de-Comminges et de Valcabrère ;
- Lac de Barbazan (Barbazan) ;
- Lac de Saint-Pé-d'Ardet (Saint-Pé-d'Ardet) ;
- Esplanade au bord du Ger (Pointis-Inard) ;
- Ancien établissement thermal (Encausse-les-Thermes) ;
- Château de Montespan (Montespan) ;
- Ruines féodales (Salies-du-Salat)...



Anla, Antichan, Antichan-de-Frontignes, Arbas, Arbon, Ardiège, Arguenos, Aspet, Aspret-Sarrat, Ausseing, Aventignan, Aveux, Bagiry, Barbazan, Belbèze-en-Comminges, Bertren, Bramevaque, Cabanac-Cazeaux, Cassagne, Castagnède, Castelbiague, Cazaunous, Chein-Dessus, Cier-de-Rivière, Couret, Créchets, Encausse-les-Thermes, Escoulis, Estadens, Esténos, Figarol, Fougaron, Francazal, Fronsac, Frontignan-de-Comminges, Galié, Ganties, Gaudent, Gembrie, Génos, Gourdan-Polignan, Herran, His, Huos, Ilheu, Izaourt, Izaut-de-l'Hôtel, Juzet-d'Izaut, Labarthe-Rivière, Labroquère, Lespiteau, Lourde, Loures-Barousse, Luscan, Malvezie, Mane, Marsoulas, Martres-de-Rivière, Mauran, Milhas, Miramont-de-Comminges, Moncaup, Mont-de-Galié, Montastruc-de-Salies, Montclar-de-Comminges, Montespan, Montgaillard-de-Salies, Montsaunès, Ore, Paysous, Plagne, Pointis-Inard, Régades, Rieucazé, Roquefort-sur-Garonne, Rouède, Sacoué, Saint-Bertrand-de-Comminges, Saint-Michel, Saint-Pé-d'Ardet, Sainte-Marie, Saléchan, Saleich, Salies-du-Salat, Samuran, Sarp, Sauveterre-de-Comminges, Seilhan, Sengouagnet, Siradan, Soueich, Thèbe, Tibiran-Jaunac, Touille, Troubat, Urau, Valcabrère, Valentine



Figure 13 : Vues du Comminges prépyrénéen

■ Dynamiques à l'œuvre

Dynamiques liées aux milieux naturels

Le développement de l'urbanisation, même peu marqué, entraîne la consommation de milieux naturels et la perte d'habitats. L'abandon de l'agriculture extensive favorise la progression des boisements. On note également une « remontée » des espèces animales et végétales montagnardes du fait de l'évolution du climat. Celui-ci, ajouté à l'évolution des modes d'habitat, induit le développement de plantes invasives le long des routes et des cours d'eau, ce qui banalise les paysages et réduit la fonctionnalité de la biodiversité.

Dynamiques liées aux milieux agricoles

L'évolution des pratiques agricoles conduit à la simplification du parcellaire mais également de l'occupation des terres. Cette dynamique s'accompagne de l'implantation de nouveaux bâtiments agricoles, aux volumes et à l'architecture souvent peu liés au bâti agricole traditionnel. La trame bocagère présente se densifie et les boisements se développent, notamment sur les terrains les plus difficilement exploitables.

Dynamiques liées aux milieux urbains

Le territoire est peu exposé aux dynamiques d'expansion de l'urbanisation. Cette dynamique est visible notamment le long des axes de circulation structurants, à partir des centres-bourgs. Les nouvelles constructions présentent une architecture standardisée, plus ou moins banalisante et impactante. La forte vacance entraîne l'abandon d'une part non négligeable du patrimoine bâti du territoire, notamment en centre-bourg.

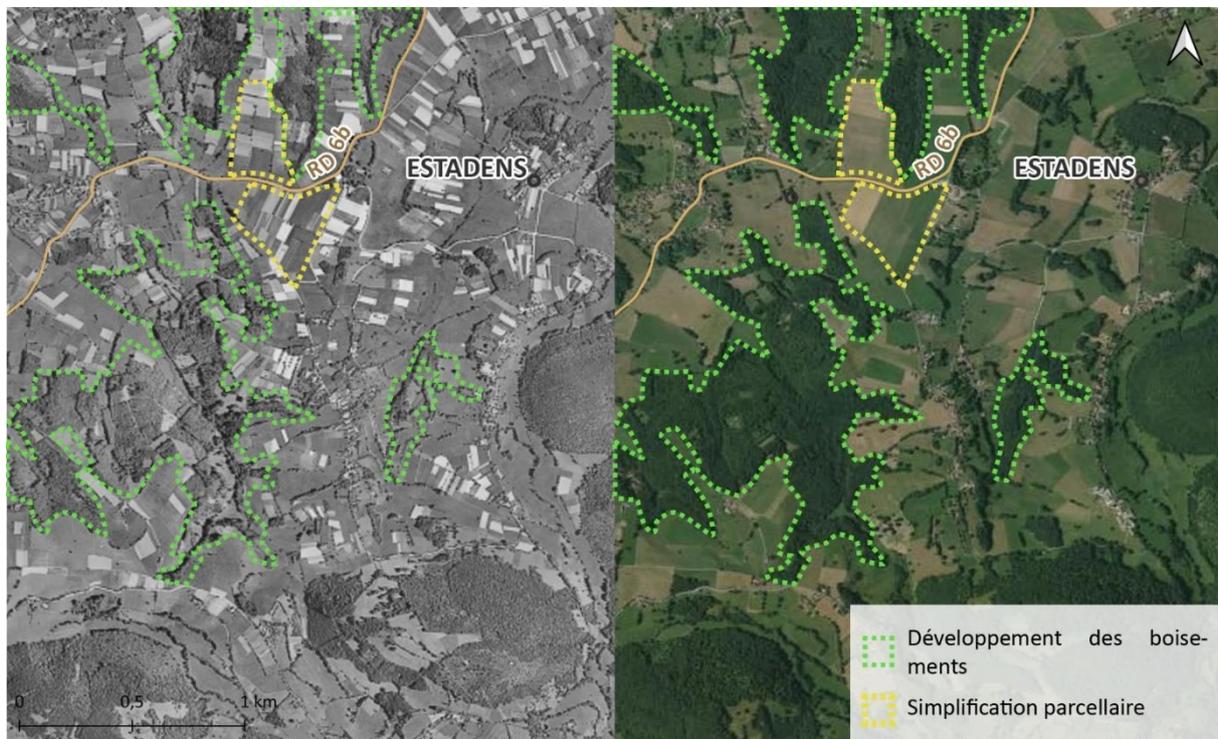


Figure 14 : Dynamiques observables sur Estadens (EVEN Conseil d'après IGN)



Figure 15 : Dynamiques observables sur Cassagne (EVEN Conseil d'après IGN)

■ Objectifs de qualité paysagère

OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE	MESURES
La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme	1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1 / 3.2.2
La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère	1.3.1 / 2.1.2 / 3.2.2
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages	1.3.1 / 3.2.2
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2
L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire	1.3.1 / 1.3.2
L'encadrement du développement des énergies renouvelables	1.3.2 / 2.2.1
Le maintien et le renforcement de la trame végétale	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.3.2 / 3.4.2
La limitation des pollutions lumineuses	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.3
La réduction des pollutions visuelles	1.3.1
La lutte contre les espèces exotiques envahissantes	3.2.1
L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique	3.4.1 / 3.4.2

4. La montagne garonnaise

Structures paysagères

Une topographie contrastée

La topographie de l'entité écopaysagère est organisée en succession de chaînes de montagnes organisées selon un axe nord-sud et séparées par des vallées, dont les plus importantes sont la vallée de la Pique et la vallée de la Garonne. Les reliefs les plus importants sont situés au sud de l'entité écopaysagère et les hauteurs décroissent à mesure que l'on avance vers le nord.

Le point le plus haut de l'entité écopaysagère est le pic de Crabère qui culmine à 2 630 m NGF. Le point de plus bas se trouve dans la vallée de la Garonne, sur la commune de Fronsac, et culmine à 466 m NGF.

Un réseau hydrographique largement structurant

L'entité écopaysagère est structurée par trois cours d'eau : la Pique, la Garonne et le Ger, point de départ d'un réseau hydrographique dense qui couvre tout le territoire. Ceux-ci s'inscrivent dans des vallées plus ou moins larges à l'occupation du sol variée. Leur ripisylve dense les rend difficilement visibles dans les paysages. Les perceptions se font alors depuis les points de franchissement.

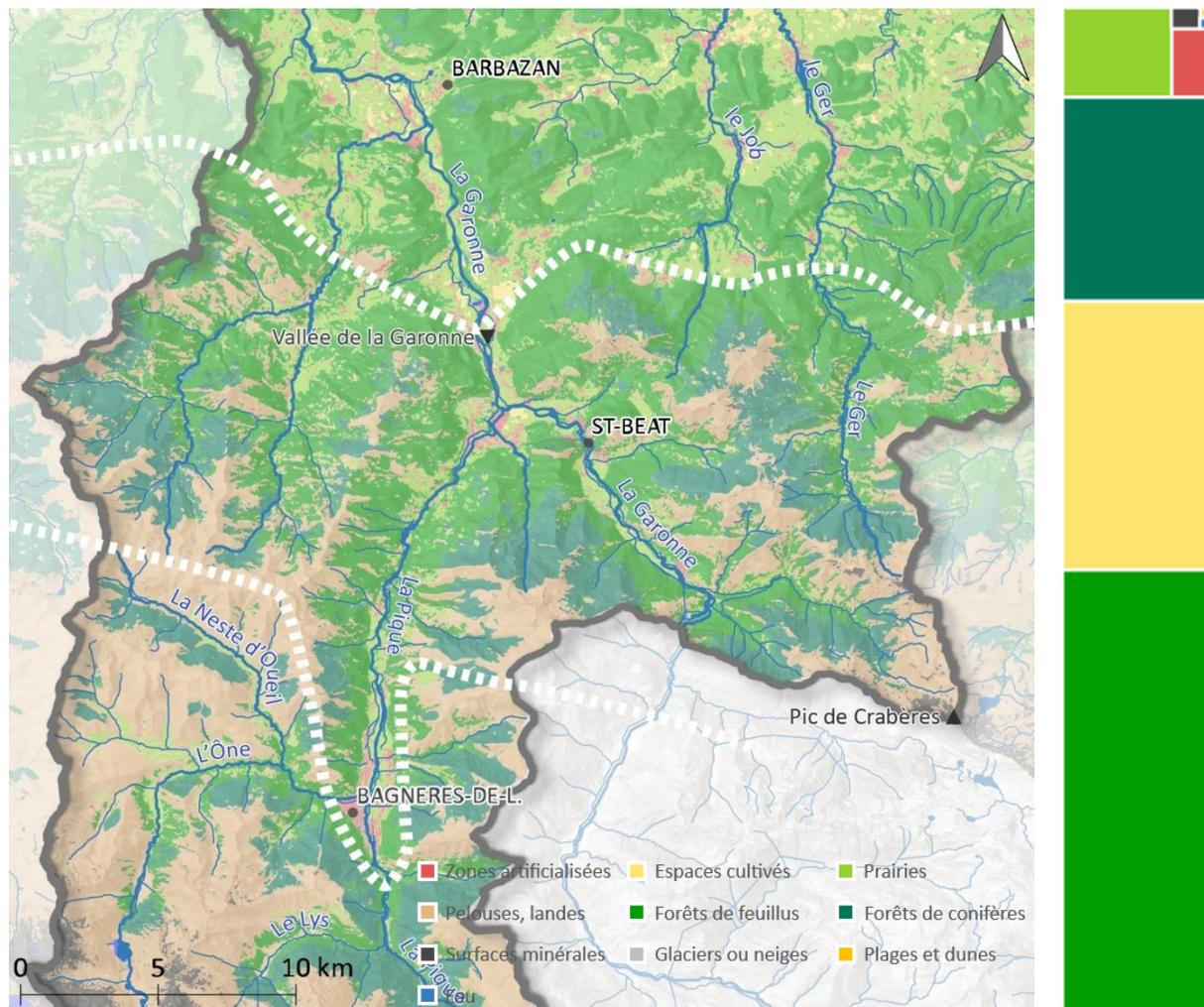


Figure 16 : Occupation du sol sur la montagne garonnaise (EVEN Conseil d'après CES OSO THEIA 2019)

Une occupation du sol dominée par les boisements

L'entité écopaysagère est largement couverte par des boisements qui occupent 64,1 % de la surface totale du territoire. Il s'agit principalement de forêts de feuillus (43,9 %). Les hauteurs des reliefs sont occupées par des estives (27 % du territoire). Quelques espaces de prairies sont présents dans les fonds de vallée. Celles-ci ne représentent que 6,6 % de la surface totale du territoire.

Des paysages largement dominés par l'agropastoralisme

Les paysages de cette entité écopaysagère sont également organisés selon les variations du relief. Le réseau hydrographique dense et structuré s'inscrit dans des milieux agricoles diversifiés ou des milieux boisés fermés. Les massifs montagnards qui encadrent ces vallées sont occupés par des boisements qui laissent place à des prairies d'altitude. Des pics rocheux occupent les plus hauts sommets.

Les formes urbaines s'inscrivent dans les vallées les plus larges. Structurées autour d'un noyau dense, elles s'étirent ensuite le long des axes de circulation structurants. Les bourgs implantés sur les versants (préférentiellement sud, est ou ouest) présentent un tissu urbain plus dense. Le territoire est également ponctué par de l'habitat dispersé.

Une entité écopaysagère peu anthropisée

Les noyaux urbains de l'entité écopaysagère se sont initialement implantés dans les fonds de vallée les plus larges. Le tissu urbain s'est ensuite diffusé le long des axes de circulation majeurs, implantés également en fond de vallée. Le bâti isolé est plus fréquent que sur le territoire de haute montagne. Il s'agit principalement d'habitations isolées, d'exploitations agricoles ou de hameaux. Les paysages sont également marqués par les infrastructures liées à la production d'hydro-électricité (conduites forcées, barrages, pylônes, etc.) et par celles liées au tourisme, notamment au niveau de la station du Mourtis.

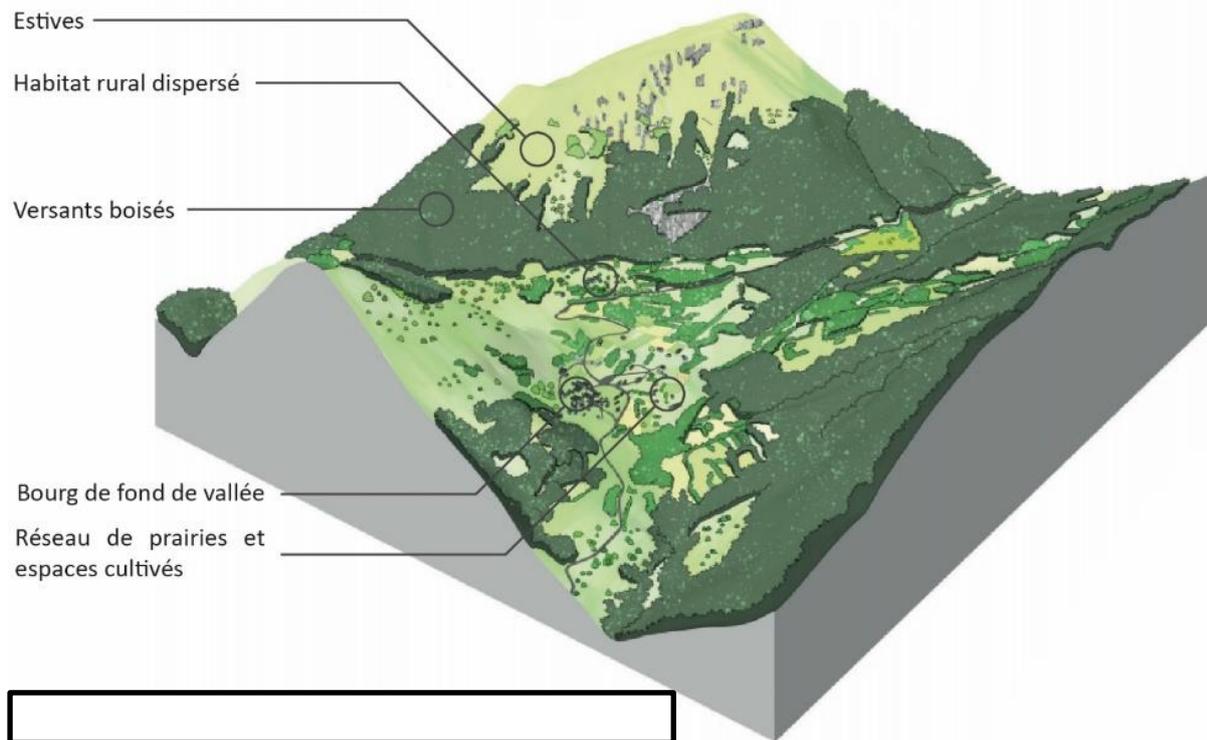


Figure 17 : Bloc diagramme de la montagne garonnaise (EVEN Conseil d'après Atlas des Paysages de Haute-Garonne)



- Villas, établissement thermal, casino, château à Bagnères-de-Luchon ;
- Jardin des Cascades (Montauban-de-Luchon) ;
- Vallée de Melles ;
- Cascade du Serail (Melles) ;
- Tour à signaux (Moustajon) ;
- Château, église, pont, tour à signaux à Saint-Béat...



Antichan-de-Frontignes, Antignac, Arbas, Arguenos, Argut-Dessous, Arlos, Aspet, Bachos, Bagnères-de-Luchon, Baren, Bezins-Garraux, Binos, Boutx, Bramevaque, Burgalays, Cazarilh, Cazarilh-Laspènes, Cazaux-Layrisse, Chaum, Chein-Dessus, Cier-de-Luchon, Cierp-Gaud, Esbareich, Esténos, Eup, Ferrère, Fos, Fougaron, Franczal, Fronsac, Frontignan-de-Comminges, Gouaux-de-Luchon, Guran, Herran, Juzet-d'Izaut, Juzet-de-Luchon, Lège, Marniac, Mauléon-Barousse, Melles, Milhas, Moncaup, Montauban-de-Luchon, Moustajon, Ourde, Portet-d'Aspet, Razecueillé, Saccourvielle, Sacoué, Saint-Béat-Lez, Saint-Mamet, Saint-Pé-d'Ardet, Saléchan, Saleich, Salles-et-Pratviel, Sengouagnet, Signac, Siradan, Sode, Sost, Thèbe, Troubat, Urau



Vue de la vallée de la Pique depuis Superbagnères - EVEN Conseil



Vallée de la Pique à Guran - EVEN Conseil

Bourg de Signac - EVEN Conseil

Figure 18 : Vues de la montagne garonnaise

■ Dynamiques à l'œuvre

Dynamiques liées aux milieux naturels

L'abandon de l'agriculture extensive sur les milieux intermédiaires favorise leur enrichissement et donc la progression des boisements. On note également une « remontée » des espèces animales et végétales montagnardes du fait de l'évolution du climat. Celui-ci, ajouté à l'évolution des modes d'habitat, induit le développement de plantes invasives le long des routes et des cours d'eau, ce qui banalise les paysages et réduit la fonctionnalité de la biodiversité.

Dynamiques liées aux milieux agricoles

L'abandon progressif des terres agricoles, et notamment des secteurs ouverts de prairie, entraîne l'enrichissement de ces terres. Cette dynamique est induite par la diminution du nombre d'exploitations agricoles due au vieillissement des agriculteurs, mais également par le resserrement des exploitations sur les secteurs facilement exploitables. Il est également noté une difficulté d'accès au foncier. Cependant, des dynamiques de conservation du patrimoine bâti agricole sont en cours, notamment sur les secteurs d'estives.

Dynamiques liées aux milieux urbains

Le territoire est peu exposé aux dynamiques d'expansion de l'urbanisation. Cette dynamique est visible notamment le long des axes de circulation structurants, dans les dents creuses ou à partir des centres-bourgs des villages de fond de vallée. Les nouvelles constructions présentent une architecture standardisée et banalisante. Des dynamiques de valorisation du patrimoine bâti agricole (rénovation de granges pour de l'habitat) sont également en cours.

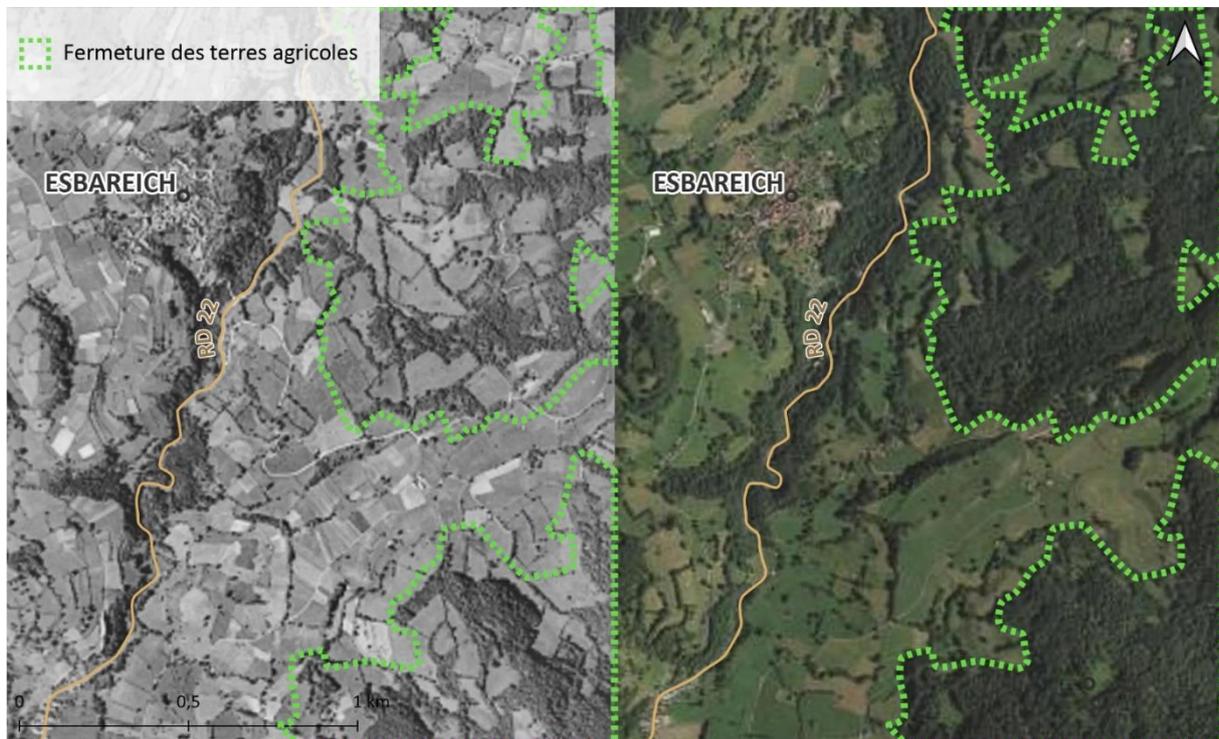


Figure 19 : Dynamiques observables sur Esbareich (EVEN Conseil d'après IGN)

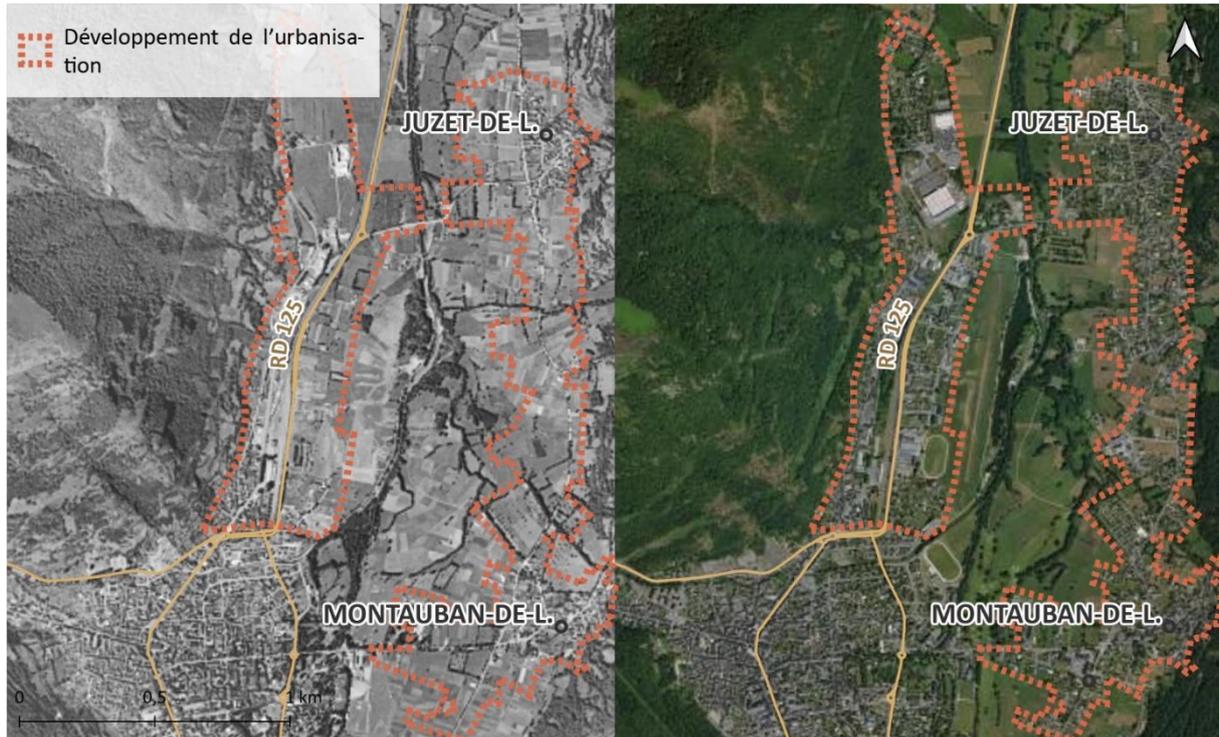


Figure 20 : Dynamiques observables sur Montauban-de-Luchon et Juzet-de-Luchon (EVEN Conseil d'après IGN)

■ Objectifs de qualité paysagère

OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE	MESURES
La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme	1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1 / 3.2.2
La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère	1.3.1 / 2.1.2 / 3.2.2
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages	1.3.1 / 3.2.2
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2
L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire	1.3.1 / 1.3.2
L'encadrement du développement des énergies renouvelables	1.3.2 / 2.2.1
Le maintien et le renforcement de la trame végétale	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.3.2 / 3.4.2
La limitation des pollutions lumineuses	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.3
La réduction des pollutions visuelles	1.3.1
La lutte contre les espèces exotiques envahissantes	3.2.1
L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique	3.4.1 / 3.4.2
Favoriser une gestion durable de la forêt	3.4.1 / 3.4.2

5. Les hautes montagnes du Luchonnais

Structures paysagères

Une topographie contrastée

La topographie de l'entité écopaysagère est dominée par la chaîne des hauts sommets situés sur toute la partie sud. La topographie décroît à mesure que l'on avance vers le nord, mais reste celle d'une haute chaîne de montagnes. Les hauts reliefs sont découpés par les vallées étroites de la Neste d'Oueil, l'Ône, le Lys et la Pique.

Le point le plus haut de l'entité écopaysagère est également le point culminant du périmètre du PNR. Il s'agit du pic Perdiguère qui culmine à 3 222 m NGF. Le point de plus bas se trouve dans la vallée de l'Ône, sur la commune de Trébons-de-Luchon, et culmine à 744 m NGF.

Un réseau hydrographique largement structurant

L'entité écopaysagère est structurée par quatre cours d'eau : l'Ône, la Neste d'Oueil, le Lys et la Pique, point de départ d'un réseau hydrographique dense qui couvre quasi tout le territoire. Leur implantation dans des vallées étroites, souvent boisées ou bordées par des prairies les rend difficilement visibles dans les paysages. Les perceptions se font alors depuis les points de franchissement.

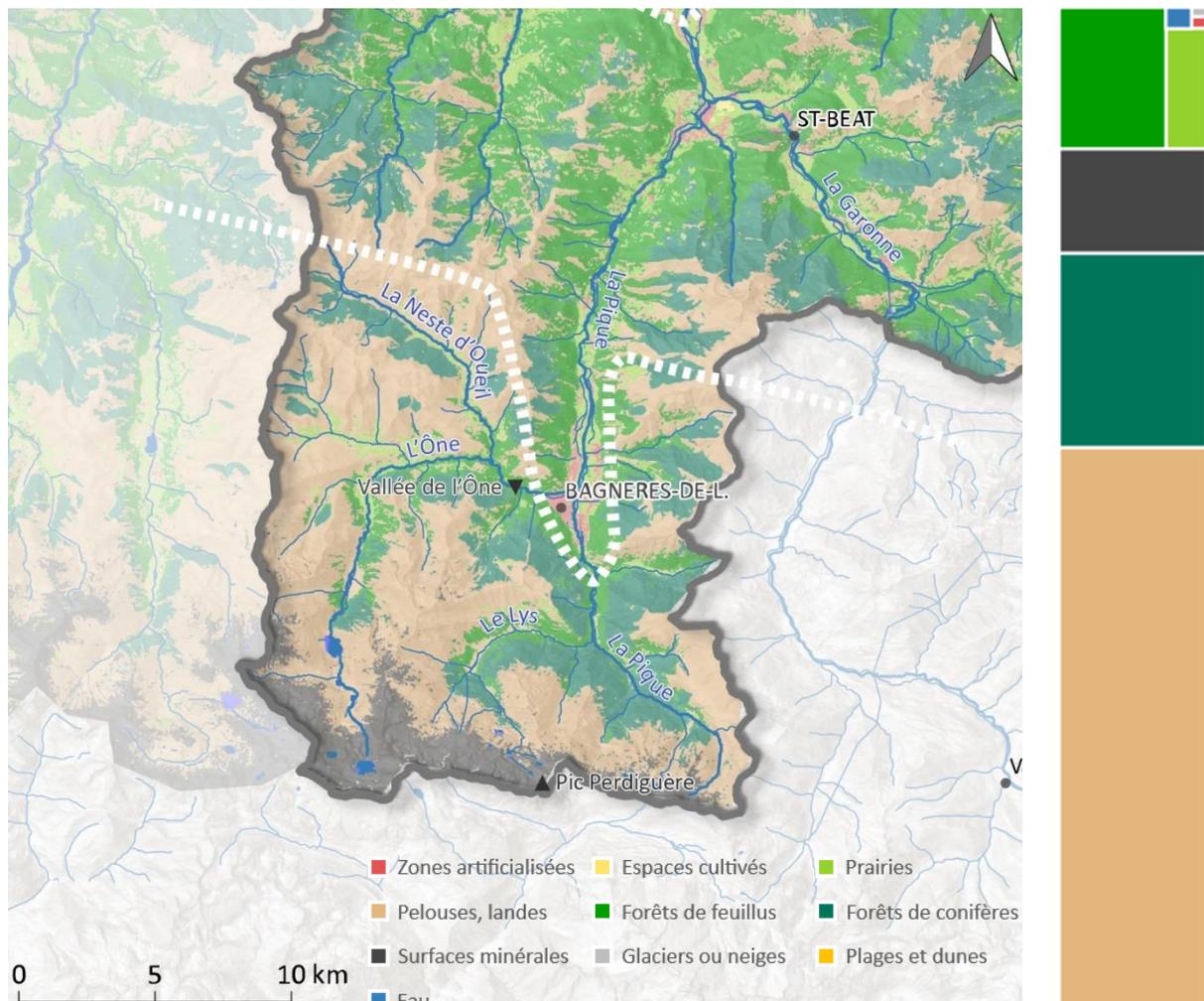


Figure 21 : Occupation du sol des hautes montagnes du Luchonnais (EVEN Conseil d'après CES OSO THEIA 2019)

Une occupation du sol dominée par les estives

L'occupation du sol de l'entité écopaysagère est assez homogène. Celle-ci est largement occupée par les surfaces pastorales, qui représentent 56,5 % de la surface totale de l'entité écopaysagère. Les fonds de vallées et les premiers étages sont occupés par des boisements de feuillus et de conifères (qui couvrent respectivement 10,1 % et 19,3 % de la surface totale du territoire). Les hauts sommets au sud sont quant à eux occupés par des surfaces minérales (10,2 % de la surface totale du territoire).

Des paysages largement dominés par l'agropastoralisme

Les paysages de cette entité écopaysagère s'organisent principalement selon le relief. Les fonds de vallées, souvent étroits, sont occupés par des prairies de fauche ou par des boisements, ce qui limite les ouvertures visuelles. Elles sont aussi le lieu de passage des infrastructures de déplacement et le lieu privilégié pour l'implantation des zones urbaines. Quelques bourgs se sont développés sur les versants sud, ou soulanes. Les boisements occupent la partie intermédiaire des versants. Ceux-ci laissent peu à peu place aux larges zones d'estives, où la végétation rase permet d'ouvrir de très larges panoramas sur les sommets alentour. Enfin, les hauts reliefs présentent des zones rocheuses nues, notamment sur les hauts versants nord.

Une entité écopaysagère peu anthropisée

Les bourgs de l'entité écopaysagère se sont initialement implantés dans les fonds de vallée, ou sur les soulanes. Ils présentent un tissu urbain dense afin de limiter la consommation de terres agricoles. Le bâti isolé reste rare et revêt la forme de granges foraines, ou de cabanes et de refuges pour les bergers. Les paysages sont également marqués par les « villages » des stations de ski, qui présentent des formes urbaines différentes de l'architecture traditionnelle. Les axes principaux sont également implantés en fond de vallée. Les paysages sont de plus marqués par le passage d'infrastructures liées à la production d'hydro-électricité et par celles liées au tourisme (remontées mécaniques notamment).

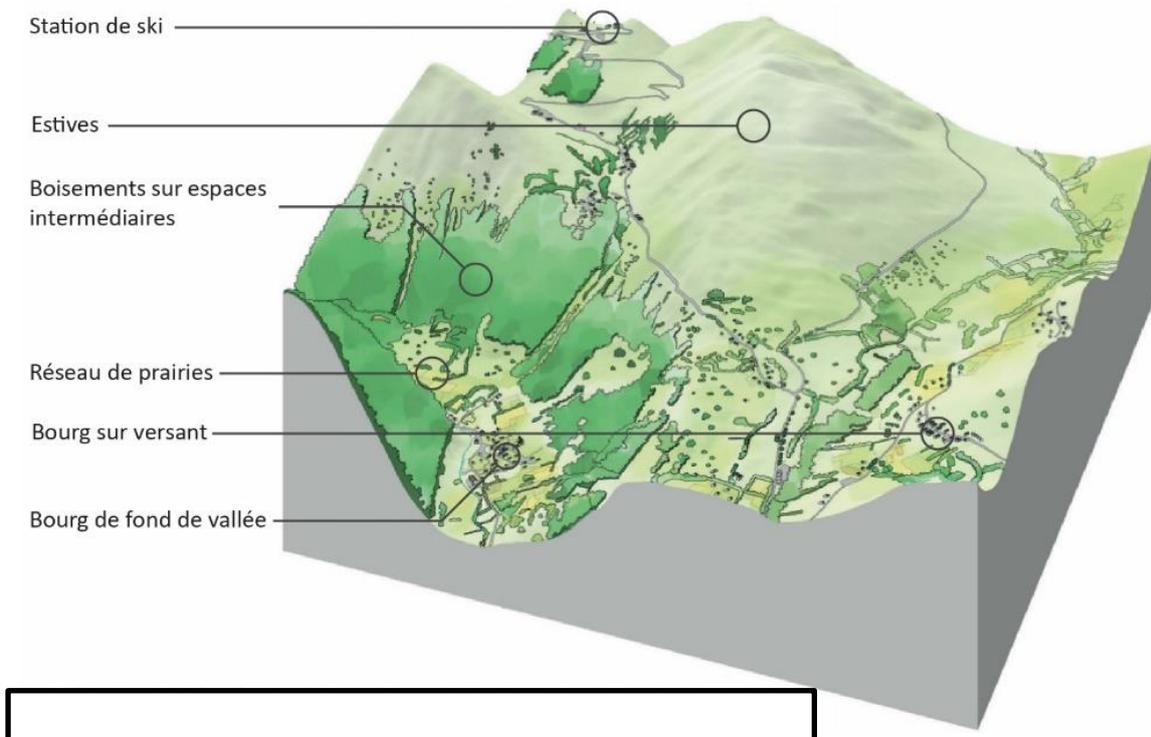


Figure 22 : Bloc diagramme des hautes montagnes du Luchonnais (EVEN Conseil d'après Atlas des Paysages de la Haute-Garonne)



- Vallée du Lys (Cazeaux-de-Larboust, Castillon-de-Larboust, Saint-Aventin, Bagnères-de-Luchon) ;
- Hospice de France (Bagnères-de-Luchon) ;
- Lac d'Oô (Oô) ;
- Plateau de Superbagnères (Saint-Aventin) ;
- Ruisseau de la Glère, gouffre de Malaplate et Cascade des Demoiselles (Bagnères-de-Luchon) ;
- Vallée d'Oueil (Bourg-d'Oueil, Cirès, Caubous, Saint-Paul-d'Oueil, Saccourvielle, Benque-Dessous-et-Dessus) ;



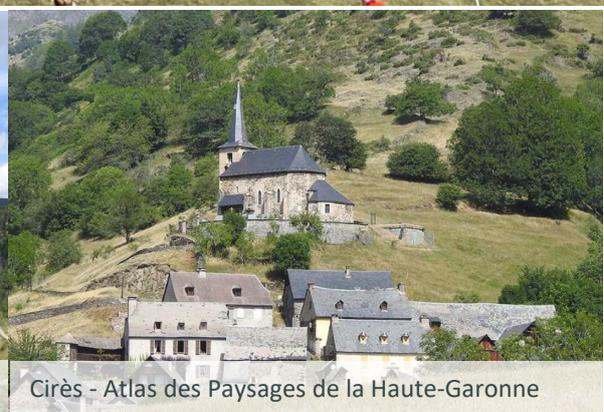
Artigue, Bagnères-de-Luchon, Benque-Dessous-et-Dessus, Billière, Bourg-d'Oueil, Castillon-de-Larboust, Cathervielle, Caubous, Cazarilh-Laspènes, Cazeaux-de-Larboust, Cirès, Garin, Gouaux-de-Larboust, Jurvielle, Juzet-de-Luchon, Mayrègne, Montauban-de-Luchon, Oô, Portet-de-Luchon, Poubeau, Saccourvielle, Saint-Aventin, Saint-Mamet, Saint-Paul-d'Oueil, Sode, Trébons-de-Luchon



Estives pâturées à Superbagnères - EVEN Conseil



Lac d'Oô - EVEN Conseil



Cirès - Atlas des Paysages de la Haute-Garonne

■ Dynamiques à l'œuvre

Dynamiques liées aux milieux naturels

L'abandon de l'agriculture extensive sur les milieux intermédiaires favorise leur enrichissement et donc la progression des boisements. On note également une « remontée » des espèces animales et végétales montagnardes du fait de l'évolution du climat. Celui-ci, ajouté à l'évolution des modes d'habitat, induit le développement de plantes invasives le long des routes et des cours d'eau, ce qui banalise les paysages et réduit la fonctionnalité de la biodiversité.

Dynamiques liées aux milieux agricoles

L'abandon progressif des terres agricoles, et notamment des secteurs ouverts de prairie, entraîne l'enrichissement de ces terres. Cette dynamique est induite par la diminution du nombre d'exploitations agricoles due au vieillissement des agriculteurs, mais également par le resserrement des exploitations sur les secteurs facilement exploitables. Il est également noté une difficulté d'accès au foncier. Cependant, des dynamiques de conservation du patrimoine bâti agricole sont en cours, notamment sur les secteurs d'estives.

Dynamiques liées aux milieux urbains

Le territoire reste peu concerné par des dynamiques d'expansion de l'urbanisation. Certains éléments de patrimoine bâti agricole, notamment les granges, sont tantôt abandonnés, tantôt réinvestis pour des projets d'habitations ou de garage. Cette dynamique de rénovation est également visible sur les vieilles bâtisses traditionnelles.



Figure 23 : Dynamiques observables sur Oô (EVEN Conseil d'après IGN)

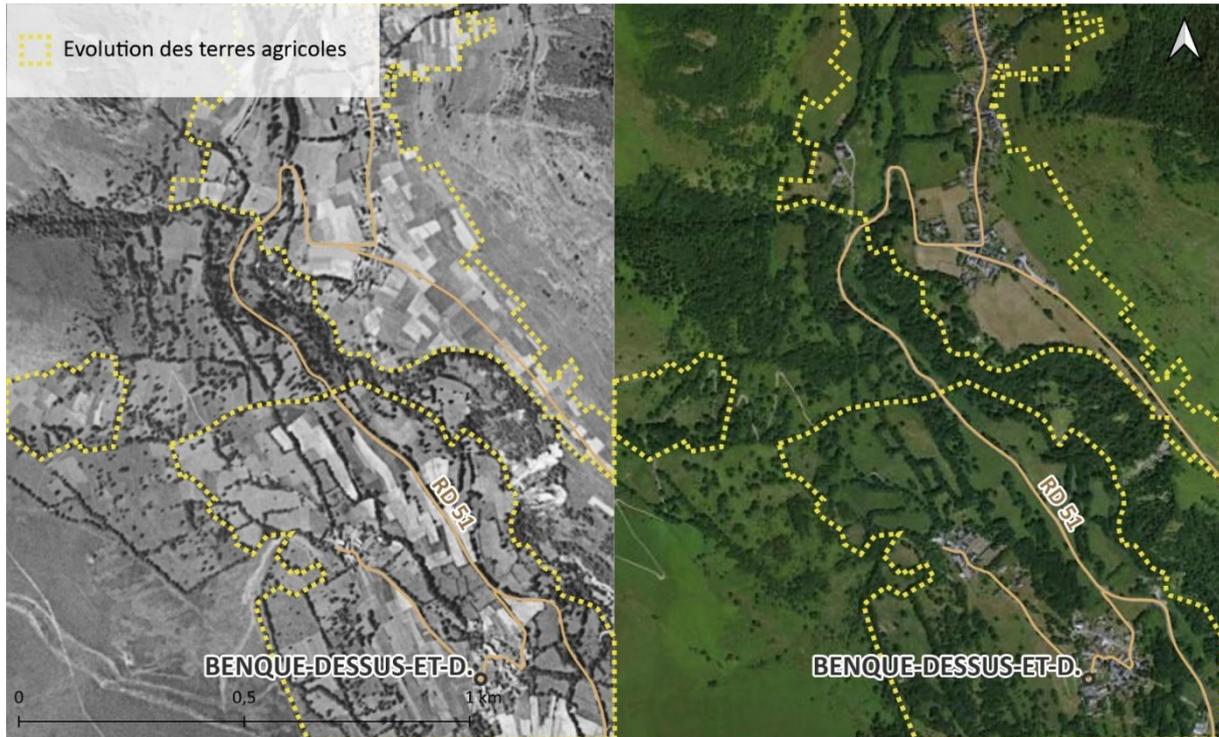


Figure 24 : Dynamiques observables sur Benque-Dessus-et-Dessous (EVEN Conseil d'après IGN)

■ Objectifs de qualité paysagère

OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE	MESURES
La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme	1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.3.1 / 3.2.2
La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère	1.3.1 / 2.1.2 / 3.2.2
La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages	1.3.1 / 3.2.2
La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2
L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire	1.3.1 / 1.3.2
L'encadrement du développement des énergies renouvelables	1.3.2 / 2.2.1
Le maintien et le renforcement de la trame végétale	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.2 / 3.3.2 / 3.4.2
La limitation des pollutions lumineuses	1.3.1 / 1.3.2 / 3.2.3
La réduction des pollutions visuelles	1.3.1
La lutte contre les espèces exotiques envahissantes	3.2.1
L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique	3.4.1 / 3.4.2
Favoriser une gestion durable de la forêt	3.4.1 / 3.4.2

Projet
Parc
naturel
régional
Comminges
Barousse
Pyrénées

Charte

du
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

**Prescriptions de la Charte : réglementation de la publicité
extérieure et signalétique routière d'information locale**

Projet de Charte 2026-2041



Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

La Réglementation de la publicité extérieure et la signalétique routière d'information locale (SIL)

La publicité est un sujet important pour les Parcs Naturels Régionaux, qui constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages.

Le Code de l'environnement encadre les dispositifs publicitaires. **En dehors des lieux qualifiés d'agglomérations par les règlements relatifs à la circulation routière, toute publicité est interdite. À l'intérieur des agglomérations, la publicité est interdite dans les Parcs Naturels Régionaux. Le Code de l'environnement stipule que les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité. Les préenseignes sont donc également interdites hors agglomération et en agglomération quand elles sont implantées dans un PNR.**

Toutefois, les règlements locaux de publicité (RLP, et RLPi lorsqu'ils sont établis à l'échelle intercommunale) peuvent permettre la réintroduction de la publicité, dans les conditions prévues par le Code de l'environnement et lorsque la Charte du Parc contient des orientations, mesures ou dispositions relatives à la publicité et après avis du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc.

Considérant l'impact visuel des dispositifs publicitaires sur le paysage et les ambitions portées par le classement PNR, la possibilité de réintroduction de publicité doit être limitée. Elle ne doit pas conduire à polluer visuellement et banaliser les espaces concernés, au risque de nuire gravement à l'image du classement PNR, mais doit se faire avec discernement, pour répondre à des besoins réels, en apportant des bénéfices réels pour les usagers et en recourant à des formats aussi réduits et harmonieux que possible.

Il est donc proposé que, de manière exceptionnelle et justifiée, et par dérogation à l'interdiction générale, les collectivités concernées par le classement Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées puissent, dans le cadre d'un règlement local de publicité (RLP/RLPi), réintroduire de la publicité dans les lieux qualifiés d'agglomérations par les règlements relatifs à la circulation routière.

1.1 Principes de base

- Il est recommandé que les règlements locaux de publicités soient de préférence élaborés à l'échelle intercommunale pour une meilleure cohérence et harmonisation sur le territoire – RLP(i).
- L'inventaire du patrimoine bâti, réalisé par le Parc, et les zones de paysages remarquables portés au plan du Parc (secteurs de préservation et de valorisation des sites classés) sont pris en compte, lors de l'élaboration des RLP(i) dans la définition des zones patrimoniales ou historiques à enjeux dans lesquelles il convient d'introduire des prescriptions particulières, en particulier pour les enseignes.
- Il est rappelé que la publicité numérique est interdite sur l'ensemble du territoire classé Parc.
- Il est rappelé que les bâches publicitaires sont interdites dans les agglomérations de moins de dix mille habitants.
- Pour les communes partiellement classées dans le PNR, il est recommandé, lors de l'élaboration des RLP(i), que soit portée une attention particulière sur la partie du territoire de la commune non intégrée au PNR. L'objectif étant d'éviter que l'encadrement plus strict de la publicité dans la partie de la commune située dans le périmètre du PNR ne conduise à reporter

la masse des dispositifs publicitaires sur la partie de la commune située hors PNR. Il est souhaitable qu'une certaine homogénéité ou progressivité soit conservée sur l'ensemble de la commune et que l'entrée dans le PNR ne soit pas caractérisée par un affichage publicitaire trop marqué.

1.2 Dispositifs non publicitaires

Dans la mesure où les journaux électroniques d'information (JEI*) et les panneaux d'information utilisés par les collectivités locales pour diffuser des informations pratiques et d'intérêt général (permanence sociale, ouverture d'une enquête publique, campagne de vaccination, etc.) ne comportent pas de publicité, ils ne sont pas soumis aux réglementations concernant les dispositifs publicitaires. Le Parc préconise toutefois de limiter leur surface à 2 m² et leur hauteur à 3 m.

Pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, une surface minimum est fixée dans chaque commune, en fonction de son nombre d'habitants. La Charte du Parc recommande que les panneaux d'affichage libre n'excèdent pas une surface unitaire de 2 m².

1.3 Publicité et préenseignes

Considérant la possibilité d'équiper certains secteurs de mobilier urbain* nécessaire à la bonne information du public et à l'amélioration des mobilités durables, il est laissée la possibilité aux collectivités de réintroduire la publicité, sur du mobilier urbain, dans les secteurs les plus anthropisés à enjeux particuliers et selon des prescriptions particulières :

(*) Le mobilier urbain est une installation implantée sur une dépendance du domaine public à des fins de commodité pour les usagers. Il remplit les missions d'intérêt général.

- Dans les communes définies au plan du Parc comme « Secteur de développement de l'urbanisation à maîtriser », la publicité non lumineuse, non numérique et la publicité éclairée par projection ou transparence sont autorisées uniquement sur les abris destinés au public (1), les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial (2), le mobilier recevant des informations non publicitaires à caractère général ou local ou des œuvres artistiques dont une face reçoit de la publicité (3).
- Dans les autres communes, la publicité non lumineuse, non numérique et la publicité éclairée par projection ou transparence sont autorisées uniquement sur les abris destinés au public (1).

Il recommande que :

- afin d'être en conformité avec les orientations de la Charte en matière d'énergie, de trame noire et de préservation de l'obscurité naturelle, et à l'exception des services d'urgence, les RLP(i) envisagent l'interdiction des enseignes lumineuses ;
- dans le cas où les enseignes lumineuses seraient autorisées, les RLP(i) introduisent des conditions strictes d'extinction (limitation de la plage d'éclairage aux horaires d'ouverture des activités et a minima entre 22 h et 7 h) et d'intensité de luminescence (inférieure à 10 cd/m²) ;
- le nombre d'enseignes de moins de 1 m² scellées ou posées directement sur le sol soit limité à 1 par activité ;
- les enseignes sur les clôtures non aveugles (grillage) soient interdites ou limitées en surface unitaire à 1 m² et en nombre à 1 par activité ;
- les RLP(i) puissent autoriser les chevalets installés sur le domaine public relevant du régime des enseignes, lorsque les commerces disposent d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour exercer leur activité, à condition que ces chevalets n'excèdent pas 1 m² par face et qu'il soit préconisé l'usage de matériaux durables voire d'écomatériaux, qualitatifs et de teintes non agressives. Ils doivent être disposés de manière à ne pas gêner les circulations piétonnes ou routières. Il est également préconisé de se conformer aux chartes locales d'occupation du domaine public ;
- dans le périmètre classé Parc et a minima dans les zones patrimoniales, architecturales ou historiques à enjeux et dans l'objectif de respecter la qualité de leur le cadre naturel et paysager, les RLP(i) introduisent des prescriptions particulières concernant les formes, les couleurs dans des teintes non agressives, les matériaux durables, les écomatériaux qualitatifs. Les enseignes composées de lettres et signes découpés sont généralement plus respectueuses de l'architecture et seront privilégiées.

Dans les communes ne disposant pas de RLP(i), l'installation, la modification ou le remplacement d'enseigne est soumis à une autorisation des maires. Le Parc prescrit pour l'instruction que :

- il ne soit pas implanté d'enseignes sur les toits ou les toits-terrasses ;
- il ne soit pas implanté d'enseignes numériques, excepté pour les services d'urgences ;
- l'inventaire du patrimoine bâti réalisé par le Parc porté au plan du Parc soit pris en compte pour l'instruction des demandes d'installation d'enseignes ;
- les chevalets installés sur le domaine public relevant du régime des enseignes, lorsque les commerces disposent d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour exercer leur activité, n'excèdent pas 1 m² par face et qu'il soit préconisé l'usage de matériaux durables voire d'écomatériaux, qualitatifs et de teintes non agressives. Qu'ils soient disposés de manière à ne pas gêner les circulations piétonnes ou routières. Il est également préconisé de se conformer aux chartes locales d'occupation du domaine public ;
- afin d'être en conformité avec les orientations de la Charte en matière d'énergie, de trame noire et de préservation de l'obscurité naturelle, et à l'exception des services d'urgence, les enseignes lumineuses ne soient pas autorisées ;
- dans le cas où les enseignes lumineuses seraient autorisées, des conditions strictes d'extinction soient fixées : limitation de la plage d'éclairage aux horaires d'ouverture des activités ;

- le nombre d'enseignes de moins de 1 m² scellées ou posées directement sur le sol soit limité à 1 par activité ;
- les enseignes sur les clôtures non aveugles (grillage) soient limitées en surface unitaire à 1 m² et en nombre à 1 par activité ;

- dans les zones patrimoniales, architecturales ou historiques à enjeux dans l'objectif de respecter la qualité de leur cadre naturel et paysager, il soit utilisé des formes et couleurs non agressives, des matériaux durables et qualitatifs. Les enseignes composées de lettres et signes découpés sont généralement plus respectueuses de l'architecture et seront privilégiées.

Les enseignes de vente directe de produits locaux

Le Parc pilotera la mise en œuvre d'une signalétique de vente directe pour les producteurs et commerces distribuant des produits du terroir. La liste des activités susceptibles de pouvoir bénéficier de ces enseignes sera définie par une charte, approuvée par les chambres consulaires, le Parc et les DDT de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

Il est souhaité que les collectivités, en collaboration avec le Parc, puissent, dans le cadre des RLPi, fixer des prescriptions nécessaires à l'harmonisation des enseignes de vente directe sur le territoire Parc.

Seules seront éligibles à ces prescriptions les activités listées dans la charte approuvée par les chambres consulaires, le Parc et les DDT de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées.

1.5 Préenseignes dérogatoires

Certaines activités peuvent être signalées par des préenseignes dérogatoires, hors des lieux qualifiés d'agglomérations par les règlements relatifs à la circulation routière, et dans les conditions définies par ces derniers :

- activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- les activités culturelles ;
- les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite ;
- préenseignes temporaires

Leurs dimensions ne peuvent excéder 1 m en hauteur et un 1,5 m en largeur.

Le nombre maximum de préenseignes est de 4 pour les monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite (2 d'entre elles pouvant être installées à moins de cent mètres ou dans la zone de protection de ce monument). Il est de 2 pour les activités culturelles ou pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir.

Les préenseignes dérogatoires ne peuvent être implantées à plus de cinq kilomètres de l'entrée de l'agglomération (au sens du Code de la route) ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Cette distance est portée à dix kilomètres pour les monuments historiques classés ou inscrits ouverts à la visite.

1.5.1 Définition de la « fabrication ou vente de produits du terroir par des entreprises locales » :

Les termes de « fabrication ou vente de produits du terroir par des entreprises locales » décrivent des produits traditionnels liés à un savoir-faire et à une identité culturelle locaux, fabriqués dans un secteur géographique délimité et identifié ayant un rapport avec l'origine du produit. Les entreprises locales sont des entreprises dont l'activité principale concerne la fabrication ou la vente de produits du terroir fabriqués localement, ce qui justifie leur implantation dans l'espace rural. Cela exclut les commerces de distribution se prévalant de la vente, dans l'un de leurs rayons, de produits régionaux.

L'ensemble des productions locales dont la majorité des matières premières (surfaces agricoles, milieux naturels d'exploitation, aliments pour animaux d'élevage...) proviennent du territoire classé Parc et/ou dont les opérations de production, de transformation et d'élaboration s'y déroulent peuvent entrer dans cette catégorie.

La dénomination « produits locaux » peut recouvrir une grande diversité de produits : produits laitiers, carnés, fruits, légumes, œufs, miel, huile, eaux minérales, plantes médicinales, miel, plats cuisinés, bière, chocolat et produits dérivés, produits de la boulangerie, pâtisserie, confiserie et biscuiterie, boissons à base d'extraits de plantes, pâtes alimentaires (règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen).

Sans pour autant que cette liste soit exhaustive, il est possible de s'inspirer des dénominations suivantes qualifiant des produits du terroir :

- Les signes d'identification de la qualité et de l'origine, tels qu'Appellation d'Origine Contrôlée, Appellation d'Origine Protégée, Indication Géographique Protégée, labels rouges et les Spécialités Traditionnelles Garanties.
- Les mentions valorisantes (telles que Haute Valeur Environnementale, « Produit de montagne » (UE), les produits fermiers pour lesquels il existe un référentiel (« fermier », « produit de la ferme » ou « produit à la ferme »).

Les entreprises locales les transformant ou les vendant peuvent bénéficier des dispositions de l'article L. 581-19, dès lors qu'elles se trouvent dans le secteur géographique identifié et délimité.

1.5.2 Préconisations pour les préenseignes :

- Il est souhaité que les gestionnaires de voiries, en collaboration avec le Parc et en concertation avec les autres collectivités concernées, puissent, dans le cadre d'une convention, fixer des prescriptions nécessaires à l'harmonisation des préenseignes dérogatoires sur le territoire Parc, les collectivités concernées les intégrant ensuite dans leur RLP(i).

- Le Parc favorise l'engagement des entreprises signalées par préenseignes dérogatoires dans des démarches de qualification locale.

- Une commission ad hoc, associant le Parc, l'État et les collectivités porteuses de RLP(i), précise le contour de l'utilisation des préenseignes dérogatoires.

1.6 Signalisation d'information locale

Une forme particulière de dispositif portant le nom de signalisation d'information locale (SIL) peut être mise en place en ou hors des lieux qualifiés d'agglomérations par les règlements relatifs à la circulation

routière, notamment pour les activités ne pouvant pas se signaler par des dispositifs prévus au Code de l'environnement.

Relevant du Code de la route et non pas du Code de l'environnement, cette microsignalétique a pour objet d'assurer la signalisation des services et des équipements tout en renforçant la protection du cadre de vie en raison de son format réduit et de sa normalisation en termes d'homogénéité, de lisibilité et de visibilité. Elle répond à des normes précises notamment en termes de couleurs et d'idéogrammes pouvant y figurer (lettrage, dimensions, activités signalées).

Dans l'objectif d'améliorer l'accueil du public sur le territoire, la signalisation des activités et des services tout en préservant la qualité paysagère constitutive du classement Parc Naturel Régional, il est préconisé :

- de favoriser et accompagner la mise en place de signalisations d'information locale (SIL) dans une approche intercommunale et en complément de l'élaboration des RLP(i) ;
- que les signataires de la Charte du Parc, départements, gestionnaires de voiries, collectivités concernées recherchent l'harmonisation de la signalisation d'information locale sur le périmètre classé ; qu'ils participent à l'élaboration des prescriptions en matière de SIL dans l'esprit d'une charte graphique commune à l'ensemble du PNR.

Mesure 1.3.2 Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées se caractérise par une diversité de paysages, un riche patrimoine naturel et culturel, et une faible densité de population. Face aux défis de l'urbanisation et de l'étalement urbain, il est crucial de mettre en place des stratégies d'aménagement et de planification qui préservent ces atouts tout en offrant des solutions d'habitat adaptées aux besoins des résidents. L'enjeu de la planification est majeur dans un territoire faiblement couvert par des documents d'urbanisme, et l'accompagnement à la prise en compte d'objectifs de développement durable, de sobriété foncière et de préservation des paysages et des écosystèmes sera encouragé à des échelles supracommunales pour faciliter une approche cohérente et coordonnée du développement territorial.

La planification en Comminges Barousse Pyrénées intègre la promotion de l'habitat durable, en soutenant la réhabilitation, le développement de projets de construction économes en espace limitant l'artificialisation des sols, et encourage des réalisations architecturales de qualité qui s'intègrent aux paysages locaux. Au-delà de la construction et de la planification, l'habitabilité du territoire est objectivée en soutenant les démarches de revitalisation et d'aménagement des centralités du territoire via une ingénierie adaptée, tout en veillant à l'équilibre des services et autres aménités à l'échelle locale. Par cette mesure, le territoire affirme son engagement en faveur d'un développement territorial durable, respectueux de l'environnement et des patrimoines locaux. En adoptant une approche intégrée et participative de l'aménagement et de la planification, le Parc vise à améliorer la qualité de vie des habitants tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures.

Le syndicat mixte serait animateur et coordonnateur de la démarche, en promouvant la création de projets d'aménagement (SCoT, PLUi, PLU) en s'assurant de la prise en compte des objectifs, mesures et dispositions de la Charte dans ces projets comme dans les programmes de revitalisation des centralités et de développement de l'habitat.

Dans cette mesure sont positionnées les « Dispositions pertinentes en matière d'urbanisme à retranscrire dans les documents de planification ».



FAIRE PARC c'est créer un observatoire territorial en concertation, faire un bilan du SCoT du territoire du Pays Comminges Pyrénées et définir un outil d'action mutualisé. Mobiliser les compétences des 3 Communautés de communes (5C, CCPHG, ET CCCGS), au sein d'un comité technique animé par le PETR Pays Comminges en intégrant l'Association de préfiguration du PNR, définir ainsi la méthodologie et les moyens à mobiliser et assurer un suivi de notre projet de territoire compatible avec la Charte coconstruite.



Figuration au plan du Parc

- Secteurs de développement de l'urbanisation, à maîtriser
- Coupures d'urbanisation

- *Projet de revitalisation et d'aménagement à accompagner*

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.3.1 / 2.1.1 / 2.2.1 / 2.3.1 / 2.4.1 / 3.1.2 / 3.2.2

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme ;
- La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère ;
- La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages ;
- La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages ;
- L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire.

Disposition 1

Favoriser une gestion économe de l'espace par le respect d'une trajectoire qui s'inscrit dans le ZAN, traduit à l'échelle régionale dans le SRADDET

Sous-dispositions

- Programmer l'élaboration adaptée des documents d'urbanisme à l'échelle du territoire : vers 100 % de communes dotées d'un document de planification à l'horizon 2040
- Prévoir un classement et des mesures de gestion adaptées dans les documents d'urbanisme à la préservation des réservoirs et corridors de biodiversité, les zones paysagères.
- Maîtriser l'urbanisation et donner la priorité au réinvestissement des tissus urbains existants.
- Accompagner en priorité les communes dotées de secteurs de développement de l'urbanisation à maîtriser, repérées au plan du Parc, dans l'élaboration d'un PLU, voire PLUi, qui tienne compte des enjeux en place.
- Assurer le respect des coupures d'urbanisation présentes au plan du Parc.
- Accompagner les collectivités, qui ont des zones potentiellement aménageables, dans leur réflexion sur des projets d'aménagement en intégrant les enjeux du changement climatique, les continuités écologiques, l'insertion paysagère des projets d'urbanisation, l'habitabilité du territoire, au travers de différentes approches et outils : ABC/ABCi, approche foncière, petit et grand cycle de l'eau, solutions fondées sur la nature.
- Protéger les réservoirs de biodiversité « sous pression ».
- Outiller les décideurs locaux de cahiers techniques et mener des actions de sensibilisation et de mutualisation auprès des collectivités (les continuités écologiques d'Occitanie, les Plans Paysage existants, les schémas trame verte et bleue locaux existants, les Plans Climat-Air-Énergie Territoriaux du territoire, les inventaires disponibles – patrimoine industriel, friches d'activités, naturalistes...).

Disposition 2

Promouvoir un habitat durable

Sous-dispositions

- Lutter contre la vacance et faciliter la réhabilitation du bâti ancien pour répondre aux besoins actuels en termes de mobilité, d'accès aux services, aux équipements et au logement, tout en limitant les pressions nouvelles.
- Développer l'utilisation de matériaux biosourcés dans la construction et la rénovation.
- Fournir un accompagnement technique aux acteurs locaux pour favoriser l'utilisation des matériaux biosourcés.
- Soutenir financièrement les projets utilisant des matériaux biosourcés, mettre en place des dispositifs d'aides, des subventions ou des appels à projets spécifiques (via Leader 23-27).
- Faciliter la mise en relation des différents acteurs de la filière des matériaux biosourcés, tels que les producteurs, les artisans, les architectes, les maîtres d'ouvrage, etc.
- Encourager la mixité sociale, intergénérationnelle et l'habitat pluriel.
- Outiller les décideurs locaux de cahiers techniques et mener des actions de sensibilisation et de mutualisation auprès des collectivités.

Disposition 3

Promouvoir des centralités vivantes

Sous-dispositions

- Sensibiliser les collectivités à l'intérêt de mutualiser les moyens et les projets (partage d'expériences réussies, de défis relevés collectivement, organisation de voyages d'étude).
- Accompagnement et recensement (pour publication d'un référentiel de constructions exemplaires) de projets de construction avec une plus-value environnementale.
- Capitaliser sur les réalisations liées aux opérations bourg centre, petites villes de demain, projet de restructuration de l'habitat et diffuser les bilans, partager les expériences.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre d'actions d'accompagnement à la prise en compte des dispositions de la Charte pour un urbanisme de qualité, économe de l'espace.
- Évolution de la couverture du Parc par des documents d'urbanisme (SCoT, PLUi ou PLU).

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Apporte son aide technique et ses compétences en matière d'ingénierie financière aux communes et à leurs regroupements pour répondre aux exigences de la Charte.
- Sensibilise les élus et les acteurs de l'aménagement aux enjeux d'un urbanisme durable, en amont de l'élaboration de documents de planification et d'urbanisme, en organisant notamment des « éductours » privilégiant les exemples et les visites de terrain.
- Réalise avec ses partenaires des guides de recommandations techniques.
- Porte les actions nécessaires à une meilleure connaissance et prise en compte de la qualité des paysages dans les stratégies de développement et d'aménagement du territoire : accompagnement des communes et des porteurs de projet (ENR, carrières...), cf. 1.3.1.
- Sensibilise les collectivités à la mise en œuvre de projets de planification et d'aménagement menés à une échelle supracommunale (PLUi, SCoT intégrateurs).
- Porte le SCoT Comminges Pyrénées.

- Mène des actions de communication et de sensibilisation aux enjeux de maîtrise de la consommation d'espace et sur les nouvelles formes d'habiter (habitats partagés, colocations intergénérationnelles et/ou solidaires).
- Accompagne et conseille les communes et leurs groupements lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'urbanisme, pour les aider notamment à transposer les dispositions pertinentes de la Charte dans les différents documents de planification.
- Veille à la compatibilité des documents d'urbanisme avec la Charte du Parc et transmet un avis sur les documents d'urbanisme en cours d'élaboration ou de révision.
- Assure une veille et le retour d'expériences auprès des collectivités en matière d'urbanisme durable et de projets exemplaires.
- Anime un réseau d'acteurs liés aux patrimoines (Archives départementales, CAUE, universités, archéologie, associations...).

Engagements des communes et intercommunalités

- Traduisent les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme et de gestion économe de l'espace dans leurs documents d'urbanisme et élaborent leur document d'urbanisme quand ils font défaut.
- Priorisent les projets d'aménagement, de construction et de rénovation au sein des enveloppes urbaines existantes.
- Mettent en place un groupe de travail et y associent le syndicat mixte, les partenaires compétents, les collectivités voisines et l'intercommunalité lors de l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme.
- Participent à la réflexion supracommunale en matière de planification urbaine.
- Exigent des compétences spécifiques en lien avec la Charte pour les équipes du bureau d'étude retenu pour l'élaboration des documents d'urbanisme.
- Prennent en compte les objectifs de la Charte dans les projets d'aménagement.
- Luttent contre la vacance des logements et facilitent les opérations de réhabilitation.
- Favorisent l'attractivité des centralités urbaines et villageoises en matière d'accueil de population et d'activités.

Engagements de l'État

- Accompagne les communes du territoire du Parc dans la réalisation de leurs documents d'urbanisme.
- Soutient l'élaboration de documents de planification et d'urbanisme à l'échelle supracommunale.
- Soutient les démarches d'identification de gisements fonciers mobilisables au cœur des tissus urbains et les opérations de densification foncière engagées sur le territoire.
- Accompagne les communes et intercommunalités engagées dans des programmes d'amélioration de l'habitat.

Engagements de la Région

- Soutenir et accompagner les acteurs du territoire dans la réalisation et la mise en œuvre des SCoT et PLU, dans le respect du SRADDET et des dispositions de la Charte.
- Associer le Parc à la conception et la mise en œuvre de ses politiques foncières.
- Associer le syndicat mixte du PNR à la mise en œuvre de ses politiques contractuelles (bourg centre, contrats territoriaux...).
- Soutenir le PNR dans l'ensemble de ses démarches visant à contribuer à l'objectif de « zéro artificialisation nette ».
- Veiller à la qualité des projets d'aménagement financés sur le territoire du PNR au regard notamment de la place laissée à la nature à des fins de préservation de la biodiversité et de participation à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique et bien-être des habitants.

- Animer à l'échelle régionale, la Communauté Régionale Eviter-Réduire-Compenser (ERC) avec une ambition renouvelée, focalisée sur la biodiversité.
- Mettre à disposition des acteurs du territoire du PNR son outil d'information et d'aide à la décision « Biocittanie » pour la prise en compte de la biodiversité du territoire, des informations cartographiques sur les enjeux de biodiversité locaux.
- Accompagner les documents de planification, avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité Occitanie.
- Poursuivre son soutien en faveur du patrimoine bâti et vernaculaire.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Apporte leur expertise et accompagnent les communes et CC par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage complète dans le cadre de l'élaboration et de l'évolution de leurs documents d'urbanisme (carte communale ou PLU).
- Participe à la sensibilisation des communes quant à l'intérêt de la mutualisation des moyens et de la mise en œuvre d'un urbanisme durable (formation HGI, intervention en conseil communautaire, assistance au transfert de compétence PLU des communes aux CC...).

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Participe au projet d'aménagement porté par les collectivités dans le cadre de ses politiques d'aides départementales à la solidarité et au développement territorial et de la mobilisation de partenariats avec ses organismes ou agences associés (CAUE, ADAC...).
- Le CD65 met en œuvre le guichet Renov'Occitanie Hautes-Pyrénées qui conduit un programme pluriannuel pour la rénovation énergétique de l'habitat privé : conseils aux propriétaires, mobilisation des professionnels du bâtiment, actions de sensibilisation, programme spécifique à destination des copropriétés, etc. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec les Communautés de communes, l'agglomération TLP et les dispositifs en vigueur régionaux et nationaux.
- Soutient financièrement les projets de restauration du patrimoine bâti de caractère portés par les collectivités et les particuliers répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Participe à une réflexion, sur le périmètre du Parc, sur les modalités d'instruction et les critères d'attribution d'aides financières dans le cadre des politiques existantes.
- Mobilise les services des Archives départementales sur la gestion et la collecte pour conservation des archives publiques (communales, en application de la réglementation) et privées (de particuliers, d'entreprises et d'exploitations agricoles, d'associations, etc.) sur le territoire du Parc.
- Participe à une instance transversale de réflexion sur les patrimoines.

Partenaires associés

- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- SEM Ha-Py Énergie en 65
- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
- Chambres d'agriculture de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées
- Chambre de commerce et d'industrie de Région Occitanie
- Chambre régionale des métiers et de l'artisanat de Région Occitanie
- Union régionale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Occitanie
- CAUE
- Envirobat Occitanie
- Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)
- SAGE Vallée de la Garonne
- Structures porteuses de SCOT

- Haute-Garonne Ingénierie (HGI)

Projet
Parc
naturel
régional
Comminges
Barousse
Pyrénées

Charte

du
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Les dispositions pertinentes en
matières d'urbanisme

Avant - Projet Charte 2026-2041



Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

CITADIA
CONSEIL

EVEN
CONSEIL

AIREPUBLIQUE

Territoires Ruraux & Développement

De la Charte aux documents d'urbanisme et de planification

Depuis la Loi Paysage du 8 janvier 1993, le Code de l'urbanisme définit les relations entre les Chartes des Parcs Naturels Régionaux et les documents de planification. Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) doivent ainsi observer un rapport de compatibilité, et en l'absence de SCoT, ce sont les documents de rangs inférieurs (PLU(i) ; cartes communales) qui observent ce rapport de compatibilité envers la Charte.

Il s'agit de traduire les dispositions pertinentes de la Charte en éléments à intégrer dans les documents d'urbanisme, autrement dit, il s'agit de transposer les dispositions pour lesquels ces derniers ont une marge de manœuvre (faire la promotion d'un tourisme durable ou promouvoir la diversification des productions agricoles par exemple ne font pas partie du périmètre d'action d'un document d'urbanisme, il faut traduire ces éléments de manière concrète).

Les dispositions pertinentes proposées dans ce document ne constituent par ailleurs qu'un aspect général de l'aménagement durable du territoire. La Charte n'a pas vocation à se substituer à un document d'urbanisme, il s'agit d'éléments de cadrage généraux des documents d'urbanisme (SCoT, PLU(i), cartes communales).

La note technique du 7 novembre 2018 relative au classement et au renouvellement de classement des Parcs Naturels Régionaux et à la mise en œuvre de leurs Chartes, précise « qu'il convient de veiller à la précision de la rédaction des dispositions pertinentes de la Charte en matière d'urbanisme et d'identifier lisiblement ces dispositions dans la Charte ou dans un tableau récapitulatif annexé à la Charte, ce qui facilitera le travail de transposition par les SCoT ».

En l'absence de SCoT, le Code de l'urbanisme (L131-6) et le Code de l'environnement (L333-1 V) garantissent la compatibilité entre les Chartes et les PLU(i). Par ailleurs, le Parc demeure une Personne Publique Associée.

Les engagements des signataires sont un gage de l'intégration de ses dispositions pertinentes au sein de l'ensemble des documents d'urbanisme du territoire.

Axe 1 – Construire collectivement une ruralité désirable et ambitieuse			
N° mesures	Dispositions pertinentes en matière d'urbanisme	Objectifs	Exemples possibles de traduction des objectifs dans les documents d'urbanisme
1.3.2	<p>Favoriser une gestion économe de l'espace par le respect d'une trajectoire qui s'inscrit dans le ZAN, traduit à l'échelle régionale dans le SRADDET</p> <p>&</p> <p>Promouvoir un habitat durable</p> <p>&</p> <p>Promouvoir des centralités vivantes</p>	<p>Intégrer le petit et grand cycle de l'eau au sein des documents de planification (désimperméabilisation des espaces à enjeux, le ralentissement dynamique, la sécurisation des captages d'eau potable, l'intégration des capacités AEP et assainissement dans la planification).</p> <p>Porter l'identification de gisements fonciers pour répondre au besoin de renouvellement urbain (renouvellement pour limiter l'extension de l'artificialisation, réhabiliter le tissu urbain existant, en lien avec le ZAN et la sobriété foncière = vers une moindre consommation d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (ENAF)).</p> <p>Affiner les coupures d'urbanisation, présentes au plan du Parc, à préserver (valorisation paysagère, impact sur la biodiversité...) et affiner les secteurs où il est nécessaire d'en mettre en place sur l'ensemble de territoire</p> <p>Eviter l'implantation d'habitations hors de la continuité du bâti.</p> <p>Indiquer des objectifs chiffrés de résorption de la vacance.</p> <p>Lutter contre la précarité énergétique.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffrer explicitement les objectifs de limitation de la consommation foncière du territoire (loi climat résilience), les objectifs de densification. - Fixer une trajectoire et des objectifs chiffrés adaptés au territoire (ZAN, densités minimales par typologie de villes/villages). - Prioriser la construction au sein d'espaces bâtis (réhabilitation, dents creuses...) avant toute extension. - Encadrer le développement du bâti agricole. - Définir au sein des SCoT et PLUi l'équilibre des centralités commerciales, des espaces intermédiaires commerciaux et des zones commerciales à l'échelle intercommunale. - Identifier les coupures urbaines qui peuvent offrir des espaces de nature de proximité, une respiration entre deux villages/villes ou maintenir une activité agricole. - Porter en priorité les efforts sur la réhabilitation des centres anciens par la mise en place d'opérations foncières (OPAH, acquisition/amélioration d'immeubles, baux à réhabilitation). - Encourager la rénovation énergétique du bâti ancien. - Soutenir et préserver l'activité commerciale des centres-villes, valoriser et développer les marchés de plein air. - Requalifier les zones d'activités commerciales vieillissantes. - Inscrire le principe de gestion économe de l'énergie comme guidant les projets d'aménagements. - Inclure des objectifs de rénovation et de performance énergétique. - Travailler les franges urbaines (les espaces de transition entre les espaces urbanisés et les espaces naturels agricoles et forestiers). - Identifier des communes ou des secteurs à enjeux prioritaires de rénovation énergétique. - Renforcer l'attractivité des centres grâce à des services de proximité, la mobilité douce, l'embellissement des façades... <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p>

		<p>Favoriser la rénovation du parc de logements.</p> <p>Organiser l'espace et des réseaux de manière à limiter les pertes d'énergies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Conditionner l'ouverture à l'urbanisation à certains critères (tension du marché immobilier, croissance démographique réelle, accès aux transports doux...). - Mise en place d'EBC (espace boisé classé) sur secteurs à enjeux. - Au sein du Document d'Aménagement Artisanal Commercial et Logistique (DAACL) du SCoT, soumettre l'implantation de constructions commerciales à la vitalité du centre-ville et aux projections démographiques ; prévoir les conditions permettant le développement de la logistique de proximité dans les centralités urbaines, afin de limiter les flux de marchandises des zones périphériques vers les centralités urbaines. - Définir une OAP en centre ancien qui puisse intégrer différents éléments types mobilité douce, requalification espace public, petit patrimoine bâti... - Prévoir un règlement écrit spécifique et adapté pour les opérations en cœur de village. - Conserver et valoriser les spécificités de l'architecture locale lors de la rénovation du bâti ancien. - Préserver et restaurer les éléments de l'architecture traditionnelle. - Permettre de déroger aux règles d'alignement, d'implantation aux limites séparatives, d'implantation des constructions les unes par rapport aux autres ou de hauteur pour l'isolation par l'extérieur ou des énergies renouvelables en toiture. - Fixer ou conseiller des objectifs mesurables et vérifiables de performance énergétique des bâtiments neufs. - Veiller à ne pas empêcher inutilement l'isolation par l'extérieur, en autorisant sous certaines conditions une occupation du domaine public pour ce motif, ainsi que l'isolation par l'extérieur à l'intérieur des marges de recul et dans les zones de secteurs sauvegardés. - Favoriser la végétalisation à feuilles caduques en façades sud. - Autoriser l'adaptation des alignements de voirie à la recherche d'une orientation du bâti favorable. - Identifier des zones à urbaniser adaptées aux conditions climatiques en évolution (risques, vulnérabilités des populations, réseaux d'eaux potables...). - Inciter à l'utilisation de matériaux biosourcés locaux et durables. - Définir une OAP sectorielle et/ou thématique sur les entrées de ville afin de préciser les prescriptions pour traiter de manière qualitative ces espaces de transition (identifier les éléments paysagers caractéristiques existants tels que murets, alignements, haies, vergers, arbres ou bosquets isolés... à maintenir, les types de traitements autorisés pour les clôtures, parkings..., les emplacements réservés à prévoir pour les circulations piétonnes ou cyclables, la gestion des eaux pluviales, les perméabilités écologiques...). - Intégrer la question des franges urbaines aux zones d'activités.
--	--	---	--

<p>1.3.1</p>	<p>Encadrer et guider les possibilités d’affichage, de signalétique et de publicité dans le PNR</p> <p>&</p> <p>Soutenir une architecture qui s’intègre aux différentes unités paysagères (voir OQP)</p>	<p>Mise en valeur des patrimoines locaux (sites classés, inscrits, grands sites, sentiers, GR, site patrimoniaux, sites paysagers, sites historiques, équipements structurants, sites culturels...).</p> <p>Préserver, valoriser les points de vue et panoramas existants, notamment ceux identifiés depuis les routes et les sites paysagers majeurs du territoire, mais également les entrées de villes et villages.</p> <p>Identifier, gérer et requalifier les points noirs paysager existants.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Voir dans la mesure les prescriptions de la Charte : « Réglementation de la publicité extérieure et signalétique routière d’information locale » <p>Dans les pièces d’objectifs généraux des documents d’urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des zonages de protection réglementaire sur des espaces au patrimoine paysager remarquable (ex. : projet de classement des hautes vallées frontalières du Luchonnais porté par la CCHB devant aboutir en 2025). - Identifier et traiter les points noirs paysagers : aménagements et constructions mal intégrés dans leur environnement (il s’agit notamment d’infrastructures d’exploitation du sous-sol, de stations de sports d’hiver, de zones d’activités, d’extensions urbaines ou encore d’activités isolées). - Objectifs généraux de préservation des paysages et des identités des territoires > Atteindre les objectifs de qualité paysagère (OQP). - Garantir le maintien des vues depuis les points panoramiques, les routes-paysage, les perspectives majeures sur les monuments naturels et les sites patrimoniaux remarquables. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d’urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation de l’architecture traditionnelle, de la forme des villages, intégration des nouveaux bâtiments et infrastructures, évitement de la création de nouveaux points noirs paysagers, choix d’un éclairage judicieux. - Cartographier les points noirs paysagers à requalifier (cf. plan du Parc, a minima). - Indiquer les espaces remarquables à protéger identifiés dans le Plan du Parc. - Identifier et localiser les éléments de paysages et arbres remarquables à préserver au titre de l’article L151-19 du Code de l’urbanisme. - Identifier et localiser les sites identitaires et les structures paysagères. - Indiquer les points de vue à garder dégagés, les cônes de vision depuis les cols et les routes paysagères (axes de découverte sur le plan du Parc). - Identifier des éléments bâtis ou naturels permettant de caractériser l’identité et la valeur paysagère des lieux (murets, trame bocagère, ponts, loges ...). - Exiger en cas d’aménagement ou de construction une qualité des matériaux (biosourcés, locaux...) utilisés dans les paysages remarquables identifiés sur le plan du Parc.
--------------	--	---	---

Axe 2 Faire des transitions écologique et énergétique un catalyseur du développement local et solidaire			
N° mesures	Dispositions pertinentes en matière d'urbanisme	Objectifs	Exemples possibles de traduction des objectifs dans les documents d'urbanisme
2.1.2	Préserver les terres agricoles : dans les documents d'urbanisme, lutte contre l'enfrichement, mobilisation du foncier agricole en faveur de l'installation, location de terres	Lutter contre les phénomènes d'enfrichement et reconquérir les espaces en déprise Protéger les espaces agricoles, en particulier face aux dynamiques d'artificialisation – adoption d'une politique partagée de protection des espaces agricoles au sein des documents d'urbanisme.	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un modèle agricole résilient et adapté au territoire et ses enjeux. - Fixer une trajectoire et des objectifs chiffrés adaptés au territoire (ZAN, densité minimale des projets et identification de potentiel de densification des tissus urbains existants). <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de zonage agricoles stricts où la constructibilité sera limitée : cela permet de préserver des qualités paysagères mais également des secteurs dotés d'un fort potentiel agronomique. - Fixer des densités minimales adaptées au territoire dans les secteurs de développement (zone AU, renouvellement urbain). - Prioriser la construction au sein d'espaces bâtis (réhabilitation, mobilisation des dents creuses, densification des parcelles déjà urbanisées...) pour contenir l'étalement urbain. - Conditionner l'ouverture à l'urbanisation à certains critères (accès aux transports doux...). -
2.2.1 / 2.2.2	- Encadrer et soutenir le développement des énergies renouvelables (mettre en place des critères paysagers et environnementaux dans les procédures d'autorisation des projets) &	Mettre en place des critères paysagers et environnementaux dans les procédures d'autorisation des projets et accompagner les porteurs de projets dans leur conception. Maitriser les possibles impacts paysagers liés au développement de la production d'ENR (panneaux photovoltaïques, barrages hydroélectriques, méthanisation, etc)	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluer le potentiel d'ENR (quantité d'énergie pouvant être produite sur le territoire) au niveau du rapport de présentation et inscrire des objectifs chiffrés en matière de production d'ENR. - Privilégier le développement de l'énergie photovoltaïque-solaire sur les secteurs bâtis (parkings...) ou dont la vocation Naturelle, Agricole ou Forestière est perdue. - Veiller à réduire au maximum les périmètres de covisibilité des projets de production d'Energie renouvelable (intégration paysagère)

	<p>- Soutenir les solutions innovantes en termes d'intégration paysagère, de réduction d'impact et leur mise en œuvre sur le territoire à travers un plan paysage de transition énergétique</p>	<p>Soutenir les solutions innovantes en termes d'intégration paysagère, réduction d'impact et leur mise en œuvre sur le territoire à travers un plan paysage de transition énergétique.</p> <p>Mettre en œuvre des séquences Eviter, Réduire, Compenser (ERC) pour accompagner le développement de production des solutions d'ENR.</p> <p>Identification des sites potentiels pour l'installation de systèmes de stockage de l'énergie (stockage biomasse, stockage hydroélectrique, production d'hydrogène, etc.).</p> <p>Optimiser l'éclairage public à travers le choix et l'implantation du mobilier urbain.</p>	<p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Energie solaire photovoltaïque : privilégier certaines zones favorables à l'implantation de panneaux sur bâtiments ou des espaces industriels, en s'appuyant sur une analyse paysagère pour définir des critères d'intégration architecturale et paysagère optimale à la pose des panneaux photovoltaïques. - Identifier des secteurs préférentiels de développement des ENR par filières et inscrire un zonage de développement des énergies ENR. - OAP (Orientation d'aménagement et de programmation) thématiques : adapter le choix d'une ENR à un espace restreint. <p>Pour aller plus loin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insérer dans les projets autorisant les implantations d'ENR une clause d'ouverture au capital des citoyens et personnes publiques. - Valoriser les initiatives d'autonomie énergétique des habitats individuels. - Prendre part à la formalisation d'un Plan Paysage de la Transition Energétique.
<p>2.3.1 / 2.3.2</p>	<p>Structurer et améliorer les pratiques touristiques de pleine nature accessibles et respectueuses de l'environnement</p> <p>&</p> <p>Développer une offre touristique durable</p>	<p>Privilégier un aménagement des accès aux sites touristiques respectueux des écosystèmes.</p> <p>Développer l'activité touristique de manière à limiter les déplacements en transport individuel à travers un maillage de transport bas carbone/modes doux (ex. : créer des événements qui s'appuie sur les transports en commun). Le développement des voies pour modes actifs et des réseaux de transports en commun desservant les différents sites permettra de limiter l'usage de la voiture (diminution des émissions de gaz à effet de serre).</p> <p>Faciliter une rénovation de qualité des structures d'hébergement collectif touristique.</p> <p>Travailler à rendre les espaces naturels accessibles à tous.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la création de pôles intermodaux intégrant les nouveaux enjeux de mobilité. - Planter des points d'accueil en amont favorisant des dessertes de transports en communs vers les sites touristiques. - Mailler le territoire de relais vélos (louer un vélo dans un relais, le laisser dans un autre). - Créer des schémas d'aires d'accueil incluant des aires d'accueil de camping-car afin d'encadrer l'implantation de camping-car et de restreindre l'implantation sauvage et les désagréments qui vont avec : déversement des déchets sanitaires dans la nature. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter les externalités négatives des mobilités touristiques sur les espaces et écosystèmes à travers le contrôle des accès aux sites remarquables. - Utiliser l'outil Emplacement Réservé (ER) pour anticiper la création de pôles intermodaux. - Prévoir un zonage spécifique pour l'implantation d'aires d'accueil de camping-car.

<p>2.2.3</p>	<p>Développer les mobilités décarbonées, les mobilités actives de proximité et la non-mobilité</p>	<p>Faire de la « non-mobilité » un levier de la diminution des besoins de déplacements et de l’attractivité territoriale en structurant le territoire des infrastructures nécessaires au télétravail et aux services (MSAP, tiers-lieux, espaces de coworking,...).</p> <p>Maintenir l’offre ferrée et se servir du projet de train à hydrogène comme catalyseur de la mobilité décarbonée sur le territoire.</p> <p>Élaborer des plans et des stratégies de mobilité durable.</p> <p>Guider le développement de projets visant à améliorer la mobilité dans le territoire et les connexions extraterritoriales.</p> <p>Prévoir dans les projets d’aménagement des modalités pour faciliter la mobilité et l’usage des modes de déplacement doux, sur le domaine public et au sein des infrastructures.</p> <p>Inscrire, quand un Plan Vélo local ou Plan de mobilité existe, les itinéraires structurants Vélo pour préserver les emprises foncières.</p> <p>Aménager des connexions à l’échelle intercommunale.</p> <p>Favoriser l’implantation en zones déjà urbanisées des services publics et établissements culturels dans les centralités urbaines et villageoises et veiller à penser leur accès en développant les mobilités douces.</p> <p>Privilégier la mise en place de voies douces vers/depuis les établissements scolaires, les</p>	<p>Dans les pièces d’objectifs généraux des documents d’urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscrire la densification des constructions comme priorité des politiques d’aménagement pour faciliter la structuration d’offre alternative à la voiture individuelle. - Participer à la réduction des inégalités territoriales en déployant des offres de transports doux. - S’assurer de la cohérence des projets et de leur inscription dans le maillage du territoire. - Viser la non-mobilité à travers le déploiement du numérique qui doit venir rapprocher les services de la population sur les parties rurales et limiter les besoins de mobilité (MSAP, tiers-lieux, etc.). <p>Dans les pièces règlementaires des documents d’urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des OAP thématique sur la mobilité. - Utiliser les Emplacements Réservés (ER) pour anticiper le développement des mobilités actives - Adapter l’implantation des modes de stationnement doux et prendre en compte les nouvelles obligations de stationnement de vélo, l’accès, la surface des espaces réservés (utilisation du zonage et des emplacements réservés)... - Inscrire une obligation pour toute nouvelle zone d’habitat ou projet d’aménagement d’insérer une solution de mobilité alternative à la voiture individuelle adaptée au territoire. - Identification des secteurs favorables au développement de modes de déplacements doux. - Réaménager les points de desserte des transports collectifs en matière de visibilité, d’accessibilité et de qualité paysagère (plantations, mobilier...). <p>Pour aller plus loin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L141-14 C. Urbanisme : Le DOO (SCoT) « peut déterminer des secteurs dans lesquels l’ouverture de nouvelles zones à l’urbanisation est subordonnée à leur desserte par les transports collectifs ».
--------------	--	---	--

		principales zones d'activités (économiques, commerciales, artisanales,...).	
2.4.2	<p>Œuvrer pour la sobriété du territoire en matière de consommation de biens via le réemploi et l'écoconception</p> <p>&</p> <p>Réduire la production de déchets sur l'ensemble du territoire</p>	<p>Favoriser la création d'activités dédiées, du stockage à la revente, de zones de collecte au sein des bourgs et villes (recyclerie, déchetterie).</p> <p>Adapter les déchetteries, mailler et équilibrer le territoire.</p> <p>Localement, au sein de quartiers, promouvoir la valorisation des déchets verts et organiques par le compostage (compost, frigo solidaire, méthanisation...).</p> <p>Interdire les dépôts de déchets.</p> <p>Poursuivre les implantations et le développement de filières de traitement s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire en mobilisant le foncier à disposition.</p> <p>Promouvoir l'utilisation de matériaux recyclés dans les projets de construction, de rénovation et d'aménagement.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer de la cohérence des projets et de leurs inscriptions dans le maillage du territoire. - Définir la localisation préférentielle des commerces et des lieux d'activités économiques, notamment via le DAACL (document d'aménagement artisanal et commercial et logistique). <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier à l'échelle intercommunale des sites pouvant accueillir des filières de traitement et de revente. <p>Implanter des lieux de collecte, de compostages collectifs...</p>

2.2.2	Améliorer la performance énergétique des bâtiments.	<p>Lutter contre la précarité énergétique.</p> <p>Favoriser la rénovation du parc de logements.</p> <p>Organiser l'espace et des réseaux limitant les pertes d'énergies.</p> <p>Privilégier la mixité au sein et entre bâtiments.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme* :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inscrire le principe de gestion économe de l'énergie comme guidant les projets d'aménagement. - Inclure des objectifs de rénovation et de performance énergétique. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoriser l'adaptation des alignements de voirie à la recherche d'une orientation du bâti économe en ressource et en énergies. - Identifier des communes ou des secteurs à enjeux prioritaires de rénovation énergétique. - Identifier des zones à urbaniser adaptées aux conditions climatiques en évolution (risques, vulnérabilités des populations, réseaux d'eaux potables...). - Inciter à l'utilisation de matériaux biosourcés locaux et durables. <p>Pour aller plus loin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un Plan Local de l'Habitat (PLH), PIG-OPAH (programme d'intérêt général et opération programmée d'amélioration de l'habitat), RHI, THIRORI (résorption de l'habitat insalubre, traitement de l'habitat insalubre réparable et opération de restauration immobilière) pour les situations localisées les plus lourdes en matière d'intervention sur les infrastructures.
2.4.1	Encadrer et valoriser les activités extractives du territoire (carrières et mines)	<p>Intégrer la dimension paysagère et environnementale aux abords et sur les sites d'exploitation des carrières.</p> <p>Définir des secteurs où l'activité ne sera pas autorisée à exploiter afin de préserver un habitat naturel.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'intégration paysagère des carrières et de leurs infrastructures : en amont de l'exploitation (encadrer la valorisation des gisements identifiés au futur SRC), en exploitation, et lors de la réhabilitation. - Définir un type d'activité que les sites d'extraction (mines, carrières) en « friche » accueilleront (ENR, tourisme, loisirs...). <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les corridors écologiques, des lignes directrices paysagères (OAP thématique) pour le développement des activités extractives, en les excluant notamment des aires de protection forte (RBD ; APPB) > cf. plan du Parc

Axe 3 Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales, un socle fédérateur du territoire			
N° mesures	Dispositions pertinentes en matière d'urbanisme	Objectifs	Exemples possibles de traduction des objectifs dans les documents d'urbanisme
3.1.1 / 3.1.2	<p>Préserver et améliorer la qualité des masses d'eau</p> <p>&</p> <p>Préserver et restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et des zones humides</p> <p>&</p> <p>Réduire les pressions du territoire (agriculture, assainissement, urbanisme, industriel, réchauffement...) sur les milieux aquatiques et humides</p>	<p>Optimiser la gestion et l'équipement des ouvrages sur les cours d'eau.</p> <p>Interdire tout aménagement sur les zones humides.</p> <p>Réaliser des schémas d'assainissement et d'eaux pluviales.</p> <p>Faire respecter la prise en compte des impacts sur la ressource en eau dans les choix d'aménagement.</p> <p>Identifier les espaces les plus vulnérables au regard de l'accès à une eau de qualité en quantité suffisante, aujourd'hui et dans le futur.</p> <p>Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols et le ruissellement pluvial et chercher à désimperméabiliser l'existant en favorisant la recharge des nappes.</p> <p>Œuvrer pour la réduction des consommations d'eau</p> <p>Lutter contre les pollutions diffuses</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir une trajectoire d'anticipation de la ressource en eau et des fonctionnalités du sol et de sobriété. - Protéger les zones de captage d'eau potable : préservation des zones de captage d'eau potable par la mise en place de protections réglementaires, promotion du boisement ou de son maintien pour optimiser la filtration de l'eau... <p>Dans les pièces réglementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des systèmes innovants de réutilisation des eaux usées traitées (REUT), de récupération des eaux de pluie... - Atteindre la conformité de l'ensemble des réseaux. - Identifier des prairies « filtrantes » cruciales dans le cycle de l'eau, les protéger à ce titre. - Identifier des haies à protéger (type haies agroforestières pour réduire l'évapotranspiration et améliorer la rétention d'eau, etc.).
3.2.1 /	<p>Préserver la biodiversité remarquable et ordinaire du territoire</p>	<p>S'assurer de la prise en compte des espaces patrimoniaux protégés dans l'aménagement du territoire.</p> <p>Renforcer la protection réglementaire des espaces protégés qui le nécessitent.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et prendre en compte les « Atlas de la biodiversité (inter)communale » dans la planification. - Gérer la fréquentation et promouvoir des usages respectueux de la biodiversité dans les espaces patrimoniaux protégés : adapter aux enjeux le tourisme, les loisirs, la circulation de véhicules terrestres motorisés, l'agriculture, la sylviculture.

<p>3.4.1 / 3.4.2</p>	<p>Construire une sous-trame de forêt mature</p> <p>&</p> <p>Préserver les forêts patrimoniales et la fonctionnalité de la forêt</p> <p>&</p> <p>Garantir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique</p> <p>&</p> <p>Assurer le maintien de la multifonctionnalité de la forêt dans le temps</p>	<p>Protéger les ripisylves et les forêts anciennes et matures par des classements de protection.</p> <p>Préserver la forêt en développant une sylviculture durable et adaptée à la production de bois d'œuvre et à la préservation des sols, de la faune et de la flore.</p> <p>Assurer la préservation des milieux naturels associés aux espaces forestiers : zones humides, tourbières, milieux rocheux...</p> <p>Assurer l'intégration des forêts patrimoniales aux documents de planification.</p> <p>Mettre en place une gestion intégrée des forêts à l'échelle intercommunale/intermassifs.</p> <p>Limiter le morcellement des parcelles forestières.</p> <p>Promouvoir le développement de la filière bois énergie locale.</p> <p>Promouvoir le matériau bois dans les documents d'urbanisme, les aménagements publics et le mobilier urbain.</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte les stratégies d'adaptation des milieux forestiers de l'ONF. - Identifier des espaces pour maintenir la vocation forestière et limiter les défrichements (les interdire dans les forêts anciennes et vieilles forêts, cœurs de biodiversité forestière), cf. plan du Parc. - Favoriser les mesures sylvicoles propices au maintien et à l'épanouissement de la biodiversité. - Circonscrire le développement des aménagements touristiques aux espaces forestiers à faibles enjeux écologiques. - Mettre en œuvre des schémas de desserte forestière communs public-privé. - Promouvoir le développement de la filière bois énergie, qui devra se construire autour du potentiel de gisement, d'une exploitation durable et de débouchés locaux. - Objectifs de maintien et d'évolution d'équipements structurants (scierie, plateforme bois énergie...), de développement économique, de la qualité paysagère, de la protection et de la mise en valeur des espaces forestiers. - Objectifs de production énergétique et de bois d'œuvre. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier des espaces de protection du vieillissement de la forêt. - Identifier des espaces pouvant faire l'objet de classement en forêt de protection, ou de réserves naturelles régionales. - Identifier des Zones N TVB – Corridors écologiques. - Identifier des forêts matures : Zone naturelle protégée (DOO SCoT et règlement du PLUi). - Définir un Espace Boisé Classé sur les vieilles forêts et arbres remarquables. - Mettre en place des OAP thématique forêt, biodiversité/corridor écologique. - Traiter, sécuriser les abords des zones fréquentées. - Prendre en compte les schémas de desserte forestière en cours d'élaboration ou qui existent afin de planifier la réalisation ou l'amélioration des accès à ces espaces forestiers (emplacements réservés). <p>Pour aller plus loin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L113-1 C. urbanisme : Les PLU peuvent classer comme espaces boisés les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut
--------------------------	--	---	--

			<p>s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les stratégies foncières liées à la forêt quand ces dernières existent. - Engager les collectivités dans des démarches d'acquisition d'espaces forestiers à des fins de protection ou de production
3.2.3	Garantir le maintien et l'amélioration des différentes continuités écologiques	<p>Maintenir la mosaïque de milieux naturels, le cortège d'espèces patrimoniales et des corridors écologiques fonctionnels.</p> <p>Encourager le renforcement et la réimplantation d'éléments de continuité sur le territoire (réouverture de milieux, plantations de haies dans les espaces agricoles, végétalisation des milieux urbanisés...).</p> <p>Identifier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité.</p> <p>Préserver/restaurer les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau et zones humides.</p> <p>Rétablir le fonctionnement des forêts en permettant leur régénération (en rapport avec l'impact des populations de cervidés et les évolutions climatiques).</p> <p>Planification de l'éclairage nocturne.</p> <p>Encourager l'ERC dans les projets de développement, notamment dans l'exploitation des ressources extractives (mines, carrières).</p> <p><i>L151-23 C. urbanisme : Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime</i></p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la préservation et la mise en valeur des espaces d'une grande richesse faunistique et floristique. - Présenter les enjeux de continuités écologiques ainsi que des discontinuités identifiées sur le territoire. - Intégrer (lorsque cela est possible) une trame brune de protection des sols, identifier les espaces susceptibles de faire l'objet d'une trame de protection sonore ou d'une zone de quiétude. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier au titre de la TVB SCoT-PLU(i), des espaces importants pour la préservation de la biodiversité et susceptibles de faire l'objet de ZNIEFF, N2000, corridors ou réservoirs de biodiversité. - Définir OAP thématique (biodiversité...) sur l'ensemble du territoire en s'appuyant sur une analyse paysagiste. - Privilégier le zonage indicé spécifique : Ace (agricole corridor écologique), Ntvb (naturel TVB)... Il ne s'agit pas d'indiquer que toute continuité écologique est inconstructible et que rien ne peut y être autorisé, mais de moduler les règles et contraintes le plus précisément possible. - Inscrire dans le règlement écrit la création de clôtures perméables qui permettent le passage de la petite faune, l'écoulement des eaux et/ou la favorisation des haies naturelles d'essences locales. - Porter la réflexion d'intégration des enjeux de la trame noire, trame sonore au document d'urbanisme. - Identifier et protéger les puits de carbone naturels. - Identifier les cours d'eaux touchés par la pollution lumineuse (trame noire). - Identifier des espaces à renaturer. - Intégrer les enjeux de biodiversité et d'impact sur les milieux naturels dans les OAP en zones urbaines, en lien avec l'adaptation au changement climatique.

		<p><i>d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.</i></p>	
Objectifs généraux	Augmenter la capacité de résilience du territoire face aux dérèglements climatiques.	<p>Favoriser les formes architecturales adaptées au contexte local et au changement climatique.</p> <p>Favoriser des constructions et formes urbaines bioclimatiques, réduisant les îlots de chaleur (risque canicules/fortes chaleurs).</p> <p>Identifier et rendre inconstructibles les zones d'expansion des crues.</p> <p>Ralentir le ruissellement des eaux dès les projets de construction : toitures, murs et fossés enherbés...</p>	<p>Dans les pièces d'objectifs généraux des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adapter le bâti aux enjeux climatiques et environnementaux. - Développer un urbanisme favorable à la santé (porter notamment une attention particulière à la qualité de l'air extérieur et intérieur, le document d'urbanisme doit inciter les communes à favoriser des formes urbaines privilégiant les microclimats (ombre, circulation de l'air, présence du végétal). - Éviter les espèces ornementales allergisantes et encourager leur remplacement par des espèces non allergisantes. - Veiller à la prise en compte des zones à risque et à la mitigation des risques dans les choix d'aménagement (limitation de l'imperméabilisation, gestion des eaux pluviales, végétalisation et boisement en complément des forêts RTM...). - Encourager la mise en place de mesures de réduction de vulnérabilité des bâtiments et activités dans les zones à risque inondations, avalanches, feux de forêt, etc. - Intégrer le risque incendie de forêt : le rapport de présentation peut énoncer les secteurs soumis au débroussaillage dans les dispositions générales Art. L134-15 et R134-6 du Code forestier > les PLU(i) doivent mentionner en annexe les OLD (Obligations Légales de Débroussaillage) se rapportant aux zones à proximité d'espaces boisés et/ou soumises au risque incendie. <p>Dans les pièces règlementaires des documents d'urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Désimperméabiliser les sols sur les espaces libres et aux abords des constructions, limiter à défaut l'imperméabilisation des espaces libres (non bâti). - Préciser le maintien d'un pourcentage d'espaces végétalisés et prescrire la plantation de végétaux adaptés à chaque quartier à définir dans une liste annexée au règlement.

			<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et protéger des espaces, bâtis ou non bâtis, susceptibles d'être touchés par des évènements exceptionnels (crues, glissements de terrain...). - Adapter les constructions à la pente naturelle du terrain. - Favoriser l'utilisation de matériaux biosourcés et géosourcés dans la construction et la rénovation : développer l'utilisation du bois local, accompagner les projets innovants de mise en œuvre de la pierre naturelle, du bois local en structure... - Renforcer les considérations énergétiques et écologiques au sein des permis de construire. - Conserver les coupures DFCI, le respect du débroussaillage à travers des solutions comme l'écopâturage aux abords des villages (conventions pluriannuelles), etc. - Interdire les constructions (non liées à l'activité agricole ou forestières) en forêt ou interdire l'implantation des constructions trop proches de la forêt. - Prévoir des emplacements réservés pour améliorer l'accès et la desserte > évacuation + pompiers. - Réduire la vulnérabilité au risque d'ICU (îlot de chaleur urbain) : maintien des éléments végétaux (arbres, alignement, haie, vergers), maintien d'un pourcentage de surfaces perméables ou de bandes non imperméabilisées sur les terrains situés en limite de NAF (Naturel Agricole et Forestier). -

Orientation 1.4 Mobiliser les acteurs de la culture, du patrimoine et les territoires voisins en faveur des transitions

Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins, les territoires métropolitains et transfrontaliers

Mesure 1.4.2 Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire

Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins, métropolitain et transfrontalier

Le territoire Comminges Barousse Pyrénées est très fortement imbriqué et interdépendant de territoires ou d'acteurs externes, et le Parc Naturel Régional permet d'accroître et d'organiser les complémentarités et synergies avec ces territoires et opérateurs.

Les interrelations s'exerçant à plusieurs échelles, l'action du Parc s'organise pour dépasser les frontières administratives, au service du projet de territoire, et donc de l'environnement naturel et humain. En lien avec les communes et Communautés de communes limitrophes, le Parc est aussi en lien avec les Pôles d'Équilibre Territoriaux Ruraux proches, le Parc Naturel des Pyrénées Ariégeoises, le Parc National des Pyrénées, la métropole toulousaine, l'Espagne, les parcs natural...

Au sein du massif des Pyrénées, des coopérations multiples sont engagées pour répondre aux nombreux enjeux liés à ce grand territoire de montagne. Le Parc est facilitateur de projets communs répondant aux enjeux partagés avec les territoires voisins, identifiés par la mutualisation de réflexions dépassant les limites administratives du Parc.



FAIRE PARC c'est construire une relation avec nos homologues frontaliers du Parque Natural Posets Maladeta à travers la réflexion de projets en commun, comme la réalisation de carte de hautes randonnées transfrontalières entre le massif luchonnais et la vallée de Benasque, l'identification des continuités écologiques, de programmes de conservation et la création d'un événement culturel pyrénéen pour célébrer notre culture montagnarde.



Figuration au plan du Parc

- Espaces à enjeux de coopération transfrontalière
- Espaces à enjeux avec les espaces métropolitains proches

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.4.2 / 3.2.3

Disposition 1

Mener des projets de coopération en faveur de l'environnement

Sous-dispositions

- Identifier des projets communs d'intérêt mutuel et s'engager à les réaliser conjointement. (projets de préservation de la biodiversité, de développement touristique, d'aménagement du territoire, de promotion des produits locaux, etc.).
- Tisser des coopérations transfrontalières via des conventions avec les espaces limitrophes concernant la gestion de milieux et habitats naturels, la préservation, la restauration et la création de trames environnementales (TVB), concernant également la préservation d'espèces menacées.

- Associer les associations et les organisations environnementales : France Nature Environnement (FNE), la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), le WWF France, Nature en Occitanie, Nature en Comminges, etc.
- Faciliter la coordination des politiques et la mutualisation de plans d'action.

Disposition 2

Mutualiser et coordonner les politiques menées sur le territoire

Sous-dispositions

- Travailler en lien étroit avec l'Agence des Pyrénées, le commissariat de Massif, EuroRégion, le CBNPMP, les CAUE.
- Travailler en étroite collaboration avec les collectivités territoriales, notamment au niveau national (Régions, départements, métropoles, Communautés de communes, etc., pour la mise en œuvre de politiques et de projets communs).

Indicateurs de la mesure :

- Formalisation de partenariat et conventionnement avec les espaces voisins T0 : 0.
- Évolution, partage et/ou mutualisation de gouvernances engagées (gestion de ressource, de sites, etc.).
- Nombre de conventionnements réalisés avec des partenaires spécialistes.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Instaure les partenariats avec les territoires et opérateurs limitrophes (communes, EPCI, PETR, Parcs...).
- Engage et porte un dialogue transfrontalier pour établir une coopération avec le Parc Posets Maladeta.
- Identifie des projets d'intérêt mutuel avec les territoires limitrophes, mais également à l'échelle nationale par une collaboration étroite avec la Fédération des Parcs notamment.
- Facilite, par la mise en place d'analyses techniques et politiques, la réflexion sur les possibles mutualisations de gouvernances locales (lorsque les actions menées répondent aux enjeux, orientations et mesures du Parc).
- S'inscrit dans les programmes frontaliers pour assurer une continuité des actions (PNR PA...).
- S'engage pleinement dans le Comité de Massif.
- Intègre les acteurs promouvant la langue occitane dans le conseil scientifique créé par le Parc.
- Instaure et développe des collaborations dans le domaine de la recherche au sujet du patrimoine, de l'environnement, de l'énergie, de la participation, et des sujets déterminés par le conseil scientifique.
- Communique au grand public, de manière accessible, les résultats de recherches menées sur le territoire et à proximité.
- Accompagne les démarches « Territoires Engagés pour la Nature » (TEN) et les démarches de création d'« Atlas de la Biodiversité » intercommunaux, en priorité sur les secteurs de développement/d'aménagement.

Engagements des communes et intercommunalités

- S'engagent à favoriser l'organisation des relations avec les communes périphériques.
- Relaient au syndicat mixte les projets connus qui répondent à des objectifs communs à ceux du projet de Charte afin de les recenser et d'établir d'éventuels partenariats.
- Présentent au syndicat mixte les projets de diagnostic et de recherche envisagés, afin de mutualiser les informations (inventaires, études diverses...).

- Associent le syndicat mixte lors de la réalisation d'inventaires, de recherches et d'études sur leur territoire.
- Facilitent la réalisation des études et des recherches sur leur territoire en mettant à disposition l'ensemble des données disponibles (observatoires locaux, etc.).

Engagements de l'État

- Facilite la mise en réseau des acteurs locaux.
- Participe au financement de projets partenariaux qui répondent aux orientations de la Charte.
- Facilite l'application des dispositifs contractuels et incitatifs en vigueur ou l'expérimentation sur le Parc de nouveaux dispositifs permettant de contribuer aux dispositions de la Charte.
- Associe le Parc en amont de la conception ou de la révision de schémas/documents/plans de planification/d'orientation (ex. : Schémas Régionaux de Cohérence Écologique...).
- Contribue à l'acquisition et à la diffusion des connaissances sur la biodiversité, notamment au travers du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) et de la base de données naturalistes SILENE.

Engagements de la Région

- Soutenir les projets innovants interdisciplinaires et interinstitutionnels, dans les filières stratégiques et les technologies clés.
- Informer le syndicat mixte des programmes et projets de coopération qu'elle accompagne en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales et de projets d'espaces protégés.
- Relayer et promouvoir les initiatives locales via des supports de communication mutualisés avec le Parc.
- Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, des programmes de recherche sur des périmètres qui peuvent dépasser celui du PNR.
- Informer le Parc des projets de recherche qu'elle soutient en lien avec la Charte du PNR.
- Encourager la prospective éducative de toutes les thématiques liées à la transition écologique et énergétique, les recherches-actions dans le champ de l'EEDD.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Informe le syndicat mixte des programmes et projets de coopération pour lesquels ils sont sollicités en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales et de projets d'espaces protégés.
- Informe et associe le Parc concernant tous les projets d'inventaires et d'études relatifs au patrimoine naturel, le développement et la gestion des sites Espaces Naturels Sensibles de son territoire, mais aussi en matière de mobilité, de service, etc.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Informe le syndicat mixte des programmes et projets de coopération pour lesquels ils sont sollicités ou qu'ils mènent en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales, de tourisme et de projets.
- Mobilise une ingénierie spécialisée dans les fonds européens en accompagnement à ses politiques et aux acteurs territoriaux.

- Participe et aide au bon déroulé de conseils scientifiques multilinguistiques (traduction en occitan et français par exemple).
- Participe à une réflexion sur des partenariats avec les territoires voisins s'appuyant en particulier sur la langue occitane.
- Partage au Parc les projets d'inventaires et d'études relatifs au patrimoine naturel, ou encore en matière de mobilité, de service, etc.

Partenaires associés

- Le SAGE Vallée de la Garonne (SMEAG structure porteuse) : une animation dédiée à la réactivation de la coopération transfrontalière est menée depuis 2020. La volonté du PNR sur les partenariats s'intègre parfaitement dans l'animation menée
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- CTP
- Universités
- Centres de recherche
- PNR voisins

Mesure 1.4.2 Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire

Maillant le périmètre du Parc Naturel Régional, la richesse patrimoniale et culturelle constitue un pan de son identité, en révélant une histoire partagée sur le temps long. Depuis les premiers peuplements humains des grottes de Gargas jusqu'aux constructions traditionnelles plus récentes, le patrimoine culturel, matériel et immatériel constitue un important potentiel de découverte et de mise en valeur du territoire. La présence de deux Grands Sites d'Occitanie, ayant un intérêt touristique majeur, conforte une visibilité importante du territoire soutenue par des événements majeurs de renommée (Tour de France, fête du solstice d'été inscrite au patrimoine immatériel mondial de l'Unesco). La présence de nombreux acteurs locaux engagés en faveur de la culture est un levier de développement pour favoriser une découverte culturelle du territoire accessible à tous, qui intègre la valorisation des cultures en présence, en lien avec les droits culturels. La participation citoyenne effective autour de la constitution de la Charte des Droits culturels en Comminges Pyrénées démontre l'intérêt partagé pour la culture sur une large partie du territoire.

Fort de ces atouts, le territoire s'engage à préserver et valoriser le patrimoine local et développer une offre culturelle, enjeu clé de l'identité culturelle du territoire. Le Parc s'engage à soutenir les actions de mise en récit du territoire, à animer le réseau d'acteurs culturels et à concourir par son ingénierie à la valorisation du patrimoine historique.



FAIRE PARC c'est la rédaction collective d'une « Charte de projet culturel de territoire respectant les droits culturels en Pays Comminges Pyrénées ».

À travers cette initiative ambitieuse, le Pays Comminges Pyrénées et ses trois Communautés de communes membres, Cagire Garonne Salat, Cœur et Coteaux du Comminges et Pyrénées Haut-Garonnaises, affirment un véritable désir de changement de politique publique, pour la culture du territoire. Le fruit de trois années de travaux au sein du Laboratoire des droits culturels des peuples en Comminges porté par le PETR Pays Comminges Pyrénées.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 2.3.1 / 3.2.2 / 3.3.1

Disposition 1

Préserver et valoriser le patrimoine local

Sous-dispositions

- Améliorer la connaissance des éléments patrimoniaux bâtis du territoire.
- Encourager la restauration et la conservation par la mise en place d'une charte de la conservation en lien avec le grand public et les associations.

- Sensibilisation et éducation à la culture et au patrimoine.
- Création d'un observatoire photographique du patrimoine.
- Mettre en lumière le patrimoine immatériel, dont les traditions (« brandons », feux, transhumance, travail en faveur de la langue occitane) et les savoir-faire locaux.

Disposition 2

Développer une offre culturelle

Sous-dispositions

- Organiser des rencontres et des collaborations entre les acteurs culturels locaux et d'autres territoires, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Des projets de partenariats artistiques, de résidences d'artistes, de jumelages culturels pourront être facilités, accompagnés pour enrichir la diversité culturelle présente sur le territoire.
- Communiquer la programmation culturelle existante et s'y associer (organisation d'évènement sur des sites de démonstration du Parc, sites naturels...) afin d'animer le territoire et de sensibiliser les habitants et les visiteurs à la richesse culturelle locale.
- Initier et soutenir à l'échelle du territoire la mise en cohérence de visites guidées, circuits thématiques, parcours pédagogiques et d'actions de médiation culturelle, pour permettre aux habitants et aux visiteurs de mieux connaître l'histoire, la culture et les traditions du territoire.

Disposition 3

Fortifier les arts et l'artisanat

Sous-dispositions

- Développer une programmation culturelle itinérante, favorisant la non-mobilité.
- Mise en place d'événements culturels en lien avec les enjeux de transition permettant de sensibiliser la population à ces thématiques (programmation dédiée comme « Les Hydrogéniales »).
- Création d'une stratégie de sensibilisation et d'éducation à l'artisanat, la culture et au patrimoine.
- Organisation d'expositions, d'événements culturels, de marchés d'artisanat et de circuits artistiques pour mettre en avant la créativité et le talent des acteurs culturels du territoire.
- Soutien des artistes, des artisans et des créateurs locaux en favorisant leur visibilité et en promouvant leurs réalisations.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre d'évènements culturels soutenus, mis en place.
- Création de l'observatoire photographique.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Développe des lieux d'échanges physiques et numériques pour les acteurs culturels locaux : forums annuels de rencontre, plateforme culturelle pour faire la promotion des évènements locaux, etc. (en coopération avec l'agenda culturel diffusé par le PETR Pays des Nestes, en partenariat avec l'OT Neste Barousse).

- Anime la démarche réseau par des groupes de travail thématiques réguliers.
- Met en cohérence la richesse culturelle à l'échelle du territoire en facilitant les échanges et en travaillant les interconnexions entre les différents supports de la culture locale et de son histoire (agenda culturel mutualisé).
- Valorise auprès du grand public les actions convergentes des différents acteurs culturels locaux (communication, parcours d'offre culturelle, relations entre les offres existantes et futures...).
- Met en place d'un agenda culturel à l'échelle du territoire, en lien avec les agendas et les tiers-lieux existants.
- Construit et propose un accompagnement aux événements culturels majeurs du territoire.
- Conventionne avec l'État pour être référent des découvertes fortuites sur le territoire et participe à l'inventaire.
- Encourage et soutient la mise en récit du territoire (projets de recherche scientifique et culturelle, archéologie du territoire).
- Organise la mise en place d'une stratégie de sensibilisation et de mise en circuit des propositions de découvertes culturelles, visites, parcours découverte (en lien avec les inventaires du patrimoine réalisés).
- Participe à l'organisation d'événements et d'actions en faveur de la promotion des arts et de l'artisanat sur le territoire et facilite leur découverte.
- Valorise le travail en faveur de la langue occitane (ex. : Eth Ostau Comengés).

Engagements des communes et intercommunalités

- Recensent les acteurs culturels locaux et leurs besoins (ex. : les commissions culture).
- Font la promotion des outils mis en place par le syndicat mixte, partagent les informations concernant la mise en réseau sur le territoire.
- Participent à la mise en cohérence des offres culturelles locales avec l'ensemble du territoire de projet de création de Charte.
- Facilitent et relaient l'information et la communication auprès du grand public concernant les propositions culturelles existantes.
- Mutualisent, dans la mesure du possible, les solutions de découvertes et de valorisation du patrimoine culturel local (communication, visites guidées, expositions, etc.) et engagent une réflexion sur la mise en place d'une plateforme collaborative des OT à l'échelle du PNR.

Engagements de l'État

- Communique sur les dispositifs mis en place à l'échelle du territoire.
- Fait le lien avec les politiques nationales de développement culturel et les réseaux d'acteurs culturels extérieurs au territoire.
- Mobilise ses dispositifs d'accompagnement au développement culturel.
- Met en place, pour réaffirmer la place des communes dans leur environnement, une politique de revitalisation des centres-bourgs en associant le PNR. Cela permet de mobiliser des moyens en faveur de la mise en valeurs de patrimoines bâtis sur le territoire.
- Soutient les actions de développement visant la valorisation des patrimoines culturels, intégrant des objectifs d'accessibilité et de préservation de la biodiversité.

- Appuie le syndicat mixte dans l'accompagnement des événements majeurs du territoire (trails, rencontres pyrénéennes, etc.), porte à sa connaissance les événements déclarés.

Engagements de la Région

- Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, des programmes de recherche sur des périmètres qui peuvent dépasser celui du PNR.
- Communiquer sur les politiques de développement culturel et les dispositifs associés mis en place à l'échelle du territoire.
- Mobiliser dans les limites de ses compétences et de ses moyens ses dispositifs d'accompagnement au développement culturel.
- Soutenir, via ses politiques et moyens de financements dédiés, les offres culturelles du territoire.
- Favoriser les actions transversales en matière de savoir-faire, patrimoine et culture.
- Encourager les actions de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle sur le territoire du Parc menées auprès de tous les publics et notamment des jeunes.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Communique sur les dispositifs mis en place à l'échelle du territoire, notamment grâce au futur portail numérique culture.
- Assure le lien avec les équipements culturels départementaux, dans le cadre du maillage départemental des médiathèques, musées et écoles de musiques partenaires.
- Fait le lien avec les politiques départementales de développement culturel dans le cadre de l'accompagnement des CT à l'élaboration des projets culturels de territoires (dans lesquels le département fera appréhender le PNR dans une logique de développement culturel).
- Mobilise leurs dispositifs d'accompagnement au développement culturel.
- Soutient la mise en réseau des acteurs culturels locaux, notamment les acteurs aidés par le CD31.
- Facilite l'accessibilité et la diffusion culturelle sur le territoire via leur politique propre engagée en faveur de la culture et du patrimoine culturel (aides financières, appui technique, labels – ex. : « Comme à la maison » en Haute-Garonne).
- Soutient la prise en compte du handicap et de l'accessibilité dans l'offre culturelle du territoire et la mise en place d'évènements majeurs auxquels le PNR est associé.
- Valorise la démarche PNR dans le cadre de dispositif d'éducation artistique et culturelle portée en direct par le département ou en lien avec les collectivités et partenaires locaux.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les projets de restauration du patrimoine bâti de caractère portés par les collectivités et les particuliers répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Participe à la réflexion de la constitution du réseau en distinguant clairement les typologies d'acteurs culturels (professionnels, associations locales...).
- Soutient financièrement les projets culturels associatifs et des collectivités répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Participe au réseau des acteurs culturels sur le territoire du PNR.

- Facilite la création et la diffusion culturelle sur le territoire via sa politique propre engagée en faveur de la culture et du patrimoine culturel dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Soutient la prise en compte du handicap et de l'accessibilité à dans l'offre culturelle du territoire, la mise en place d'évènements majeurs ou le PNR est associé (accessibilité au sens large : mobilité, politique tarifaire le plus possible accessible ...) dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Assiste les acteurs locaux dans leurs projets de promotion de la langue occitane (traduction, validation de texte...).
-

Partenaires associés

- Offices de tourisme intercommunaux
- PETR Pays des Nestes
- PET Pays Sud Toulousain
- CNAREP
- Centres d'Arts Contemporains
- Musées
- Théâtres
- Réseaux de médiathèques
- PNR voisins
- Pronomade(s) en Haute-Garonne
- Association ou structures culturelles locales porteuses d'évènements sur le territoire
- Services culturels communaux
- MJC
- Eth Ostau Comengés

Axe 2 Faire des transitions écologique et énergétique un catalyseur du développement local et solidaire

Orientation 2.1 Agir en faveur de la transition agricole et alimentaire

Mesure 2.1.1 Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessibles et de qualité

Mesure 2.1.2 Accompagner l'agriculture dans les transitions

Mesure 2.1.1 Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessibles et de qualité

Le sujet de l'alimentation accessible et de qualité est un objectif à la fois de santé publique, d'environnement, mais aussi d'égalité sociale et d'avenir économique pour le territoire. Il s'agit certes d'un enjeu qui concerne les agriculteurs, mais aussi les entreprises de l'agroalimentaire, les collectivités locales, les habitants et les visiteurs du territoire. Le but de cette mesure est de relocaliser les productions au sein du Parc Naturel Régional et d'accompagner les acteurs du territoire.

Le territoire s'engage à apporter un appui de long terme pour maintenir les actifs agricoles sur le territoire, diversifier les productions et encourager leur transformation localement afin de renforcer les circuits courts. La valorisation des productions et leur juste rémunération nécessitent de sensibiliser les consommateurs autour d'une alimentation plus qualitative pour la santé et l'environnement et d'assurer la promotion des produits locaux, notamment par la mise en œuvre de démarches de qualité.

Cette mesure ambitionne de rapprocher les collectivités et les entreprises du territoire en favorisant de nouvelles coopérations, et de déployer les PAT à l'échelle du PNR dont le syndicat mixte serait animateur et coordonnateur.



FAIRE PARC c'est valoriser les productions locales de viande par le développement du circuit court grâce à des abattoirs et des ateliers de découpe, outils existants et performants sur le territoire à soutenir et pérenniser. Au côté de la 5C, de la Chambre d'agriculture et du département de la Haute-Garonne, désormais les abattoirs de Boulogne-sur-Gesse et de Saint-Gaudens seront exploités par une SCIC sur délégation de service public pour une plus grande efficacité et proximité avec les éleveurs.

Une étude de faisabilité est portée par la Communauté de communes Pyrénées Haut-Garonnaises pour la création d'un atelier de découpe et point de vente pour transformer et valoriser les productions locales de qualité qui s'inscrit dans le Projet Alimentaire Territorial animé par le PETR Pays Comminges Pyrénées. Des exemples réussis de collaboration entre services publics et acteurs privés dans la recherche d'une plus grande cohérence territoriale.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 1.1.2 / 1.3.2 / 3.2.3

Disposition 1

Maintenir et développer les actifs agricoles

Sous-dispositions

- Maintenir l'équilibre agriculture-élevage, préservation des savoir-faire traditionnels.
- Diversifier les filières, notamment les filières économes en eau : chanvre (cf. Matériaux biosourcés), maraîchage.
- Diversifier les activités agricoles.
- Accompagner les installations/transmission/reprises.
- Préserver les terres agricoles : dans les documents d'urbanisme, lutte contre l'enfrichement, mobilisation du foncier agricole en faveur de l'installation, location de terres.

Disposition 2

Renforcer les circuits courts

Sous-dispositions

- Promouvoir les produits transformés sur le territoire issus de l'agriculture, de l'artisanat, de l'industrie agroalimentaire, et d'autres secteurs locaux.
- Mise en place d'un label/référentiel de qualité (marque Parc).
- Établir un diagnostic partagé du réseau de distribution des produits locaux, identifier les atouts et les manques, puis mobiliser les acteurs sur des projets de mise en place de nouvelles formes de distribution (marchés de plein vent, points de vente collectifs ou à la ferme, tournées et points de livraison, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, écomatériaux...) à l'échelle des 195 communes.
- Améliorer la lisibilité des points de distribution de produits locaux (points de vente à la ferme, commerces de proximité...) auprès de la population locale et des touristes, via une communication adaptée (site internet du Parc et sites internet partenaires le cas échéant, documents d'information dans les offices de tourisme...) et la mise en relation des producteurs et consommateurs.
- Valoriser les initiatives des établissements de formation et des professionnels, en faveur des produits locaux par une communication dédiée.
- Soutenir la transformation et la valorisation des produits issus de la venaison.

Disposition 3

Déployer les PAT à l'échelle du territoire

Sous-dispositions

- Mettre en place un observatoire des pratiques alimentaires locales et des capacités de production, transformation, distribution alimentaire du territoire, en lien avec les PAT existants et les communes non concernées par un tel projet.

- Accompagner les structures de restauration collective, telles que les cantines scolaires, les maisons de retraite, les hôpitaux, etc., dans leur démarche de transition alimentaire.

Indicateurs de la mesure :

- Mise en place d'une gouvernance territoriale alimentaire - T0 : plusieurs PAT distincts.
- Actions menées de valorisation des productions locales (en nombre) T0.
- Aides et financements apportés en matière de transformation, logistique et commercialisation des productions locales dans le cadre du règlement d'aide défini à l'échelle du territoire.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Anime le PAT à l'échelle du Pays Comminges Pyrénées et coordonne les différents PAT à l'œuvre sur le territoire du PNR (dont PAT du Pays des Nestes).
- Coordonne la mise en place d'une gouvernance alimentaire sur l'ensemble du territoire.
- Contribue au développement d'une plateforme d'approvisionnement à l'échelle du territoire et à la mise en place d'un système logistique.
- Encourage les pratiques innovantes et expérimentales, favorise le développement de produits innovants et d'expérimentation en matière de production et de transformation.
- Développe et participe à des actions de promotion et de communication autour des productions et producteurs locaux.

Engagements des communes et intercommunalités

- S'engagent à promouvoir l'utilisation des produits agricoles et artisanaux issus du territoire lors des manifestations qu'elles organisent et dans l'approvisionnement de la restauration collective des écoles primaires, dans le respect de la réglementation des marchés publics.
- Valorisent les produits du territoire et leur consommation auprès des habitants et visiteurs.
- Accompagnent les projets collectifs en faveur d'une alimentation de qualité sur le territoire.
- Protègent les exploitations agricoles, les surfaces agricoles dans les documents d'urbanisme.
- Facilitent et permettent, dans les documents d'urbanisme, la structuration locale de la filière agroalimentaire, tant pour les exploitations agricoles qu'au sein des espaces d'activités (ZA).

Engagements de l'État

- Soutient l'action du syndicat mixte et des collectivités dans la promotion d'une agriculture durable (agriculture bio, agroécologie, limitation des intrants...).
- Facilite par la mobilisation de dispositifs existants la mise en place de circuits courts et la mutualisation de moyens d'appui à la transformation des produits alimentaires.
- Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique.

Engagements de la Région

- Porte un pacte régional d'alimentation durable. Elle soutient les démarches contribuant à favoriser une alimentation durable.
- Dans le cadre de sa stratégie respective en faveur du développement des filières agricoles et dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières, la Région Occitanie s'engage à soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires, contribuant à la valorisation des productions identitaires du territoire, leur transformation et leur mise en marché.

- Soutient le développement des démarches de qualité, collectives et structurantes visant à la diversification des activités agricoles génératrices de plus-value économiques et à fort ancrage local.
- Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique et soutient les agriculteurs dans leur transition agroécologique.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Dans le cadre de sa stratégie en faveur du développement des filières agricoles et dans la continuité de ses actions en lien avec les acteurs agricoles, le département de Haute-Garonne accompagne les agriculteurs dans une démarche environnementale en œuvrant à la valorisation des circuits courts.
- Valorise les produits locaux et leur transformation sur l'exploitation par un soutien financier permettant l'amélioration de la mise en vente des produits de la ferme et un soutien à l'activité vente directe.
- Met en œuvre une politique d'achat de produits locaux dans l'approvisionnement des établissements collectifs (collèges, EHPAD, services divers).
- Développe des actions de promotion du patrimoine agricole.
- **Propose un soutien à la mise en œuvre d'actions et de formation dans le cadre de la mission circuit court.**

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Dans le cadre de sa stratégie en faveur du développement des filières agricoles et dans la continuité de ses actions en lien avec les acteurs agricoles, le département accompagne les acteurs à la structuration et à la valorisation des circuits courts de proximité.
- Le département Hautes-Pyrénées, via son projet de territoire, pérennise le label HaPy Saveurs en faveur des productions locales.
- Valoriser les produits locaux et leur transformation par un soutien financier aux outils collectifs structurants (abattoirs par exemple).
- Mettre en œuvre ou favoriser une politique d'achat de produits locaux dans l'approvisionnement des établissements collectifs (collèges, EHPAD, services divers).

Partenaires associés

- Chambres consulaires
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Organisations professionnelles et syndicats de producteurs
- Établissements scolaires
- Entreprises de logistique et de transport
- Association de consommateurs et de producteurs
- Réseaux de distribution locaux (associatifs, mais pas seulement)
- Fédération de chasse



Mesure 2.1.2 Accompagner l'agriculture dans les transitions (mesure prioritaire)

L'agriculture est un élément fondamental de l'identité du territoire. 42 % de la surface du territoire est dédiée à l'agriculture. Les pratiques agricoles du territoire se caractérisent par une majorité de cultures et polycultures-élevages autour de la culture de céréales et d'oléoprotéagineux au nord, et, au sud, une majorité d'élevages et d'exploitants de moindre surface agricole utile (SAU). Cette activité pastorale contribue au maintien des milieux ouverts et bénéficie à la qualité écologique du territoire (support à la biodiversité locale).

Cependant l'agriculture du territoire est aujourd'hui fragilisée, à la fois par la diminution de l'activité (417 agriculteurs exploitants en 2017, contre presque le double en 1999), le mitage, mais aussi par le dérèglement climatique : limitation de la ressource en eau, augmentation de la répétition des épisodes exceptionnels (sécheresses, grêles, orages).

Le PNR souhaite ainsi conforter l'activité agricole (élevages, cultures) du territoire et accompagner les exploitants et éleveurs pour qu'ils soient moins vulnérables aux effets du changement climatique. Cela passera notamment par une protection des terres agricoles, un accompagnement à la diversification des productions et un soutien au développement des nouvelles pratiques. Le PNR souhaite également soutenir le développement de l'agriculture en facilitant le développement des infrastructures. Le PNR veillera également à la limitation de l'étalement urbain pour préserver les terres agricoles.



***FAIRE PARC** c'est faire du territoire du Parc un site test pour réaliser une étude sur la résilience de la filière pastorale face au dérèglement climatique financée par la Région Occitanie. Dans la vallée du Lys, avec nos partenaires des laboratoires universitaires GEODE, LISST, IRD, TRACES, EDB, Station d'Écologie théorique et expérimentale, c'est accueillir une initiative transdisciplinaire ou géographes, historiens, écologues, économistes, archéologues, anthropologues et cartographes travaillant ensemble à la réalisation du projet PAACTE pour accompagner l'impact sociétal, environnemental et économique du changement climatique et mettre en place des solutions alternatives.*

***FAIRE PARC** c'est aussi innover et inciter à des pratiques durables dans l'agriculture, aux côtés de la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne, la mise en place d'un GIEE Lait de foin est encouragée. Bien-être animal, respect de l'environnement pour une production de plus grande qualité nutritive et gustative, une équation très PNR qui illustre par le soutien de l'association de préfiguration un parfait exemple des convictions et engagements portés par les acteurs du territoire.*



Figuration au plan du Parc

- Préserver les espaces d'estives et faciliter leurs usages

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 3.1.1 / 3.3.1

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme ;
- La valorisation d'une agriculture diversifiée, vecteur de la mosaïque paysagère.

Disposition 1

Accompagner l'évolution des pratiques agricoles

Sous-dispositions

- Encourager une agriculture participant à l'attractivité et à la qualité patrimoniale et paysagère du territoire.
- Protéger dans les documents d'urbanisme les bâtis agricoles traditionnels, emblématiques des paysages du territoire, identifiés via la réalisation du Cahier des Paysages.
- Mettre en synergie les acteurs pour favoriser la préservation d'infrastructures agroécologiques dans les espaces agricoles qui animent les paysages et favorisent une bonne gestion de la ressource en eau. En effet, ils contribuent à ralentir l'écoulement des eaux pluviales (atténuation du risque d'érosion des sols, ruissellement, amélioration de l'infiltration).
- Mettre en place des actions de sensibilisation des acteurs sur des projets et pratiques exemplaires : agroforesterie, pâturage tournant dynamique...
- Encourager et soutenir les expérimentations en matière de diversification des productions locales, des infrastructures paysagères, de préservation de la biodiversité, d'usages et partage de l'eau, d'autonomie en matière d'alimentation du bétail.
- Lutter contre l'érosion des sols.
- Lutter contre les phénomènes d'enfrichement et reconquérir les espaces en déprise.
- Protéger les espaces agricoles, en particulier face aux dynamiques d'artificialisation (adoption d'une politique partagée de protection des espaces agricoles au sein des SCoT et prise en compte des mesures de la Charte dans les documents de planifications (PLU ; PLUi).
- Soutenir les initiatives type espaces tests de couveuses maraîchères en veillant à la disponibilité de la ressource en eau.
- Soutenir les démarches de maîtrise du foncier et location de terres agricoles (type Terre de Liens).
- Mener des actions exemplaires et innovantes impliquant les lycées agricoles du territoire.

Disposition 2

Soutenir le pastoralisme

Sous-dispositions

- Dresser un bilan des dispositifs en place pour accompagner le pastoralisme, en termes notamment d'organisation, de moyens, de cohabitation avec les touristes et la grande faune.
- Faciliter et organiser le développement d'infrastructures nécessaires au pastoralisme (notamment pour faciliter les parcours de transhumance).

- Lutter contre les phénomènes d'enrichissement (maintien des milieux ouverts) et reconquérir les espaces en déprise.
- Valoriser le rôle du pastoralisme dans la construction et l'entretien des paysages, et son rôle de lutte contre les incendies et la préservation de la biodiversité.
- Étudier l'impact du pastoralisme sur les milieux.

Indicateurs de la mesure :

- Nombres d'exploitants ayant bénéficié d'actions d'accompagnement à l'installation pastorale (réouverture des milieux dans un but de préservation de la biodiversité, des paysages ou de gestion des risques).
- Nombre d'expérimentations dans les domaines de la recherche agricole/pastorale soutenues (adaptation des pratiques au changement climatique et/ou à la préservation de la biodiversité).
- Accompagnements apportés en matière de mise en œuvre de Mesures Agro Environnementales Climatiques (MAEC localisées, forfaitaires ou systémiques).

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Coordonne la mise en œuvre de la Charte dans le domaine agricole, en partenariat avec les chambres d'agriculture et les syndicats de filières.
- Assure la prise en compte des mesures et dispositions de la Charte relative à la préservation des espaces agricoles et à la préservation de l'activité agricole et de transformation en général (maîtrise de la consommation foncière, lutte contre l'enrichissement, préservation du bâti agricole nécessaire à l'installation, etc.) dans les documents d'urbanisme et de planification.
- Recherche les financements des études de faisabilité en matière de distribution et de commercialisation de produits alimentaires locaux.
- Anime des démarches de valorisation de produits (réseaux de producteurs, promotion des produits, structuration des circuits courts...).
- Anime, en partenariat avec les chambres d'agriculture, une démarche d'information, de sensibilisation et de dialogue concernant les fonctionnalités écologiques des espaces, auprès des professionnels agricoles.
- Impulse et coordonne à l'échelle du territoire une réflexion autour des usages de l'eau dans le domaine agricole, pour le partage de la ressource.
- Accompagne techniquement et recherche les financements pour soutenir les initiatives agricoles en faveur des économies d'eau.
- Soutient les initiatives des acteurs pastoraux pour sensibiliser le public aux enjeux du pastoralisme. Dans le cadre de sa mission d'Éducation à l'Environnement et au Territoire -mesure 1.2.2- , le syndicat mixte porte des actions spécifiques dans le domaine de l'élevage et du pastoralisme (notamment en direction des scolaires, des élus et des visiteurs).

Engagements des communes et intercommunalités

- S'engagent, dans leur document d'urbanisme, à préserver un espace agricole suffisant et cohérent pour maintenir et développer les exploitations agricoles.
- Assurent la prise en compte des besoins des exploitants locaux en matière de développement de leur activité et appuient ces évolutions lors de la création/révision des documents d'urbanisme et de planification locaux.

Engagements de l'État

- Soutient l'action du Syndicat mixte et des collectivités dans la promotion d'une agriculture durable (agriculture bio, agroécologie, limitation des intrants...).
- Facilite par la mobilisation de dispositifs existants la diversification et les expérimentations culturelles favorables à la préservation de la biodiversité.
- Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique.

Engagements de la Région

- Soutenir au travers de ses politiques, les programmes, projets, actions de développement d'une agriculture durable visant à réduire les impacts environnementaux tout en répondant aux besoins économique et alimentaire ;
- Mettre en œuvre le renouvellement des générations sur le territoire du Parc, par le soutien aux installations et au soutien à la transmission des exploitations.
- Soutenir le développement de l'agriculture biologique sur le territoire du Parc ;
- Soutenir le développement d'une gestion forestière permettant de répondre aux besoins du territoire en bois (construction, industrie, énergie).
- S'appuyer sur le Parc et ses partenaires pour accompagner l'évolution des pratiques agricoles en faveur de la transition agroécologique et de la gestion de l'espace : programmes pastoraux et contrat agriculture durable.
- Soutenir la modernisation des exploitations agricoles.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- S'engagent à soutenir des projets agricoles et alimentaires contribuant à l'atteinte des objectifs de la Charte.
- S'engagent à apporter un soutien au syndicat mixte dans la coordination des missions d'accompagnement en faveur de l'agriculture sur le territoire (coordination des PAT).

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- S'engagent à soutenir des projets agricoles et alimentaires contribuant à l'atteinte des objectifs de la Charte.
- S'engagent à participer à la coordination des PAT qui pourraient être mis en œuvre dans le cadre de la Charte.
- Accompagne le pastoralisme dans ses diverses dimensions afin de pérenniser cette pratique (animations, investissement, gardiennage et communication).

Partenaires associés

- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Chambres d'Agriculture de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées
- Service Agricole du Département de la Haute-Garonne
- SAFER
- ADEAR
- CAUE
- INRAE
- Universités
- Lycée Agricole de Saint-Gaudens

Orientation 2.2 S'engager vers la décarbonation du territoire grâce au développement des ENR, à la sobriété énergétique et aux nouvelles mobilités

Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation

Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique

Mesure 2.2.3 Faire émerger une stratégie de mobilité à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées

Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation

La production d'énergie renouvelable du territoire repose presque entièrement sur l'hydroélectricité (94 % des installations), or cette production est de fait fragile. En effet, depuis 2013, la production a diminué de 21 %, ce qui est principalement dû à l'augmentation des épisodes de sécheresse. Le territoire souhaite donc diversifier les sources d'énergie mobilisables, en développant en particulier les projets photovoltaïques, géothermiques et solaires thermiques. Ces filières ont commencé à apparaître sur le territoire, mais restent encore minoritaires. Concernant la production de chaleur, le bois énergie représente 84 % des usages sur le territoire. Des installations types réseaux de chaleur, chaufferies collectives se sont multipliées sur les dernières années.

Le territoire souhaite soutenir l'application de la loi « relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables » de 2023, en engageant des projets d'ENR pour diversifier ses sources d'énergie, viser l'autoconsommation des porteurs de projet, mutualiser les solutions à l'échelle des collectivités locales, éviter l'artificialisation des sols en favorisant le bâti existant ou foncier déjà urbanisé. Ces projets représentent un enjeu économique local non négligeable.

Le Parc Naturel Régional accompagnera le développement de ces projets sur le territoire, tout en veillant à leur bonne insertion dans le paysage, sans nuire à la biodiversité et en évitant l'artificialisation des sols. Afin de permettre une bonne acceptation sociale des projets, une concertation sera engagée pour identifier les secteurs les plus propices à l'installation de ces infrastructures.

Le développement de ces projets fera du PNR Comminges Barousse Pyrénées un territoire plus autonome en énergie et novateur en matière de production d'ENR.



FAIRE PARC c'est l'ambition de devenir un territoire à énergie positive (TEPOS) par la mise en place d'une stratégie circulaire et partenariale en matière de production d'hydrogène. En partenariat avec 7 Communautés de communes, dont CCPHG, 5C, CCCGS Neste Barousse et Cœur de Garonne, est menée une étude pour évaluer les besoins de consommation des intercommunalités et les moyens de production sur un territoire autonome, producteur et exportateur dans lequel l'énergie hydraulique de la centrale électrique de Luchon sera service du train à hydrogène qui bientôt sillonnera la vallée, (projet fortement porté par la Région Occitanie).



Figuration au plan du Parc

- Conforter les projets énergétiques issus de production durable

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.1 / 1.3.2 / 2.2.2 / 2.4.1 / 3.4.2

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- L'encadrement du développement des énergies renouvelables.

Disposition 1

Inscrire le territoire du Parc vers un objectif de territoire à énergie positive.

Sous-dispositions

- Encadrer et soutenir le développement des énergies renouvelables (mettre en place des critères paysagers et environnementaux dans les procédures d'autorisation des projets)
- Soutenir les solutions innovantes en termes d'intégration paysagère et de réduction d'impact et leur mise en œuvre sur le territoire à travers un plan paysage de transition énergétique.
- Mettre en œuvre des séquences Éviter, Réduire, Compenser (ERC) pour accompagner le développement de la production des solutions d'ENR.

Disposition 2

Porter une réflexion territoriale sur les enjeux de stockage des énergies renouvelables sur le territoire

Sous-dispositions

- Évaluer les opportunités de stockage d'énergie renouvelable sur le territoire en matière d'impacts environnementaux, d'intégration paysagère
- Veiller à l'intégration au PCAET et aux documents de planification des enjeux de stockage et à la localisation des projets connus, ou des secteurs propices à leur développement.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre d'actions de sensibilisation et d'accompagnement aux enjeux énergétiques conduites ou soutenues (bilan énergétique, formation, animations...).
- Nombre de projets d'ENR accompagnés par le syndicat mixte du PNR pour la prise en compte des enjeux environnementaux et patrimoniaux.
- Quantité de GES non émis dans l'atmosphère grâce aux ENR produites (en substitution de la consommation d'énergies fossiles).
- Nombre de projets d'ENR dont la gouvernance implique le territoire et ses citoyens (coopératives citoyennes, projets mutualisés).

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Promeut et anime la démarche de territoire à énergie positive.

- Collabore à la prise en compte des enjeux énergétiques dans les documents de planification.
- Accompagne le développement de projets de production énergétique collectifs ou en autoconsommation, permettant aux communes, à leurs groupements ainsi qu'aux populations et aux acteurs locaux de bénéficier de l'énergie produite localement.
- Recense et communique à l'échelle du territoire sur les projets liés à la transition énergétique réalisés au cœur de celui-ci, et communique également au sujet d'expérimentations réalisées en dehors du territoire.
- Facilite la structuration de filières de production d'énergie sur le territoire, en réalisant des évaluations des structures existantes de production locale d'énergies publiques, en identifiant les difficultés éventuelles (besoins d'opérateurs, économies d'échelle à réaliser) et en proposant des solutions adaptées.
- Réalise des analyses de l'exploitation des projets menés sur le territoire pour construire des « démonstrateurs » de la transition énergétique, afin de présenter les étapes du projet de la mise en place jusqu'à l'exploitation, et encourager les acteurs locaux à se saisir opérationnellement du sujet.
- Fournit les éléments nécessaires à la bonne prise en compte de tous les enjeux dans les projets de développement des ENR.
- Veille à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et environnementaux dans les projets.
- Sensibilise et accompagne les collectivités et propriétaires de forêts et boisements afin d'éviter l'installation de photovoltaïque en lieu et place du couvert forestier.
- Initie, entre vallées et avec la partie nord du territoire, un réseau de solidarité entre communes pour organiser et satisfaire les besoins en bois de chauffage.
- Réalise un Plan paysage de la transition énergétique.
- Facilite les échanges de bonnes pratiques par l'organisation d'événements dédiés, mêlant population, élus, acteurs de l'énergie et acteurs économiques locaux, au moins une fois par an.

Engagements des communes et intercommunalités

- Associent le Parc dans la définition de tout projet de développement des énergies renouvelables.
- Mettent en œuvre une démarche de concertation avec la population locale en amont de tout projet de développement des énergies renouvelables.
- Dans le cadre de leurs compétences en matière d'urbanisme : transcrivent dans leur document d'urbanisme la stratégie partagée de développement des ENR.
- Partagent leurs expérimentations en matière de production d'énergie, les données et résultats obtenus, ainsi que les évaluations réalisées.
- Facilitent les échanges auprès de la population pour imaginer et organiser des solutions collectives de production d'énergie.
- S'engagent à développer des projets de production d'énergie renouvelable qui tiennent compte des impacts paysagers potentiels des projets, et qui facilitent une économie locale de l'énergie.

Engagements de l'État

- Associe le Parc dans l'élaboration de tout document de planification en matière de développement des énergies renouvelables.
- Participe au financement des projets d'énergie renouvelable (installation de panneaux solaires, de centrales hydroélectriques, chaufferie bois, réseau de chaleur, etc.).
- S'engage à sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux de l'énergie renouvelable, afin de favoriser l'acceptation des projets d'énergie renouvelable.

- Associe le Parc dans l'élaboration de tout document de planification en matière de développement des énergies renouvelables.

Engagements de la Région

- Avoir recours aux énergies renouvelables dans les bâtiments dont elle a la charge.
- Participer à la mise en œuvre de projets de centrales citoyennes/villageoises, mutualisées, de production d'énergie renouvelable.
- Soutenir la démarche « Les Générateurs » qui propose un accompagnement aux collectivités pour construire des projets exemplaires d'énergie renouvelable de grande dimension comme l'éolien et le photovoltaïque au sol.
- Reconnaître le Parc comme territoire privilégié d'expérimentation pour la mise en œuvre de la stratégie REPOS.
- Rechercher les conditions de prise en compte des orientations de la stratégie énergétique de la Charte dans le déploiement de ses aides directes et à travers ses différentes modalités d'intervention dans ces domaines (via l'Agence Régionale Énergie Climat...).
- Accompagner le Parc et ses partenaires, notamment pour la mise en œuvre des Plans Climat Air Énergie Territoriaux et d'actions exemplaires.
- Reconnaître le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire du Parc.
- Appuyer, dans le cadre de ses politiques et dispositifs en lien avec l'énergie (Pacte Vert Occitanie, Région à énergie positive, plan bâtiment durable...) les projets de production d'énergie renouvelable.
- Financer une mission d'animation chaleur renouvelable pour accompagner les acteurs locaux dans le projet de développement de production de chaleur renouvelable dont la biomasse, le géothermique et le solaire thermique.
- Associer le Parc à l'élaboration des schémas de développement d'énergies renouvelables concernant potentiellement son territoire.
- Mettre à disposition du territoire les informations et connaissances dont elle dispose.
- Soutenir le développement des filières innovantes et d'excellence.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Considère le territoire du Parc comme territoire prioritaire d'expérimentation de solutions innovantes dans l'utilisation d'énergies renouvelables dans les bâtiments et équipements dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ou l'exploitation.
- Soutient les projets de développement des ENR innovants et d'excellence.
- Sensibilise les acteurs du territoire aux enjeux de l'énergie renouvelable et de préservation de la biodiversité, en organisant des formations et des conférences liées à l'exploitation de sources d'énergies renouvelables et à leur financement.
- Favorise l'intégration des projets d'énergie renouvelable dans les paysages et vérifie leur compatibilité avec les enjeux environnementaux.
- Participe au financement, par la mobilisation de leurs politiques énergétiques et programmes d'investissement, des projets de diversification, de production et de mutualisation de la production d'énergie renouvelable sur le territoire.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Assure la cohérence avec la Charte des stratégies développées au niveau départemental et par les opérateurs dont il est membre.
- Soutient les projets de développement des EnR innovants et d'excellence au travers des opérateurs dont il est membre et de ses dispositifs financiers en vigueur.
- Participe au financement, au travers des opérateurs dont il est membre, des projets de diversification, de production et de mutualisation de la production d'énergie renouvelable sur le territoire.
- Organise des formations aux professionnels et aux collectivités dans le cadre de sa mise en œuvre de la stratégie départementale des énergies renouvelables (2018).

Partenaires associés

- Chambres consulaires
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Distributeurs d'énergie
- Coopératives d'énergie
- Groupements de professionnels
- Réseau Énergies Locales et Renouvelables en Occitanie
- CAUE
- Chambres d'agriculture
- AREC et syndicats départementaux d'électricité

Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique

Le territoire du Parc Naturel Régional demeure largement tributaire des énergies fossiles, devenues rares et coûteuses. Pour accroître son indépendance énergétique, il envisage le développement des énergies renouvelables (ENR), tirant parti des ressources locales et neutres en émissions de gaz à effet de serre (GES). Cependant, la disponibilité des ENR varie selon la météo et les aléas climatiques, ce qui nécessite le stockage de ces énergies.

Le PNR ambitionne donc de stimuler des initiatives pour développer un « mix énergétique » équilibré, en encourageant des projets pilotes avec un impact environnemental maîtrisé. Il propose un soutien technique et financier, ainsi qu'une coordination pour la collecte de données et le partage d'expériences entre les acteurs locaux.

La sobriété énergétique implique également la rénovation du parc immobilier, principalement le secteur résidentiel, pour réduire la consommation d'énergie. Le territoire s'engage à soutenir activement la réhabilitation des bâtiments via des programmes régionaux tels que Rénov'Occitanie, tout en encourageant l'innovation dans les pratiques de construction pour améliorer le confort et réduire les impacts environnementaux.

En sensibilisant les acteurs locaux à la sobriété énergétique et en valorisant les initiatives, le PNR vise à réduire la consommation globale d'énergie. Il favorise les échanges de bonnes pratiques et de retours d'expérience, tout en mettant en avant les bénéfices économiques et sociaux des projets d'énergie renouvelable pour les collectivités locales. Animateur et facilitateur, le PNR s'engage à répondre aux objectifs fixés dans les Plan Climat-air-énergie territorial.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 1.4.2 / 2.2.1 / 2.4.1 /

Disposition 1

Rendre accessibles les solutions de production d'ENR pour de l'autoconsommation

Sous-dispositions

- Soutenir des projets d'énergies renouvelables visant l'autosuffisance et/ou l'autoconsommation (collectifs citoyens, soutien des coopératives citoyennes de production d'énergie, etc.).
- Valoriser le partage d'expériences à l'échelle nationale et au-delà acteurs.

Disposition 2

Améliorer la performance énergétique des bâtiments

Sous-disposition

- Conforter l'offre de services et de conseils existante en matière d'accompagnement technique et financier, favorable à la réalisation de projets d'amélioration énergétique et thermique des bâtiments.
- Diffuser des conseils et bonnes pratiques pour des constructions et rénovations énergétiquement et écologiquement performantes.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre de projets de stockage d'ENR implantés sur le territoire.
- Études de faisabilité accompagnées, soutenues financièrement.
- Nombre de projets d'ENR dont la gouvernance implique le territoire et ses citoyens.
- Réalisation d'une cartographie des zones favorables (friches industrielles, anciennes décharges...) au photovoltaïque au sol qui limite les impacts paysagers (évitement des secteurs de covisibilité majeurs, intégration paysagère).
- Réalisation d'une comparaison environnementale et économique des différents modèles de production accompagnés.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Favorise l'émergence d'un réseau d'ingénierie territoriale sur les questions énergétiques, associant les agents des collectivités et de leurs agences.
- Encourage les énergies renouvelables citoyennes et coopératives.
- Facilite l'accès aux financements existants dédiés, aides et programmes, via une ingénierie dédiée.
- Porte le Guichet Renov'Occitanie sur le territoire du Comminges.
- Recherche les financements pour soutenir, les études de faisabilité sur le territoire de moyens expérimentaux de stockage de l'énergie renouvelable.
- Conseille les porteurs de projet dans la prise en compte de l'environnement et du paysage dans leur projet d'infrastructures de stockage d'ENR.
- Organise des visites physiques et virtuelles de sites de production et/ou de stockage de l'énergie renouvelable, sur le territoire et au-delà.
- Anime le PCAET Pays Comminges et collabore avec les PCAET du territoire pour inclure la question du stockage dans la planification énergétique.
- Renforce les compétences et les savoir-faire : mobilise de l'expertise en matière d'énergie, participe à la formation des acteurs locaux, favorise les échanges d'expériences, promeut les bonnes pratiques.

Engagements des communes et intercommunalités

- Établissent, dans la réalisation et l'actualisation de leur(s) document(s) de planification et d'urbanisme, des secteurs d'implantations privilégiés, lorsque cela est possible, dédiés aux stockages de l'énergie.
- Planifient des moyens opérationnels (techniques et financiers) pour accompagner les projets de stockage d'ENR sur le territoire.

Engagements de l'État

- Informe le syndicat mixte des programmes d'aides et de recherches existants en matière de production et de stockage d'énergies renouvelables.

- Soutient le développement de la production et du stockage d'ENR sur le territoire.
- Facilite le partage d'information et la mise en réseaux d'acteurs des ENR à l'échelle nationale.
- Finance des expérimentations en matière de stockage d'ENR.

Engagements de la Région

- Informer le syndicat mixte des programmes et projets dont elle a connaissance en matière de production et de stockage d'énergies renouvelables et qui concernent la charte du PNR.
- Soutenir, dans le cadre de la stratégie Région à énergie positive (REPOS), la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire.
- Reconnaître le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire du Parc.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Soutient, dans le cadre de leurs stratégies respectives, programmes de financement et ingénierie, la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient, au travers des opérateurs dont il est membre et de ses dispositifs financiers en vigueur, la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire.

Partenaires associés

- SEM locales
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Fournisseurs de réseaux
- Gestionnaires de production d'énergie
- Chambres d'agriculture
- CAUE
- Réseau Énergies Locales et Renouvelables en Occitanie
- AREC et syndicats départementaux d'électricité
- ONF, COFOR et CRPF

Mesure 2.2.3 Faire émerger une stratégie de mobilité à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées

Seulement 3 % des trajets domicile-travail se font en transports en commun, malgré les efforts pour promouvoir les mobilités décarbonées. Le relief et la ruralité du territoire rendent les mobilités motorisées indispensables. Le PNR envisage donc de développer la mobilité partagée, notamment le covoiturage et l'autopartage, tout en favorisant la non-mobilité.

Pour améliorer l'offre de transport, le PNR prévoit de mettre en place un observatoire pour collecter des données et élaborer une stratégie adaptée. Il vise également à renforcer les structures pour le déploiement des mobilités partagées, afin de mieux desservir l'ensemble du territoire, ce qui contribuera à l'attractivité touristique en facilitant l'accès aux sites.

L'accès à la mobilité est une source d'inégalités, le PNR s'engage donc à développer les mobilités décarbonées pour favoriser l'inclusion sociale. Il soutient des solutions innovantes telles que la première ligne de train à hydrogène en France.

La Charte du PNR soutiendra les projets visant à réduire les besoins en déplacements, comme les espaces de coworking, le maintien des commerces de proximité, et la mobilité des services. La sensibilisation et la communication seront des axes clés pour encourager ces changements de comportement.



***FAIRE PARC** c'est inscrire nos mobilités partagées et décarbonées dans un avenir cohérent et innovant. Par le retour du train sur la ligne Gourdan-Polignan/Bagnères-de-Luchon et l'arrivée de l'hydrogène, le PNR en préfiguration et ses partenaires, la CC Pyrénées Haut-Garonnaises et la CC Neste Barousse, font valoir un atout remarquable incarné par l'initiative des journées Hydrogéniales, en s'engageant dans la sensibilisation et la promotion d'une révolution pratique et technologique du transport quotidien. Une économie circulaire vertueuse, un vecteur de développement pour les communes du territoire à la hauteur des défis et innovation propre aux missions d'un PNR.*



Figuration au plan du Parc

- Œuvrer en faveur d'un maillage des mobilités durables autour des axes structurants

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.3.2 / 1.4.1 / 2.3.2

Disposition 1

Doter le territoire d'une stratégie de mobilité durable

Sous-dispositions

- Soutenir/mettre en place un observatoire des données et politiques mobilité.
- Élaboration d'une stratégie partagée.
- Décliner la stratégie de mobilité dans les SCOT.
- Coordonner à l'échelle du territoire les schémas mis en œuvre au niveau des PETR et Conseils départementaux.

Disposition 2

Développer les mobilités décarbonées, les mobilités actives de proximité et la non-mobilité

Sous-dispositions

- Transports en commun, notamment offre ferrée, notamment train à hydrogène.
- Développer les supports de mobilités douces : VAE, vélo, pédestre.
- Multiplier les pôles d'échanges multimodaux.
- Instaurer un plan de mobilité entreprises et administrations.
- Simplifier les itinéraires de proximité du quotidien.
- Proposer des animations et sensibilisations.
- Expérimenter des outils de mobilité.
- Accompagner la « non-mobilité » : infrastructures nécessaires au télétravail et aux services (tiers lieux, espaces de coworking). (Lien avec la mesure aménagement du territoire 1.3.2.)
- Créer une plateforme de mobilité inclusive.

Indicateurs de la mesure :

- Mise en place d'un observatoire territorial des mobilités : TO.
- Plans mobilités accompagnés sur le territoire : TO.
- Report modal des déplacements du quotidien.
- Évolution des parts modales des modes de déplacements alternatifs à la VP.
- Part de la voiture individuelle dans les déplacements domicile-travail.
- Émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Pilote la stratégie du territoire en matière de mobilité.
- Porte la mise en place d'un observatoire des mobilités sur l'ensemble du périmètre de projet de Charte.
- Partage à l'ensemble des acteurs et élus une analyse des résultats obtenus afin de dresser les enjeux de mobilité du territoire, et de faciliter une appropriation des problématiques et solutions de mobilité de l'ensemble du territoire par tous.
- Organise une évaluation régulière des politiques et initiatives menées sur le territoire en faveur des mobilités décarbonées.

- Accompagne les démarches d’instauration de stratégies de mobilité durable sur le territoire et veille à la prise en compte des dispositions de la Charte dans la création de programmes, stratégies et plans mobilité du territoire.
- Anime une démarche en faveur de la gestion des flux touristiques estivaux sur l’ensemble du territoire.
- Travaille, en partenariat avec les collectivités et organismes compétents, à la création et à la promotion d’itinéraires touristiques à mobilité douce et d’intérêt (circuits de randonnée, boucles à vélo, sentiers thématiques, parcours de découverte, patrimoniaux...).
- Accompagne et encourage la mise en place d’infrastructures cyclables et facilite le déploiement des possibilités d’électrification des mobilités légères (recharge VAE, véhicules légers, etc.).
- Accompagne les acteurs économiques et les collectivités dans la réflexion puis la mise en place d’un plan de mobilité entreprise/administration par une ingénierie dédiée et la mise en place d’un réseau d’échanges sur les besoins en matière de mobilité auprès des professionnels et des réseaux d’insertion et d’emplois sur le territoire.
- Organise, à l’image des « Hydrogéniales », des événements de sensibilisation et de démonstration en faveur des mobilités durables innovantes.
- Collabore à la prise en compte des enjeux de mobilité dans les documents de planification.

Engagements des communes et intercommunalités

- S’associent au syndicat mixte, de la création de stratégie mobilité jusqu’à la mise en œuvre de projets opérationnels de développement.
- Communiquent et informent au syndicat mixte les informations et données disponibles sur les flux touristiques connus.
- Transmettent les bilans des politiques et actions menées en matière de mobilité sur le territoire du projet.
- S’engagent, lorsqu’elles sont concernées par un site naturel remarquable identifié au plan du Parc, à étudier, avec l’appui du syndicat mixte, les moyens d’amélioration de l’accueil du public au droit des sites, notamment à travers des aménagements (parkings, panneaux, barrières...).

Engagements de l’État

- Accompagne la mise en place/création de programmes pédagogiques à l’attention du grand public en matière de mobilité.
- Facilite la mise en œuvre de moyens de mobilités décarbonées par le partage de données, l’accompagnement de démarches de planification (plan mobilités, lien PCAET notamment).
- Associe le syndicat mixte aux démarches de planification liées à la mobilité sur le territoire.
- S’engage à favoriser le développement d’offres complémentaires de mobilité et de services dans le cadre des programmes de financement et des politiques d’aides portées.

Engagements de la Région

- Accompagner et faciliter la mise en place, l’évaluation et la révision de programmes de planification et d’actions en faveur de la mobilité dans les documents stratégiques locaux (SCOT, PCAET, Plan Mobilité, etc.).
- Faciliter l’accès aux données concernant la fréquentation des lignes et partager les évaluations de fréquentation pour une meilleure connaissance des flux de déplacement via les transports en commun sur le territoire.

Orientation 2.3 S'inscrire dans une économie touristique durable, répondant aux nouvelles attentes sociétales

Mesure 2.3.1 Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire

Mesure 2.3.2 Adapter l'économie touristique au changement climatique



Mesure 2.3.1 Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire

Le tourisme est l'une des principales sources économiques du territoire avec 337 établissements ayant une activité liée au tourisme, pour 1392 emplois (données 2020). Les paysages et la richesse historique et patrimoniale du Parc en font une destination privilégiée pour de nombreux touristes chaque année. Cependant, une partie des activités touristiques sont menacées (cf. 2.3.2), surtout les activités liées à l'enneigement des espaces dédiés. Le territoire a à cœur de soutenir les acteurs locaux dans cette transformation et dans la valorisation des activités touristiques existantes, notamment pour favoriser les complémentarités entre les tourisms existants et les offres culturelles du territoire.

Le Parc accompagne les acteurs qui souhaitent développer et diversifier leurs offres mettant en avant le tourisme durable. Les signataires du projet de Charte ambitionnent de mettre en avant la richesse de l'offre existante, au-delà de l'offre hivernale, en fédérant les acteurs du territoire autour des valeurs partagées. Le Parc s'engage également à valoriser les expériences et possibilités qu'offre le territoire de manière coordonnée avec les acteurs du tourisme présents sur le territoire. Il souhaite notamment mieux faire connaître l'offre touristique estivale, via la valorisation des sentiers de randonnées (4 GR sur le territoire) par exemple, la valorisation de l'agritourisme ou encore la mise en baignade d'espace naturel avec un impact maîtrisé sur la ressource (aqualudisme, cyclotourisme...). Le territoire abrite aussi de nombreuses manifestations culturelles tout au long de l'année qui peuvent être mises en avant pour le grand public.



FAIRE PARC c'est opérer ensemble, le comité départemental de la Haute-Garonne, l'Office de tourisme Pyrénées 31, le commissariat de Massif, le syndicat mixte ouvert Haute-Garonne Montagne et le PNR, à la transition des stations du territoire en concertation avec les socioprofessionnels et les habitants. Établir un diagnostic complet au titre du programme Avenir Montagnes par l'Association de préfiguration du PNR, en coopération avec la Communauté de communes Pyrénées Haut-Garonnaises, et aboutir à des préconisations et une feuille de route. Au-delà de la mutation touristique quatre saisons, cette analyse en cours s'attache à décrypter les enjeux humains, sociologiques et symboliques d'une économie de montagne vulnérable, en attente de solutions justes, pérennes et innovantes.



Figuration au plan du Parc

- Stations en transition
- Patrimoine historique médiéval ou religieux
- Grottes à préserver et à valoriser
- Musées
- Parcours et sites de pratiques d'activité de plein air (escalade, GR...)

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.3.1 / 1.3.2 / 1.4.2 / 2.3.2 / 3.1.2 / 3.3.2 / 3.4.2

Disposition 1

Structurer et améliorer les pratiques touristiques de pleine nature accessibles et respectueuses de l'environnement

Sous-dispositions

- Élaborer un Schéma de cohérence des activités de pleine nature (escalade, vol libre...).
- Sensibiliser à la fragilité des milieux naturels et au partage de l'espace, notamment sur les sites fréquentés.
- Mettre en place des outils de conciliation des usages (guides de bonnes pratiques, aménagements « pédagogiques », modification d'équipements...) et des conventionnements avec les fédérations sportives, d'accompagnement et de valorisation des pratiques respectueuses de l'environnement.
- Développer l'accessibilité des espaces naturels en particulier aux personnes à mobilité réduite, aux personnes âgées, aux familles avec enfants en bas âge, etc. (création de sentiers accessibles, d'aménagements adaptés, de rampes d'accès, de parkings accessibles, etc.).
- Mise en baignade de sites, parcours pédestres, vélo/VTT, sites d'escalade avec plans de gestion.

Disposition 2

Faire connaître les patrimoines locaux

Sous-dispositions

- Coordonner, planifier et mettre en place des « plans de valorisation des patrimoines » (naturels, géologiques, liés à l'eau, au paysage, patrimoine bâti, historique...).
- Mettre en place des actions et outils de communication à destination du public.
- Promouvoir les produits et savoir-faire locaux.

Disposition 3

Concrétiser une destination commune (Comminges Barousse Pyrénées) et déployer les valeurs qui y sont associées

Sous-dispositions

- Déployer les valeurs de la Charte européenne du tourisme durable dans les démarches d'animation des acteurs touristiques.
- Mettre en réseau les acteurs du tourisme autour de cette destination commune.
- Création de produits touristiques avec une qualification particulière (qualification sensorielle et expérientielle des patrimoines, préservation de l'environnement, des paysages et des ressources naturelles – eau, énergie...).
- Accompagnement des prestataires touristiques (hébergeurs, prestataires de services, associations sportives...).

Disposition 4

Développer une offre touristique durable

Sous-dispositions

- Réaliser un diagnostic des filières existantes et construire d'une offre touristique.
- Appuyer la diversification des offres touristiques et du tourisme quatre saisons.
- Mettre en valeur des itinéraires et des sentiers, organiser leur entretien et leur restauration.
- Promouvoir les hébergements.
- Coordonner le développement d'aménagements récréatifs et de loisirs.
- Développer du tourisme accessible, des projets inclusifs.
- Sensibiliser les acteurs du tourisme aux bonnes pratiques environnementales (cf. marque Parc).
- Organiser des événements.

Indicateurs de la mesure :

- Mise en place d'un réseau d'acteurs du tourisme du territoire.
- Définition des valeurs partagées par l'ensemble du territoire en matière de tourisme.
- Réalisation d'une étude de « positionnement et stratégie marketing » sur l'identité touristique du territoire.
- Nombre d'actions d'accompagnement des prestataires touristiques (démarches de professionnalisation, formations...).
- Création de parcours culturels, patrimoniaux et historiques mettant en cohérence les forces du territoire de manière ludique.
- Nombre de prestataires bénéficiaires de la marque « Valeurs Parc Naturel Régional ».

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Organise les échanges et réunions nécessaires afin de définir les points communs, les forces et valeurs partagées par les professionnels du tourisme présents sur le territoire.
- Pilote en lien avec l'ensemble des élus, acteurs locaux et professionnels la formalisation d'une destination commune « Comminges Barousse Pyrénées », qui valorise l'ensemble des tourisms existants.
- Travaille en partenariat et en complémentarité avec les réseaux et partenaires présents et engagés sur le territoire.
- Soutient le maillage des tourisms existants pour une mise en cohérence de parcours touristiques qui puissent proposer divers types d'approches (boucles historiques, aventures, tourisme industriel...).
- Porte la mise en place d'une plateforme de communication et d'information dédiées aux tourisms dans le parc (site web, une application mobile, une newsletter, magazine) permettant de promouvoir les offres touristiques, de partager les actualités et les événements, de valoriser les initiatives locales et de simplifier l'accès à l'information.
- Appui à la diversification des offres touristiques en lien avec les chambres consulaires et les acteurs locaux. Conseil, accompagnement et création de formation pour développer de nouvelles activités, créer des circuits thématiques, proposer des hébergements insolites, etc.
- Porte la réalisation d'un guide de l'affichage et de la signalétique en étroite collaboration avec les acteurs du tourisme (hébergeurs, restaurateurs, offices de tourisme, guides touristiques, etc.) pour renforcer le maillage touristique du territoire et la mise en cohérence de la signalétique sur le territoire.
- Accompagne les acteurs du tourisme dans leur recherche et l'application de bonnes pratiques environnementales et favorise les activités de découverte de la nature et de la biodiversité.

- Met en place des circuits de visite des producteurs locaux, des événements mettant en avant les produits du terroir et des animations autour des savoir-faire artisanaux.
- Participe à la mise en valeur des itinéraires de randonnée et des sentiers présents sur leur territoire, organisation de projet collectif d'entretien et de restauration des itinéraires de randonnée.
- Participe à la promotion des produits et savoir-faire en les intégrant dans l'offre touristique (création d'un panier de biens).

Engagements des communes et intercommunalités

- Valorisent la connaissance des patrimoines locaux et la diffusent largement auprès des acteurs socioprofessionnels, élus et visiteurs par le biais de leurs réseaux de communications, des OT intercommunaux et des événements divers menés annuellement.
- Travaillent à la mise en réseau des acteurs touristiques, des hébergeurs et de l'ensemble des services liés à la mise en tourisme du territoire.
- S'engagent dans la réalisation d'un guide de l'affichage et de la signalétique partagé à l'échelle du territoire.
- Encouragent et développent le tourisme durable sur leur territoire, promeuvent les initiatives écoresponsables.
- Accompagnement à l'amélioration des infrastructures (balisage, signalétique, aménagements) pour faciliter l'accès aux sites naturels et culturels, et encourager les activités de randonnée et de découverte.
- Facilitent et œuvrent à la promotion des produits et savoir-faire en les intégrant dans l'offre touristique (création d'un panier de biens).
- Participent à la création de circuits de visite des producteurs locaux, d'événements mettant en avant les produits du terroir, d'animations autour des savoir-faire artisanaux en lien avec le syndicat mixte.

Engagements de l'État

- L'État s'engage à soutenir le développement du tourisme durable dans le territoire, en favorisant l'écotourisme et les activités respectueuses de l'environnement, et les activités en accord avec les valeurs touristiques définies par le territoire.
- Participer à l'élaboration d'un schéma territorial des équipements d'accueil et de séjour éducatifs et à la modernisation des équipements.

Engagements de la Région

- Accompagner le développement, la qualification et la promotion de l'offre de découverte des patrimoines et d'activités de pleine nature.
- Dans le cadre du Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, accompagner le Parc et ses partenaires dans leurs actions de la structuration des acteurs et prestataires touristiques, notamment en valorisant la qualité de la nuit d'Occitanie, et visant à en faire un levier d'attractivité pour les territoires.
- Accompagner, dans la limite de ses ressources et dans le cadre de son dispositif « Tourisme durable, responsable et solidaire », les projets répondant aux objectifs de transformation des activités touristiques pour favoriser un tourisme durable, responsable et solidaire et d'un tourisme authentique (agritourisme, savoir-faire locaux...), Les projets de diversification et montée en gamme de l'offre, les projets de tourisme inclusif
- Accompagne le développement quatre saisons, en priorisant la formation en lien avec ces thématiques
- Reconnaître le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques touristiques à l'échelle du territoire du Parc.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Contribue au développement et à la structuration des activités de pleine nature (APN) ainsi qu'à la valorisation et la diversification de l'offre touristique durable sur le territoire.
- Associe le syndicat mixte du PNR à l'élaboration de Plans départementaux de définition des itinéraires entre les sites majeurs, ainsi qu'aux projets de développement des grands itinéraires afin d'optimiser les liens entre les réseaux et offres existantes.
- Consulte le syndicat mixte, pour avis, sur tous les projets liés à l'organisation des sports de nature et touristiques sur son territoire.
- Poursuit la gestion du réseau touristique de randonnée, en concertation avec les acteurs publics et les partenaires concernés, réseau qui contribue fortement à l'attractivité et la gestion des pratiques sportives sur le territoire.
- Soutient, dans le cadre de leurs moyens, politiques et plans propres, la création de boucles touristiques (mobilités, voies cyclables, etc.).
- **Associe le syndicat au développement du réseau cyclable touristique et de loisirs (Transgarona...) concernant son territoire.**
- **Associe le syndicat à l'aménagement de chemins et sentiers de randonnée (Via Garona qui relie Toulouse à Saint-Bertrand-de-Comminges...) concernant son territoire.**
- **Accompagnement financier pour la création de pistes cyclables aménagées par les communes et intercommunalités.**
- **Accompagnement administratif, technique et financier des collectivités pour la réalisation de nouveaux sentiers de randonnée dans le cadre du Plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée.**

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Contribue au développement et à la structuration des activités de pleine nature (APN) ainsi qu'à la valorisation et la diversification de l'offre touristique durable sur le territoire.
- Associe le syndicat mixte du PNR à l'élaboration de Plans départementaux de définition des itinéraires favorisant toutes les activités de sport nature et la découverte du territoire.
- Consulte le syndicat mixte, pour avis, sur tous les projets liés à l'organisation des sports de nature et touristiques sur son territoire.
- Le CD65 finance les projets répondant aux orientations de sa stratégie présentée dans le Carnet de route du tourisme et la feuille de route du Pôle Coteaux/Nestes/Baronnies/Barousse définie fin 2016 avec les acteurs.

Partenaires associés

- PETR Pays des Nestes
- PETR Pays Sud Toulousain
- CAUE
- CDT
- Offices de tourisme
- Fédérations sportives et de pleine nature
- Socioprofessionnels du tourisme
- Chambres d'agriculture
- Associations liées à l'agritourisme



Mesure 2.3.2 Adapter l'économie touristique au changement climatique

(mesure prioritaire)

Le territoire s'engage résolument dans le tourisme durable en favorisant les échanges entre professionnels pour des pratiques plus respectueuses de l'environnement, et en repensant ses activités touristiques. Le Parc Naturel Régional ambitionne de créer un dialogue dynamique entre les acteurs du tourisme pour explorer des perspectives écoresponsables et renforcer les synergies existantes.

Le territoire s'engage à fournir un accompagnement sur mesure et une expertise dédiée aux professionnels souhaitant transformer leurs activités vers des pratiques plus durables. De nombreux acteurs sont déjà engagés dans cette transition et prêts à repenser leur modèle. Cette transition vise à stabiliser l'activité économique tout au long de l'année et à sécuriser les emplois locaux. Pour attirer une clientèle plus sensible au tourisme durable, le territoire envisage une stratégie axée sur la proximité.

La valorisation de l'agritourisme et la transformation d'espaces naturels en zones de baignade à faible impact environnemental contribuent à la diversification des activités touristiques, en mettant notamment l'accent sur le vélo et les activités de pleine nature (APN). Cette évolution de l'offre répond aux attentes des visiteurs, qu'ils optent pour un court ou un moyen séjour.



FAIRE PARC c'est maîtriser la fréquentation touristique, en communiquant sur les codes de la montagne, en offrant des infrastructures d'accueil et de confort et en facilitant et rationalisant les accès aux sites phares du territoire. La méthode de l'Association de préfiguration : avec tous les acteurs de terrain, s'engager dans une pédagogie active pour le respect du partage des espaces entre touristes, habitants et socioprofessionnels grâce à la présence répétée d'agents saisonniers sur les sentiers de montagne, qui par leur connaissance, leur parole et leur collecte de données permettent de mieux connaître les enjeux et les défis à relever pour un accueil performant et une cohabitation solidaire.



Figuration au plan du Parc

- Faciliter la cohésion des différents projets et de leur gestion future, en lien avec la fréquentation des sites

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 1.2.2 / 1.3.2 / 1.4.1 / 1.4.2 / 2.1.2 / 2.2.2 / 2.2.3 / 3.1.1 / 3.2.2

Disposition 1

Animer le dialogue entre acteurs du tourisme notamment de montagne afin de construire un projet novateur face aux impacts du dérèglement climatique

Sous-dispositions

- Repositionner les attentes des visiteurs au cœur des échanges par la mise en place d'évaluation des besoins exprimés.
- Tenir compte des perspectives climatiques et de l'impact sur les ressources, dans la réalisation d'investissements en montagne.
- Questionner une gouvernance permettant l'adaptation des acteurs de la montagne au changement climatique.
- Bâtir un plan d'adaptation au changement climatique en intégrant les actions de diversification
- Mise en réseau et animation d'événements.

Disposition 2

Promouvoir un tourisme bas carbone

Sous-dispositions

- Faciliter une rénovation de qualité des structures d'hébergement touristiques collectives.
- Accompagner la structuration d'une offre d'écotourisme pédagogique, éducative et de loisirs pour promouvoir une montagne sobre et respectueuse des écosystèmes.
- Activer un réseau de desserte qui permette de limiter l'usage de la voiture pour desservir les grands sites du territoire (cf. 2.2.3).
- Accompagner les entreprises et les stations afin de renforcer le niveau de maîtrise des impacts environnementaux de leurs activités.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre de démarches engagées en matière d'adaptation touristique aux dérèglements climatiques : T0 – étape Stratégie du Plan Avenir Montagne.
- Accompagnement à la construction de démarches d'adaptation effectuées (critères de progression, d'évaluation propre).
- Réalisation de scénarios climatiques à l'échelle du territoire du PNR.
- Nombre de guides pour l'adaptation au niveau local réalisés.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Porte la création d'un réseau d'initiative en faveur du tourisme durable sur le territoire, qui permette de recenser les projets touristiques durables, de faciliter les échanges de pratiques et les évolutions de modèles organisationnels, économiques.
- Accompagne les acteurs touristiques dans l'adaptation de l'économie touristique compte tenu des effets du changement climatique sur le territoire : suivi des impacts du changement climatique sur le territoire, recherche d'innovations et redéploiement d'activités.

- Porte une réflexion sur la diversification dans les stations à d'autres types d'activités que celle des loisirs : agriculture, élevage, maraîchage, circuits courts, économie résidentielle...
- Organise des rencontres avec les territoires engagés dans les transitions et des chantiers d'adaptation aux dérèglements climatiques afin de partager les orientations stratégiques et les projets engagés ou aboutis favorisant l'adaptation des pratiques touristiques vers un modèle plus durable (ex. : pratiques touristiques douces telles que raquettes, promenades), bénéficiant à l'ensemble du territoire.
- Participe à la mutualisation des réflexions et des projets avec les programmes dédiés aux transitions (Plan Avenir Montagnes Ingénierie, stratégie de transition touristique...).
- Sollicite les populations locales et de passage sur les transitions à l'œuvre et les attentes actuelles et à venir en matière de gestion touristique.

Engagements des communes et intercommunalités

- Portent une démarche d'accompagnement des transitions et d'adaptation aux évolutions des modèles touristiques.
- Véhiculent et communiquent sur la démarche de transition via le travail mené avec les OT du territoire notamment.
- Portent, sur leurs territoires, des opérations d'accompagnement technique et financier qui facilitent les transitions et l'adaptabilité du territoire (rénovations et réhabilitation des hébergements touristiques, mise à niveau d'équipement, accompagnement de porteurs de projet en lien avec le tourisme durable).

Engagements de l'État

- Accompagne le syndicat mixte et l'ensemble des acteurs du territoire dans la mise en œuvre de leurs actions favorisant l'adaptabilité aux dérèglements climatiques en leur apportant des conseils et des formations.
- Porte des programmes de soutien financier et d'ingénierie aux services des transitions et de l'adaptabilité du territoire en matière de tourisme (Plan Avenir Montagne...).
- Informe le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont ils ont connaissance.

Engagements de la Région

- Conformément aux ambitions du Pacte Vert et la politique tourisme de la Région :
- Poursuivre son engagement pour lutter contre la pollution lumineuse, en mettant à disposition des territoires de nouveaux outils pour faciliter l'extinction et favorisant les partenariats pour généraliser ces pratiques en faveur de la qualité de la nuit et faire de l'Occitanie une « réserve de ciel étoilé ».
- Accompagner, dans la limite de ses ressources et dans le cadre de son dispositif « Tourisme durable, responsable et solidaire », les projets répondant aux objectifs de transformation des activités touristiques pour favoriser un tourisme durable, responsable et solidaire et d'un tourisme authentique (agritourisme, savoir-faire locaux...), Les projets de diversification et montée en gamme de l'offre, les projets de tourisme inclusif
- Accompagne le développement quatre saisons, en priorisant la formation en lien avec ces thématiques
- Soutenir le syndicat mixte dans son caractère exploratoire, expérimental et exemplaire sur l'adaptation au changement climatique et la mise en œuvre d'une stratégie territorialisée.
- Informer le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont elle a connaissance.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Porte, dans la mesure de leurs moyens et dans le cadre de leur politique propre en matière de tourisme, des actions en faveur du tourisme durable.
- Soutient financièrement des projets touristiques qui favorisent l'adaptation du territoire aux évolutions et transitions à l'œuvre (évolution des attentes sociétales, prise en compte du dérèglement climatique, économie des ressources, etc.).
- Participe à la sensibilisation des bonnes pratiques existantes en matière de tourisme durable.
- Participe aux programmes d'accompagnement et aux démarches de transition engagées sur le territoire.
- Informe le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont ils ont connaissance.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement des projets touristiques qui favorisent l'adaptation du territoire aux évolutions et transitions à l'œuvre (évolution des attentes sociétales, prise en compte du dérèglement climatique, économie des ressources) conformément à la stratégie touristique développée dans le Carnet de tourisme du département 65.
- Participe à la sensibilisation des bonnes pratiques existantes en matière de tourisme durable.
- Participe aux programmes d'accompagnement et aux démarches de transition engagées sur le territoire.

Partenaires associés

- PETR Pays des Nestes
- PETR Pays Sud Toulousain
- CAUE
- CDT
- Offices de tourisme
- Fédérations sportives et de pleine nature
- Socioprofessionnels
- Agence des Pyrénées

Orientation 2.4 Réduire les impacts environnementaux de la construction, de la production de déchets en favorisant l'économie circulaire, l'usage de matériaux biosourcés et le réemploi

Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés

Mesure 2.4.2 S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets

Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés

La rénovation énergétique, thermique et la réhabilitation du bâti sur le territoire sont des enjeux forts du projet de Charte. Les besoins actuels et futurs en matière d'approvisionnement de matériaux nécessitent d'être mieux appréhendés, pour que les acteurs locaux des filières de production et d'usage de matériaux biosourcés puissent s'organiser et répondre en conséquence.

Le PNR encourage l'utilisation des matériaux locaux et biosourcés. Au-delà des avantages d'approvisionnement à travailler avec des produits locaux (autonomie vis-à-vis des importations, valorisation des entreprises locales et des emplois locaux), travailler avec des matériaux biosourcés permet d'offrir une alternative moins émettrice de gaz à effet de serre.

Le territoire souhaite renforcer et structurer les filières de production de matériaux biosourcés. Un fort potentiel se trouve notamment autour du développement de la filière bois qui est aujourd'hui sous-exploitée, alors que plus de 53 % du territoire est couvert de boisement. Pour cela, l'accompagnement technique des acteurs de la filière, mais également des porteurs de projet, est ambitionné, afin de mettre cohérence les besoins et les capacités de production, sans oublier d'œuvrer à la facilitation de la mise en œuvre de ces matériaux.

Il s'agit notamment de développer le réseau de partenaires pour faire connaître les acteurs sur territoire, faire connaître les ressources et accompagner la pérennisation des filières économiques. Le projet de territoire prévoit d'accompagner la structuration d'un réseau d'échanges accessible à l'ensemble des acteurs du territoire autour des retours d'expériences et des bonnes pratiques.

Le territoire souhaite également soutenir financièrement les filières biosourcées en encourageant les projets favorisant l'utilisation de ces matériaux.



***FAIRE PARC** c'est travailler avec les filières historiques et incontournables du territoire, les carrières. Sujet réputé sensible pour un PNR, le choix est fait d'être partenaire avec l'UNICEM et les carrières locales et lutter par exemple contre les dépôts sauvages des déchets issus de la construction par la réduction des distances entre les dépôts réglementés et les zones éloignées en identifiant des zones de dépôt intermédiaire, et enfin porter des propositions innovantes autour du recyclage de ces déchets.*

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 1.1.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 3.3.2 / 3.4.2

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- La bonne intégration des nouvelles constructions dans les paysages ;
- La préservation de l'architecture traditionnelle et de la forme des villages ;
- L'entretien et la restauration des éléments de patrimoine bâti monumental comme vernaculaire.

Disposition 1

Connaître les capacités de production locales de matériaux biosourcés et géosourcés

Sous-disposition

- Créer un observatoire, à l'échelle du territoire, des capacités locales de production de matériaux biosourcés et géosourcés.

Disposition 2

Encadrer et valoriser les activités extractives du territoire (carrières et mines)

Sous-dispositions

- Limiter leurs impacts environnementaux et paysagers et accompagner la renaturation des sites après exploitation (cf. 3.3.1).
- Interdire le développement de carrières dans les espaces de biodiversité majeurs (cf. identifiés au plan du Parc).

Disposition 3

Conforter les filières bois durables et locales

Sous-dispositions

- Confronter et expérimenter les différentes pratiques de gestion sylvicole préconisées par les travaux existants dans les forêts patrimoniales (ex. : outil Sylv'Acctes) (cf. 3.4.2).
- Accompagner les propriétaires forestiers dans le déploiement de pratiques sylvicoles durables.
- Fournir des conseils techniques et un soutien financier aux propriétaires forestiers pour la mise en œuvre de pratiques sylvicoles durables.
- Conduire des réflexions prospectives sur la mobilisation de la ressource bois locale pour des débouchés variés au sein ou en dehors du territoire.
- Promouvoir la certification forestière témoignant de démarches de qualité par l'adhésion à des systèmes existants (FSC, PEFC...) ou à mettre en place.
- Accompagner la valorisation des différents bois (hêtres, châtaigniers aujourd'hui moins valorisés que chênes et sapins) au travers du développement de marchés publics (mais aussi privés) favorisant le bois local.
- Mettre en place des équipements nécessaires à la valorisation d'une partie des rémanents de coupes forestières.

Disposition 4

Valoriser les productions de matériaux biosourcés et géosourcés

Sous-dispositions

- Établir un dialogue entre les différentes filières, et les acteurs de l'artisanat, de l'architecture, les maîtres d'ouvrages.
- Fournir un accompagnement technique aux acteurs locaux pour favoriser l'utilisation des matériaux biosourcés (conseils, connaissances réglementaires, réseaux existants).
- Soutien financier aux projets exemplaires (cf 1.3.2).

Indicateurs de la mesure :

- Nombres d'accompagnements portés à la création/structuration de filières (cf. 1.1.1).
- Mise en place d'un observatoire des disponibilités techniques des ressources produites sur le territoire.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Porte des études de faisabilité/de marché pour la création/pérennisation de filières locales en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux (Chambres consulaires, artisans, professionnels, EPCI, etc.).
- Anime, à l'échelle du territoire, un réseau « économie » à destination des collectivités, de leur groupement, qui soit ouvert aux porteurs de projet et professionnels établis sur l'ensemble du périmètre de projet de Charte, ainsi qu'aux élus.
- Met à disposition l'ingénierie nécessaire pour l'accompagnement de projets de filières portés par les Communautés de communes ou leur groupement.
- Facilite la territorialisation des politiques européennes, nationales, régionales et départementales en matière de développement économique.

Engagements des communes et intercommunalités

- Facilitent, par tous les moyens possibles, la réalisation des études de faisabilité/pérennisation de filières de matériaux biosourcés sur le territoire.
- Assurent la prise en compte de la Charte du PNR dans les projets de création de filières de matériaux biosourcés.
- Favorisent autant que possible l'utilisation des écomatériaux dans leurs projets et en font la promotion.

Engagements de l'État

- Mobilise ses dispositifs en faveur du développement économique et de l'emploi pour favoriser la création de filières locales de matériaux biosourcés.

Engagements de la Région

- Définir un schéma pour rendre la commande publique socialement et écologiquement plus responsable.
- Contribuer à la promotion des ressources locales et des écomatériaux (bois, pierre, terre...) issus d'une gestion durable dans les travaux de construction et de rénovation de bâtiments sur le territoire, par exemple à travers le Pacte construction bois Occitanie.
- Identifier le syndicat mixte du PNR comme bénéficiaire des dispositifs d'aide qu'elle gère existants ou à venir qui sont dans ses domaines de compétence.

Mesure 2.4.2 S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets

Pour prendre place dans les transitions du XXI^e siècle, le territoire souhaite engager une réflexion autour de la gestion et la valorisation des déchets. Cette mesure s'inscrit dans un contexte d'évolutions législatives pour la transition énergétique. Le territoire souhaite s'inscrire dans le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD intégré au SRADDET) de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée, afin de s'engager dans une trajectoire « zéro gaspillage et zéro déchet », avec pour objectif de réduire le nombre de kilos de déchets par habitant à moins de 63 kg/an et de développer le réemploi.

En ce sens, le territoire mènera plusieurs actions allant de la sensibilisation aux écogestes et au tri auprès de tous les acteurs (des administrés, des entreprises et des collectivités), au développement et au soutien des filières de recyclage et de réemploi existantes.

Le projet de territoire ambitionne d'accompagner la mise en œuvre d'expérimentations autour de la gestion des déchets alimentaires et agricoles en se positionnant comme une instance de dialogue. Il pourra mettre en lien les acteurs pour favoriser les échanges, les retours d'expérience et s'inscrire dans la gouvernance dédiée à ces questions. Le territoire souhaite également favoriser l'innovation, notamment autour du compostage et de la biométhanisation, de la gestion de la matière organique.

Le Parc Naturel Régional intègrera la gestion des déchets à l'économie locale en confortant les entreprises engagées dans le réemploi et en favorisant les projets utilisant des matériaux recyclés, notamment dans la rénovation.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 1.2.1 / 1.2.2

Disposition 1

Œuvrer pour la sobriété du territoire en matière de consommation de biens via le réemploi et l'écoconception

Sous-dispositions

- Faciliter l'intégration de critères environnementaux dans la conception des produits des entreprises locales.
- Promouvoir l'utilisation de matériaux recyclés dans les projets de construction, de rénovation et d'aménagement.
- Encourager l'économie de la fonctionnalité.
- Faciliter, en lien avec les PAT (cf. 2.1.1), la valorisation de déchets alimentaires à l'échelle du territoire.

Disposition 2

Réduire la production de déchets sur l'ensemble du territoire

Sous-dispositions

- Valoriser et soutenir les filières de recyclage et de réemploi existantes.
- Promouvoir la réduction des déchets auprès du grand public et des entreprises.

Indicateurs de la mesure :

- Quantité de déchets mis au tri par habitant et par entreprises.
- Quantité de déchets par habitant.
- Évolution de l'offre de réemploi sur le territoire (ressourceries, recycleries, « repair cafés »).

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Favorise l'expérimentation en matière de gestion des déchets alimentaires (compostage, valorisation du compostage, etc.).
- Promeut l'utilisation de matériaux recyclés dans les projets de construction, de rénovation et d'aménagement en soutenant financièrement des initiatives locales de recyclage.
- Encourage les entreprises locales à intégrer des critères environnementaux dès la conception de leurs produits via des formations sur l'écoconception, des incitations financières, des accompagnements techniques.
- Participe à la collaboration entre les acteurs économiques (entreprises, collectivités, associations) pour collecter, trier et valoriser les déchets.
- Encourage l'économie de la fonctionnalité, qui consiste à privilégier l'usage d'un produit ou d'un service plutôt que sa possession. Promeut la location, la mutualisation, la réparation et l'entretien des biens, afin de prolonger leur durée de vie et de réduire les déchets.
- Favorise la création de réseaux locaux, d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques, ainsi que la mise en place de partenariats entre les acteurs pour soutenir le développement de projets communs.

Engagements des communes et intercommunalités

- Promeuvent la réduction à la source des déchets en sensibilisant le grand public et les entreprises à adopter des comportements écoresponsables.
- Engagent une réflexion sur la circularité des déchets sur leur territoire (réemploi, réparation, atelier citoyen de bricolage).
- Confortent les partenariats avec les filières de recyclage existantes, aident à la création de points de collecte spécifiques, œuvrent à la valorisation du compostage et des déchets en général comme autant de ressources (re)mobilisables.
- Encouragent l'économie de la fonctionnalité, qui consiste à privilégier l'usage d'un produit ou d'un service plutôt que sa possession. Promotion de la location, de la mutualisation, de la réparation et de l'entretien des biens, afin de prolonger leur durée de vie et de réduire les déchets.

Engagements de l'État

- Encourage et soutien les projets liés à l'économie de la fonctionnalité, au réemploi, à la remise en état/réparation de biens sur le territoire.

Axe 3 Faire de la biodiversité et des richesses patrimoniales un socle fédérateur du territoire

Orientation 3.1 Mettre en place une gestion durable et solidaire de l'eau et des milieux aquatiques

Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux (mesure prioritaire)

Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides



FAIRE PARC c'est porter, avec le soutien de la Région Occitanie et la DREAL, le projet scientifique et culturel Garonne qui contribuera à valoriser le patrimoine de l'eau et les paysages fluviaux en Occitanie grâce à une animation coordonnée à l'échelle du fleuve. Les résultats seront valorisés à travers des conférences de restitution auprès des collectivités et par la mise en place d'évènements célébrant le fleuve et ses pratiques anciennes par le PNR.



Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux (mesure prioritaire)

L'eau est une ressource naturelle vitale au cœur de nombreux défis. La disponibilité et la qualité de la ressource en eau sont des enjeux majeurs pour la santé, l'environnement et le développement économique. Le territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées est confronté à de nombreux enjeux liés à la gestion de l'eau et au partage de cette ressource. Cette mesure a pour objectif de favoriser une gestion durable et raisonnée de celle-ci.

Le Parc Naturel Régional témoigne d'un engagement fort en faveur de la préservation de la ressource en eau en collaborant avec les acteurs locaux pour renforcer les dispositifs de gestion durable, en intégrant notamment les solutions fondées sur la nature et en renforçant la coopération avec les gestionnaires des territoires en amont et en aval, en travaillant main dans la main avec les structures partenaires pour développer des projets innovants face aux aléas climatiques et pour travailler à la réduction des pollutions et à la protection des zones de captages d'eau potable.

Le PNR s'engage à construire des projets en partenariat avec les différentes structures pour favoriser la qualité de l'eau et des milieux, développer la connaissance et l'appropriation des enjeux, via la sensibilisation et les sciences participatives.



FAIRE PARC c'est participer aux projets du territoire qui répondent aux grands enjeux de la ressource en eau. En concertation et partenariat avec le département de la Haute-Garonne, l'Agence de l'eau, SMEAG, SMGA, Garonne Amont, SAGE mais aussi avec le Val d'Aran, le PNR en préfiguration va intégrer instances, comités et ateliers pour maîtriser, agir et innover à leurs côtés en matière de gestion de l'eau. À Barbazan, au côté du tiers-lieu Les idées sont dans la grange, le PNR participe activement au festival du climat « L'eau sur notre territoire », au plus près des enjeux locaux de la ressource.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.2.2 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.1.2



Figuration au plan du Parc

- Assurer un bon état qualitatif des masses d'eau en priorité
- Protéger et gérer la ressource en eau

Disposition 1 Améliorer la connaissance sur la fonctionnalité des masses d'eau du territoire

Sous-dispositions

- Réaliser des études et des projets pour développer la compréhension du fonctionnement des masses d'eau, de leurs limites et de leur évolution face au dérèglement climatique (études

hydrologiques pour comprendre les flux d'eau, caractérisation de l'hydromorphologie des cours d'eau du territoire, modélisation de scénario climatique...).

- Identifier et cartographier les espaces les plus vulnérables au regard de l'accès à une eau de qualité en quantité suffisante, aujourd'hui et dans le futur.
- Affiner la définition des besoins pour chaque usage de l'eau.

Disposition 2 Préserver et améliorer la qualité des masses d'eau

Sous-dispositions

- Participer à des programmes de surveillance de la qualité de l'eau pour suivre l'évolution de la fonctionnalité des masses d'eau.
- Protéger les zones de captage d'eau potable : mise en place de protections réglementaires, promotion du boisement ou de son maintien pour optimiser la filtration de l'eau et son stockage.
- Travailler à la réduction des pollutions diffuses issues des activités agricoles et de la gestion des espaces verts : réduire l'utilisation des produits phytosanitaires et fertilisants.
- Minimiser les impacts des infrastructures d'assainissement collectif et non collectif sur la ressource en eau, en s'assurant de leur conformité, en particulier en zone à intérêt sanitaire (protection de captages d'eau potable et eau minérale, zones de baignade...).
- Expertiser, lors de projets d'urbanisation, la capacité d'épuration des sols lors d'aménagements sans assainissement collectif.
- Sensibiliser le grand public à la vulnérabilité de la ressource en eau : alerter sur les impacts des produits pouvant être utilisés dans le cadre domestique ou professionnel et de l'ensemble des rejets domestiques de l'assainissement non conforme sur la ressource en eau.

Disposition 3 Éduquer à la gestion raisonnée de la ressource

Sous-dispositions

- Sensibiliser le grand public à l'utilisation rationnelle de la ressource en eau.
- Développer de nouvelles solutions ambitieuses pour réduire les consommations d'eau (ex. : réduction des fuites, gestion des fontaines, réutilisation des eaux usées...).
- Promouvoir les pratiques agricoles et autres activités économiques économes en eau : accompagner l'introduction de variétés résistantes à la sécheresse, l'adoption de techniques de conservation des sols et d'irrigation efficaces, la plantation de haies agroforestières pour réduire l'évapotranspiration et améliorer la rétention d'eau, etc.
- Développer la prise en compte de la quantité de la ressource en eau, au regard de son évolution face au changement climatique, lors du développement des projets de microcentrale hydroélectrique.

Disposition 4 Comprendre, anticiper et accepter les risques inondation et torrentiel

Sous-dispositions

- Accroître la connaissance et la compréhension sur les risques inondation et crue torrentielle, en utilisant les études ciblant l'évolution des espaces en lien avec le dérèglement climatique.
- Identifier et cartographier les zones de fonctionnalité naturelle des cours d'eau du territoire (espace de mobilité, zones inondables et zones humides riveraines), intégrant les différentes continuités et leur rétablissement (transversale, longitudinale et verticale), prévoyant la libre circulation des poissons migrateurs et des sédiments, la recharge des nappes, les possibilités de débordement...
- Développer la protection juridique, la restauration et la compréhension de tous les publics sur ces zones de fonctionnalité naturelle.
- Orienter vers une prise en compte spontanée des zones à risques et aux choix d'aménagement raisonné qui prennent en considération l'atténuation des risques (limitation de l'imperméabilisation, gestion des eaux pluviales, zones d'expansion des crues...) lors des projets d'aménagement du territoire.
- Encourager la mise en place de mesures de réduction de vulnérabilité des bâtiments et activités dans les zones à risques inondation.
- Promouvoir le déploiement de solutions fondées sur la nature pour faire face aux aléas (libération des espaces de mobilité des cours d'eau, gestion des eaux pluviales...).
- Partager les pratiques permettant d'augmenter la résilience face aux risques auprès des aménageurs, exploitants agricoles, forestiers et gestionnaires d'espaces naturels.
- Travailler sur l'acceptation des risques inondation et crue torrentielle en informant le grand public, en lien avec les partenaires, sur les risques existants et les comportements à adopter en cas de crise.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre de communes engagées dans au moins une démarche/un projet de gestion.
- Existence d'un observatoire de la ressource à l'échelle du territoire.
- Partenariats réalisés en matière de gestion de la ressource.
- Rendement moyen du réseau d'eau potable en %.
- Nombre de protections de captages AEP établies.
- Taux de masses d'eau souterraines en bon état quantitatif.
- Taux de masses d'eau souterraines en bon état chimique.
- Taux de cours d'eau en bon état chimique.
- Nombre d'actions de sensibilisation réalisées sur le sujet des risques et des options de prévention et de résilience associées.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Mobilise les acteurs économiques et collectivités territoriales du territoire sur la réduction des pollutions associées aux pratiques et infrastructures.
- Participe aux suivis et études d'amélioration de la connaissance sur le fonctionnement des masses d'eau, sur les espaces à la ressource en eau la plus vulnérable et sur l'identification des besoins.

- Porte des actions de sensibilisation ciblant tous les publics pour une meilleure gestion de l'eau.
- Encourage et soutient les initiatives permettant une économie de la ressource en eau.
- Contribue avec les structures existantes aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques.
- Accompagne les collectivités territoriales dans la prise en compte des impacts sur la ressource en eau et les milieux aquatiques dans les projets d'aménagement.

Engagements des communes et intercommunalités

- Réaliser ou promouvoir la réalisation de schémas directeurs eau potable et assainissement.
- Améliorer les rendements des ouvrages de distribution d'eau potable.
- Réaliser un bilan des stations d'épuration avec leurs capacités et fonctionnement et prévoir si besoin les améliorations ou renforcements nécessaires.
- Veiller à diminuer les impacts des infrastructures d'assainissement collectif et non collectif sur la ressource en eau.
- Progresser sur la prise en compte des impacts sur la ressource en eau dans l'aménagement et la gestion des espaces publics (ex. : réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires au sein des espaces verts publics, meilleure gestion des eaux de pluie notamment par la désimperméabilisation...).
- Rationaliser la consommation d'eau des bâtiments et des équipements publics.
- Relayer les informations participant à la sensibilisation du grand public à une meilleure gestion de la ressource en eau.
- Agir, directement ou via les syndicats dont ils sont membres, en faveur de la préservation de la ressource en eau dans le cadre de leurs compétences en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement, et de gestion des milieux aquatiques.
- Participer aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire du Parc.
- Partager les données acquises en lien avec la gestion de l'eau sur leur territoire (eau potable, assainissement, pluvial, etc.).

Engagements de l'État

- Associe le syndicat mixte du Parc aux procédures concernant les grands barrages (renouvellement de concessions, vidanges, soutien d'étiage...), et dans les commissions locales de l'eau.
- Mène avec le syndicat mixte du Parc des actions communes en faveur d'une gestion raisonnée et ambitieuse de la ressource en eau, en faisant un élément à part entière du développement durable du territoire.
- Participe au subventionnement de la rénovation des stations d'épuration « jugées non conformes ».
- Associer le Parc aux plans et programmes concernant les domaines de la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et de la préservation des milieux aquatiques et humides.
- Mettre à disposition ses données liées à l'eau.

Engagements de la Région

Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés :

- Accompagner le syndicat mixte et ses partenaires sur des actions de sensibilisation de tous les publics aux enjeux de la ressource en eau, sur des actions permettant la réalisation d'économies d'eau substantielles et le recours à des ressources alternatives (réutilisation des eaux usées, récupération de

l'eau de pluie, eaux non conventionnelles), et sur des actions en faveur de la préservation de la qualité de la ressource.

- Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés : soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires visant à améliorer la connaissance des ressources en eau et la coopération en matière de gestion de l'eau.
- Soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires permettant une traduction efficace des enjeux liés à l'eau (ressource, prévention des risques, milieux aquatiques) dans les différents documents d'urbanisme.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Participe aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire du Parc.
- Soutient les actions d'acquisition de connaissance sur la ressource en eau et les milieux aquatiques.
- **Associe le syndicat mixte aux actions du PTGA, notamment à l'observatoire des sources et à l'observatoire de la thermie des cours d'eau.**
- Suit la mise en œuvre du schéma départemental AEP. Évaluer les actions décidées.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Associe le syndicat mixte du Parc aux démarches qu'il engage sur le territoire en matière de gestion de l'eau (études, programmes d'action opérationnels...).
- Poursuit l'accompagnement technique et financier des collectivités en matière d'eau potable et d'assainissement afin de garantir la qualité de service et la sécurité de l'approvisionnement.
- Associe le PNR au futur Schéma départemental d'assainissement (qui doit permettre d'acquérir une meilleure connaissance du territoire, de favoriser une dynamique de mutualisation des moyens et d'identifier, hiérarchiser et programmer les actions à mettre en œuvre en matière d'assainissement collectif pour préserver la santé publique et atteindre le bon état des masses d'eau).
- Poursuit sa participation à la gouvernance du SAGE Garonne et NRG et au Projet de Territoire sur l'Eau Garonne Amont.
- Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.

Partenaires associés

- Agence de l'eau Adour Garonne
- OFB
- Structures porteuses des SAGE
- Syndicats d'adduction d'eau potable et d'assainissement
- Syndicats gestionnaires des milieux aquatiques
- PETR du Pays des Nestes
- Chambres d'agriculture
- OUGC
- CATZH
- Conservatoire départemental des zones humides de Haute-Garonne
- Gestionnaires de la ressource en eau des territoires voisins
- Associations naturalistes et de protection de la biodiversité
- Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste – rivières de Gascogne et estuaire
- PETR Pays Sud Toulousain
- PTGA
- ONF

Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides

Les milieux aquatiques et humides sont de remarquables supports de biodiversité et fournissent de nombreux services écosystémiques : approvisionnement en eau potable, maintien de la qualité des eaux, régulation des inondations, soutien à l'étiage, lieu récréatif... Le maintien de leur fonctionnalité est donc un enjeu essentiel du territoire cadré dans cette mesure.

Le territoire du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, riche de son réseau hydrographique dense et de ses nombreuses zones humides va notamment contribuer à enrichir la connaissance sur ces écosystèmes en développant et animant un large réseau de partenaires et participant à de nombreux projets (RED-Bio, Lacustris...). Il va favoriser les démarches de protection (prise en compte dans les documents d'urbanisme...), d'entretien (gestion des espèces exotiques envahissantes...) et de restauration (fonctionnalité, hydromorphologie, continuité...) de ces milieux, en amenant des ressources techniques et financières le cas échéant. Le syndicat va également accompagner la conciliation des différents usages (biodiversité, agriculture, tourisme...) et favoriser la sensibilisation du grand public sur l'importance de ces milieux, leur fonctionnement et leurs utilités.



FAIRE PARC c'est répondre aux préoccupations légitimes des éleveurs en estive sur la raréfaction de la ressource en eau. Au port de Balès, une étude est lancée en partenariat avec le BRGM, l'Agence de l'eau, l'Association de préfiguration du Parc et les éleveurs de Barousse pour établir un diagnostic hydrogéologique du secteur. Notre objectif commun' : connaître les potentialités aquifères du secteur, savoir les exploiter dans le respect de leur fonctionnalité environnementale pour préserver et développer ensemble la tradition pastorale du territoire.



Figuration au plan du Parc

- Préserver les zones humides et leur fonctionnement

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.2.2 / 1.3.2 / 2.1.2 / 3.1.1 / 3.2.1 / 3.2.3 / 3.2.2

- Taux de masses d'eau souterraines en bon état quantitatif.
- Taux de masses d'eau souterraines en bon état chimique.
- Taux de cours d'eau en bon état chimique.
- Nombre d'actions de sensibilisation réalisées sur le sujet des risques et des options de prévention et de résilience associées.
- Taux de cours d'eau en bon ou très bon état écologique.
- Superficie de milieux humides sous dispositif contractuel (adhésion CATZH, MAE...).
- Superficie de ZH inventoriée, en ha.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Porter et soutenir des actions d'acquisition de connaissance, de préservation et de restauration des milieux aquatiques et humides en collaboration avec les acteurs de la gestion de ces milieux.
- Accompagner les collectivités territoriales dans l'intégration de la gestion des milieux aquatiques et humides dans leurs propres stratégies, dans leurs documents d'urbanisme et dans leurs projets d'aménagement.
- Promouvoir des usages des milieux aquatiques et humides respectueux de leur fonctionnalité auprès d'un public large.

Engagements des communes et intercommunalités

- Protéger les zones humides et milieux aquatiques dans leurs documents d'urbanisme avec un zonage et un règlement adapté.
- Dans leur domaine de compétence et en collaboration avec les syndicats concernés, participer à la gestion vertueuse des milieux aquatiques et humides.
- Relayer les pratiques vertueuses en faveur de la sauvegarde et la restauration des milieux aquatiques et des zones humides.

Engagements de l'État

- Associer le Parc aux plans et programmes concernant les domaines de la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et de la préservation des milieux aquatiques et humides.
- Intégrer le syndicat mixte du Parc dans les consultations sur les autorisations et déclarations de travaux en rivière ou sur les zones humides.
- Consulter le syndicat mixte du Parc lors de la procédure de classement des cours d'eau au titre du Code de l'environnement, parmi ceux dont les enjeux environnementaux sont identifiés dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (compte tenu des enjeux sur les « têtes de bassins versants »).

Engagements de la Région

Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés :

- Soutenir la préservation et la restauration des milieux aquatiques, humides et des forêts alluviales, ainsi que la lutte contre l'érosion, l'imperméabilisation et les pollutions à l'échelle des bassins versants.
- Inciter, soutenir et accompagner le Parc dans la mobilisation des crédits européens potentiellement existants sur la thématique de la biodiversité aquatique.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Accompagnement financier des collectivités GEMAPI pour la gestion et la restauration des milieux aquatiques (règlement d'intervention financière).
- Accompagnement technique et financier via le Conservatoire départemental des zones humides.
- Partage de données dans le cadre du réseau de suivi complémentaire départemental des masses d'eau superficielles (RCD).

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les programmes d'action des structures compétentes à la gestion des milieux aquatiques répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Prend en compte, dans le cadre de ses opérations sur le patrimoine routier, le fonctionnement des milieux aquatiques.

Partenaires associés

- Agence de l'eau Adour Garonne
- Structures porteuses des SAGE
- Syndicats d'adduction d'eau potable et d'assainissement
- Syndicats gestionnaires des milieux aquatiques
- PETR du Pays des Nestes
- Chambres d'agriculture
- PET Pays Sud Toulousain
- OUGC
- CATZH
- Conservatoire départemental des zones humides de Haute-Garonne
- Gestionnaires de la ressource en eau des territoires voisins
- Fédérations de pêche
- Associations naturalistes et de protection de la biodiversité
- Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste – rivières de Gascogne et estuaire
- ONF
- COFOR

Orientation 3.2 Préserver les espaces naturels remarquables et la biodiversité locale

Mesure 3.2.1 Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance

Mesure 3.2.2 Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale

Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins

Mesure 3.2.1 Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance

La préservation de la biodiversité est essentielle pour maintenir l'équilibre de notre environnement et assurer la survie des écosystèmes et de nombreuses espèces végétales et animales. Elle permet également de réguler le climat, de maintenir la pollinisation et donc de garantir notre alimentation... Protéger la biodiversité est donc un enjeu crucial pour la santé et le bien-être des territoires. Cette mesure a pour objectif d'assurer la pérennité de la biodiversité et le bon fonctionnement des écosystèmes.

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées s'engage à enrichir la connaissance, en portant des projets et en développant un large réseau de partenaires pour mieux connaître et mieux préserver le patrimoine naturel du territoire, notamment en participant aux nombreux suivis naturalistes sur les espèces emblématiques du territoire (Ours brun, Desman des Pyrénées, Grand Tétras...), en contribuant au développement de projets multipartenaires et transfrontaliers sur des espèces protégées, endémiques ou menacées (Écrevisses à pattes blanches, chiroptères...) et des écosystèmes caractéristiques (OPCC, RED-Bio), en intégrant des groupes de travail en rapport avec les stratégies de préservation de la biodiversité (PNA Plantes des Pyrénées, PNA Bouquetin ibérique, stratégie PEE...) et en contribuant à la mise en place d'Atlas de la biodiversité communale (ABC) qui permettrait de pallier à la fois l'absence d'inventaire et le manque d'outil d'aide à la décision pour les collectivités. Afin de rendre accessible la connaissance à tous, le PNR va mettre en place des actions de sensibilisation auprès du territoire lors d'évènement (Fête de la Nature, Jour de la Nuit, Festival citoyen du Climat, Semaine de l'environnement...) mais aussi auprès des scolaires (primaire, collège, lycée, universitaire).



FAIRE PARC c'est dans les réseaux actifs, Tétras, Desman, Ours Brun aux côtés du CEN, de l'OFB, de la Fédération de Chasse, ou en initiant de nouveaux (Écrevisses à pattes blanches), engager dès la préfiguration du PNR l'association dans le suivi des espèces locales et exotiques pour une meilleure connaissance de leur répartition sur le territoire, des enquêtes indispensables pour connaître déclin, perte d'habitat ou prolifération. Sur le Ger, le Job, la Pique, la Garonne ou les vallées du Larbourn, d'Oueil ou du Lys et grâce à la synergie des compétences et savoirs, bientôt une meilleure connaissance des populations et milieux.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.2.2 / 1.3.2 / 2.1.2 / 2.3.2 / 3.2.3 / 3.3.2

Disposition 1 Améliorer la connaissance du patrimoine naturel sur le territoire

Sous-dispositions

- Favoriser l'émergence de méthodologies partagées en matière de structuration et partage de données.
- Prioriser l'étude des espaces naturels à enjeux.
- Participer aux suivis de la biodiversité sur le territoire déjà en cours, et en développer de nouveau avec les partenaires.
- Promouvoir et accompagner les communes à la mise en place d'Atlas de la biodiversité communale.
- Enrichir la base de connaissances sur les dynamiques à l'œuvre et leurs impacts sur la biodiversité et les services écosystémiques (dérèglement climatique, aménagement, agriculture, sylviculture ou encore expansion des espèces exotiques envahissantes).

Disposition 2 Préserver la biodiversité remarquable et ordinaire du territoire

Sous-dispositions

- Encadrer les prélèvements et la pratique de collecte de plantes (culinaires, médicinales) en partenariat avec l'État, les communes, les professionnels et les cueilleurs.
- Assurer des actions de protection des espèces emblématiques, incluant la préservation des milieux (cf. 3.2.2).
- Conserver les espèces menacées par la mise en place de dispositifs adaptés.

Disposition 3 Sensibiliser tous les publics aux enjeux de protection du patrimoine naturel

Sous-dispositions

- Rendre la biodiversité et ses enjeux accessibles à tous (élus, grand public, professionnels).
- Mettre en place des formations et actions de sensibilisation accessibles.
- Développer un réseau d'observateurs volontaires : création d'une plateforme d'échange (action).

Indicateurs de la mesure :

- Établissement d'un répertoire méthodologique partagé.
- Nombre d'Atlas de la biodiversité (communaux et intercommunaux) réalisés.
- Nombre d'inventaires et démarches participatives réalisés par le Parc ou avec son appui.
- Création de la plateforme partagée d'observation ouverte au grand public.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Œuvre au renforcement de la base de connaissances sur la biodiversité du territoire et les dynamiques associées en collaboration avec les acteurs du territoire (lancement ou participation à des études et inventaires, actions en faveur de l'interopérabilité des données naturalistes...).
- Partage et diffuse les connaissances acquises aux partenaires et dans le cadre d'une sensibilisation à destination de tous (grand public, élus, professionnels du monde agricole, de la sylviculture, acteurs de l'aménagement...).

- Sensibilise le grand public, les professionnels et touristes sur la fragilité des milieux et le renouvellement des espèces animales et végétales sur le territoire (proposition d'un cadre contractuel sur la cueillette).

Engagements des communes et intercommunalités

- Partager les éventuelles connaissances acquises sur la biodiversité de leur territoire.
- Diffuser les publications sur le patrimoine naturel produites par le Parc.

Engagements de l'État

- Prendre en compte les actions d'éducation à l'environnement et au développement durable du Parc dans les programmes pédagogiques de l'Éducation nationale.
- Soutenir et accompagner le Parc dans la mobilisation et la valorisation de la connaissance et des pratiques du territoire en matière de préservation de la biodiversité.
- Soutenir et participer à la mise en place d'actions mutualisées portées par le syndicat mixte.
- Encourager les enseignants à développer des projets d'éducation au territoire.
- Soutenir et accompagner les associations sportives et de jeunesse à développer des projets d'éducation à l'environnement via les sports de nature.

Engagements de la Région

Dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité :

- Soutenir le renforcement de la connaissance et sa diffusion en Occitanie sur la fonctionnalité des milieux, sur les continuités écologiques et sur les services écosystémiques.
- Participer au développement des travaux de l'Observatoire régional de la biodiversité porté par l'ARB, dont l'objet est d'évaluer l'état de la biodiversité, mettre à disposition des informations claires et synthétiques et fournir des éléments d'évaluation pour les politiques publiques.
- Veiller à la transmission des données acquises par le PNR auprès de l'ORB et du SINP.
- Mettre à disposition des acteurs du territoire du PNR son outil d'information et d'aide à la décision « Biocitanie » pour la prise en compte de la biodiversité du territoire, des informations cartographiques sur les enjeux de biodiversité locaux.
- Travailler avec ses partenaires régionaux en vue de l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des connaissances sur la biodiversité à l'échelle Occitanie.
- S'appuyer sur le PNR dans son rôle de territoire exemplaire et innovant pour déployer la Stratégie régionale pour la biodiversité.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Met à disposition du Parc leurs données et leur expertise sur la biodiversité.
- Introduire ou reconduire, dans ses partenariats avec les structures expertes, des clauses favorisant ou garantissant le partage des données, afin de contribuer à la construction d'un système d'information partagé sur la biodiversité.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances, les Atlas de biodiversité communaux du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre.

Partenaires associés

- OFB
- ARB Occitanie
- ONF
- CNPF
- Agence de l'eau
- Structures porteuses des SAGE
- Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides
- PETR du Pays des Nestes
- Chambres d'agriculture
- PETR Pays Sud Toulousain
- Fédérations de pêche
- Fédérations de chasse
- Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées
- Conservatoire d'espaces naturels Occitanie
- Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)
- Structures de recherche et universités
- Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises
- Parcs espagnols voisins
- OPCC

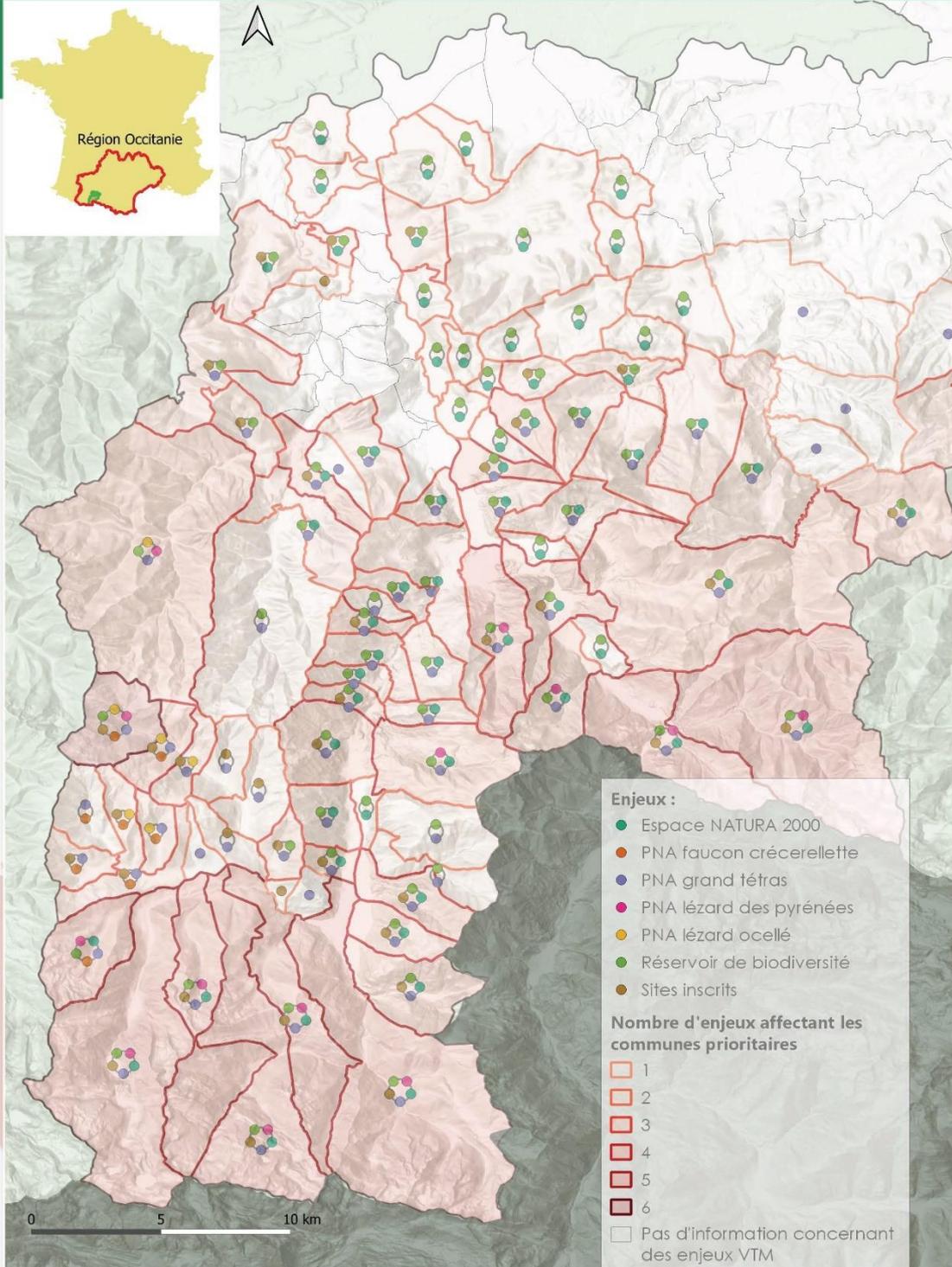


Mesure 3.2.2 Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale (mesure prioritaire)



Charte
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Enjeux de circulation des Véhicules Terrestres Motorisés de loisirs : Communes prioritaires pour consolider la mise en application réglementaire adaptée (secteur sud)



Source: BD TOPO® IGN 2021 | Réalisation : CITADIA Conseil - 04.06.2024





Charte
Parc naturel régional
Comminges Barousse Pyrénées

Enjeux de circulation des Véhicules Terrestres Motorisés de loisirs : Communes prioritaires pour consolider la mise en application réglementaire adaptée (secteur nord)

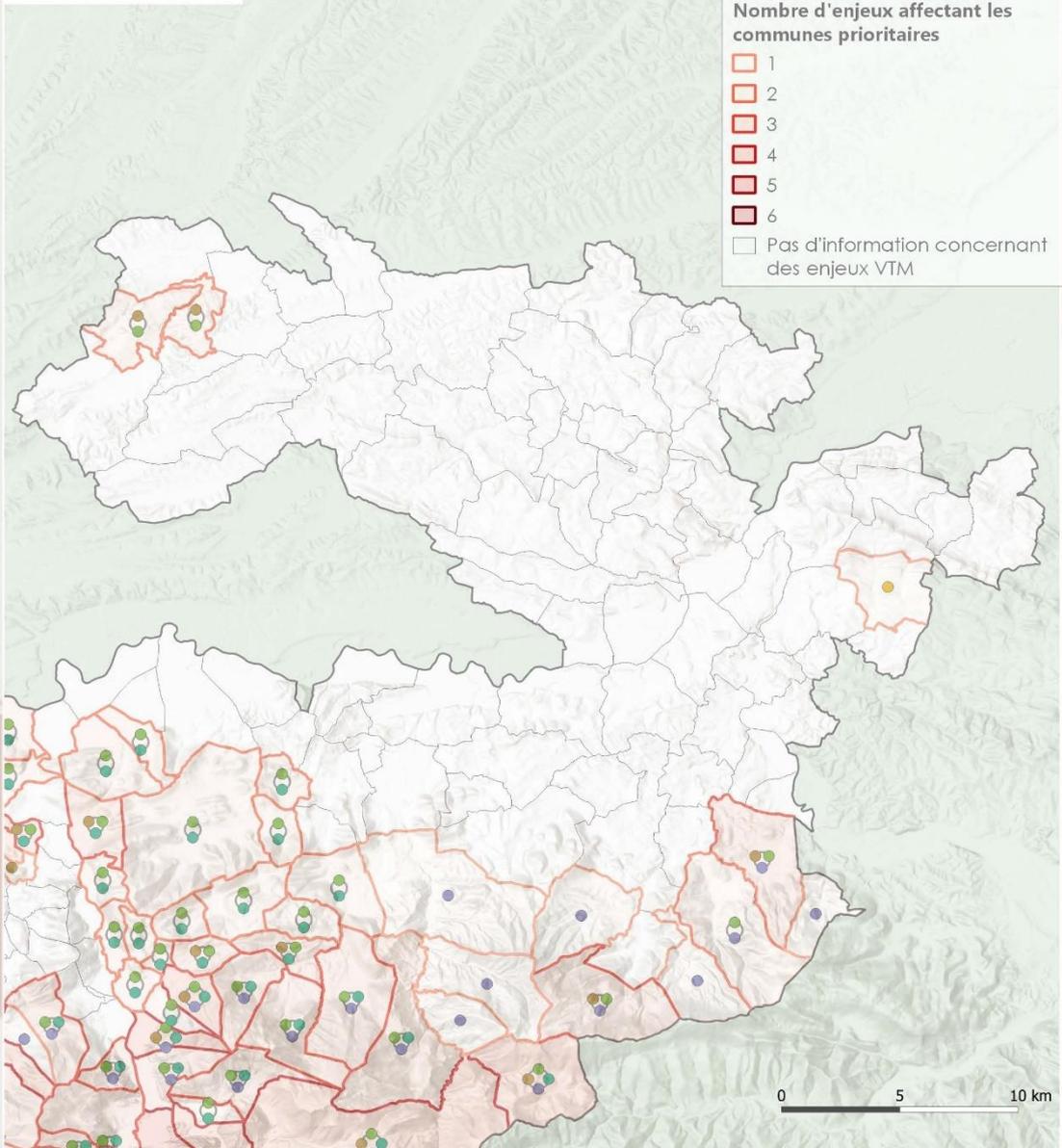


Enjeux :

- Espace NATURA 2000
- PNA faucon crécerellette
- PNA grand tétras
- PNA lézard des pyrénées
- PNA lézard ocellé
- Réservoir de biodiversité
- Sites inscrits

Nombre d'enjeux affectant les communes prioritaires

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- Pas d'information concernant des enjeux VTM



Source: BD TOPO® IGN 2021 | Réalisation : CITADIA Conseil - 04.06.2024

La pérennité des ressources dépend de la présence des milieux naturels à forte valeur patrimoniale. Ces derniers abritent souvent une grande diversité d'espèces végétales et animales. Protéger et gérer ces milieux est crucial pour préserver la biodiversité, le patrimoine culturel, la qualité de vie et promouvoir un développement durable sur le territoire. La protection de ces milieux est l'objectif prioritaire de cette mesure.

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées dispose déjà de nombreux périmètres de reconnaissance du patrimoine naturel qui témoignent de la richesse biologique du territoire et souhaite contribuer à valoriser et préserver ceux-ci. Le territoire s'engage à prendre part au réseau biodiversité de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées sur la zone de la Barousse pour la mise en place de la stratégie des aires protégées sur le territoire, notamment en travaillant avec l'ONF et les COFOR sur la stratégie de protection des vieilles forêts auprès des communes, en portant l'animation des sites Natura 2000 et en permettant d'accroître la prise en compte de ces milieux dans les différents projets d'aménagement sur le territoire.

Protéger, c'est aussi mettre en place avec les structures compétentes (ONF et OFB) une meilleure prise en compte de la localisation de ces zones, et réglementer la circulation des véhicules terrestres à moteur. Les communes regroupant plusieurs enjeux (présence de réservoirs de biodiversité – encart TVB ; présence de sites inscrits/classés ; de zones Natura 2000 ; d'enjeux pour les milieux forestiers – encart TVB ; d'espaces naturels sensibles ; de PNA Grand Tétras, Faucon crécerellette, Lézard ocellé, Lézard pyrénéen) seront accompagnées en priorité pour la mise en place d'une réglementation sur la circulation des VTM adaptée aux enjeux locaux.

Nota : Les communes concernées uniquement par des sites inscrits, sites classés de très petite surface ou par des zonages liés exclusivement au cours d'eau et limités aux abords directs de cours d'eau n'ont pas été retenues comme prioritaires.



FAIRE PARC c'est créer en concertation avec le Conservatoire d'espace naturel une réserve naturelle régionale sur les parcelles forestières d'Arbas à Herran, une façon d'agir en faveur de la biodiversité et de valoriser les richesses naturelles du territoire. Un défi à relever par la sensibilisation et l'information pour convaincre les populations locales de la valorisation de leur territoire par cette labellisation réglementaire.



Figuration au plan du Parc

- Zone prioritaire pour l'extension de réseau d'aires protégées
- Sites du Conservatoire d'espaces naturels (encart « Périmètre de reconnaissance du patrimoine naturel »)
- Encart « Enjeux de circulation des véhicules terrestres motorisés (VTM) de loisirs »

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 2.3.1 / 2.4.1 / 3.3.1

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

concernées – encart dédié au plan du Parc + liste des communes et nombre d'enjeux concernés en annexes).

Indicateurs de la mesure :

- Surface en ha concernée par une aire protégée : T0.
- Surface en ha concernée par une aire sous protection forte : T0.
- Communes couvertes par un ou plusieurs arrêté(s) de circulation des véhicules terrestres motorisés : T0.
- Nombre de plans de conservation d'espèces concernant le territoire auxquels le Parc participe (PNA, LIFE...) : T0.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Mobilise les leviers disponibles (connaissance, gestion, modération des usages) pour améliorer l'état de conservation des espaces protégés en coopération avec les acteurs en place.
- Étudie en lien avec les acteurs de la biodiversité les opportunités pour l'application d'une protection réglementaire à de nouveaux espaces et le renforcement de la protection sur les espaces le nécessitant.
- Conçoit et diffuse un guide pratique à l'usage des utilisateurs de véhicules motorisés à des fins de loisirs pour les informer de la réglementation en vigueur et les sensibiliser à la fragilité des milieux.

Engagements des communes et intercommunalités

- Contribuer à la conservation des espaces patrimoniaux protégés en adaptant leurs documents d'urbanisme et leurs projets d'aménagement.
- S'inscrire dans les démarches de création d'aires protégées.
- Mettre en place une réglementation adaptée concernant la circulation des VTM dans les zones à enjeux.

Engagements de l'État

- Associe le Parc à ses réflexions sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale des aires protégées.
- Mobilise, sur la base des propositions du syndicat mixte du Parc, les outils réglementaires pour la mise en place d'aires protégées sur le territoire du Parc, après évaluation de leur faisabilité.
- Associe le Parc aux réflexions prospectives sur les massifs forestiers du territoire.
- Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses.
- Soutient et poursuit une gestion multifonctionnelle des forêts publiques notamment pour l'accueil du public.

Engagements de la Région

La Région s'engage, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, à :

- Copiloter aux côtés de l'État la déclinaison territoriale de la Stratégie aires protégées : mise en œuvre du premier Plan d'action territorial (PAT), élaboration du deuxième PAT (2024-2026), élaboration d'un diagnostic patrimonial.
- Doter ses réserves naturelles d'outils pour intégrer le changement climatique dans la gestion (objectif 50 % des RNR d'ici fin 2025).
- Mettre en place les conditions nécessaires (moyens humains, matériels, techniques) pour une mise en œuvre ambitieuse de la compétence Natura 2000, adaptée aux enjeux régionaux.

- Mobiliser le PNR dans le cadre du Comité régional Biodiversité, instance d'échanges et de dialogue sur la biodiversité en Région.
- Soutenir les démarches du PNR en faveur de la réussite du zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à horizon 2040 et du renforcement de la résilience des écosystèmes et des territoires dans un contexte de changement climatique.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Contribue à atteindre les objectifs de la mesure dans le cadre notamment de leur politique en matière d'espaces naturels sensibles (ENS) **et du Conservatoire des zones humides : accompagnement technique et financier du CD31 pour le classement et la gestion de ces milieux.**

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Met en œuvre des actions de connaissance de la biodiversité dans toutes les procédures réglementaires d'engagement de travaux. Mène des opérations « Zéro phyto », lutte contre les espèces exotiques envahissantes sur le domaine routier.
- Met en œuvre, sur les sites et les itinéraires d'intérêt départemental inscrits au PDIPR, des politiques de concertation et de médiation sur le sujet de la fréquentation des espaces naturels et plus globalement de la gestion des flux touristiques. Soutient l'écoresponsabilité des manifestations et des événements sportifs.
- Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances, les actions du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre.

Partenaires associés

- OFB
- ARB Occitanie
- ONF
- CNPF
- Agence de l'eau
- Structures porteuses des SAGE
- Structures porteuses de l'animation des sites Natura 2000
- Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides
- PETR du Pays des Nestes
- PETR Pays Sud Toulousain
- Chambres d'agriculture
- Fédérations de pêche
- Fédérations de chasse
- Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées
- Conservatoire d'espaces naturels Occitanie
- Structures de recherche et universités
- Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)

Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins

La perte de biodiversité est étroitement liée à la destruction des écosystèmes naturels, entraînant la fragmentation des habitats et l'isolement des populations, altérant leur structure et leur fonctionnement. Pour enrayer la fragmentation des espaces, l'identification, la préservation et l'amélioration des continuités écologiques apparaissent ainsi primordiales. Cette mesure a pour objectif de préserver et restaurer les trames écologiques du territoire pour assurer la continuité des habitats naturels et la conservation de la biodiversité.

Le territoire du PNR, au carrefour de nombreuses continuités écologiques, s'engage à mener une réflexion spatialisée au sein du territoire, avec l'appui des partenaires, des territoires voisins et frontaliers, sur la protection de ces continuités écologiques, notamment en conciliant activités humaines, aménagements et maintien de la biodiversité par la prise en compte des trames écologiques dans les documents d'urbanisme, en travaillant sur l'identification des sous-trames et leur fonctionnalité (vieux bois avec l'ONF, pelouse avec le CBNPMP...) et en développant la connaissance et l'appropriation des trames écologiques peu approfondies.



Figuration au plan du Parc

- Encart « Principales continuités écologiques »
- Encart « La ressource en eau »

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.3.2 / 1.4.1 / 2.1.2 / 3.2.1 / 3.4.1

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- Le maintien et le renforcement de la trame végétale ;
- La limitation des pollutions lumineuses ;
- L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique ;
- La promotion et l'exercice d'une gestion forestière durable ;
- La lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Disposition 1 Garantir le maintien et l'amélioration des différentes continuités écologiques

Sous-dispositions

- Définir et assurer la prise en compte de la trame verte et bleue à une échelle adaptée dans les documents d'urbanisme.
- Assurer l'intégration des enjeux de conservation des continuités écologiques lors de la conception et la mise en œuvre des projets d'aménagement (cf. 1.3.2).
- Accélérer la réimplantation d'éléments de continuité sur le territoire (réouverture de milieux, plantations de haies dans les espaces agricoles, végétalisation des milieux urbanisés...).
- Œuvrer à l'effacement ou à la perméabilisation d'obstacles aux continuités écologiques (infrastructures de transport, obstacles à l'écoulement, espaces imperméabilisés...).
- Réduire les pollutions lumineuses pour renforcer la trame noire propice à la vie nocturne.

- Préciser la cartographie locale de la trame noire pour constituer un socle propice à la mise en place d'actions de réduction des pollutions lumineuses.

Disposition 2 Approfondir la connaissance sur les milieux naturels et leurs interactions

Sous-dispositions

- Affiner l'identification des continuités écologiques locales en lien avec les travaux déjà menés sur le territoire.
- Réaliser un inventaire biologique de grande envergure.
- Conforter les continuités écologiques avec les territoires voisins.
- Mise en place de stations de suivi climatique pour observer les impacts du changement climatique.

Disposition 3 Développer la connaissance sur les continuités peu explorées.

Sous-dispositions

- Encourager la réalisation d'études portant sur les sols du territoire et leur gestion.
- Reconnaître la composante pédologique des milieux comme vecteur de continuité écologique en légitimant la trame brune.
- Rendre visibles les enjeux associés aux sols dans les réflexions sur l'aménagement du territoire (artificialisation, perméabilité, obstacles souterrains tels que les fondations et réseaux de transport d'eau et d'énergie...) (cf. 1.3.2).
- Éduquer sur les fonctions remplies par les sols et la nécessité de les protéger (support de biodiversité, séquestration de carbone, régulation des risques, purification de l'eau et de l'air...).

Indicateurs de la mesure :

- Évolution de l'occupation du sol (surface en ha par grand type d'espace).
- Surface en ha concernée par une aire protégée.
- Surface en ha concernée par une aire sous protection forte.
- Nombre de plans de conservation d'espèces concernant le territoire auxquels le Parc participe (PNA, LIFE...).
- Nombre d'actions de sensibilisation réalisées sur les continuités écologiques.
- Nombre d'accompagnements réalisés auprès des collectivités ou autres porteurs de projet pour la restauration de continuités écologiques.
- Nombre d'études soutenues portant sur les sols du territoire et leur gestion.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Contribue à la précision, la conservation et la restauration des continuités écologiques en collaboration avec les acteurs de la biodiversité et de l'aménagement.
- Mène et encourage des actions de caractérisation et de réduction de la pollution lumineuse sur le territoire (ex. : Jour de la Nuit).
- Renforce la connaissance, la considération et la préservation des sols par un travail de soutien de la recherche et de sensibilisation.

- Facilite la reconnaissance des continuités écologiques au-delà des limites du PNR, voisines et transfrontalières, et engage un partage des actions menées en faveur de la préservation sur les territoires voisins.

Engagements des communes et intercommunalités

- Préciser et inscrire les continuités écologiques de leur territoire dans leurs documents d'urbanisme.
- Mobiliser des outils fonciers et réglementaires pour préserver et restaurer les continuités écologiques.
- Contribuer aux réflexions et actions menées pour améliorer les continuités écologiques à l'échelle du Parc et en lien avec ses territoires voisins.

Engagements de l'État

- Accompagne le syndicat mixte dans ses démarches pour le maintien et l'amélioration des continuités écologiques sur son territoire et avec les territoires voisins.

Engagements de la Région

En lien avec les objectifs fixés dans le SRADDET, et dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité :

- Soutenir la restauration des continuités écologiques et de leurs milieux constitutifs sur le territoire régional, en étroite articulation avec ses partenaires, notamment pour faire émerger des projets territoriaux ambitieux. Elle engage un travail de modernisation et d'uniformisation de la cartographie des continuités écologiques régionales. Elle accompagne les initiatives permettant l'identification des secteurs prioritaires à restaurer.
- Soutenir le Pacte en faveur de la haie et poursuivre la mise en œuvre du Plan régional Arbre et carbone vivant : soutien à l'inventaire et protection de vieilles forêts ; plantation qualitative d'arbres et de haies champêtres et soutien au déploiement de la régénération naturelle assistée ; montée en puissance de l'agroforesterie en Occitanie.
- Soutenir l'identification de la sous-trame des vieux arbres et la définition des moyens de sa préservation.
- Accompagner les documents de planification, avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité Occitanie.
- Soutenir le PNR comme territoire pionnier en matière de restauration écologique, et valoriser ces expériences en la matière
- S'appuyer sur l'ARB pour l'animation du réseau de gestionnaires d'espaces naturels.
- Mettre à disposition ses outils, bases de données, compétences et expertises concernant les continuités écologiques.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Apporte son soutien aux démarches de préservation et de restauration des continuités écologiques sur le territoire du PNR et en lien avec les territoires voisins.
- Accompagnement du CD31 dans le cadre de la politique ENS et du règlement d'aide sur la gestion des milieux aquatiques.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.

Partenaires associés

- OFB

- ARB Occitanie
- ONF
- CNPF
- Agence de l'eau
- Structures porteuses des SAGE
- Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Chambres d'agriculture
- Fédérations de pêche
- Fédérations de chasse
- Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées
- Conservatoire d'espaces naturels Occitanie
- Structures de recherche et universités
- Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)

Orientation 3.3 Sauvegarder et promouvoir les attraits paysagers et géologiques

Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages

Mesure 3.3.2 Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation

Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages

Le territoire présente une grande variété de paysages, structuré par l'étagement du relief et les grandes vallées. Si celles-ci constituent l'identité du territoire, la Garonne et les vues omniprésentes sur les montagnes pyrénéennes apparaissent comme des éléments emblématiques fédérateurs qui en font sa renommée.

L'inventaire des paysages fait apparaître une nette distinction entre trois grands ensembles géologiques constitutifs des entités paysagères : le Bas-Comminges appartenant à celui des « plaines et collines », le couloir pyrénéen, et le Haut-Comminges pleinement inscrit dans le domaine « montagnard pyrénéen ». La diversité et les particularités des paysages sont étroitement dépendantes de la géomorphologie conjuguée à des héritages culturels qui témoignent de multiples influences : montagne, piémont, vallée de la Garonne et coteaux. Parfois reconnus par des protections et des labels, ils disposent d'un potentiel important de mise en valeur culturelle et touristique.

Néanmoins, ces paysages sont soumis à de nombreux bouleversements. La reconquête forestière et l'embroussaillage entraînent la fermeture progressive des paysages, souvent vécue comme un abandon du territoire par le monde rural encore actif.

Également, le dérèglement climatique (évolution des formations végétales) associé à d'autres dynamiques comme l'artificialisation des sols ou encore la progression des espèces exotiques envahissantes (ex. : renouée du Japon) menace les paysages emblématiques comme les plus communs du Parc.

Au-delà de la prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme, les actions actuellement engagées restent isolées et les moyens d'ingénierie dédiés sont quasi inexistantes. Les défis en lien avec cette thématique sont multiples : il s'agit notamment d'inventorier avec précision les paysages et leurs évolutions, de mieux caractériser les facteurs de leur altération et d'agir pour leur préservation ainsi que leur amélioration.

Les conséquences des phénomènes à l'œuvre et leurs synergies doivent être mieux appréhendées pour mettre en œuvre des mesures de protection des paysages efficaces sur le long terme. Le Parc s'investira dans des démarches de suivi et d'étude en ce sens.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 1.3.1 / 1.3.2 / 2.1.2 / 2.2.1 / 2.4.1 / 3.1.2 / 3.4.2

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- La limitation de la fermeture des paysages, notamment par le maintien du pastoralisme ;
- L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique ;
- La lutte contre les espèces exotiques envahissantes.



Figuration au plan du Parc

- *Préservation et valorisation des grands sites bâtis classés et leurs abords*
- *Valorisation du site classé des hautes vallées frontalières du Luchonnais*

Disposition 1 Améliorer la connaissance des éléments identitaires du paysage et de leurs évolutions

Sous-dispositions

- Organiser une veille paysagère des composantes naturelle et anthropique sous forme d'observatoires ou sentinelles (fermeture des milieux, extensions des boisements, formes de bâti).
- Piloter des études visant à comprendre l'évolution des paysages en lien avec le dérèglement climatique observé.

Disposition 2 Maintenir et valoriser les activités agricoles et forestières permettant de conserver les éléments structurants des grands paysages

Sous-dispositions

- Encourager les expérimentations contribuant à la pratique d'une activité agricole diversifiée sur le territoire et respectueuse des milieux (cf. 2.1.2).
- Faire connaître et valoriser les pratiques agricoles et forestières contribuant à la préservation des paysages (cf. 1.2.2).
- Maintenir et restaurer les landes ouvertes et les prairies humides à travers des opérations multipartenariales (ex. : mesures agroenvironnementales et climatiques, conventions CEN-agriculteurs) (cf. 3.2.3).

Disposition 3 Valoriser les paysages emblématiques

Sous-disposition

- Mettre en place des zonages de protection réglementaire sur des espaces au patrimoine paysager remarquable (ex. : projet de classement des hautes vallées frontalières du Luchonnais porté par la CCPHG devant aboutir en 2025) (cf. 1.3.1).

Indicateurs de la mesure :

- Nombre d'études soutenues ayant pour sujet l'évolution des paysages.
- Création d'un observatoire photographique.
- Évolution des zones de protection paysagères en ha (sites inscrits, sites classés, périmètres de protection des monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables).
- Nombre d'animations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Cahier des Paysages.
- Taux de progression des milieux ouverts.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Finance et participe aux suivis et aux études ciblant l'évolution des paysages face au dérèglement climatique.
- Favorise l'émergence et le partage de pratiques permettant d'éviter ou d'enrayer les altérations du patrimoine paysager dans tous les domaines.
- Mène et encourage des actions de maintien et de renforcement des structures paysagères (bâti, végétal, traitement de points noirs...).
- Soutient, diffuse et valorise les pratiques agricoles et sylvicoles contribuant à l'effort de conservation des paysages.
- En concertation avec les acteurs du territoire, étudie les opportunités de mise en place de protection réglementaire sur des espaces au patrimoine paysager remarquable.

Engagements des communes et intercommunalités

- Collaborer avec le syndicat mixte pour permettre le suivi des paysages et le recensement de pratiques favorables au maintien des paysages.
- S'engager aux côtés du Parc pour porter ou soutenir des actions de reconquête de la qualité paysagère.

Engagements de l'État

- Appuie le Parc dans sa démarche d'acquisition de connaissance sur les paysages, leur dynamique et les moyens de les préserver.
- Mobilise, sur la base des propositions du syndicat mixte du Parc et autres structures associées, les outils réglementaires pour la mise en place de périmètres de protection du paysage sur le territoire du Parc, après évaluation de leur faisabilité.
- Accompagne, notamment dans le cadre de ses financements (MaaF), le développement des MAE, la conversion et la pratique de l'agriculture biologique.
- Soutient l'expérimentation et l'innovation.
- Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses.
- Soutient et accompagne la mise en œuvre des politiques agroenvironnementales et agroécologiques.

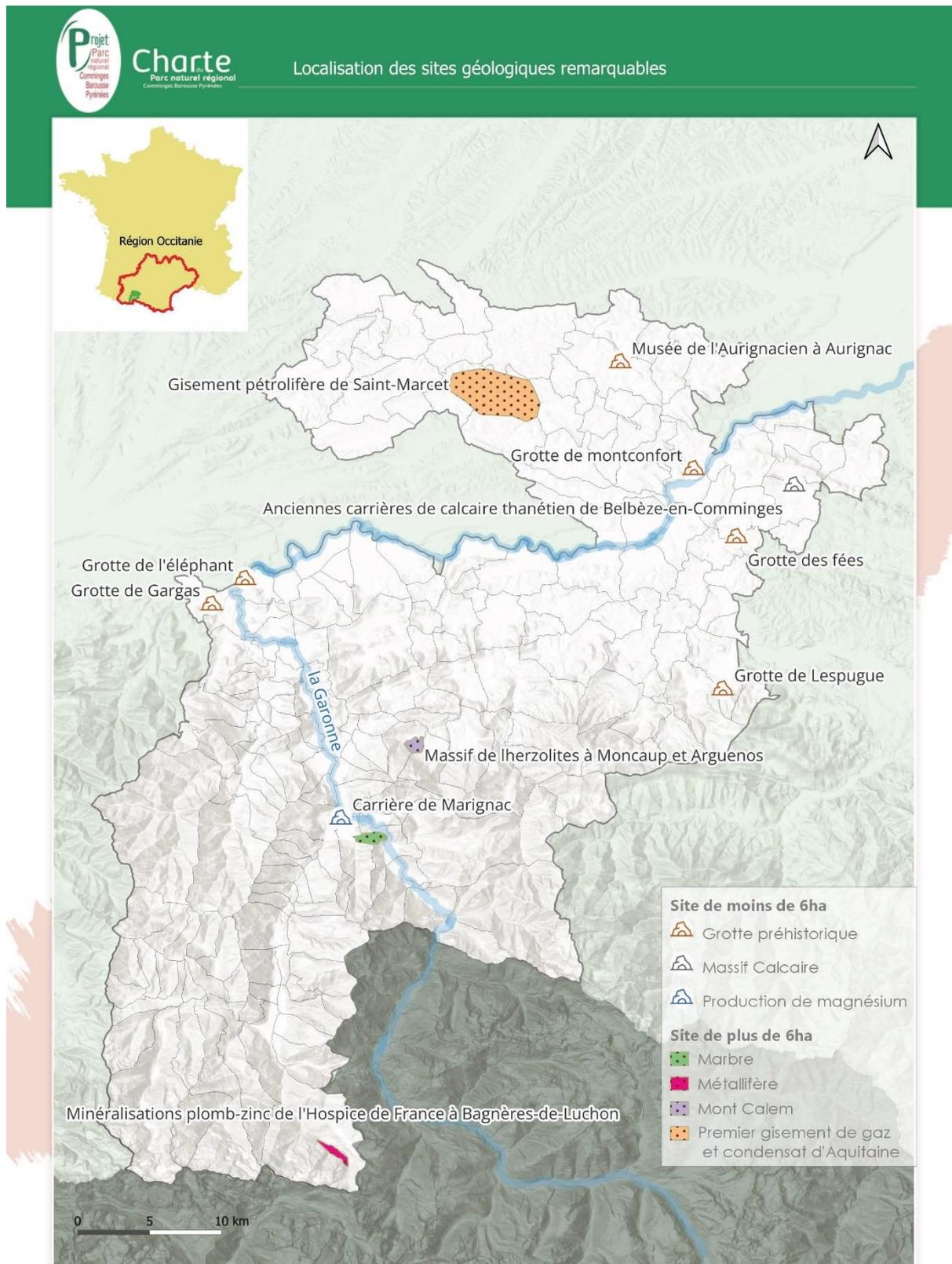
Engagements de la Région

- Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières, les actions en faveur de la qualité paysagère.
- Soutenir, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, le renforcement de la connaissance et sa diffusion sur les interactions entre biodiversité et changement climatique et sur les solutions fondées sur la nature nécessaires pour préserver la biodiversité et lutter contre les effets du changement climatique en Occitanie.
- Aider les collectivités territoriales à intégrer les enjeux de qualité paysagère du Parc dans leurs documents d'urbanisme, et accompagner plus largement les documents de planification, notamment avec l'appui de l'Agence régionale de la Biodiversité.

La Région s'engage, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, à :

- Soutenir la restauration des continuités écologiques et de leurs milieux constitutifs.

Mesure 3.3.2 Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation



Source: BD TOPO® IGN 2021 | Réalisation : CITADIA Conseil - 04.06.2024

CITADIA | EVEN | AIREPUBLIQUE | Territoires Ruraux & Développement

La géologie est capitale pour la compréhension de nombreux processus : la formation des roches et leur composition, les catastrophes naturelles (érosion, glissements de terrain...), la disponibilité des ressources, les écosystèmes et leur fonctionnalité... Elle a un rôle essentiel dans la prévention des risques naturels, la préservation des sols, des eaux souterraines et de la biodiversité. La géologie a également joué un rôle crucial dans le développement de l'humanité en tant que berceau de la civilisation, offrant aux premiers hommes des ressources essentielles pour leur survie. Cette mesure a pour objectif de mieux connaître, mieux comprendre et faire prendre conscience de cette richesse patrimoniale et de l'historicité de son exploitation sur le territoire.

Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, riche de son contexte géologique, s'engage à protéger et valoriser ce patrimoine, notamment en complétant l'inventaire des sites, en fédérant les actions de recherche sur la géologie des Pyrénées, l'adaptation au changement climatique (grottes sentinelles...) et l'archéologie des sites préhistoriques, et en développant un réseau d'acteur autour de cette thématique pour diffuser et sensibiliser autour de ce patrimoine.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.2 / 1.2.2 / 1.3.2 / 1.4.2 / 2.3.1 / 2.4.1 / 3.2.1

Disposition 1 Révéler la richesse patrimoniale géologique du territoire et de l'historicité de son exploitation

Sous-dispositions

- Réaliser un inventaire des sites géologiques patrimoniaux sur le territoire.
- Développer, accompagner et fédérer les actions de recherche sur la géologie des Pyrénées et l'archéologie des sites préhistoriques ou protohistoriques du territoire.
- Développer la connaissance sur la biodiversité des cavités souterraines (inventaires, suivis).

Disposition 2 Mettre en œuvre des actions de valorisation et de préservation du patrimoine géologique

Sous-dispositions

- Animer un réseau d'acteurs pour la formation des publics à la géologie (grand public, acteurs de la montagne, guides, géologues, enseignants...).
- Mise en réseau avec les territoires voisins pour une valorisation commune des sites et paysages géologiques.
- Assurer un travail de médiation à destination des communes pour développer un géotourisme durable.
- Sensibiliser avec les acteurs de la spéléologie à la préservation des cavités souterraines comme habitat d'espèces endémiques.

Disposition 3 Comprendre l'évolution des milieux souterrains face aux changements climatiques

Sous-dispositions

- Inventaire des cavités et suivi hydrologique.
- Réaliser un suivi monitoring de la température et de l'humidité des cavités.
- Développer un réseau de grottes sentinelles pour mesurer l'impact du changement climatique sur les milieux souterrains (capteurs environnementaux pour étudier les grottes face aux changements climatiques).

Indicateurs de la mesure :

- Évolution des zones de protection paysagères en ha (sites inscrits, sites classés, périmètres de protection des monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables).
- Nombre de communes ou intercommunalités ayant adopté des règlements locaux de publicité.
- Nombre d'animations réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Cahier des Paysages.
- Taux de progression des milieux ouverts.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- Recense les géosites et protège les sites d'intérêts du PNR par la mise en place de réserves naturelles géologiques.
- Organise des projets de recherche et constitue des matériaux pédagogiques pour diffuser les résultats obtenus.
- Élabore un plan de gestion des sites sensibles en partenariat avec les acteurs locaux.
- Développe le géotourisme et participe à l'élaboration de sentiers thématiques (cf. 2.3.1).

Engagements des communes et intercommunalités

- Intègrent les considérations géologiques dans les documents de planification locale (SCOT, PLU, CC) afin de les préserver.
- Soutiennent la création de sentiers géologiques.
- Associent le Parc aux projets qu'elles souhaitent mener en termes de préservation, transmission et valorisation du patrimoine géologique.
- Contribuent et facilitent localement les projets à dimension participative.
- Mobilisent des moyens pour la valorisation du patrimoine et la sensibilisation auprès des habitants, des touristes et des acteurs locaux.

Engagements de l'État

- Soutenir le Parc dans son rôle d'animation locale sur l'évaluation des enjeux de protection du patrimoine géologique et la proposition d'outils adaptés.
- Mettre en place une protection réglementaire du patrimoine géologique remarquable qui le nécessite (arrêté préfectoral de protection de géotopes).
- Mettre à jour en continu l'inventaire régional du patrimoine géologique.

Engagements de la Région

- À travers le service régional de l'inventaire, accompagner le Parc et les collectivités locales partenaires dans la définition des objectifs de ces démarches d'inventaires.
- Contribuer aux opérations d'inventaire du patrimoine géologique.
- Accompagner les projets de valorisation du patrimoine géologique concourant à l'identité du territoire.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Intégrer les enjeux de préservation, transmission, valorisation du patrimoine géologique comme complémentaires à ses dispositifs propres.
- Contribuer à l'expertise sur les projets.
- S'engager à associer le Parc pour les projets qui concernent le territoire.
- Relayer les dispositifs existants auprès des communes et intercommunalités et les inciter à interpeller le Parc sur le sujet.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Intégrer les enjeux de préservation, transmission, valorisation du patrimoine géologique comme complémentaires à ses dispositifs propres.
- Contribuer à l'expertise sur les projets.
- S'engager à associer le Parc pour les projets qui concernent le territoire.
- Relayer les dispositifs existants auprès des communes et intercommunalités et les inciter à interpeller le Parc sur le sujet.

Partenaires associés

- BRGM
- OFB
- ARB Occitanie
- Agence de l'eau
- Structures de recherche et universités
- Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides
- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées
- Conservatoire d'espaces naturels Occitanie
- Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)
- Les réseaux Tourisme et accompagnateurs
- D'autres territoires (en France et à l'étranger) menant des travaux similaires

Orientation 3.4 Favoriser une gestion durable et multifonctionnelle de la forêt

Mesure 3.4.1 Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique

Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable

Mesure 3.4.1 Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique

La forêt occupe une place majeure sur le territoire (plus de 50 %) avec un taux de boisement qui suit le gradient altimétrique et croît du nord vers le sud. Au nord, il correspond à des petits boisements sur les terrains en fortes pentes difficilement mécanisables. Au sud, les étages les plus hauts abritent également des forêts matures, feuillues ou résineuses qui participent à la très grande valeur biologique du territoire et sont pour partie en zones Natura 2000. Le territoire porte ainsi une responsabilité de taille à l'échelle de la chaîne des Pyrénées par le fort pourcentage de forêts patrimoniales qu'il accueille, mais sa connaissance demeure lacunaire. Le Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées doit améliorer cette connaissance pour s'assurer de leur préservation et de leur renforcement.

Particulièrement vulnérable face aux enjeux du changement climatique, ces écosystèmes forestiers vont subir un accroissement et un cumul de nombreuses perturbations : épisodes de chaleur et de sécheresse intenses provoquant un stress hydrique, incendies, excès d'eau affaiblissement face aux agents pathogènes et insectes ravageurs... Ce défi est majeur, d'autant que de nombreuses espèces faunistiques à enjeux forts sont très liées aux milieux forestiers : Grand Tétras, Vautour moine, Circaète Jean le Blanc, Aigle botté, chiroptères, etc.

Le maintien des forêts et de leurs fonctions dépendra aussi des efforts fournis pour œuvrer à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique. Le renouvellement des forêts est en effet menacé par le surabrouissement par les grands ongulés entraînant une homogénéisation des forêts. Les milieux pluristratifiés sont en déclin.

Trouver des solutions pour maintenir une forêt résiliente est une priorité absolue dans le contexte de défi climatique actuel pour lequel la forêt constitue un levier d'atténuation reconnu, notamment grâce au stockage de carbone. Il est ainsi essentiel d'affiner la connaissance et la compréhension des impacts du dérèglement climatique sur les forêts pour faire évoluer les stratégies de gestion sur le long terme.



FAIRE PARC c'est travailler à la préservation de parcelles forestières matures et à leur connexion, un objectif commun à tous les partenaires ONF, CNPF, COFOR, CEN, Groupement Vieilles Forêts, Nature en Occitanie, INRAE. Soucieux du capital patrimonial des massifs, le PNR en préfiguration travaille avec l'ONF à recalibrer les données LIDAR pour une meilleure connaissance de ses forêts, une méthode rationnelle et scientifique pour une prise de décisions étayée et objective.



Figuration au plan du Parc

- Mettre en œuvre des démarches de définition et d'inventaire des forêts patrimoniales

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.2.2 / 2.3.2 / 2.4.1 / 3.1.2 / 3.2.1 / 3.2.2 / 3.3.1

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- Le maintien et le renforcement de la trame végétale ;
- L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique ;
- La promotion et l'exercice d'une gestion forestière durable ;
- La lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Disposition 1 Accroître la connaissance sur les forêts patrimoniales et leur capacité d'adaptation aux changements climatiques

Sous-dispositions

- Mettre en place des partenariats et une mutualisation de la donnée sur les forêts patrimoniales avec les acteurs de la forêt (cf. partenaires associés).
- Mettre en œuvre des démarches de définition et d'inventaire des forêts patrimoniales et répondre aux objectifs de Stratégie nationale pour les aires protégées.
- Constituer un système de surveillance continue des forêts protégées.

Disposition 2 Construire une sous-trame de forêt mature

Sous-dispositions

- Renforcer et compléter le suivi des forêts du territoire en collaboration avec les acteurs impliqués (ex. : poursuite des travaux sur les données LIDAR).
- Œuvrer à la standardisation, au regroupement et au partage des données de suivi des forêts pour leur analyse.
- Diffuser des recommandations en matière de forêts patrimoniales à destination des acteurs de la planification.

Disposition 3 Préserver les forêts patrimoniales et la fonctionnalité de la forêt

Sous-dispositions

- Évaluer les vulnérabilités actuelles des forêts et les tendances pour l'avenir.
- Impulser et soutenir des études ciblant la résilience des forêts du territoire au dérèglement climatique (lien avec les stratégies d'adaptation de l'ONF).
- Expérimenter des techniques visant à permettre la résilience des forêts (ex. : diversification des essences).
- Établir en concertation avec les acteurs de la forêt un recueil partagé d'actions pour la résilience des forêts.
- Transmettre et échanger pratiques et retours d'expérience susceptibles de contribuer à la constitution d'une forêt résiliente.

Disposition 4 Garantir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique

Sous-dispositions

- Consolider les liens entre acteurs de la chasse et de la forêt pour optimiser la mise en cohérence des actions de maintien de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique.
- Suivre les populations d'espèces chassées pour estimer leur état de conservation et disposer de données à confronter avec l'évolution des forêts.
- Promouvoir les pratiques cynégétiques durables.

Indicateurs de la mesure :

- Surface d'inventaire des forêts patrimoniales en ha : T0.
- Nombre de démarches de définition et d'inventaire des forêts patrimoniales soutenues : T0.
- Nombre de contributions à des publications sur les pratiques de gestion sylvicole durables : T0.
- Nombre de contributions à des études ciblant la résilience des forêts.
- Surface du couvert forestier en ha.

Rôle et engagements du syndicat mixte

- En collaboration avec les acteurs de la forêt, consolide l'inventaire des forêts patrimoniales.
- Recense, expérimente et diffuse les pratiques adaptées aux forêts patrimoniales (sylvicoles, touristiques, etc.).
- Œuvre à l'intégration des enjeux associés aux forêts patrimoniales dans la planification territoriale.

Engagements des communes et intercommunalités

- Coopérer avec le syndicat mixte pour faciliter les inventaires des forêts patrimoniales.
- Prendre en compte les enjeux associés aux forêts patrimoniales dans la planification territoriale.

Engagements de l'État

- Associe le Parc aux réflexions prospectives sur les massifs forestiers.
- Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses.
- Soutient et poursuit une gestion multifonctionnelle des forêts publiques en veillant à la préservation des forêts patrimoniales vis-à-vis de l'accueil du public.

Engagements de la Région

En lien avec les objectifs du SRADDET, la Stratégie régionale pour la biodiversité, le Programme régional de la Forêt et du Bois, et la Stratégie régionale pour des forêts d'Occitanie résilientes au changement climatique :

- Soutenir l'identification de la sous-trame des vieux arbres et la définition des moyens de sa préservation.
- Poursuivre l'accompagnement des exploitants forestiers dans leurs pratiques en faveur de la nature (stratégie pour des forêts résilientes).

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Dans le cadre de son Plan Arbres et forêts et de sa politique ENS, le département de la Haute-Garonne coopère avec les démarches de conservation des forêts patrimoniales du territoire et des vieilles forêts.

Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

- Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes.
- Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre.
- Soutient le montage des programmes d'études multithématique sur le changement climatique (OPCC par exemple) au travers du montage des projets POCTEFA.

Partenaires associés

- ONF
- CNPF
- OFB
- ARB Occitanie

- PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain
- Associations naturalistes (AREMIP, Nature Comminges, Nature en Occitanie, OGM, LPO, OPIE...)
- Associations des communes forestières COFOR
- Structures de recherche et universités
- Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées
- Conservatoire d'espaces naturels Occitanie
- Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges...)
- Chambres d'agriculture
- Fédération de Chasse

Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable

La forêt couvre une grande partie du territoire et fournit, tant au niveau local qu'au niveau régional, de nombreux biens et services. Dans sa fonction de production, la filière bois concerne une cinquantaine d'établissements et 300 salariés (exploitations forestières, scieries, transport, transformation). Néanmoins, la forêt reste peu exploitée (environ 50 % de l'accroissement annuel est prélevé) et pourrait être mieux valorisée. L'accès à la donnée sur le parc forestier, notamment privé, constitue un enjeu clé.

L'accueil du public et le tourisme constituent également un volet important de la valorisation de la forêt, en particulier pour la forêt publique. Elle accueille des activités de pleine nature que le Parc devra encadrer : chasse, cueillette des champignons, apiculture, promenade pédestre, équitation, sports.

Face au dérèglement climatique, le risque d'incendie se retrouve accru, conjugué à l'augmentation des parcelles en friche et la baisse de l'agropastoralisme dans certains espaces de montagne.

Le PNR doit garantir le maintien d'un équilibre complexe entre les différentes fonctionnalités des forêts. La production de bois, l'accueil de biodiversité, la pratique d'activités sportives et de loisirs et la protection contre les risques naturels doivent cohabiter au sein de ces espaces stratégiques pour le territoire.

L'émergence d'une culture commune de la forêt et la généralisation de l'échange sur les stratégies de gestion sont nécessaires pour permettre la poursuite de la valorisation des produits forestiers locaux en atténuant les conflits d'usage et en répondant aux défis environnementaux.

Liens avec les autres mesures de la Charte :

1.1.1 / 1.2.2 / 1.4.1 / 1.4.2 / 2.3.1 / 2.4.1 / 3.2.1 / 3.2.2 /

Liens avec les objectifs de qualité paysagère :

- Le maintien et le renforcement de la trame végétale ;
- L'anticipation des évolutions de la forêt en lien avec le changement climatique ;
- La promotion et l'exercice d'une gestion forestière durable ;
- La lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Disposition 1 Accompagner les propriétaires forestiers dans le déploiement de pratiques sylvicoles durables

Sous-dispositions

- Confronter et expérimenter les différentes pratiques de gestion sylvicole préconisées par les travaux existants dans les forêts patrimoniales (ex. : outil Sylv'Acctes).
- Fournir des conseils techniques et un soutien financier aux propriétaires forestiers pour la mise en œuvre de pratiques sylvicoles durables.
- Renforcer la structuration de la ressource forestière privée, soutenir les regroupements forestiers (groupement foncier, ASLGF – associations syndicales libres de gestion forestière –

- Encourager la mise en place de mesures de réduction de vulnérabilité des bâtiments et activités dans les zones à risques inondation, avalanche, feu de forêt.
- Anticiper l'évolution du risque feu de forêt en conservant les coupures DFCI, le respect du débroussaillage à travers des solutions comme l'écopâturage aux abords des villages (conventions pluriannuelles).
- Anticiper l'évolution réglementaire concernant les principes des obligations légales de débroussaillage (OLD). Cette réglementation liée au Code forestier va prendre de plus en plus d'importance sur l'ensemble du territoire national en lien avec le changement climatique.

Indicateurs de la mesure :

- Nombre de contributions à des études ciblant la résilience des forêts.
- Surface du couvert forestier en ha.

Rôle et engagements du SYNDICAT MIXTE

- En collaboration avec les acteurs de la forêt internes et externes au territoire, poursuit les suivis et impulse des études portant sur les impacts du dérèglement climatique sur les forêts.
- Partage les pratiques favorables à la résilience des forêts et en identifie de nouvelles grâce à l'impulsion d'expérimentations.

Engagements des communes et intercommunalités

- Coopérer avec le syndicat mixte pour faciliter le suivi et l'étude des forêts du territoire.
- Favoriser l'expérimentation dans les forêts publiques pour la recherche de solutions face au dérèglement climatique.

Engagements de l'État

- Soutient les efforts du syndicat mixte pour l'élaboration de stratégies permettant d'augmenter la résilience des forêts face au dérèglement climatique.

Engagements de la Région

En lien avec le SRADDET, la Stratégie régionale pour la biodiversité, le Programme régional de la Forêt et du Bois et la Stratégie régionale pour des forêts d'Occitanie résilientes au changement climatique :

- Améliorer la connaissance de la vulnérabilité des forêts au changement climatique et contribuer à l'émergence de projets de sylviculture plus respectueux de la nature.
- Protéger les sols forestiers par la promotion de techniques moins impactantes (débardage par câble aérien et à cheval, mécanisation optimisée) et ne pas accompagner les projets d'exploitation forestière des vieilles forêts.
- Soutenir les suivis, études et expérimentations du syndicat mixte en lien avec l'évolution de la forêt face au dérèglement climatique, en lien avec Forespir et l'observatoire pyrénéen du changement climatique.

Engagements du département Haute-Garonne (31)

- Le département des Hautes-Pyrénées et le département de la Haute-Garonne (dans le cadre de son plan Arbres et Forêts) coopèrent avec les démarches de conservation des forêts du territoire.

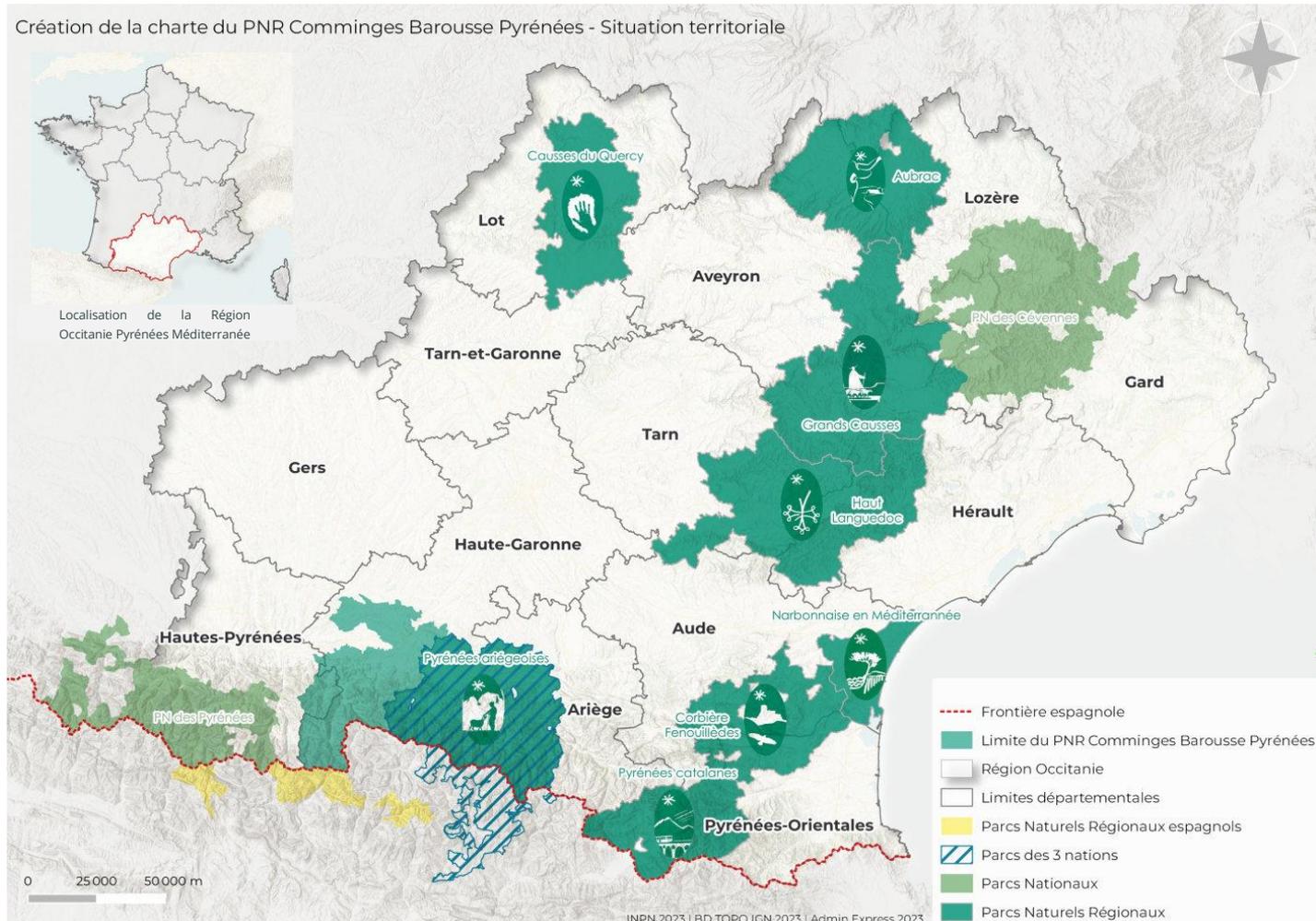
Engagements du département Hautes-Pyrénées (65)

Annexes

Sommaire des annexes

1.	Situation territoriale.....	261
2.	Liste des communes	263
3.	Tableau de synthèse des mesures	264
4.	Tableau de synthèse des engagements.....	267
5.	Liste des sigles et abréviations	283
6.	Synthèse des indicateurs de suivi des mesures.....	286
7.	Communes prioritaires pour règlementer les VTM.....	287
8.	Convention avec le CEN.....	290
9.	Tableau de correspondance avec le SRADDET Occitanie 2040	297

1. Situation territoriale



Création de la charte du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées - Périmètre d'étude



- Limites départementales
- Limites communales
- Limites Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées
- Frontière espagnole

INPN 2023 et BD TOPO IGN 2023

2. Liste des communes

COMMUNE	INSEE COM	INSEE DEP	NOM EPCI
Antichan-de-Fontignies	31009	31	PHG
Antignac	31010	31	PHG
Ardiège	31013	31	PHG
Argut-Dessous	31015	31	PHG
Arlous	31017	31	PHG
Artigue	31019	31	PHG
Bachos	31040	31	PHG
Bagiry	31041	31	PHG
Bagnères-de-Luchon	31042	31	PHG
Barbazan	31045	31	PHG
Baren	31046	31	PHG
Benque-Dessous-et-Dessus	31064	31	PHG
Bezins-Garraux	31067	31	PHG
Billière	31068	31	PHG
Binos	31590	31	PHG
Bourg-d'Oueil	31081	31	PHG
Boutx	31085	31	PHG
Burgalays	31092	31	PHG
Castillon-de-Larboust	31123	31	PHG
Cathervielle	31125	31	PHG
Caubous	31127	31	PHG
Cazarilh-Laspènes	31129	31	PHG
Cazaux-Layrisse	31132	31	PHG
Cazeaux-de-Larboust	31133	31	PHG
Chaum	31139	31	PHG
Cier-de-Luchon	31142	31	PHG
Cier-de-Rivière	31143	31	PHG
Cierp-Gaud	31144	31	PHG
Cirès	31146	31	PHG
Esténos	31176	31	PHG
Eup	31177	31	PHG
Fos	31190	31	PHG
Fronsac	31199	31	PHG
Frontignan-de-Comminges	31200	31	PHG
Galié	31207	31	PHG
Garin	31213	31	PHG
Génos	31217	31	PHG
Gouaux-de-Larboust	31221	31	PHG
Gouaux-de-Luchon	31222	31	PHG
Gourdan-Polignan	31224	31	PHG
Guran	31235	31	PHG
Huos	31238	31	PHG
Jurvielle	31242	31	PHG
Juzet-de-Luchon	31244	31	PHG
Labroquère	31255	31	PHG
Lège	31290	31	PHG
Lourde	31306	31	PHG
Luscan	31308	31	PHG
Malvezie	31313	31	PHG
Marignac	31316	31	PHG
Martres-de-Rivière	31323	31	PHG
Mayrègne	31335	31	PHG
Melles	31337	31	PHG
Montauban-de-Luchon	31360	31	PHG
Mont-de-Galié	31369	31	PHG
Moustajon	31394	31	PHG
Oô	31404	31	PHG
Ore	31405	31	PHG
Payssous	31408	31	PHG
Pointis-de-Rivière	31426	31	PHG
Portet-de-Luchon	31432	31	PHG
Poubeau	31434	31	PHG
Saccourvielle	31465	31	PHG
Saint-Aventin	31470	31	PHG
Saint-Béat-Lez	31471	31	PHG
Saint-Bertrand-de-Comminges	31472	31	PHG
Saint-Mamet	31500	31	PHG
Saint-Paul-d'Oueil	31508	31	PHG
Saint-Pé-d'Ardet	31509	31	PHG
Salles-et-Pratviel	31524	31	PHG
Sauveterre-de-Comminges	31535	31	PHG
Seilhan	31542	31	PHG
Signac	31548	31	PHG
Sode	31549	31	PHG
Trébons-de-Luchon	31559	31	PHG
Valcabrière	31564	31	PHG

COMMUNE	INSEE COM	INSEE DEP	NOM EPCI
Arbas	31011	31	CGS
Arbon	31012	31	CGS
Arguenos	31014	31	CGS
Arnaud-Guilhem	31018	31	CGS
Aspet	31020	31	CGS
Ausseing	31030	31	CGS
Auzas	31034	31	CGS
Beauchalot	31050	31	CGS
Belbèze-en-Comminges	31059	31	CGS
Cabanac-Cazaux	31095	31	CGS
Castagne	31110	31	CGS
Castagnède	31112	31	CGS
Castelbiague	31114	31	CGS
Castillon-de-Saint-Martory	31124	31	CGS
Cazaunous	31131	31	CGS
Chein-Dessus	31140	31	CGS
Couret	31155	31	CGS
Encausse-les-Thermes	31167	31	CGS
Escoulis	31591	31	CGS
Estadens	31174	31	CGS
Figarol	31183	31	CGS
Fougaron	31191	31	CGS
Francazal	31195	31	CGS
Ganties	31208	31	CGS
Herran	31236	31	CGS
His	31237	31	CGS
Izaut-de-l'Hôtel	31241	31	CGS
Juzet-d'Izaut	31245	31	CGS
Laffite-Toupière	31260	31	CGS
Le Fréchet	31198	31	CGS
Lestelle-de-Saint-Martory	31296	31	CGS
Mancioux	31314	31	CGS
Mane	31315	31	CGS
Marsoulas	31321	31	CGS
Mazères-sur-Salat	31336	31	CGS
Milhas	31342	31	CGS
Moncaup	31348	31	CGS
Montastruc-de-Salies	31357	31	CGS
Montespan	31372	31	CGS
Montgaillard-de-Salies	31376	31	CGS
Montsaunès	31391	31	CGS
Portet-d'Aspet	31431	31	CGS
Proupiary	31440	31	CGS
Razecueillé	31447	31	CGS
Roquefort-sur-Garonne	31457	31	CGS
Rouède	31461	31	CGS
Saint-Martory	31503	31	CGS
Saint-Médard	31504	31	CGS
Saleich	31521	31	CGS
Salies-du-Salat	31523	31	CGS
Sengouagnet	31544	31	CGS
Sepx	31545	31	CGS
Soueich	31550	31	CGS
Touille	31554	31	CGS
Urau	31562	31	CGS

COMMUNE	INSEE COM	INSEE DEP	NOM EPCI
Marignac-Laspeyres	31318	31	CG
Mauran	31327	31	CG
Montclar-de-Comminges	31367	31	CG
Plagne	31422	31	CG
Saint-Michel	31505	31	CG
Alan	31005	31	CCC
Aspret-Sarrat	31021	31	CCC
Aulon	31023	31	CCC
Aurignac	31028	31	CCC
Blajan	31070	31	CCC
Boussan	31083	31	CCC
Bouzin	31086	31	CCC
Cardeilhac	31108	31	CCC
Cassagnabère-Tournas	31109	31	CCC
Cazeneuve-Montaut	31134	31	CCC
Charlas	31138	31	CCC
Ciadoux	31141	31	CCC
Labarthe-Rivière	31247	31	CCC
Lalouret-Laffiteau	31268	31	CCC
Larroque	31276	31	CCC
Latoue	31278	31	CCC
Lespiteau	31294	31	CCC
Lespugue	31295	31	CCC
Lodes	31302	31	CCC
Miramont-de-Comminges	31344	31	CCC
Montmaurin	31385	31	CCC
Montoulieu-Saint-Bernard	31386	31	CCC
Peyrouzet	31415	31	CCC
Pointis-Inard	31427	31	CCC
Régades	31449	31	CCC
Rieucazé	31452	31	CCC
Saint-Élix-Séglan	31477	31	CCC
Saint-Lary-Boujean	31493	31	CCC
Saint-Marcet	31502	31	CCC
Saman	31528	31	CCC
Sarremezan	31532	31	CCC
Valentine	31565	31	CCC
Anla	65012	65	NB
Antichan	65014	65	NB
Aventignan	65051	65	NB
Aveux	65053	65	NB
Bertren	65087	65	NB
Bramevaque	65109	65	NB
Cazarilh	65139	65	NB
Créchets	65154	65	NB
Esbareich	65158	65	NB
Ferrère	65175	65	NB
Gaudent	65186	65	NB
Gembrie	65193	65	NB
Ilheu	65229	65	NB
Izaourt	65230	65	NB
Loures-Barousse	65287	65	NB
Mauléon-Barousse	65305	65	NB
Ourde	65347	65	NB
Sacoué	65382	65	NB
Sainte-Marie	65391	65	NB
Saléchan	65398	65	NB
Samuran	65402	65	NB
Sarp	65407	65	NB
Siradan	65427	65	NB
Sost	65431	65	NB
Thèbe	65441	65	NB
Tibiran-Jaunac	65444	65	NB
Troubat	65453	65	NB

Noms des EPCI :

PHG = Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises

CCC = Communauté de Communes Cœur et Coteaux du Comminges

CSG = Communauté de Communes Cagire Garonne Salat

NB = Neste Barousse

CG = Communauté de Communes Cœur de Garonne

3. Tableau de synthèse des mesures

Axes	Orientations	Code mesure	Mesures prioritaires	Mesures	Repérage
Axe 1	1.1	1.1.1		Favoriser une dynamique d'emplois	
		1.1.2		Encourager le développement de la recherche-action sur le territoire	
	1.2	1.2.1		Faciliter les relations entre instances de décision et citoyens	
		1.2.2		Augmenter la capacité d'agir collectivement par la formation aux enjeux environnementaux	
	1.3	1.3.1		Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire	
		1.3.2		Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire	
	1.4	1.4.1		Développer les partenariats avec les espaces voisins, les territoires métropolitains et transfrontaliers	
		1.4.2		Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire	

Axes	Orientations	Code mesure	Mesures prioritaires	Mesures	Repérage
Axe 2	2.1	2.1.1		Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessibles et de qualité	
		2.1.2		Accompagner l'agriculture dans les transitions	
	2.2	2.2.1		Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation	
		2.2.2		Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique	
		2.2.3		Faire émerger une stratégie de mobilité à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées	
	2.3	2.3.1		Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire	
		2.3.2		Adapter l'économie touristique au changement climatique	
	2.4	2.4.1		Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés	
		2.4.2		S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets	

Axes	Orientations	Code mesure	Mesures prioritaires	Mesures	Repérage
Axe 3	3.1	3.1.1		Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux	
		3.1.2		Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides	
	3.2	3.2.1		Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance	
		3.2.2		Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale	
	3.3	3.3.1		Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages	
		3.3.2		Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation	
	3.4	3.4.1		Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique	
		3.4.2		Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable	

4. Tableau de synthèse des engagements

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesures 1.1.1 Favoriser une dynamique d'emploi</p>	<ul style="list-style-type: none"> Engage une réflexion sur la mise en place d'un règlement d'aides pour les projets innovants correspondant aux orientations et valeurs du projet de Charte. Mobilise les acteurs concernés et participe à la réflexion pour la mise en œuvre des dispositions de la mesure. Anime le programme Leader sur le territoire du Comminges. Participe à l'animation et à la mise en réseaux des porteurs de projets et des collectivités. Mène avec les acteurs l'amélioration de la lisibilité des points de distribution de produits locaux, et participe à la mise en œuvre d'une communication adaptée avec un affichage environnemental. Orienté les contrats stratégiques du territoire vers l'accompagnement de filières locales (en proposant des innovations en matière de rédaction des appels d'offres par exemple). Développe la marque « Valeurs Parc Naturel Régional » en faveur des circuits courts et producteurs locaux engagés dans la dynamique de développement poursuivie par le Parc. Rompeut l'usage des produits locaux alimentaires et non alimentaires auprès des professionnels, des collectivités et de la population, via ses outils de communication. Réalise, en partenariat avec les Chambres d'agriculture de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, une étude de l'impact socio-économique des filières courtes. 	<ul style="list-style-type: none"> Recourent aux produits locaux responsables dans leur restauration collective (structurer les acteurs pour fournir des produits aux cuisines centrales en circuit court). Engagement des réflexions sur les possibilités offertes dans les marchés publics de travaux d'intégrer des matériaux locaux, idéalement biosourcés (réflexion engagée suite à la mise en place du label Bois Occitanie). Engagé à communiquer au syndicat mixte du PNR les projets innovants sur leur territoire. Engagés impliquent dans l'accueil et l'accompagnement de porteurs de projet et les valoriser. 	<ul style="list-style-type: none"> Engagé à accompagner les entreprises et les filières économiques du territoire dans leur développement. Elle vise à soutenir la compétitivité des entreprises et à faciliter leur pérennisation par la mobilisation des dispositifs et subventions existants. Engagé à soutenir l'innovation en favorisant le développement de nouvelles technologies et de nouvelles pratiques, par l'attribution d'un soutien technique, financier. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser ses politiques pour maintenir sur le territoire une économie productive génératrice d'emplois et de valeur ajoutée locale. Porter l'ambition de devenir la première Région à économie engagée en permettant à 50 % des entreprises régionales d'initier une démarche de transformation d'ici 2027 et en conditionnant ses aides aux entreprises à la réalisation d'un auto-diagnostic « Impact Score ». Soutenir les projets de développement de l'économie de proximité, sociale et solidaire. Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole, à l'agriculture biologique, à l'installation en agriculture, à la sylviculture. Accompagner l'émergence de filières intégrant le végétal local et promouvoir les labels et marques intégrant les enjeux de biodiversité. Elle s'implique particulièrement avec ses partenaires dans l'étude pour le renforcement de la filière de production de plants ligneux labellisés Végétal Local en Région Occitanie. Soutenir le Parc et les collectivités dans leur fonction d'expérimentation en matière de services collectifs à la population, et de redynamisation des centres-bourgs, notamment à travers sa politique bourg centre. Soutenir l'accès au logement en particulier par la lutte contre la vacance et l'accès aux logements localisés à vocation sociale, notamment dans le cadre de son plan habitat durable. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole pour le développement de la vente directe, des circuits de proximité et du tourisme à la ferme. Accompagne le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et/ou biologique. Développe et fait la promotion de l'approvisionnement de la restauration en produits locaux, avec en particulier une démarche dynamique dans la restauration scolaire, et notamment les collèges. Bavorise la mise en place de signes officiels de qualité. Soutient les activités et les filières locales valorisant les ressources naturelles. Boursuit le portage des MAEC en partenariat avec les Chambres d'agriculture. 	<ul style="list-style-type: none"> Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification agricole pour le développement de filières sous signe officiel de qualité ou territorialisée. Accompagne le développement d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et/ou biologique (GAB, matériel en CUMA, pastoralisme...). Développe et fait la promotion de l'approvisionnement de la restauration en produits locaux, avec en particulier une démarche dynamique dans la restauration scolaire, et notamment les collèges. Bavorise la mise en place de signes officiels de qualité. Accompagne dans le cadre d'Ambitions Pyrénées la démarche HaPy saveurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Chambres d'agriculture de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées (cette dernière travaille au développement de l'accompagnement des porteurs de projet en agritourisme) Chambre de commerce et d'industrie de Région Occitanie Chambre régionale des métiers et de l'artisanat de Région Occitanie Coopératives agricoles Coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) Régénération des Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne (FAMAP) Bécées agricoles, d'hôtellerie-restauration et centres de formation Organisations de producteurs Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) Centre de formation professionnel agricole (CFPPA)
<p>Mesure 1.1.2 Encourager la formation et la recherche-action sur le territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Met en place un conseil scientifique. Programme, anime et coordonne, sur l'avis de son conseil scientifique, les études et suivis sur le territoire. Anime, concerte et assure la médiation autour de tout projet de recherche-action lancé. Assure un contact avec les universités pour lier des programmes de recherche qui correspondent aux besoins du territoire et aux formations existantes. Relaye les résultats des études réalisées et partagés par les partenaires, collectivités et structures affiliées. Participe, avec les réseaux fonctionnels existants, à la coordination entre acteurs professionnels, acteurs de l'insertion, professionnels et les EPCI pour évaluer les types d'emplois et de compétences recherchés sur le territoire. Expérimente avec les collectivités et les chambres consulaires de nouvelles formes d'accompagnement et d'outils pour faciliter la transmission de savoirs. Participe à la coordination des acteurs locaux pour recenser les besoins des publics spécifiques, en matière d'insertion et de formation. Agglo-mère à l'échelle du territoire les informations, études et analyses territoriales. Commande, localement, les études et enquêtes auprès des publics spécifiques et en matière d'emplois/formation dans les espaces où la donnée n'existe pas. 	<ul style="list-style-type: none"> Accueillent les équipes de recherches dans la mesure du possible et facilitent l'accès au terrain et aux données disponibles. Participent à l'organisation des phases de médiation des recherches et études, afin de faire connaître au grand public les travaux en cours et menés. Mettent à disposition du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partagent leurs analyses. Associer le syndicat mixte aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux. Entretiennent un contact privilégié avec les acteurs économiques et professionnels de l'insertion pour faciliter l'identification des besoins en matière de formation et d'emplois. Accompagnent l'identification, à l'échelle du territoire du PNR, des besoins en matière de formation et d'emploi. Favorisent l'implantation d'entreprises et de structures qui répondent aux besoins du territoire. S'engagent à promouvoir l'insertion professionnelle, en soutenant les personnes éloignées de l'emploi. Développent l'apprentissage et l'alternance, afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics formés. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient les efforts de recherche et de suivi sur le patrimoine naturel et donne au syndicat mixte un accès privilégié à ses bases de données (naturalistes, statistiques, etc.). Participe au financement de projets d'emploi et d'insertion, notamment en faveur des personnes éloignées de l'emploi. Soutient, dans le cadre de ses politiques en matière d'emploi et de formation, les formations dédiées à la création d'emplois sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir les actions de recherche et de veille sur le territoire, concernant la connaissance et l'observation des ressources naturelles, l'innovation en matière d'énergie, d'emploi, la constitution de filières et recherches en action sociale ou encore participation. Développer des relations privilégiées avec l'ensemble des partenaires du massif, en intermassif et à l'échelle transfrontalière, en s'appuyant notamment sur le Parlement de la Montagne, le comité de Massif des Pyrénées, l'Agence des Pyrénées et la Communauté de travail des Pyrénées, Forespir. Déployer des accords de coopération permettant aux acteurs économiques, touristiques, universitaires, culturels, associatifs et sportifs de la Région de mener des actions avec les partenaires européens et internationaux d'Occitanie. 	<ul style="list-style-type: none"> Met à disposition du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partagent leurs analyses. Associe le Parc, le cas échéant, aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux en lien avec Ambitions Pyrénées et en interface avec les Communautés de communes. S'engage à soutenir l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, afin de leur permettre de trouver un emploi dans le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Met à disposition, le cas échéant, du syndicat mixte leurs outils de recherche et d'étude, leurs données et partagent leurs analyses. Associe le Parc aux réflexions, aux études, aux recherches et à la définition de schémas territoriaux. S'engage à soutenir l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, afin de leur permettre de trouver un emploi dans le territoire (Ha-Py actifs par exemple). 	<ul style="list-style-type: none"> Universités, notamment celles d'Occitanie Pyrénées Méditerranée Bénetes et unités de recherche frontalières Régénération des PNR PETR Pays Sud Toulousain, PETR Pays des Nestes Chambres d'agriculture Réseau Interparcs Occitanie France Travail (ex. Pôle Emploi) Chambres consulaires Réseaux d'insertion (missions locales, Pôle Emploi, etc.) TZLD Job en Comminges

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 1.2.2 Faciliter les relations entre instances de décisions et citoyens</p>	<ul style="list-style-type: none"> •Met en place, à l'échelle du territoire, une instance de participation de type Conseil de développement (CDE) avec des modalités de gouvernance innovante. •Maintient et fait vivre les instances d'« éco-délégués » dans les lycées du territoire, et développe dans la mesure du possible ce rôle dans les structures éducatives du territoire et des territoires voisins, en lien avec les éco-délégués des collèges (instance indépendante propre aux départements). •Communique sur l'organisation de temps forts de concertation, portés par les communes et intercommunalités et autres instances sur le territoire lorsque cela implique des orientations de la Charte. 	<ul style="list-style-type: none"> •S'engage à promouvoir la concertation avec les habitants et les acteurs du territoire, afin de recueillir leurs avis et leurs propositions. •Facilite la concertation auprès du grand public en communiquant sur les outils de participation existants. •Déploie des outils numériques de participation. 	<ul style="list-style-type: none"> •Participe au financement de la mise en place du conseil de développement. •Soutient le développement de la démocratie/participation numérique. •Partage les outils et méthodes existants en matière de participation numérique, d'organisation de concertations publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> •Participe aux instances du Parc. •Soutient, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires qui permettent de répondre aux engagements de la Charte. •Met à disposition l'information provenant de ses propres programmes et schémas ; des données géographiques. •Renforce la participation des citoyens au travers de nouvelles sessions de budgets participatifs afin d'impliquer les citoyens dans la prise de décision et de faire émerger des projets innovants sur le territoire, en lien avec les enjeux portés par la Région (racisme et antisémitisme, ouverture au monde, culture, mer, montagne, climat, alimentation). •Soutient le syndicat mixte du Parc dans la mise en place d'instances de concertation pour anticiper, gérer et réduire les conflits d'usage et les risques. 	<ul style="list-style-type: none"> •Apporte de l'expertise en termes de concertation citoyenne (service dédié). •Attribue une contribution statutaire au syndicat mixte. •Participe activement aux instances du Parc. •Soutient les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires qui permettent de répondre aux engagements de la Charte. •Partage les informations concernant les projets sur le territoire dont ils ont connaissance et facilitent la communication auprès du grand public concernant ces projets. 	<ul style="list-style-type: none"> •Soutient financièrement les programmes d'actions du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. •Relaye, au travers de ses outils de communication grand public, l'information, les initiatives et les actions du Parc, dans le cadre des politiques publiques départementales. 	<ul style="list-style-type: none"> •Structures scolaires et éducatives •Conseils municipaux des jeunes •Associations locales de citoyens
<p>Mesure 1.2.2 Augmenter la capacité d'agri collectivement par la sensibilisation aux enjeux environnementaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> •Met en place un programme d'éducation à l'environnement sur le territoire. •Organise des ateliers avec les élus, professionnels, citoyens et touristes, proposent des sorties nature. •Construit des formations et des outils de communication à destination de toutes et tous, accessibles, afin de sensibiliser à l'environnement et communiquer sur les actions menées. •Développe des partenariats avec les acteurs de l'éducation (écoles, collèges, lycées, centres de formation et universités). •Écoute et participe à l'organisation d'événements qui mettent en lumière des enjeux environnementaux (événements culturels, expositions, conférences) en lien avec les mesures de la Charte. •Favorise les échanges entre acteurs de la nature, gestionnaires d'espaces naturels et chercheurs, fédérations de pêche, de chasse, agriculteurs, syndicats forestiers, syndicats agricoles... •Organise annuellement au moins un événement de sensibilisation, d'information et de vulgarisation sur la biodiversité et l'environnement. •Contribue à l'élaboration des projets d'éducation à la nature des CPIE, appuie les associations d'éducation à l'environnement dans leur recherche de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> •Organisent des actions en faveur de la biodiversité et les relayent. •Brennent part aux sensibilisations et formations d'éducation à l'environnement portées par le syndicat mixte, afin de partager une vision commune de l'environnement auprès de tous les acteurs locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> •Contribue à l'acquisition et la diffusion des connaissances à travers les différents outils à sa disposition. •Met à jour et partage les données (biodiversité, environnement) diffusables en sa possession. 	<ul style="list-style-type: none"> •Dans le cadre de sa stratégie pour l'essor de l'éducation à l'environnement et au développement durable et de sa stratégie régionale pour la biodiversité. •Faire de la Nature l'affaire de tous ! » et contribuer à travers le Plan Nature en Occitanie évidemment à retisser nos liens avec la nature, à permettre au plus grand nombre de bénéficier de ses bienfaits et susciter l'envie de s'impliquer dans sa protection. •Accompagner le Parc, en lien avec ses partenaires, dans sa mission d'information, de sensibilisation et d'éducation au territoire et à l'environnement auprès de la population locale et touristique. •Participe à la structuration du réseau des acteurs de l'éducation à l'environnement sur le territoire du Parc et encourage la recherche d'articulation territoriale pour les projets d'éducation au territoire. •Maintient et développe leurs actions de sensibilisation sur le développement durable sur le territoire du Parc. •Soutient dans la limite de ses moyens et de ses compétences les dispositifs d'éducation à l'environnement. •Informe le Parc des acteurs et des outils d'éducation à l'environnement et au développement durable qu'elle soutient. 	<ul style="list-style-type: none"> •Met à disposition l'ensemble des données naturalistes acquises dans le cadre de ses politiques en matière d'espaces naturels sensibles (études, suivis, SIG...) permettant d'améliorer la connaissance de la biodiversité du territoire du PNR (notamment via l'OPEN DATA du CD31). •Accompagne les élus au travers d'actions de formation (HGI met en place des formations sur l'arbre, la forêt et la prévention des feux dans le cadre du plan arbres et forêts du CD). •Sensibilise le grand public et les scolaires à l'environnement : le syndicat mixte Haute-Garonne environnement propose le prêt d'outils pédagogiques (sur la biodiversité, l'arbre, la ressource en eau, le changement climatique, l'énergie...) aux communes adhérentes à HGE et aux collèges. 	<ul style="list-style-type: none"> •Boursuit son soutien à la vie associative. •Boursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre. •Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement directement ou indirectement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. 	<ul style="list-style-type: none"> •DFB •RRB •Conservatoires Botaniques Nationaux •EEN Occitanie •BETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain •Chambres d'agriculture •Associations naturalistes locales et régionales •Associations d'éducation à l'environnement •Comité scientifique du Parc •Organismes techniques et scientifiques du Parc •Réseau Education Pyrénées Vivantes •EAUE •EPIE •SRAINE •Etablissements scolaires •Chambres consulaires •EOPOR
<p>Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> •Porte la réalisation d'un programme d'actions concerté avec la population et les acteurs du territoire qui permette de répondre aux objectifs de qualité paysagère déclinés par entité paysagère via la réalisation d'un Plan de paysage. •Promeut la réalisation d'inventaires paysagers et patrimoniaux participatifs. •Porte des actions de sensibilisation et d'information sur la richesse et la diversité des paysages en direction de tous les publics (élus, professionnels, habitants, visiteurs...), cf. 1.2.2. •Elabore le Plan de paysage et l'accompagne sa prise en compte dans les projets d'aménagement (cf. 1.3.1.) •Organise des projets participatifs de restauration (de sentiers de GR, de petites randonnées, d'éléments bâtis patrimoniaux, d'espaces paysagers). Ces projets sont complémentaires des actions de restauration menées par les organismes en charge des sites/espaces concernés. •Accompagne la réalisation de RLP et RLPI. •Organise une commission Signalisation d'information locale. •Pilote l'harmonisation des panneaux d'information et d'accueil. 	<ul style="list-style-type: none"> •Communique sur la réalisation du Plan de paysage et les enjeux liés aux objectifs de qualité paysagère. •S'engage dans la réalisation du plan d'action découlant du Plan de paysage (traduction opérationnelle dans les documents d'urbanisme et projets engagés, communication sur les projets participatifs de restauration...). •Soutient l'organisation de la réalisation de programmes d'actions liés au Plan de paysage. •Assure de la cohérence de leurs documents d'urbanisme et de planification avec les objectifs de qualité paysagère de cette mesure (cf. « Cahier des Objectifs de Qualité Paysagère » et « Prescriptions concernant la réglementation de la publicité extérieure et signalétique routière d'information locale »). 	<ul style="list-style-type: none"> •Sensibilise et communique sur la richesse et la diversité des paysages du Parc. En matière d'aménagement et d'urbanisme, il intègre ou invite le syndicat mixte du Parc dans les Commissions départementales des Sites, de la Nature et des Paysages et autres instances délibératives. •Appuie le syndicat mixte du Parc et les signataires de la Charte dans la réalisation de RLP et RLPI, la traduction des orientations et des mesures opérationnelles de la Charte dans les documents d'urbanisme et de planification. 	<ul style="list-style-type: none"> •Appuie le Parc dans la définition de programmes d'action concertés liés au Plan de paysage du territoire. •Implique le Parc dans sa politique de soutien aux projets et aux acteurs de l'éducation à l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> •Communique sur la richesse et la diversité des paysages en Comminges Barousse Pyrénées. •Veille à la mise en cohérence des futurs Plans de gestion liés au classement de sites et de grands sites paysagers avec les orientations et mesures de la Charte. •Accompagne, via l'Atlas départemental des paysages, la réalisation du Plan de paysage. •Participe à la promotion et à la mise en valeur des paysages du territoire Parc au travers de ses outils et organismes associés (CAUE, CBNPMP, archives départementales...). 	<ul style="list-style-type: none"> •Mobilise les services des Archives départementales sur la connaissance du patrimoine local et sur l'élaboration de méthodologie d'inventaire du patrimoine, tant dans un objectif de valorisation que de connaissance pour contribuer à des constructions futures ou des travaux respectueux des paysages existants •Participe à la promotion et à la mise en valeur des paysages du territoire Parc au travers de ses outils et organismes associés (CAUE, CBNPMP, archives départementales...). 	<ul style="list-style-type: none"> •BETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain •EAUE •BDAP •CBNPMP •Chambres d'agriculture •Structures et syndicats mixtes porteurs de SCOT •Associations locales •Université •Ecole d'architecture •Chambres consulaires •BFR

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 1.3.2 Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Apporte son aide technique et ses compétences en matière d'ingénierie financière aux communes et à leurs regroupements pour répondre aux exigences de la Charte. • Sensibilise les élus et les acteurs de l'aménagement aux enjeux d'un urbanisme durable, en amont de l'élaboration de documents de planification et d'urbanisme, en organisant notamment des « éductours » privilégiant les exemples et les visites de terrain. • Éalise avec ses partenaires des guides de recommandations techniques. • Porte les actions nécessaires à une meilleure connaissance et prise en compte de la qualité des paysages dans les stratégies de développement et d'aménagement du territoire : accompagnement des communes et des porteurs de projet (ENR, carrières...), cf. 1.3.1. • Sensibilise les collectivités à la mise en œuvre de projets de planification et d'aménagement menés à une échelle supracommunale (PLU, SCoT intégrateurs). • Porte le SCoT Comminges Pyrénées. • Mène des actions de communication et de sensibilisation aux enjeux de maîtrise de la consommation d'espace et sur les nouvelles formes d'habiter (habitats partagés, colocations intergénérationnelles et/ou solidaires). • Accompagne et conseille les communes et leurs groupements lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'urbanisme, pour les aider notamment à transposer les dispositions pertinentes de la Charte dans les différents documents de planification. • Veille à la compatibilité des documents d'urbanisme avec la Charte du Parc et transmet un avis sur les documents d'urbanisme en cours d'élaboration ou de révision. • Assure une veille et le retour d'expériences auprès des collectivités en matière d'urbanisme durable et de projets exemplaires. • Anime un réseau d'acteurs liés aux patrimoines (Archives départementales, CAUE, universités, archéologie, associations...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Traduis les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme et de gestion économe de l'espace dans leurs documents d'urbanisme et élaborent leur document d'urbanisme quand ils font défaut. • Priorisent les projets d'aménagement, de construction et de rénovation au sein des enveloppes urbaines existantes. • Mettent en place un groupe de travail et y associent le syndicat mixte, les partenaires compétents, les collectivités voisines et l'intercommunalité lors de l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme. • Participent à la réflexion supracommunale en matière de planification urbaine. • Exigent des compétences spécifiques en lien avec la Charte pour les équipes du bureau d'étude retenu pour l'élaboration des documents d'urbanisme. • Prennent en compte les objectifs de la Charte dans les projets d'aménagement. • Luttent contre la vacance des logements et facilitent les opérations de réhabilitation. • Favorisent l'attractivité des centralités urbaines et villageoises en matière d'accueil de population et d'activités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagne les communes du territoire du Parc dans la réalisation de leurs documents d'urbanisme. • Soutient l'élaboration de documents de planification et d'urbanisme à l'échelle supracommunale. • Soutient les démarches d'identification de gisements fonciers mobilisables au cœur des tissus urbains et les opérations de densification foncière engagées sur le territoire. • Accompagne les communes et intercommunalités engagées dans des programmes d'amélioration de l'habitat. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir et accompagner les acteurs du territoire dans la réalisation et la mise en œuvre des SCoT et PLU, dans le respect du SRADDET et des dispositions de la Charte. • Associer le Parc à la conception et la mise en œuvre de ses politiques foncières. • Associer le syndicat mixte du PNR à la mise en œuvre de ses politiques contractuelles (bourg centre, contrats territoriaux...). • Soutenir le PNR dans l'ensemble de ses démarches visant à contribuer à l'objectif de « zéro artificialisation nette ». • Veiller à la qualité des projets d'aménagement financés sur le territoire du PNR au regard notamment de la place laissée à la nature à des fins de préservation de la biodiversité et de participation à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique et bien-être des habitants. • Animer à l'échelle régionale, la Communauté Régionale Eviter-Réduire-Compenser (ERC) avec une ambition renouvelée, focalisée sur la biodiversité. • Mettre à disposition des acteurs du territoire du PNR son outil d'information et d'aide à la décision « Biocittanie » pour la prise en compte de la biodiversité du territoire, des informations cartographiques sur les enjeux de biodiversité locaux. • Accompagner les documents de planification, avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité Occitanie. • Poursuivre son soutien en faveur du patrimoine bâti et vernaculaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Apporte leur expertise et accompagnent les communes et CC par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage complète dans le cadre de l'élaboration et de l'évolution de leurs documents d'urbanisme (carte communale ou PLU). • Participe à la sensibilisation des communes quant à l'intérêt de la mutualisation des moyens et de la mise en œuvre d'un urbanisme durable (formation HGI, intervention en conseil communautaire, assistance au transfert de compétence PLU des communes aux CC...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Participe au projet d'aménagement porté par les collectivités dans le cadre de ses politiques d'aides départementales à la solidarité et au développement territorial et de la mobilisation de partenariats avec ses organismes ou agences associés (CAUE, ADAC...). • Re CD65 met en œuvre le guichet Renov'Occitanie Hautes-Pyrénées qui conduit un programme pluriannuel pour la rénovation énergétique de l'habitat privé : conseils aux propriétaires, mobilisation des professionnels du bâtiment, actions de sensibilisation, programme spécifique à destination des copropriétés, etc. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec les Communautés de communes, l'agglomération TLP et les dispositifs en vigueur régionaux et nationaux. • Soutient financièrement les projets de restauration du patrimoine bâti de caractère portés par les collectivités et les particuliers répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Participe à une réflexion, sur le périmètre du Parc, sur les modalités d'instruction et les critères d'attribution d'aides financières dans le cadre de politiques existantes. • Mobilise les services des Archives départementales sur la gestion et la collecte pour conservation des archives publiques (communales, en application de la réglementation) et privées (de particuliers, d'entreprises et d'exploitations agricoles, d'associations, etc.) sur le territoire du Parc. • Participe à une instance transversale de réflexion sur les patrimoines. 	<ul style="list-style-type: none"> • PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain • SEM Ha-Py Énergie en 65 • Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie • Chambres d'agriculture de Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées • Chambre de commerce et d'industrie de Région Occitanie • Chambre régionale des métiers et de l'artisanat de Région Occitanie • Union régionale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement Occitanie • CAUE • Envirobat Occitanie • Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) • SAGE Vallée de la Garonne • Structures porteuses de SCoT • Haute-Garonne Ingénierie (HGI)

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins, métropolitain et transfrontalier</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Instaure les partenariats avec les territoires et opérateurs limitrophes (communes, EPCI, PETR, Parcs...). • Engage et porte un dialogue transfrontalier pour établir une coopération avec le Parc Posets Maladeta. • Identifie des projets d'intérêt mutuel avec les territoires limitrophes, mais également à l'échelle nationale par une collaboration étroite avec la Fédération des Parcs notamment. • Facilite, par la mise en place d'analyses techniques et politiques, la réflexion sur les possibles mutualisations de gouvernances locales (lorsque les actions menées répondent aux enjeux, orientations et mesures du Parc). • S'inscrit dans les programmes frontaliers pour assurer une continuité des actions (PNR PA...). • S'engage pleinement dans le Comité de Massif. • Intègre les acteurs promouvant la langue occitane dans le conseil scientifique créé par le Parc. • Instaure et développe des collaborations dans le domaine de la recherche au sujet du patrimoine, de l'environnement, de l'énergie, de la participation, et des sujets déterminés par le conseil scientifique. • Communique au grand public, de manière accessible, les résultats de recherches menées sur le territoire et à proximité. • Accompagne les démarches « Territoires Engagés pour la Nature » (TEN) et les démarches de création d'« Atlas de la Biodiversité » intercommunaux, en priorité sur les secteurs de développement/d'aménagement. 	<ul style="list-style-type: none"> • S'engage à favoriser l'organisation des relations avec les communes périphériques. • Relaie au syndicat mixte les projets connus qui répondent à des objectifs communs à ceux du projet de Charte afin de les recenser et d'établir d'éventuels partenariats. • Présente au syndicat mixte les projets de diagnostic et de recherche envisagés, afin de mutualiser les informations (inventaires, études diverses...). • Associe le syndicat mixte lors de la réalisation d'inventaires, de recherches et d'études sur leur territoire. • Facilite la réalisation des études et des recherches sur leur territoire en mettant à disposition l'ensemble des données disponibles (observatoires locaux, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilite la mise en réseau des acteurs locaux. • Participe au financement de projets partenariaux qui répondent aux orientations de la Charte. • Facilite l'application des dispositifs contractuels et incitatifs en vigueur ou l'expérimentation sur le Parc de nouveaux dispositifs permettant de contribuer aux dispositions de la Charte. • Associe le Parc en amont de la conception ou de la révision de schémas/documents/plans de planification/d'orientation (ex. : Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique...). • Contribue à l'acquisition et à la diffusion des connaissances sur la biodiversité, notamment au travers du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) et de la base de données naturalistes SILENE. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les projets innovants interdisciplinaires et interinstitutionnels, dans les filières stratégiques et les technologies clés. • Former le syndicat mixte des programmes et projets de coopération qu'elle accompagne en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales et de projets d'espaces protégés. • Relayer et promouvoir les initiatives locales via des supports de communication mutualisés avec le Parc. • Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, des programmes de recherche sur des périmètres qui peuvent dépasser celui du PNR. • Former le Parc des projets de recherche qu'elle soutient en lien avec la Charte du PNR. • Encourager la prospective éducative de toutes les thématiques liées à la transition écologique et énergétique, les recherches-actions dans le champ de l'EEDD. 	<ul style="list-style-type: none"> • Former le syndicat mixte des programmes et projets de coopération pour lesquels ils sont sollicités en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales et de projets d'espaces protégés. • Former et associe le Parc concernant tous les projets d'inventaires et d'études relatifs au patrimoine naturel, le développement et la gestion des sites Espaces Naturels Sensibles de son territoire, mais aussi en matière de mobilité, de service, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Former le syndicat mixte des programmes et projets de coopération pour lesquels ils sont sollicités ou qu'ils mènent en matière de développement durable, de valorisation des ressources locales, de tourisme et de projets. • Mobilise une ingénierie spécialisée dans les fonds européens en accompagnement à ses politiques et aux acteurs territoriaux. • Participe et aide au bon déroulé de conseils scientifiques multilinguistiques (traduction en occitan et français par exemple). • Participe à une réflexion sur des partenariats avec les territoires voisins s'appuyant en particulier sur la langue occitane. • Partage au Parc les projets d'inventaires et d'études relatifs au patrimoine naturel, ou encore en matière de mobilité, de service, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le SAGE Vallée de la Garonne (SMEAG structure porteuse) : une animation dédiée à la réactivation de la coopération transfrontalière est menée depuis 2020. La volonté du PNR sur les partenariats s'intègre parfaitement dans l'animation menée • PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain • CTP • Universités • Centres de recherche • BNR voisins

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 1.4.2 Révéler la richesse culturelle et patrimoniale du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développe des lieux d'échanges physiques et numériques pour les acteurs culturels locaux : forums annuels de rencontre, plateforme culturelle pour faire la promotion des événements locaux, etc. (en coopération avec l'agenda culturel diffusé par le PETR Pays des Nestes, en partenariat avec l'OT Neste Barousse). • anime la démarche réseau par des groupes de travail thématiques réguliers. • Met en cohérence la richesse culturelle à l'échelle du territoire en facilitant les échanges et en travaillant les interconnexions entre les différents supports de la culture locale et de son histoire (agenda culturel mutualisé). • Valorise auprès du grand public les actions convergentes des différents acteurs culturels locaux (communication, parcours d'offre culturelle, relations entre les offres existantes et futures...). • Met en place d'un agenda culturel à l'échelle du territoire, en lien avec les agendas et les tiers-lieux existants. • Construit et propose un accompagnement aux événements culturels majeurs du territoire. • Conventione avec l'État pour être référent des découvertes fortuites sur le territoire et participe à l'inventaire. • Encourage et soutient la mise en récit du territoire (projets de recherche scientifique et culturelle, archéologie du territoire). • Organise la mise en place d'une stratégie de sensibilisation et de mise en circuit des propositions de découvertes culturelles, visites, parcours découverte (en lien avec les inventaires du patrimoine réalisés). • Participe à l'organisation d'événements et d'actions en faveur de la promotion des arts et de l'artisanat sur le territoire et facilite leur découverte. • Valorise le travail en faveur de la langue occitane (ex. : Eth Ostau Comengés). 	<ul style="list-style-type: none"> • Recensent les acteurs culturels locaux et leurs besoins (ex. : les commissions culture). • Font la promotion des outils mis en place par le syndicat mixte, partagent les informations concernant la mise en réseau sur le territoire. • Participent à la mise en cohérence des offres culturelles locales avec l'ensemble du territoire de projet de création de Charte. • Facilitent et relaient l'information et la communication auprès du grand public concernant les propositions culturelles existantes. • Mutualisent, dans la mesure du possible, les solutions de découvertes et de valorisation du patrimoine culturel local (communication, visites guidées, expositions, etc.) et engagent une réflexion sur la mise en place d'une plateforme collaborative des OT à l'échelle du PNR. 	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquent sur les dispositifs mis en place à l'échelle du territoire. • Fait le lien avec les politiques nationales de développement culturel et les réseaux d'acteurs culturels extérieurs au territoire. • Mobilise ses dispositifs d'accompagnement au développement culturel. • Met en place, pour réaffirmer la place des communes dans leur environnement, une politique de revitalisation des centres-bourgs en associant le PNR. Cela permet de mobiliser des moyens en faveur de la mise en valeurs de patrimoines bâtis sur le territoire. • Soutient les actions de développement visant la valorisation des patrimoines culturels, intégrant des objectifs d'accessibilité et de préservation de la biodiversité. • Appuie le syndicat mixte dans l'accompagnement des événements majeurs du territoire (trails, rencontres pyrénéennes, etc.), porte à sa connaissance les événements déclarés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses moyens, des programmes de recherche sur des périmètres qui peuvent dépasser celui du PNR. • Communiquer sur les politiques de développement culturel et les dispositifs associés mis en place à l'échelle du territoire. • Mobiliser dans les limites de ses compétences et de ses moyens ses dispositifs d'accompagnement au développement culturel. • Soutenir, via ses politiques et moyens de financements dédiés, les offres culturelles du territoire. • Favoriser les actions transversales en matière de savoir-faire, patrimoine et culture. • Encourager les actions de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle sur le territoire du Parc menées auprès de tous les publics et notamment des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Communiquer sur les dispositifs mis en place à l'échelle du territoire, notamment grâce au futur portail numérique culture. • Assure le lien avec les équipements culturels départementaux, dans le cadre du maillage départemental des médiathèques, musées et écoles de musiques partenaires. • Fait le lien avec les politiques départementales de développement culturel dans le cadre de l'accompagnement des CT à l'élaboration des projets culturels de territoires (dans lesquels le département fera appréhender le PNR dans une logique de développement culturel). • Mobilise leurs dispositifs d'accompagnement au développement culturel. • Soutient la mise en réseau des acteurs culturels locaux, notamment les acteurs aidés par le CD31. • Facilite l'accessibilité et la diffusion culturelle sur le territoire via leur politique propre engagée en faveur de la culture et du patrimoine culturel (aides financières, appui technique, labels – ex. : « Comme à la maison » en Haute-Garonne). • Soutient la prise en compte du handicap et de l'accessibilité dans l'offre culturelle du territoire et la mise en place d'événements majeurs auxquels le PNR est associé. • Valorise la démarche PNR dans le cadre de dispositif d'éducation artistique et culturelle portée en direct par le département ou en lien avec les collectivités et partenaires locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutient financièrement les projets de restauration du patrimoine bâti de caractère portés par les collectivités et les particuliers répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Participe à la réflexion de la constitution du réseau en distinguant clairement les typologies d'acteurs culturels (professionnels, associations locales...). • Soutient financièrement les projets culturels associatifs et des collectivités répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Participe au réseau des acteurs culturels sur le territoire du PNR. • Facilite la création et la diffusion culturelle sur le territoire via sa politique propre engagée en faveur de la culture et du patrimoine culturel dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Soutient la prise en compte du handicap et de l'accessibilité à dans l'offre culturelle du territoire, la mise en place d'événements majeurs ou le PNR est associé (accessibilité au sens large : mobilité, politique tarifaire le plus possible accessible ...) dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Assiste les acteurs locaux dans leurs projets de promotion de la langue occitane (traduction, validation de texte...). 	<ul style="list-style-type: none"> • Offices de tourisme intercommunaux • BETR Pays des Nestes • BET Pays Sud Toulousain • ENAREP • Centres d'Arts Contemporains • Vilusées • Théâtres • Réseaux de médiathèques • PNR voisins • Pronomadé(s) en Haute-Garonne • Association ou structures culturelles locales porteuses d'événements sur le territoire • Services culturels communaux • MJC • Eth Ostau Comengés

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.1.1 Appui de long terme à la relocalisation de productions alimentaires accessibles et de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> Anime le PAT à l'échelle du Pays Comminges Pyrénées et coordonne les différents PAT à l'œuvre sur le territoire du PNR (dont PAT du Pays des Nestes). Coordonne la mise en place d'une gouvernance alimentaire sur l'ensemble du territoire. Contribue au développement d'une plateforme d'approvisionnement à l'échelle du territoire et à la mise en place d'un système logistique. Encourage les pratiques innovantes et expérimentales, favorise le développement de produits innovants et d'expérimentation en matière de production et de transformation. Développe et participe à des actions de promotion et de communication autour des productions et producteurs locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> S'engage à promouvoir l'utilisation des produits agricoles et artisanaux issus du territoire lors des manifestations qu'elles organisent et dans l'approvisionnement de la restauration collective des écoles primaires, dans le respect de la réglementation des marchés publics. Valorisent les produits du territoire et leur consommation auprès des habitants et visiteurs. Accompagnent les projets collectifs en faveur d'une alimentation de qualité sur le territoire. Protègent les exploitations agricoles, les surfaces agricoles dans les documents d'urbanisme. Facilitent et permettent, dans les documents d'urbanisme, la structuration locale de la filière agroalimentaire, tant pour les exploitations agricoles qu'au sein des espaces d'activités (ZA). 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient l'action du syndicat mixte et des collectivités dans la promotion d'une agriculture durable (agriculture bio, agroécologie, limitation des intrants...). Facilite par la mobilisation de dispositifs existants la mise en place de circuits courts et la mutualisation de moyens d'appui à la transformation des produits alimentaires. Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Porte un pacte régional d'alimentation durable. Elle soutient les démarches contribuant à favoriser une alimentation durable. Dans le cadre de sa stratégie respective en faveur du développement des filières agricoles et dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières, la Région Occitanie s'engage à soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires, contribuant à la valorisation des productions identitaires du territoire, leur transformation et leur mise en marché. Soutient le développement des démarches de qualité, collectives et structurantes visant à la diversification des activités agricoles génératrices de plus-value économiques et à fort ancrage local. Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique et soutient les agriculteurs dans leur transition agroécologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de sa stratégie en faveur du développement des filières agricoles et dans la continuité de ses actions en lien avec les acteurs agricoles, le département de Haute-Garonne accompagne les agriculteurs dans une démarche environnementale en œuvrant à la valorisation des circuits courts. Valorise les produits locaux et leur transformation sur l'exploitation par un soutien financier permettant l'amélioration de la mise en vente des produits de la ferme et un soutien à l'activité vente directe. Met en œuvre une politique d'achat de produits locaux dans l'approvisionnement des établissements collectifs (collèges, EHPAD, services divers). Développe des actions de promotion du patrimoine agricole. Propose un soutien à la mise en œuvre d'actions et de formation dans le cadre de la mission circuit court. 	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de sa stratégie en faveur du développement des filières agricoles et dans la continuité de ses actions en lien avec les acteurs agricoles, le département accompagne les acteurs à la structuration et à la valorisation des circuits courts de proximité. Le département Hautes-Pyrénées, via son projet de territoire, pérennise le label HaPy Saveurs en faveur des productions locales. Valoriser les produits locaux et leur transformation par un soutien financier aux outils collectifs structurants (abattoirs par exemple). Mettre en œuvre ou favoriser une politique d'achat de produits locaux dans l'approvisionnement des établissements collectifs (collèges, EHPAD, services divers). 	<ul style="list-style-type: none"> Chambres consulaires PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Organisations professionnelles et syndicats de producteurs Établissements scolaires Entreprises de logistique et de transport Association de consommateurs et de producteurs Réseaux de distribution locaux (associatifs, mais pas seulement) Fédération de chasse
<p>Mesure 2.1.2 Accompagner l'agriculture dans les transitions</p>	<ul style="list-style-type: none"> Coordonne la mise en œuvre de la Charte dans le domaine agricole, en partenariat avec les chambres d'agriculture et les syndicats de filières. Assure la prise en compte des mesures et dispositions de la Charte relative à la préservation des espaces agricoles et à la préservation de l'activité agricole et de transformation en général (maîtrise de la consommation foncière, lutte contre l'enfrichement, préservation du bâti agricole nécessaire à l'installation, etc.) dans les documents d'urbanisme et de planification. Recherche les financements des études de faisabilité en matière de distribution et de commercialisation de produits alimentaires locaux. Anime des démarches de valorisation de produits (réseaux de producteurs, promotion des produits, structuration des circuits courts...). Anime, en partenariat avec les chambres d'agriculture, une démarche d'information, de sensibilisation et de dialogue concernant les fonctionnalités écologiques des espaces, auprès des professionnels agricoles. Impulse et coordonne à l'échelle du territoire une réflexion autour des usages de l'eau dans le domaine agricole, pour le partage de la ressource. Accompagne techniquement et recherche les financements pour soutenir les initiatives agricoles en faveur des économies d'eau. Soutient les initiatives des acteurs pastoraux pour sensibiliser le public aux enjeux du pastoralisme. Dans le cadre de sa mission d'Éducation à l'Environnement et au Territoire - mesure 1.2.2 - , le syndicat mixte porte des actions spécifiques dans le domaine de l'élevage et du pastoralisme (notamment en direction des scolaires, des élus et des visiteurs). 	<ul style="list-style-type: none"> S'engage, dans leur document d'urbanisme, à préserver un espace agricole suffisant et cohérent pour maintenir et développer les exploitations agricoles. Assurent la prise en compte des besoins des exploitants locaux en matière de développement de leur activité et appuient ces évolutions lors de la création/revision des documents d'urbanisme et de planification locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient l'action du Syndicat mixte et des collectivités dans la promotion d'une agriculture durable (agriculture bio, agroécologie, limitation des intrants...). Facilite par la mobilisation de dispositifs existants la diversification et les expérimentations culturelles favorables à la préservation de la biodiversité. Soutient les démarches de certification environnementale et notamment de conversion à l'agriculture biologique. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien au travers de ses politiques, les programmes, projets, actions de développement d'une agriculture durable visant à réduire les impacts environnementaux tout en répondant aux besoins économique et alimentaire ; Mettre en œuvre le renouvellement des générations sur le territoire du Parc, par le soutien aux installations et au soutien à la transmission des exploitations. Soutien le développement de l'agriculture biologique sur le territoire du Parc ; Soutien le développement d'une gestion forestière permettant de répondre aux besoins du territoire en bois (construction, industrie, énergie). S'appuyer sur le Parc et ses partenaires pour accompagner l'évolution des pratiques agricoles en faveur de la transition agroécologique et de la gestion de l'espace : programmes pastoraux et contrat agriculture durable. Soutien la modernisation des exploitations agricoles. 	<ul style="list-style-type: none"> S'engage à soutenir des projets agricoles et alimentaires contribuant à l'atteinte des objectifs de la Charte. S'engage à apporter un soutien au syndicat mixte dans la coordination des missions d'accompagnement en faveur de l'agriculture sur le territoire (coordination des PAT). 	<ul style="list-style-type: none"> S'engage à soutenir des projets agricoles et alimentaires contribuant à l'atteinte des objectifs de la Charte. S'engage à participer à la coordination des PAT qui pourraient être mis en œuvre dans le cadre de la Charte. Accompagne le pastoralisme dans ses diverses dimensions afin de pérenniser cette pratique (animations, investissement, gardiennage et communication). 	<ul style="list-style-type: none"> PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Chambres d'Agriculture de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées Service Agricole du Département de la Haute-Garonne SAFER ADEAR CAUE INRAE Universités Lycée Agricole de Saint-Gaudens

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promeut et anime la démarche de territoire à énergie positive. • Collabore à la prise en compte des enjeux énergétiques dans les documents de planification. • Accompagne le développement de projets de production énergétique collectifs ou en autoconsommation, permettant aux communes, à leurs groupements ainsi qu'aux populations et aux acteurs locaux de bénéficier de l'énergie produite localement. • Recense et communique à l'échelle du territoire sur les projets liés à la transition énergétique réalisés au cœur de celui-ci, et communique également au sujet d'expérimentations réalisées en dehors du territoire. • Facilite la structuration de filières de production d'énergie sur le territoire, en réalisant des évaluations des structures existantes de production locale d'énergies publiques, en identifiant les difficultés éventuelles (besoins d'opérateurs, économies d'échelle à réaliser) et en proposant des solutions adaptées. • Réalise des analyses de l'exploitation des projets menés sur le territoire pour construire des « démonstrateurs » de la transition énergétique, afin de présenter les étapes du projet de la mise en place jusqu'à l'exploitation, et encourager les acteurs locaux à se saisir opérationnellement du sujet. • Fournit les éléments nécessaires à la bonne prise en compte de tous les enjeux dans les projets de développement des ENR. • Veille à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et environnementaux dans les projets. • Sensibilise et accompagne les collectivités et propriétaires de forêts et boisements afin d'éviter l'installation de photovoltaïque en lieu et place du couvert forestier. • Initie, entre vallées et avec la partie nord du territoire, un réseau de solidarité entre communes pour organiser et satisfaire les besoins en bois de chauffage. • Réalise un Plan paysage de la transition énergétique. • Facilite les échanges de bonnes pratiques par l'organisation d'événements dédiés, mêlant population, élus, acteurs de l'énergie et acteurs économiques locaux, au moins une fois par an. 	<ul style="list-style-type: none"> • Associer le Parc dans la définition de tout projet de développement des énergies renouvelables. • Mettent en œuvre une démarche de concertation avec la population locale en amont de tout projet de développement des énergies renouvelables. • Dans le cadre de leurs compétences en matière d'urbanisme : transcrivent dans leur document d'urbanisme la stratégie partagée de développement des ENR. • Partagent leurs expérimentations en matière de production d'énergie, les données et résultats obtenus, ainsi que les évaluations réalisées. • Facilitent les échanges auprès de la population pour imaginer et organiser des solutions collectives de production d'énergie. • S'engagent à développer des projets de production d'énergie renouvelable qui tiennent compte des impacts paysagers potentiels des projets, et qui facilitent une économie locale de l'énergie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Associe le Parc dans l'élaboration de tout document de planification en matière de développement des énergies renouvelables. • Participe au financement des projets d'énergie renouvelable (installation de panneaux solaires, de centrales hydroélectriques, chaufferie bois, réseau de chaleur, etc.). • S'engage à sensibiliser les acteurs du territoire aux enjeux de l'énergie renouvelable, afin de favoriser l'acceptation des projets d'énergie renouvelable. • Associe le Parc dans l'élaboration de tout document de planification en matière de développement des énergies renouvelables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir recours aux énergies renouvelables dans les bâtiments dont elle a la charge. • Participer à la mise en œuvre de projets de centrales citoyennes/villageoises, mutualisées, de production d'énergie renouvelable. • Soutenir la démarche « Les Générateurs » qui propose un accompagnement aux collectivités pour construire des projets exemplaires d'énergie renouvelable de grande dimension comme l'éolien et le photovoltaïque au sol. • Reconnaître le Parc comme territoire privilégié d'expérimentation pour la mise en œuvre de la stratégie REPOS. • Rechercher les conditions de prise en compte des orientations de la stratégie énergétique de la Charte dans le déploiement de ses aides directes et à travers ses différentes modalités d'intervention dans ces domaines (via l'Agence Régionale Énergie Climat...). • Accompagner le Parc et ses partenaires, notamment pour la mise en œuvre des Plans Climat Air Énergie Territoriaux et d'actions exemplaires. • Reconnaître le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire du Parc. • Appuyer, dans le cadre de ses politiques et dispositifs en lien avec l'énergie (Pacte Vert Occitanie, Région à énergie positive, plan bâtiment durable...) les projets de production d'énergie renouvelable. • Financer une mission d'animation chaleur renouvelable pour accompagner les acteurs locaux dans le projet de développement de production de chaleur renouvelable dont la biomasse, le géothermique et le solaire thermique. • Associer le Parc à l'élaboration des schémas de développement d'énergies renouvelables concernant potentiellement son territoire. • Mettre à disposition du territoire les informations et connaissances dont elle dispose. • Soutenir le développement des filières innovantes et d'excellence. 	<ul style="list-style-type: none"> • Considère le territoire du Parc comme territoire prioritaire d'expérimentation de solutions innovantes dans l'utilisation d'énergies renouvelables dans les bâtiments et équipements dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ou l'exploitation. • Soutient les projets de développement des ENR innovants et d'excellence. • Sensibilise les acteurs du territoire aux enjeux de l'énergie renouvelable et de préservation de la biodiversité, en organisant des formations et des conférences liées à l'exploitation de sources d'énergies renouvelables et à leur financement. • Favorise l'intégration des projets d'énergie renouvelable dans les paysages et vérifie leur compatibilité avec les enjeux environnementaux. • Participe au financement, par la mobilisation de leurs politiques énergétiques et programmes d'investissement, des projets de diversification, de production et de mutualisation de la production d'énergie renouvelable sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assure la cohérence avec la Charte des stratégies développées au niveau départemental et par les opérateurs dont il est membre. • Soutient les projets de développement des ENR innovants et d'excellence au travers des opérateurs dont il est membre et de ses dispositifs financiers en vigueur. • Participe au financement, au travers des opérateurs dont il est membre, des projets de diversification, de production et de mutualisation de la production d'énergie renouvelable sur le territoire. • Organise des formations aux professionnels et aux collectivités dans le cadre de sa mise en œuvre de la stratégie départementale des énergies renouvelables (2018). 	<ul style="list-style-type: none"> • Chambres consulaires • PÉTR Pays des Nestes, PÉTR Pays Sud Toulousain • Distributeurs d'énergie • Coopératives d'énergie • Groupements de professionnels • Réseau Énergies Locales et Renouvelables en Occitanie • CAUE • Chambres d'agriculture • AREC et syndicats départementaux d'électricité

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et Intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Favorise l'émergence d'un réseau d'ingénierie territoriale sur les questions énergétiques, associant les agents des collectivités et de leurs agences. Encourage les énergies renouvelables citoyennes et coopératives. Facilite l'accès aux financements existants dédiés, aides et programmes, via une ingénierie dédiée. Porte le Gulchet Rénov'Occitanie sur le territoire du Comminges. Recherche les financements pour soutenir, les études de faisabilité sur le territoire de moyens expérimentaux de stockage de l'énergie renouvelable. Conseille les porteurs de projet dans la prise en compte de l'environnement et du paysage dans leur projet d'infrastructures de stockage d'ENR. Organise des visites physiques et virtuelles de sites de production et/ou de stockage de l'énergie renouvelable, sur le territoire et au-delà. Anime le PCAET Pays Comminges et collabore avec les PCAET du territoire pour inclure la question du stockage dans la planification énergétique. Renforce les compétences et les savoir-faire : mobilise de l'expertise en matière d'énergie, participe à la formation des acteurs locaux, favorise les échanges d'expériences, promeut les bonnes pratiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Établit, dans la réalisation et l'actualisation de leur(s) document(s) de planification et d'urbanisme, des secteurs d'implantations privilégiés, lorsque cela est possible, dédiés aux stockages de l'énergie. Planifient des moyens opérationnels (techniques et financiers) pour accompagner les projets de stockage d'ENR sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Informe le syndicat mixte des programmes d'aides et de recherches existants en matière de production et de stockage d'énergies renouvelables. Soutient le développement de la production et du stockage d'ENR sur le territoire. Facilite le partage d'information et la mise en réseaux d'acteurs des ENR à l'échelle nationale. Finance des expérimentations en matière de stockage d'ENR. 	<ul style="list-style-type: none"> Informe le syndicat mixte des programmes et projets dont elle a connaissance en matière de production et de stockage d'énergies renouvelables et qui concernent la charte du PNR. Soutient, dans le cadre de la stratégie Région à énergie positive (REPOS), la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire. Reconnaitre le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire du Parc. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient, dans le cadre de leurs stratégies respectives, programmes de financement et ingénierie, la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient, au travers des opérateurs dont il est membre et de ses dispositifs financiers en vigueur, la diversification des moyens de production et de stockage de l'énergie renouvelable sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> SEM locales PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Fournisseurs de réseaux Gestionnaires de production d'énergie Chambres d'agriculture CAUE Réseau Énergies Locales et Renouvelables en Occitanie AREC et syndicats départementaux d'électricité ONF, COFOR et CRPF
<p>Mesure 2.2.3 Faire émerger une stratégie de mobilité à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées</p>	<ul style="list-style-type: none"> Pilote la stratégie du territoire en matière de mobilité. Porte la mise en place d'un observatoire des mobilités sur l'ensemble du périmètre de projet de Charte. Partage à l'ensemble des acteurs et élus une analyse des résultats obtenus afin de dresser les enjeux de mobilité du territoire, et de faciliter une appropriation des problématiques et solutions de mobilité de l'ensemble du territoire par tous. Organise une évaluation régulière des politiques et initiatives menées sur le territoire en faveur des mobilités décarbonées. Accompagne les démarches d'instauration de stratégies de mobilité durable sur le territoire et veille à la prise en compte des dispositions de la Charte dans la création de programmes, stratégies et plans mobilité du territoire. Anime une démarche en faveur de la gestion des flux touristiques estivaux sur l'ensemble du territoire. Travaille, en partenariat avec les collectivités et organismes compétents, à la création et à la promotion d'itinéraires touristiques à mobilité douce et d'intérêt (circuits de randonnée, boucles à vélo, sentiers thématiques, parcours de découverte, patrimoniaux...). Accompagne et encourage la mise en place d'infrastructures cyclables et facilite le déploiement des possibilités d'électrification des mobilités légères (recharge VAE, véhicules légers, etc.). Accompagne les acteurs économiques et les collectivités dans la réflexion puis la mise en place d'un plan de mobilité entreprise/administration par une ingénierie dédiée et la mise en place d'un réseau d'échanges sur les besoins en matière de mobilité auprès des professionnels et des réseaux d'insertion et d'emplois sur le territoire. Organise, à l'image des « Hydrogénéales », des événements de sensibilisation et de démonstration en faveur des mobilités durables innovantes. Collabore à la prise en compte des enjeux de mobilité dans les documents de planification. 	<ul style="list-style-type: none"> Associent au syndicat mixte, de la création de stratégie mobilité jusqu'à la mise en œuvre de projets opérationnels de développement. Communiquent et informent au syndicat mixte les informations et données disponibles sur les flux touristiques connus. Transmettent les bilans des politiques et actions menées en matière de mobilité sur le territoire du projet. S'engagent, lorsqu'elles sont concernées par un site naturel remarquable identifié au plan du Parc, à étudier, avec l'appui du syndicat mixte, les moyens d'amélioration de l'accueil du public au droit des sites, notamment à travers des aménagements (parkings, panneaux, barrières...). 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagne la mise en place/création de programmes pédagogiques à l'attention du grand public en matière de mobilité. Facilite la mise en œuvre de moyens de mobilités décarbonées par le partage de données, l'accompagnement de démarches de planification (plan mobilités, lien PCAET notamment). Associe le syndicat mixte aux démarches de planification liées à la mobilité sur le territoire. S'engage à favoriser le développement d'offres complémentaires de mobilité et de services dans le cadre des programmes de financement et des politiques d'aides portées. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagne et facilite la mise en place, l'évaluation et la révision de programmes de planification et d'actions en faveur de la mobilité dans les documents stratégiques locaux (SCOT, PCAET, Plan Mobilité, etc.). Facilite l'accès aux données concernant la fréquentation des lignes et partage les évaluations de fréquentation pour une meilleure connaissance des flux de déplacement via les transports en commun sur le territoire. Partage les données en matière de mobilité sur le territoire et à proximité pour faciliter la production d'outils de sensibilisation et d'aides à la décision. Mobiliser ses dispositifs d'intervention à destination des jeunes (soutien de projets de premiers départs en vacances en autonomie, accès à la culture...). Mobiliser ses dispositifs de formation pour assurer le développement des compétences et des qualifications des demandeurs d'emploi, jeunes et adultes, ainsi que des salariés. Butter contre l'exclusion par la mise en place de dispositifs d'aide au départ en vacances du plus grand nombre (chantier solidaire, aide au premier départ en vacances pour les jeunes, soutien à l'ingénierie sociale pour le départ des familles...). Participe dans la limite de ses compétences et de ses moyens au financement des projets de mobilité durable, tels que la création de pistes cyclables (en adéquation avec le dispositif vélo régional). La Région, en tant qu'AOM locale, est compétente pour la mise en œuvre de lignes de bus de transport à la demande, de services de mobilité partagée (covoiturage, autopartage) et d'expérimentations en faveur de la mobilité décarbonée. Elle peut si besoin déléguer sa compétence aux EPCI pour se faire. 	<ul style="list-style-type: none"> Participe, dans le cadre de ses moyens, à la mise en œuvre d'une stratégie partagée à l'échelle du territoire en matière de mobilité. Développe, dans la mesure de ses politiques propres et de ses moyens humains et financiers, les offres et infrastructures de mobilité dont il a la charge. 	<ul style="list-style-type: none"> Le CD65 participe, par la mise en œuvre du plan vélo départemental, à la mise en œuvre d'une stratégie partagée à l'échelle du territoire en matière de mobilité. Il contribuera, dans ce cadre, à la promotion, au sein des collèges, de l'usage du vélo (ex. : organisation de challenge de la mobilité), à la rédaction du Plan de Déplacement des Établissements Scolaires (PDES) du territoire. Le CD65 cofinance une action spécifique au collège de Lourdes-Barousse dans le cadre du dispositif MOBI. 	<ul style="list-style-type: none"> AREC ADEME BETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain RED' Occitanie OTI W/!/Moov SDEHG (pour les bornes) Réseau TOTEN

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.3.1 Structurer une offre touristique fondée sur la qualité patrimoniale du territoire</p>	<ul style="list-style-type: none"> Organise les échanges et réunions nécessaires afin de définir les points communs, les forces et valeurs partagées par les professionnels du tourisme présents sur le territoire. Pilote en lien avec l'ensemble des élus, acteurs locaux et professionnels la formalisation d'une destination commune « Comminges Barousse Pyrénées », qui valorise l'ensemble des tourisms existants. Travaille en partenariat et en complémentarité avec les réseaux et partenaires présents et engagés sur le territoire. Soutient le maillage des tourisms existants pour une mise en cohérence de parcours touristiques qui puissent proposer divers types d'approches (boudes historiques, aventures, tourisme industriel...). Porte la mise en place d'une plateforme de communication et d'information dédiées aux tourisms dans le parc (site web, une application mobile, une newsletter, magazine) permettant de promouvoir les offres touristiques, de partager les actualités et les événements, de valoriser les initiatives locales et de simplifier l'accès à l'information. Appui à la diversification des offres touristiques en lien avec les chambres consulaires et les acteurs locaux. Conseil, accompagnement et création de formation pour développer de nouvelles activités, créer des circuits thématiques, proposer des hébergements insolites, etc. Porte la réalisation d'un guide de l'affichage et de la signalétique en étroite collaboration avec les acteurs du tourisme (hébergeurs, restaurateurs, offices de tourisme, guides touristiques, etc.) pour renforcer le maillage touristique du territoire et la mise en cohérence de la signalétique sur le territoire. Accompagne les acteurs du tourisme dans leur recherche et l'application de bonnes pratiques environnementales et favorise les activités de découverte de la nature et de la biodiversité. Met en place des circuits de visite des producteurs locaux, des événements mettant en avant les produits du terroir et des animations autour des savoir-faire artisanaux. Participe à la mise en valeur des itinéraires de randonnée et des sentiers présents sur leur territoire, organisation de projet collectif d'entretien et de restauration des itinéraires de randonnée. Participe à la promotion des produits et savoir-faire en les intégrant dans l'offre touristique (création d'un panier de biens). 	<ul style="list-style-type: none"> Valorisent la connaissance des patrimoines locaux et la diffusent largement auprès des acteurs socioprofessionnels, élus et visiteurs par le biais de leurs réseaux de communications, des OT intercommunaux et des événements divers menés annuellement. Travaillent à la mise en réseau des acteurs touristiques, des hébergeurs et de l'ensemble des services liés à la mise en tourisme du territoire. S'engagent dans la réalisation d'un guide de l'affichage et de la signalétique partagé à l'échelle du territoire. Encouragent et développent le tourisme durable sur leur territoire, promeuvent les initiatives écoresponsables. Accompagnement à l'amélioration des infrastructures (balisage, signalétique, aménagements) pour faciliter l'accès aux sites naturels et culturels, et encourager les activités de randonnée et de découverte. Facilitent et œuvrent à la promotion des produits et savoir-faire en les intégrant dans l'offre touristique (création d'un panier de biens). Participent à la création de circuits de visite des producteurs locaux, d'événements mettant en avant les produits du terroir, d'animations autour des savoir-faire artisanaux en lien avec le syndicat mixte. 	<ul style="list-style-type: none"> L'État s'engage à soutenir le développement du tourisme durable dans le territoire, en favorisant l'écotourisme et les activités respectueuses de l'environnement, et les activités en accord avec les valeurs touristiques définies par le territoire. Participer à l'élaboration d'un schéma territorial des équipements d'accueil et de séjour éducatifs et à la modernisation des équipements. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner le développement, la qualification et la promotion de l'offre de découverte des patrimoines et d'activités de pleine nature. Dans le cadre du Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, accompagner le Parc et ses partenaires dans leurs actions de la structuration des acteurs et prestataires touristiques, notamment en valorisant la qualité de la nuit d'Occitanie, et visant à en faire un levier d'attractivité pour les territoires. Accompagner, dans la limite de ses ressources et dans le cadre de son dispositif « Tourisme durable, responsable et solidaire », les projets répondant aux objectifs de transformation des activités touristiques pour favoriser un tourisme durable, responsable et solidaire et d'un tourisme authentique (agritourisme, savoir-faire locaux...). Les projets de diversification et montée en gamme de l'offre, les projets de tourisme inclusif Accompagne le développement quatre saisons, en priorisant la formation en lien avec ces thématiques Reconnaître le Parc comme acteur de la mise en cohérence des politiques touristiques à l'échelle du territoire du Parc. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribue au développement et à la structuration des activités de pleine nature (APN) ainsi qu'à la valorisation et la diversification de l'offre touristique durable sur le territoire. Associe le syndicat mixte du PNR à l'élaboration de Plans départementaux de définition des itinéraires entre les sites majeurs, ainsi qu'aux projets de développement des grands itinéraires afin d'optimiser les liens entre les réseaux et offres existantes. Consulte le syndicat mixte, pour avis, sur tous les projets liés à l'organisation des sports de nature et touristiques sur son territoire. Poursuit la gestion du réseau touristique de randonnée, en concertation avec les acteurs publics et les partenaires concernés, réseau qui contribue fortement à l'attractivité et la gestion des pratiques sportives sur le territoire. Soutient, dans le cadre de leurs moyens, politiques et plans propres, la création de boucles touristiques (mobilités, voies cyclables, etc.). Associe le syndicat au développement du réseau cyclable touristique et de loisirs (Transgarona...) concernant son territoire. Associe le syndicat à l'aménagement de chemins et sentiers de randonnée (Via Garona qui relie Toulouse à Saint-Bertrand-de-Comminges...) concernant son territoire. Accompagnement financier pour la création de pistes cyclables aménagées par les communes et intercommunalités. Accompagnement administratif, technique et financier des collectivités pour la réalisation de nouveaux sentiers de randonnée dans le cadre du Plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribue au développement et à la structuration des activités de pleine nature (APN) ainsi qu'à la valorisation et la diversification de l'offre touristique durable sur le territoire. Associe le syndicat mixte du PNR à l'élaboration de Plans départementaux de définition des itinéraires favorisant toutes les activités de sport nature et la découverte du territoire. Consulte le syndicat mixte, pour avis, sur tous les projets liés à l'organisation des sports de nature et touristiques sur son territoire. Le CD65 finance les projets répondant aux orientations de sa stratégie présentée dans le Carnet de route du tourisme et la feuille de route du Pôle Coteaux/Nestes/Baronnies/Barousse définie fin 2016 avec les acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> PETR Pays des Nestes PETR Pays Sud Toulousain CAUE CDT Offices de tourisme Fédérations sportives et de pleine nature Socioprofessionnels du tourisme Chambres d'agriculture Associations liées à l'agritourisme

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.3.2 Adapter l'économie touristique au changement climatique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Porte la création d'un réseau d'initiative en faveur du tourisme durable sur le territoire, qui permette de recenser les projets touristiques durables, de faciliter les échanges de pratiques et les évolutions de modèles organisationnels, économiques. • Accompagne les acteurs touristiques dans l'adaptation de l'économie touristique compte tenu des effets du changement climatique sur le territoire : suivi des impacts du changement climatique sur le territoire, recherche d'innovations et redéploiement d'activités. • Porte une réflexion sur la diversification dans les stations à d'autres types d'activités que celle des loisirs : agriculture, élevage, maraîchage, circuits courts, économie résidentielle... • Organise des rencontres avec les territoires engagés dans les transitions et des chantiers d'adaptation aux dérèglements climatiques afin de partager les orientations stratégiques et les projets engagés ou aboutis favorisant l'adaptation des pratiques touristiques vers un modèle plus durable (ex. : pratiques touristiques douces telles que raquettes, promenades), bénéficiant à l'ensemble du territoire. • Participe à la mutualisation des réflexions et des projets avec les programmes dédiés aux transitions (Plan Avenir Montagnes Ingénierie, stratégie de transition touristique...). • Sollicite les populations locales et de passage sur les transitions à l'œuvre et les attentes actuelles et à venir en matière de gestion touristique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Portent une démarche d'accompagnement des transitions et d'adaptation aux évolutions des modèles touristiques. • Véhiculent et communiquent sur la démarche de transition via le travail mené avec les OT du territoire notamment. • Portent, sur leurs territoires, des opérations d'accompagnement technique et financier qui facilitent les transitions et l'adaptabilité du territoire (rénovations et réhabilitation des hébergements touristiques, mise à niveau d'équipement, accompagnement de porteurs de projet en lien avec le tourisme durable). 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagne le syndicat mixte et l'ensemble des acteurs du territoire dans la mise en œuvre de leurs actions favorisant l'adaptabilité aux dérèglements climatiques en leur apportant des conseils et des formations. • Porte des programmes de soutien financier et d'ingénierie aux services des transitions et de l'adaptabilité du territoire en matière de tourisme (Plan Avenir Montagne...). • Informe le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont ils ont connaissance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément aux ambitions du Pacte Vert et la politique tourisme de la Région : • Poursuivre son engagement pour lutter contre la pollution lumineuse, en mettant à disposition des territoires de nouveaux outils pour faciliter l'extinction et favorisant les partenariats pour généraliser ces pratiques en faveur de la qualité de la nuit et faire de l'Occitanie une « réserve de ciel étoilé ». • Accompagner, dans la limite de ses ressources et dans le cadre de son dispositif « Tourisme durable, responsable et solidaire », les projets répondant aux objectifs de transformation des activités touristiques pour favoriser un tourisme durable, responsable et solidaire et d'un tourisme authentique (agritourisme, savoir-faire locaux...). Les projets de diversification et montée en gamme de l'offre, les projets de tourisme inclusif • Accompagne le développement quatre saisons, en priorisant la formation en lien avec ces thématiques • Soutenir le syndicat mixte dans son caractère exploratoire, expérimental et exemplaire sur l'adaptation au changement climatique et la mise en œuvre d'une stratégie territorialisée. • Informer le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont elle a connaissance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Porte, dans la mesure de leurs moyens et dans le cadre de leur politique propre en matière de tourisme, des actions en faveur du tourisme durable. • Soutient financièrement des projets touristiques qui favorisent l'adaptation du territoire aux évolutions et transitions à l'œuvre (évolution des attentes sociétales, prise en compte du dérèglement climatique, économie des ressources, etc.). • Participe à la sensibilisation des bonnes pratiques existantes en matière de tourisme durable. • Participe aux programmes d'accompagnement et aux démarches de transition engagées sur le territoire. • Informe le syndicat mixte des projets de différentes envergures de transition/adaptation dont ils ont connaissance. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutient financièrement des projets touristiques qui favorisent l'adaptation du territoire aux évolutions et transitions à l'œuvre (évolution des attentes sociétales, prise en compte du dérèglement climatique, économie des ressources) conformément à la stratégie touristique développée dans le Carnet de tourisme du département 65. • Participe à la sensibilisation des bonnes pratiques existantes en matière de tourisme durable. • Participe aux programmes d'accompagnement et aux démarches de transition engagées sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • PETR Pays des Nestes • PETR Pays Sud Toulousain • CAUE • CDT • Offices de tourisme • Fédérations sportives et de pleine nature • Socioprofessionnels • Agence des Pyrénées

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Porte des études de faisabilité/de marché pour la création/pérennisation de filières locales en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux (Chambres consulaires, artisans, professionnels, EPCI, etc.). • Anime, à l'échelle du territoire, un réseau « économie » à destination des collectivités, de leur groupement, qui soit ouvert aux porteurs de projet et professionnels établis sur l'ensemble du périmètre de projet de Charte, ainsi qu'aux élus. • Met à disposition l'ingénierie nécessaire pour l'accompagnement de projets de filières portés par les Communautés de communes ou leur groupement. • Facilite la territorialisation des politiques européennes, nationales, régionales et départementales en matière de développement économique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitent, par tous les moyens possibles, la réalisation des études de faisabilité/pérennisation de filières de matériaux biosourcés sur le territoire. • Assurent la prise en compte de la Charte du PNR dans les projets de création de filières de matériaux biosourcés. • Favorisent autant que possible l'utilisation des écomatériaux dans leurs projets et en font la promotion. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilise ses dispositifs en faveur du développement économique et de l'emploi pour favoriser la création de filières locales de matériaux biosourcés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Définir un schéma pour rendre la commande publique socialement et écologiquement plus responsable. • Contribuer à la promotion des ressources locales et des écomatériaux (bois, pierre, terre...) issus d'une gestion durable dans les travaux de construction et de rénovation de bâtiments sur le territoire, par exemple à travers le Pacte construction bois Occitanie. • Identifier le syndicat mixte du PNR comme bénéficiaire des dispositifs d'aide qu'elle gère existants ou à venir qui sont dans ses domaines de compétence. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutient les projets de structuration de filières portés par les Communautés de communes, leur groupement ou le PNR. • Met à disposition leurs outils d'accompagnement des territoires et leur ingénierie pour l'appui à l'émergence et l'accompagnement de nouveaux projets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutient les projets de structuration de filières portés par les Communautés de communes, leur groupement ou le PNR. • Met à disposition leurs outils d'accompagnement des territoires et leur ingénierie pour l'appui à l'émergence et l'accompagnement de nouveaux projets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Chambres consulaires • PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain • CAUE • AD'OCC • Clubs d'entrepreneuriat • ONF • Envirobat Occitanie • CERC Occitanie • CAPEB UNICEM COFOR • Association de valorisation du bois des Pyrénées
<p>Mesure 2.4.2 S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Favorise l'expérimentation en matière de gestion des déchets alimentaires (compostage, valorisation du compostage, etc.). • Promeut l'utilisation de matériaux recyclés dans les projets de construction, de rénovation et d'aménagement en soutenant financièrement des initiatives locales de recyclage. • Encourage les entreprises locales à intégrer des critères environnementaux dès la conception de leurs produits via des formations sur l'écoconception, des incitations financières, des accompagnements techniques. • Participe à la collaboration entre les acteurs économiques (entreprises, collectivités, associations) pour collecter, trier et valoriser les déchets. • Encourage l'économie de la fonctionnalité, qui consiste à privilégier l'usage d'un produit ou d'un service plutôt que sa possession. Promeut la location, la mutualisation, la réparation et l'entretien des biens, afin de prolonger leur durée de vie et de réduire les déchets. • Favorise la création de réseaux locaux, d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques, ainsi que la mise en place de partenariats entre les acteurs pour soutenir le développement de projets communs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promeuvent la réduction à la source des déchets en sensibilisant le grand public et les entreprises à adopter des comportements écoresponsables. • Engagent une réflexion sur la circularité des déchets sur leur territoire (réemploi, réparation, atelier citoyen de bricolage). • Confortent les partenariats avec les filières de recyclage existantes, aident à la création de points de collecte spécifiques, œuvrent à la valorisation du compostage et des déchets en général comme autant de ressources (re)mobilisables. • Encouragent l'économie de la fonctionnalité, qui consiste à privilégier l'usage d'un produit ou d'un service plutôt que sa possession. Promotion de la location, de la mutualisation, de la réparation et de l'entretien des biens, afin de prolonger leur durée de vie et de réduire les déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourage et soutient les projets liés à l'économie de la fonctionnalité, au réemploi, à la remise en état/réparation de biens sur le territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser le développement de l'économie circulaire sur le territoire. • Associer le Parc à la mise en œuvre du volet déchets du SRADDET et du Plan Régional d'Actions en faveur de l'économie circulaire et du Plan Plastique. • Accompagner les actions exemplaires et innovantes sur le territoire du Parc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilise ses dispositifs d'appui à la diversification des filières de réemploi et de gestion des déchets. • Soutient le Parc et les collectivités dans leur fonction d'expérimentation en matière de réemploi et de valorisation des déchets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Met en place des actions d'écoexemplarité en matière de déchets et d'économie circulaire au sein de ses services et des collèges. • Soutient financièrement les projets portés par les structures compétentes en matière de prévention déchets répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Soutient financièrement les projets communaux de réhabilitation des anciens décharges dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Travaille au traitement des biodéchets des collèges et à la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges. 	<ul style="list-style-type: none"> • PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain • Syndicats de gestion des déchets • UNICEM et Exploitants de carrières locales • CAUE • Chambres d'agriculture • Ressourceries • Associations (ArtStock, Graines d'Avenir...)

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 3.1.1 Développer une stratégie de gestion intégrée de la ressource en eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser les acteurs économiques et collectivités territoriales du territoire sur la réduction des pollutions associées aux pratiques et infrastructures. • Participe aux suivis et études d'amélioration de la connaissance sur le fonctionnement des masses d'eau, sur les espaces à la ressource en eau la plus vulnérable et sur l'identification des besoins. • Porte des actions de sensibilisation ciblant tous les publics pour une meilleure gestion de l'eau. • Encourage et soutient les initiatives permettant une économie de la ressource en eau. • Contribue avec les structures existantes aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques. • Accompagne les collectivités territoriales dans la prise en compte des impacts sur la ressource en eau et les milieux aquatiques dans les projets d'aménagement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser ou promouvoir la réalisation de schémas directeurs eau potable et assainissement. • Améliorer les rendements des ouvrages de distribution d'eau potable. • Réaliser un bilan des stations d'épuration avec leurs capacités et fonctionnement et prévoir si besoin les améliorations ou renforcements nécessaires. • Veiller à diminuer les impacts des infrastructures d'assainissement collectif et non collectif sur la ressource en eau. • Progresser sur la prise en compte des impacts sur la ressource en eau dans l'aménagement et la gestion des espaces publics (ex. : réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires au sein des espaces verts publics, meilleure gestion des eaux de pluie notamment par la désimperméabilisation...). • Rationaliser la consommation d'eau des bâtiments et des équipements publics. • Relayer les informations participant à la sensibilisation du grand public à une meilleure gestion de la ressource en eau. • Agir, directement ou via les syndicats dont ils sont membres, en faveur de la préservation de la ressource en eau dans le cadre de leurs compétences en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement, et de gestion des milieux aquatiques. • Participer aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire du Parc. • Partager les données acquises en lien avec la gestion de l'eau sur leur territoire (eau potable, assainissement, pluvial, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> • Associe le syndicat mixte du Parc aux procédures concernant les grands barrages (renouvellement de concessions, vidanges, soutien d'étiage...), et dans les commissions locales de l'eau. • Mène avec le syndicat mixte du Parc des actions communes en faveur d'une gestion raisonnée et ambitieuse de la ressource en eau, en faisant un élément à part entière du développement durable du territoire. • Participe au subventionnement de la rénovation des stations d'épuration « jugées non conformes ». • Associer le Parc aux plans et programmes concernant les domaines de la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et de la préservation des milieux aquatiques et humides. • Mettre à disposition ses données liées à l'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés : • Accompagner le syndicat mixte et ses partenaires sur des actions de sensibilisation de tous les publics aux enjeux de la ressource en eau, sur des actions permettant la réalisation d'économies d'eau substantielles et le recours à des ressources alternatives (réutilisation des eaux usées, récupération de l'eau de pluie, eaux non conventionnelles), et sur des actions en faveur de la préservation de la qualité de la ressource. • Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés : soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires visant à améliorer la connaissance des ressources en eau et la coopération en matière de gestion de l'eau. • Soutenir les actions du syndicat mixte et de ses partenaires permettant une traduction efficace des enjeux liés à l'eau (ressource, prévention des risques, milieux aquatiques) dans les différents documents d'urbanisme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Participe aux réflexions stratégiques pour améliorer la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur le territoire du Parc. • Soutient les actions d'acquisition de connaissance sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. • Associe le syndicat mixte aux actions du PTGA, notamment à l'observatoire des sources et à l'observatoire de la thermie des cours d'eau. • Suit la mise en œuvre du schéma départemental AEP. Évaluer les actions décidées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Associe le syndicat mixte du Parc aux démarches qu'il engage sur le territoire en matière de gestion de l'eau (études, programmes d'action opérationnels...). • Boursuit l'accompagnement technique et financier des collectivités en matière d'eau potable et d'assainissement afin de garantir la qualité de service et la sécurité de l'approvisionnement. • Associe le PNR au futur Schéma départemental d'assainissement (qui doit permettre d'acquérir une meilleure connaissance du territoire, de favoriser une dynamique de mutualisation des moyens et d'identifier, hiérarchiser et programmer les actions à mettre en œuvre en matière d'assainissement collectif pour préserver la santé publique et atteindre le bon état des masses d'eau). • Poursuit sa participation à la gouvernance du SAGE Garonne et NRG et au Projet de Territoire sur l'Eau Garonne Amont. • Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. • Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de l'eau Adour Garonne • OFB • Structures porteuses des SAGE • Syndicats d'adduction d'eau potable et d'assainissement • Syndicats gestionnaires des milieux aquatiques • PETR du Pays des Nestes • Chambres d'agriculture • OUGC • CATZH • Conservatoire départemental des zones humides de Haute-Garonne • Gestionnaires de la ressource en eau des territoires voisins • Associations naturalistes et de protection de la biodiversité • Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste – rivières de Gascogne et estuaire • PETR Pays Sud Toulousain • PTGA • ONF

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides</p>	<ul style="list-style-type: none"> Porter et soutenir des actions d'acquisition de connaissance, de préservation et de restauration des milieux aquatiques et humides en collaboration avec les acteurs de la gestion de ces milieux. Accompagner les collectivités territoriales dans l'intégration de la gestion des milieux aquatiques et humides dans leurs propres stratégies, dans leurs documents d'urbanisme et dans leurs projets d'aménagement. Promouvoir des usages des milieux aquatiques et humides respectueux de leur fonctionnalité auprès d'un public large. 	<ul style="list-style-type: none"> Protéger les zones humides et milieux aquatiques dans leurs documents d'urbanisme avec un zonage et un règlement adapté. Dans leur domaine de compétence et en collaboration avec les syndicats concernés, participer à la gestion vertueuse des milieux aquatiques et humides. Relayer les pratiques vertueuses en faveur de la sauvegarde et la restauration des milieux aquatiques et des zones humides. 	<ul style="list-style-type: none"> Associer le Parc aux plans et programmes concernant les domaines de la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et de la préservation des milieux aquatiques et humides. Intégrer le syndicat mixte du Parc dans les consultations sur les autorisations et déclarations de travaux en rivière ou sur les zones humides. Consulter le syndicat mixte du Parc lors de la procédure de classement des cours d'eau au titre du Code de l'environnement, parmi ceux dont les enjeux environnementaux sont identifiés dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (compte tenu des enjeux sur les « têtes de bassins versants »). 	<p>Dans le cadre du Plan régional Eau et des dispositifs associés :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir la préservation et la restauration des milieux aquatiques, humides et des forêts alluviales, ainsi que la lutte contre l'érosion, l'imperméabilisation et les pollutions à l'échelle des bassins versants. Inciter, soutenir et accompagner le Parc dans la mobilisation des crédits européens potentiellement existants sur la thématique de la biodiversité aquatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement financier des collectivités GEMAPI pour la gestion et la restauration des milieux aquatiques (règlement d'intervention financière). Accompagnement technique et financier via le Conservatoire départemental des zones humides. Partage de données dans le cadre du réseau de suivi complémentaire départemental des masses d'eau superficielles (RCD). 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien financièrement les programmes d'action des structures compétentes à la gestion des milieux aquatiques répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Brend en compte, dans le cadre de ses opérations sur le patrimoine routier, le fonctionnement des milieux aquatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Agence de l'eau Adour Garonne Structures porteuses des SAGE Syndicats d'adduction d'eau potable et d'assainissement Syndicats gestionnaires des milieux aquatiques PETR du Pays des Nestes Chambres d'agriculture PET Pays Sud Toulousain OUGC CATZH Conservatoire départemental des zones humides de Haute-Garonne Gestionnaires de la ressource en eau des territoires voisins Fédérations de pêche Associations naturalistes et de protection de la biodiversité Association pour la gestion quantitative de la ressource en eau des bassins Garonne, Ariège, Neste – rivières de Gascogne et estuaire ONF COFOR
<p>Mesure 3.2.1 Garantir la protection de la biodiversité et des services écosystémiques en favorisant la connaissance</p>	<ul style="list-style-type: none"> Œuvre au renforcement de la base de connaissances sur la biodiversité du territoire et les dynamiques associées en collaboration avec les acteurs du territoire (lancement ou participation à des études et inventaires, actions en faveur de l'interopérabilité des données naturalistes...). Partage et diffuse les connaissances acquises aux partenaires et dans le cadre d'une sensibilisation à destination de tous (grand public, élus, professionnels du monde agricole, de la sylviculture, acteurs de l'aménagement...). Sensibilise le grand public, les professionnels et touristes sur la fragilité des milieux et le renouvellement des espèces animales et végétales sur le territoire (proposition d'un cadre contractuel sur la cueillette). 	<ul style="list-style-type: none"> Partager les éventuelles connaissances acquises sur la biodiversité de leur territoire. Diffuser les publications sur le patrimoine naturel produites par le Parc. 	<ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte les actions d'éducation à l'environnement et au développement durable du Parc dans les programmes pédagogiques de l'Éducation nationale. Soutenir et accompagner le Parc dans la mobilisation et la valorisation de la connaissance et des pratiques du territoire en matière de préservation de la biodiversité. Soutenir et participer à la mise en place d'actions mutualisées portées par le syndicat mixte. Encourager les enseignants à développer des projets d'éducation au territoire. Soutenir et accompagner les associations sportives et de jeunesse à développer des projets d'éducation à l'environnement via les sports de nature. 	<p>Dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir le renforcement de la connaissance et sa diffusion en Occitanie sur la fonctionnalité des milieux, sur les continuités écologiques et sur les services écosystémiques. Participer au développement des travaux de l'Observatoire régional de la biodiversité porté par l'ARB, dont l'objet est d'évaluer l'état de la biodiversité, mettre à disposition des informations claires et synthétiques et fournir des éléments d'évaluation pour les politiques publiques. Veiller à la transmission des données acquises par le PNR auprès de l'ORB et du SINP. Mettre à disposition des acteurs du territoire du PNR son outil d'information et d'aide à la décision « Biocccitanie » pour la prise en compte de la biodiversité du territoire, des informations cartographiques sur les enjeux de biodiversité locaux. Travailler avec ses partenaires régionaux en vue de l'élaboration d'une stratégie d'amélioration des connaissances sur la biodiversité à l'échelle Occitanie. S'appuyer sur le PNR dans son rôle de territoire exemplaire et innovant pour déployer la Stratégie régionale pour la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> Met à disposition du Parc leurs données et leur expertise sur la biodiversité. Introduire ou reconduire, dans ses partenariats avec les structures expertes, des clauses favorisant ou garantissant le partage des données, afin de contribuer à la construction d'un système d'information partagé sur la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien financièrement les programmes d'acquisition des connaissances, les Atlas de biodiversité communaux du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre. 	<ul style="list-style-type: none"> OFB ARB Occitanie ONF CNPF Agence de l'eau Structures porteuses des SAGE Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides PETR du Pays des Nestes Chambres d'agriculture PETR Pays Sud Toulousain Fédérations de pêche Fédérations de chasse Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...) Structures de recherche et universités Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises Parcs espagnols voisins OPCC

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 3.2.2 Préserver et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mobilise les leviers disponibles (connaissance, gestion, modération des usages) pour améliorer l'état de conservation des espaces protégés en coopération avec les acteurs en place. Étudie en lien avec les acteurs de la biodiversité les opportunités pour l'application d'une protection réglementaire à de nouveaux espaces et le renforcement de la protection sur les espaces le nécessitant. Conçoit et diffuse un guide pratique à l'usage des utilisateurs de véhicules motorisés à des fins de loisirs pour les informer de la réglementation en vigueur et les sensibiliser à la fragilité des milieux. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la conservation des espaces patrimoniaux protégés en adaptant leurs documents d'urbanisme et leurs projets d'aménagement. S'inscrire dans les démarches de création d'aires protégées. Mettre en place une réglementation adaptée concernant la circulation des VTM dans les zones à enjeu. 	<ul style="list-style-type: none"> Associe le Parc à ses réflexions sur la mise en œuvre de la Stratégie nationale des aires protégées. Mobilise, sur la base des propositions du syndicat mixte du Parc, les outils réglementaires pour la mise en place d'aires protégées sur le territoire du Parc, après évaluation de leur faisabilité. Associe le Parc aux réflexions prospectives sur les massifs forestiers du territoire. Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses. Soutient et poursuit une gestion multifonctionnelle des forêts publiques notamment pour l'accueil du public. 	<p>La Région s'engage, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> Copiloter aux côtés de l'État la déclinaison territoriale de la Stratégie aires protégées : mise en œuvre du premier Plan d'action territorial (PAT), élaboration du deuxième PAT (2024-2026), élaboration d'un diagnostic patrimonial. Doter ses réserves naturelles d'outils pour intégrer le changement climatique dans la gestion (objectif 50 % des RNR d'ici fin 2025). Mettre en place les conditions nécessaires (moyens humains, matériels, techniques) pour une mise en œuvre ambitieuse de la compétence Natura 2000, adaptée aux enjeux régionaux. Mobiliser le PNR dans le cadre du Comité régional Biodiversité, instance d'échanges et de dialogue sur la biodiversité en Région. Soutenir les démarches du PNR en faveur de la réussite du zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à horizon 2040 et du renforcement de la résilience des écosystèmes et des territoires dans un contexte de changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribue à atteindre les objectifs de la mesure dans le cadre notamment de leur politique en matière d'espaces naturels sensibles (ENS) et du Conservatoire des zones humides : accompagnement technique et financier du CD31 pour le classement et la gestion de ces milieux. 	<ul style="list-style-type: none"> Met en œuvre des actions de connaissance de la biodiversité dans toutes les procédures réglementaires d'engagement de travaux. Mène des opérations « Zéro phyto », lutte contre les espèces exotiques envahissantes sur le domaine routier. Met en œuvre, sur les sites et les itinéraires d'intérêt départemental inscrits au PDIPR, des politiques de concertation et de médiation sur le sujet de la fréquentation des espaces naturels et plus globalement de la gestion des flux touristiques. Soutient l'écoresponsabilité des manifestations et des événements sportifs. Soutient financièrement les programmes d'éducation à l'environnement du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances, les actions du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre. 	<ul style="list-style-type: none"> OFB ARB Occitanie ONF CNPF Agence de l'eau Structures porteuses des SAGE Structures porteuses de l'animation des sites Natura 2000 Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides PETR du Pays des Nestes PETR Pays Sud Toulousain Chambres d'agriculture Fédérations de pêche Fédérations de chasse Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Structures de recherche et universités Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)
<p>Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et liens avec celles des espaces voisins</p>	<ul style="list-style-type: none"> Contribue à la précision, la conservation et la restauration des continuités écologiques en collaboration avec les acteurs de la biodiversité et de l'aménagement. Mène et encourage des actions de caractérisation et de réduction de la pollution lumineuse sur le territoire (ex. : Jour de la Nuit). Renforce la connaissance, la considération et la préservation des sols par un travail de soutien de la recherche et de sensibilisation. Facilite la reconnaissance des continuités écologiques au-delà des limites du PNR, voisines et transfrontalières, et engage un partage des actions menées en faveur de la préservation sur les territoires voisins. 	<ul style="list-style-type: none"> Préciser et inscrire les continuités écologiques de leur territoire dans leurs documents d'urbanisme. Mobiliser des outils fonciers et réglementaires pour préserver et restaurer les continuités écologiques. Contribuer aux réflexions et actions menées pour améliorer les continuités écologiques à l'échelle du Parc et en lien avec ses territoires voisins. 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagne le syndicat mixte dans ses démarches pour le maintien et l'amélioration des continuités écologiques sur son territoire et avec les territoires voisins. 	<p>En lien avec les objectifs fixés dans le SRADDET, et dans le cadre de la Stratégie régionale pour la biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir la restauration des continuités écologiques et de leurs milieux constitutifs sur le territoire régional, en étroite articulation avec ses partenaires, notamment pour faire émerger des projets territoriaux ambitieux. Elle engage un travail de modernisation et d'uniformisation de la cartographie des continuités écologiques régionales. Elle accompagne les initiatives permettant l'identification des secteurs prioritaires à restaurer. Soutenir le Pacte en faveur de la haie et poursuivre la mise en œuvre du Plan régional Arbre et carbone vivant : soutien à l'inventaire et protection de vieilles forêts ; plantation qualitative d'arbres et de haies champêtres et soutien au déploiement de la régénération naturelle assistée ; montée en puissance de l'agroforesterie en Occitanie. Soutenir l'identification de la sous-trame des vieux arbres et la définition des moyens de sa préservation. Accompagner les documents de planification, avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité Occitanie. Soutenir le PNR comme territoire pionnier en matière de restauration écologique, et valoriser ces expériences en la matière S'appuyer sur l'ARB pour l'animation du réseau de gestionnaires d'espaces naturels. Mettre à disposition ses outils, bases de données, compétences et expertises concernant les continuités écologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Apporte son soutien aux démarches de préservation et de restauration des continuités écologiques sur le territoire du PNR et en lien avec les territoires voisins. Accompagnement du CD31 dans le cadre de la politique ENS et du règlement d'aide sur la gestion des milieux aquatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. 	<ul style="list-style-type: none"> OFB ARB Occitanie ONF CNPF Agence de l'eau Structures porteuses des SAGE Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides BETR Pays des Nestes, PETER Pays Sud Toulousain Chambres d'agriculture Fédérations de pêche Fédérations de chasse Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Structures de recherche et universités Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...)

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages</p>	<ul style="list-style-type: none"> Finance et participe aux suivis et aux études ciblant l'évolution des paysages face au dérèglement climatique. Favorise l'émergence et le partage de pratiques permettant d'éviter ou d'enrayer les altérations du patrimoine paysager dans tous les domaines. Mène et encourage des actions de maintien et de renforcement des structures paysagères (bâti, végétal, traitement de points noirs...). Soutient, diffuse et valorise les pratiques agricoles et sylvicoles contribuant à l'effort de conservation des paysages. En concertation avec les acteurs du territoire, étudie les opportunités de mise en place de protection réglementaire sur des espaces au patrimoine paysager remarquable. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le syndicat mixte pour permettre le suivi des paysages et le recensement de pratiques favorables au maintien des paysages. S'engager aux côtés du Parc pour porter ou soutenir des actions de reconquête de la qualité paysagère. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuie le Parc dans sa démarche d'acquisition de connaissance sur les paysages, leur dynamique et les moyens de les préserver. Mobilise, sur la base des propositions du syndicat mixte du Parc et autres structures associées, les outils réglementaires pour la mise en place de périmètres de protection du paysage sur le territoire du Parc, après évaluation de leur faisabilité. Accompagne, notamment dans le cadre de ses financements (MaaF), le développement des MAE, la conversion et la pratique de l'agriculture biologique. Soutient l'expérimentation et l'innovation. Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses. Soutient et accompagne la mise en œuvre de politiques agroenvironnementales et agroécologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir, dans la limite de ses compétences et de ses ressources financières, les actions en faveur de la qualité paysagère. Soutenir, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, le renforcement de la connaissance et sa diffusion sur les interactions entre biodiversité et changement climatique et sur les solutions fondées sur la nature nécessaires pour préserver la biodiversité et lutter contre les effets du changement climatique en Occitanie. Aider les collectivités territoriales à intégrer les enjeux de qualité paysagère du Parc dans leurs documents d'urbanisme, et accompagner plus largement les documents de planification, notamment avec l'appui de l'Agence régionale de la Biodiversité. La Région s'engage, en particulier au travers de la mise en œuvre de la Stratégie régionale Biodiversité, à : <ul style="list-style-type: none"> Soutenir la restauration des continuités écologiques et de leurs milieux constitutifs. Soutenir le Pacte en faveur de la haie et poursuivre la mise en œuvre du Plan régional Arbre et carbone vivant : soutien à l'inventaire et protection de vieilles forêts ; plantation qualitative d'arbres et de haies champêtres et soutien au déploiement de la régénération naturelle assistée ; montée en puissance de l'agroforesterie en Occitanie. Soutenir l'identification de la sous-trame des vieux arbres et la définition des moyens de sa préservation. Accompagner les documents de planification, avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité Occitanie. 	<ul style="list-style-type: none"> Coopère avec le Parc pour permettre le suivi des paysages et le recensement de pratiques favorables au maintien des paysages. Bromeut et soutient les activités agricoles et forestières participant à la qualité paysagère du territoire. Accompagne les initiatives visant à préserver l'identité paysagère du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances, les actions du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Soutient le montage des programmes d'études multithématique sur le changement climatique (OPCC par exemple) au travers du montage des projets POCTEFA. Accompagne les collectivités dans la rénovation de leurs bâtiments publics et aménagements paysagers. 	<ul style="list-style-type: none"> ONF CNPF CAUE Chambres d'agriculture Associations aux actions en lien avec la préservation des paysages Structures de recherche et universités
<p>Mesure 3.3.2 Mieux connaître le patrimoine géologique pour en assurer la conservation et la valorisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Recense les géosites et protège les sites d'intérêts du PNR par la mise en place de réserves naturelles géologiques. Organise des projets de recherche et constitue des matériaux pédagogiques pour diffuser les résultats obtenus. Élabore un plan de gestion des sites sensibles en partenariat avec les acteurs locaux. Développe le géotourisme et participe à l'élaboration de sentiers thématiques (cf. 2.3.1). 	<ul style="list-style-type: none"> Intègrent les considérations géologiques dans les documents de planification locale (SCOT, PLU, CC) afin de les préserver. Soutiennent la création de sentiers géologiques. Associent le Parc aux projets qu'elles souhaitent mener en termes de préservation, transmission et valorisation du patrimoine géologique. Contribuent et facilitent localement les projets à dimension participative. Mobilisent des moyens pour la valorisation du patrimoine et la sensibilisation auprès des habitants, des touristes et des acteurs locaux. 	<p>Soutenir le Parc dans son rôle d'animation locale sur l'évaluation des enjeux de protection du patrimoine géologique et la proposition d'outils adaptés.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une protection réglementaire du patrimoine géologique remarquable qui le nécessite (arrêté préfectoral de protection de géotopes). Mettre à jour en continu l'inventaire régional du patrimoine géologique. 	<ul style="list-style-type: none"> À travers le service régional de l'inventaire, accompagner le Parc et les collectivités locales partenaires dans la définition des objectifs de ces démarches d'inventaires. Contribuer aux opérations d'inventaire du patrimoine géologique. Accompagner les projets de valorisation du patrimoine géologique concourant à l'identité du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les enjeux de préservation, transmission, valorisation du patrimoine géologique comme complémentaires à ses dispositifs propres. Contribuer à l'expertise sur les projets. S'engager à associer le Parc pour les projets qui concernent le territoire. Relayer les dispositifs existants auprès des communes et intercommunalités et les inciter à interpeller le Parc sur le sujet. 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les enjeux de préservation, transmission, valorisation du patrimoine géologique comme complémentaires à ses dispositifs propres. Contribuer à l'expertise sur les projets. S'engager à associer le Parc pour les projets qui concernent le territoire. Relayer les dispositifs existants auprès des communes et intercommunalités et les inciter à interpeller le Parc sur le sujet. 	<ul style="list-style-type: none"> BRGM DFB ARB Occitanie Agence de l'eau Structures de recherche et universités Syndicats de gestion des milieux aquatiques et humides PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges, OGM, LPO, OPIE...) Des réseaux Tourisme et accompagnateurs D'autres territoires (en France et à l'étranger) menant des travaux similaires

Mesures	Rôles SYNDICAT MIXTE	Engagements Communes et intercommunalités	Engagements Etat	Engagements Région	Engagements Département 31	Engagements Département 65	Partenaires associés
<p>Mesure 3.4.1 Préserver les forêts, leur connexion et leur fonctionnalité écologique</p>	<ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec les acteurs de la forêt, consolide l'inventaire des forêts patrimoniales. Recense, expérimente et diffuse les pratiques adaptées aux forêts patrimoniales (sylvicoles, touristiques, etc.). Cœuvre à l'intégration des enjeux associés aux forêts patrimoniales dans la planification territoriale. 	<ul style="list-style-type: none"> Coopérer avec le syndicat mixte pour faciliter les inventaires des forêts patrimoniales. Prendre en compte les enjeux associés aux forêts patrimoniales dans la planification territoriale. 	<ul style="list-style-type: none"> Associe le Parc aux réflexions prospectives sur les massifs forestiers. Suit les phénomènes de mutation de l'espace forestier et diffuse les données et analyses. Soutient et poursuit une gestion multifonctionnelle des forêts publiques en veillant à la préservation des forêts patrimoniales vis-à-vis de l'accueil du public. 	<p>En lien avec les objectifs du SRADET, la Stratégie régionale pour la biodiversité, le Programme régional de la Forêt et du Bois, et la Stratégie régionale pour des forêts d'Occitanie résilientes au changement climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'identification de la sous-trame des vieux arbres et la définition des moyens de sa préservation. Poursuivre l'accompagnement des exploitants forestiers dans leurs pratiques en faveur de la nature (stratégie pour des forêts résilientes). 	<ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre de son Plan Arbres et forêts et de sa politique ENS, le département de la Haute-Garonne coopère avec les démarches de conservation des forêts patrimoniales du territoire et des vieilles forêts. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient financièrement les programmes d'acquisition des connaissances du Parc et de ses partenaires répondant aux objectifs de la Charte dans le cadre de ses politiques départementales existantes. Poursuit son implication au sein du CBNPMP en tant que membre. Soutient le montage des programmes d'études multithématique sur le changement climatique (OPCC par exemple) au travers du montage des projets POCTEFA. 	<ul style="list-style-type: none"> ONF CNPF OFB ARB Occitanie PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Associations naturalistes (AREMIP, Nature Comminges, Nature en Occitanie, OGM, LPO, OPIE...) Associations des communes forestières COFOR Structures de recherche et universités Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges...) Chambres d'agriculture Fédération de Chasse
<p>Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable</p>	<ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec les acteurs de la forêt internes et externes au territoire, poursuit les suivis et impulse des études portant sur les impacts du dérèglement climatique sur les forêts. Partage les pratiques favorables à la résilience des forêts et en identifie de nouvelles grâce à l'impulsion d'expérimentations. 	<ul style="list-style-type: none"> Coopérer avec le syndicat mixte pour faciliter le suivi et l'étude des forêts du territoire. Favoriser l'expérimentation dans les forêts publiques pour la recherche de solutions face au dérèglement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient les efforts du syndicat mixte pour l'élaboration de stratégies permettant d'augmenter la résilience des forêts face au dérèglement climatique. 	<p>En lien avec le SRADET, la Stratégie régionale pour la biodiversité, le Programme régional de la Forêt et du Bois et la Stratégie régionale pour des forêts d'Occitanie résilientes au changement climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la connaissance de la vulnérabilité des forêts au changement climatique et contribuer à l'émergence de projets de sylviculture plus respectueux de la nature. Protéger les sols forestiers par la promotion de techniques moins impactantes (débardage par câble aérien et à cheval, mécanisation optimisée) et ne pas accompagner les projets d'exploitation forestière des vieilles forêts. Soutenir les suivis, études et expérimentations du syndicat mixte en lien avec l'évolution de la forêt face au dérèglement climatique, en lien avec Forespir et l'observatoire pyrénéen du changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Le département des Hautes-Pyrénées et le département de la Haute-Garonne (dans le cadre de son plan Arbres et Forêts) coopèrent avec les démarches de conservation des forêts du territoire. 	<ul style="list-style-type: none"> Soutient le montage des programmes d'études multithématique sur le changement climatique (OPCC par exemple) au travers du montage des projets POCTEFA. 	<ul style="list-style-type: none"> ONF CNPF OFB ARB Occitanie PETR Pays des Nestes, PETR Pays Sud Toulousain Associations naturalistes (AREMIP, Nature Comminges, Nature en Occitanie, OGM, LPO, OPIE...) Associations des communes forestières COFOR Structures de recherche et universités Conservatoire botanique des Pyrénées et de Midi-Pyrénées Conservatoire d'espaces naturels Occitanie Associations naturalistes et de gestion des milieux naturels (AREMIP, Nature en Occitanie, Nature Comminges...) OPCC Fédération de Chasse

5. Liste des sigles et abréviations

AB : Agriculture Biologique

ADT : Agence de Développement Touristique

AFAFE : Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental

ALSH : Accueil de Loisirs Sans Hébergement

ANAH : Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat

AOP : Appellation d'Origine Protégée

APN : Activités de Pleine Nature

APNH : Arrêtés de Protection des Habitats Naturels

APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

ARB: Agence Régionale pour la Biodiversité

AREC : Agence Régionale Énergie Climat

ARS : Agence Régionale de Santé

ASA : Association Syndicale Autorisée d'irrigation

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme, et d'Environnement

CDESI : Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires

CDPENAF : Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

CEIC : Charte Environnement des Industries de Carrières

CEN : Conservatoire des Espaces Naturels

CFT : Charte Forestière de Territoire

CIVAM : Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

CNPN : Conseil National de Protection de la Nature

COFOR : Communes Forestières

CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière

DDT : Direction Départementale des Territoires

DFCI : Défense des Forêts Contre les Incendies

DES : Dispositif d'Évaluation et de Suivi de la Charte

DMB : Débit Minimum Biologique

ECE : Espace de Continuité Écologique

EEDD : Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

ENR : Énergies Renouvelables

ENS : Espace Naturel Sensible

EPAGE : Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunal

EPTB : Établissement Public Territorial de Bassin
GEMAPI : GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations
GES : Gaz à Effet de Serre
GR : Grande Randonnée
GRAINE : Réseau régional d'éducation à l'environnement
HLB : Hauts Lieux de Biodiversité
HLP : Hauts Lieux Paysagers
Association IGP : Indication Géographique Protégée
LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux
MAE : Mesure Agro-Environnementale
MAEC : Mesure Agro-Environnementale Climatique
MISEN : Mission Inter-Services de l'Eau et de la Nature
MLI : Mission Locale d'Insertion
OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation
OCAGER : Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural
ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage
ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
ONF : Office National des Forêts
OPIE : Office Pour les Insectes et leur Environnement
OREO : Observatoire Régional de l'Énergie Occitanie
OT : Office de Tourisme
PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PAEN : Périmètre de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels
PAFI : Plan d'Aménagement Forestier Intégré
PAPI : Programme d'Actions de Prévention des Inondations
PAT : Projet Alimentaire Territorial
PCAET : Plan Climat Air-Énergie Territorial
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
PDESI : Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires
PDFCI : Protection des Forêts Contre l'Incendie
PDH : Plan Départemental de l'Habitat
PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
PDIRM : Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée Motorisée
PDM : Plan de Développement de Massif
PGRE : Plan de Gestion quantitative de la Ressource en Eau
PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PMI : Protection Maternelle Infantile

PNA : Plan National d'Actions

PNR : Parc Naturel Régional

PNR CBPF : Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées

PPAM : Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales

PPGBV : Plan Pluriannuel de Gestion des Bassins Versants

PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation PPRIF : Plan de Prévention du Risque Incendie de Forêt

PRA : Plan Régional d'Actions

PRFB : Programme Régional de la Forêt et du Bois

PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

PVAP : Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine

R&D : Recherche et Développement

RBI : Réserve Biologique Intégrale

RDI : Répertoire Départemental de l'Installation

REPOS : Région à Énergie Positive

RICE : Réserve Internationale de Ciel Étoilé

RLP(i) : Règlement Local de Publicité (intercommunal)

RNR : Réserve Naturelle Régionale

RNU : Règlement National d'Urbanisme

SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAU : Surface Agricole Utilisée

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SCAP : Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées

SDAASP : Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SEM : Société d'Économie Mixte

SIG : Système d'Information Géographique

SIL : Signalisation d'Information Locale

SINP : Système d'Information de la Nature et des Paysages

SLDF : Stratégie Locale de Développement Forestier

SMMAR : Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières

SOQ : Signe Officiel de Qualité

SPL : Société Publique Locale

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire

SRB : Stratégie Régionale de la Biodiversité

SRC : Schéma Régional des Carrières

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Écologique

SRDEII : Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation

SRDTL : Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs

TECV : Transition Énergétique pour la Croissance Verte

TEPCV : Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte

THD : Très Haut Débit

TPE : Très Petites Entreprises

TVB : Trame Verte et Bleue

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization [Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture]

UTN : Unité Touristique Nouvelle

ZAP : Zone Agricole Protégée

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zone Spéciale de Conservation

6. Synthèse des indicateurs de suivi des mesures

Tableau en production

7. Communes prioritaires pour règlementer les VTM

Enjeux de circulation des Véhicules Terrestres Motorisés de loisirs :
Communes prioritaires pour consolider et mettre en place une réglementation de circulation adaptée

Commune	Code Géographique	Enjeux présents identifiés 6 = Très prioritaire 1 = encadrement à long terme
Antichan-de-Frontignes	31009	4
Antignac	31010	3
Arbon	31012	2
Ardiège	31013	2
Arguenos	31014	3
Argut-Dessous	31015	2
Arlos	31017	4
Artigue	31019	2
Aspet	31020	1
Bachos	31040	4
Bagnères-de-Luchon	31042	5
Barbazan	31045	3
Baren	31046	3
Belbèze-en-Comminges	31059	1
Benque-Dessous-et-Dessus	31064	2
Bezins-Garraux	31067	3
Billière	31068	1
Binos	31590	2
Bourg-d'Oueil	31081	6
Boutx	31085	4
Burgalays	31092	3
Castillon-de-Larboust	31123	5
Cathervielle	31125	3
Caubous	31127	3
Cazailh	65139	1
Cazailh-Laspènes	31129	1
Cazaunous	31131	3
Cazaux-Layrisse	31132	4
Cazeaux-de-Larboust	31133	5
Chaum	31139	3
Chein-Dessus	31140	1
Cier-de-Luchon	31142	4
Cier-de-Rivière	31143	2
Cierp-Gaud	31144	3
Cirès	31146	4

Enjeux de circulation des Véhicules Terrestres Motorisés de loisirs :
Communes prioritaires pour consolider et mettre en place une réglementation de circulation adaptée

Esbareich	65158	3
Esténois	31176	3
Eup	31177	2
Ferrère	65175	4
Fos	31190	5
Fougaron	31191	1
Francazal	31195	1
Fronsac	31199	4
Frontignan-de-Comminges	31200	2
Galié	31207	2
Garin	31213	3
Génos	31217	2
Gouaux-de-Larboust	31221	5
Gouaux-de-Luchon	31222	4
Gourdan-Polignan	31224	2
Guran	31235	3
Herran	31236	3
Izaut-de-l'Hôtel	31241	2
Jurvielle	31242	2
Juzet-de-Luchon	31244	4
Juzet-d'Izaut	31245	3
Lège	31290	3
Lespugue	31295	2
Lourde	31306	2
Luscan	31308	2
Malvezie	31313	2
Marignac	31316	5
Mauléon-Barousse	65305	4
Mayrègne	31335	2
Melles	31337	5
Milhas	31342	1
Moncaup	31348	3
Montauban-de-Luchon	31360	4
Mont-de-Galié	31369	2
Montmaurin	31385	2
Moustajon	31394	4
Oô	31404	5
Ore	31405	2

Enjeux de circulation des Véhicules Terrestres Motorisés de loisirs : Communes prioritaires pour consolider et mettre en place une réglementation de circulation adaptée		
Ourde	65347	3
Payssous	31408	2
Portet-d'Aspet	31431	4
Portet-de-Luchon	31432	3
Poubeau	31434	3
Razcueillé	31447	1
Régades	31449	2
Saccourvielle	31465	3
Sacoué	65382	3
Saint-Aventin	31470	5
Saint-Béat-Lez	31471	4
Saint-Bertrand-de-Comminges	31472	3
Saint-Mamet	31500	4
Saint-Paul-d'Oueil	31508	2
Saint-Pé-d'Ardet	31509	3
Saleich	31521	3
Salles-et-Pratviel	31524	2
Sarp	65407	1
Sauveterre-de-Comminges	31535	2
Seilhan	31542	2
Sengouagnet	31544	3
Signac	31548	3
Sode	31549	2
Sost	65431	2
Thèbe	65441	3
Trébons-de-Luchon	31559	1
Urau	31562	2
Valcabrère	31564	3

8. Convention avec le CEN



CONVENTION CADRE DE COOPERATION

Entre

L'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées, ci-après désignée « Projet de PNR-CBP », association loi 1901, ayant son siège à la Mairie d'Aspet, Place de la République, 31160 ASPET, représentée par son 1^{er} Vice-Président, Monsieur François ARCANGELI, signataire par délégation de la Présidente Madame Carole DELGA,

Et

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie, ci-après désigné « CEN Occitanie », association loi 1901, ayant son siège social 26 Allée de Mycènes, 34000 Montpellier, représenté par son Président, Monsieur Arnaud MARTIN.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le Comminges et la Barousse se partagent un territoire unique et emblématique des Pyrénées centrales. Des hauts sommets Pyrénéens en passant par le piémont, les vallées de la Barousse et de la Garonne, les coteaux commingeois jusqu'aux Petites Pyrénées, la diversité des paysages façonne ce territoire : sa biodiversité, sa culture et ses habitants.

L'évolution de ce territoire vers la labélisation de Parc Naturel Régional, amène à vouloir construire par les deux parties un territoire novateur et ambitieux en matière de préservation de l'environnement et de la biodiversité.

L'action de l'association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées

Le Projet de PNR-CBP est une association loi 1901, créée en mars 2019, dans le but de préparer la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées.

Le territoire se déploie sur deux départements : majoritairement la Haute-Garonne et une partie des Hautes-Pyrénées. Il regroupe 195 communes, incluses dans 5 communautés de communes, sur 170 000 hectares de surface et accueille environ 48 000 habitants.

L'article 2 des statuts de l'association cadre ses missions :

- préparer le dossier de saisie du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) et de la Fédération des Parcs Naturels régionaux pour avis d'opportunité sur la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées et sur le périmètre du projet ;
- élaborer la charte constitutive du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées en association étroite des communes, communautés de communes, le PETR Comminges-Pyrénées et les acteurs professionnels et associatifs ;

- porter des actions démonstratives du PNR illustrant la plus-value par rapport aux dispositifs existants et contribuant à la fédération des acteurs autour d'ambitions communes et d'engagements partagés ;
- rechercher, aux côtés des communes et de leurs regroupements (intercommunalité à fiscalité propre, syndicats intercommunaux, PETR, ...), les modalités de mutualisation des moyens techniques et financiers dans la perspective d'une simplification administrative ;
- procéder ou faire procéder, dans le respect des compétences de ses membres, à toutes études, embauches, animations, formations, informations et communications, travaux d'entretien et de gestion de l'espace, conclusions de conventions, financements et/ou réalisations d'équipements, acquisitions immobilières, etc...., utiles à la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées.

Ses missions sont portées jusqu'à la création effective du PNR, qui sera ensuite dirigé par son document constitutif de Charte pour les quinze années suivantes et dont les actions en faveur de la protection du patrimoine naturel seront un axe prioritaire.

L'action du Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie

Le CEN Occitanie est une association loi 1901, créée en 2020 par la fusion entre les CEN de Languedoc-Roussillon, de Lozère et de Midi-Pyrénées. Son objet associatif est notamment la préservation d'espaces naturels et semi-naturels de la région, en particulier par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Le CEN Occitanie dispose de deux agréments, Association de protection de l'environnement et CEN agréée. Ce dernier agrément, qui est conjoint Etat-Région, valide un plan quinquennal d'actions qui pour le CEN Occitanie est validé par arrêté préfectoral pour 5 ans le 04 février 2021.

Cet agrément spécifique relève de l'article L414-11 du code de l'environnement qui donne comme attribution au CEN sur son territoire d'agrément :

« I. — Les conservatoires régionaux d'espaces naturels contribuent à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional. Ils mènent également des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel.

Conjointement, l'Etat et la région ou, pour la Corse, la collectivité territoriale de Corse peuvent, pour une période déterminée, agréer les conservatoires régionaux d'espaces naturels.

II. — La fédération des conservatoires d'espaces naturels regroupe l'ensemble des conservatoires régionaux d'espaces naturels. Elle assure leur représentation et leur coordination technique à l'échelon national aux fins de la mise en œuvre des missions visées au I.

III. — Un décret précise les modalités d'application de la présente section. »

Article 1 – Objet de la convention

Dans le cadre des missions complémentaires et des objectifs communs menées par les deux associations, concernant le patrimoine naturel du territoire et sa préservation, le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie souhaitent collaborer et devenir des partenaires privilégiés.

La présente convention a pour objet de cadrer les possibilités de coopération entre les deux parties et de mettre en place une stratégie commune de préservation de la biodiversité, pour le développement de la connaissance, la préservation, la gestion, la sensibilisation et la mise en valeur du patrimoine naturel du territoire.

Convention cadre de coopération entre L'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées et Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie – 21/02/2024

Elle fera l'objet en tant que de besoin de conventions opérationnelles d'application pour permettre au Projet de PNR-CBP et au CEN Occitanie de décliner conjointement une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation du patrimoine naturel.

Article 2 – Territoire d'intervention

La présente convention concerne l'ensemble du territoire du Projet de PNR-CBP. Ce dernier se compose de 195 communes, 5 communautés de communes et deux départements : Le sud du département de la Haute-Garonne (le Comminges) et une partie des Hautes-Pyrénées (27 communes de la CC de Neste-Barousse). L'ensemble étant inscrit dans le périmètre d'agrément du CEN Occitanie.

Titre I – MODALITES GENERALES DE COLLABORATION

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie conviennent plus particulièrement de coopérer selon les axes suivants :

Article 3 – Principe de portage

Le CEN Occitanie reconnaît la supervision du Projet de PNR-CBP en ce qui concerne les politiques publiques environnementales sur son territoire

Le Projet de PNR-CBP reconnaît les compétences du CEN Occitanie en matière de connaissance et de gestion d'espaces naturels, en particulier par la maîtrise foncière, et de soutien dans les programmes dont il assure la maîtrise d'ouvrage ou dans le cadre de réflexion générales.

Les parties s'entendent sur le fait que le Projet de PNR-CBP et CEN Occitanie sont porteurs d'actions et de programmes menés sur leur territoire d'agrément. Il convient que le CEN Occitanie assure la maîtrise d'ouvrage de certaines opérations ou études, ou dans le cadre de programmes concernant des territoires ou thématiques plus larges que le territoire du Projet de PNR-CBP. L'ensemble des projets, actions ou programmes feront l'objet de concertation préalables entre les deux parties et certains programmes pourront être coconstruit.

Article 4 – Mise en œuvre du projet de territoire

Le CEN Occitanie apportera toute sa compétence technique et scientifique pour faciliter la mise en œuvre du projet de territoire en construction et de la mise en place de la charte du Projet de PNR-CBP.

Le Projet de PNR-CBP pourra participer à des opérations, études, actions ou programmes porté par le CEN Occitanie sur son territoire d'agrément.

Article 5 – Connaissance du patrimoine

Le projet de PNR-CBP assure la coordination de la connaissance du patrimoine naturel sur son territoire. Le CEN Occitanie conduit des inventaires d'espèces et d'habitats au niveau régional.

Le CEN Occitanie pourra apporter son appui à la réalisation d'études ou d'inventaire ou conduire directement certains travaux de connaissance, notamment sur les thèmes pour lesquels il dispose de compétences particulières.

Article 6 – Préservation et gestion de sites

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie souhaitent développer en partenariat, la préservation et la gestion de sites naturels au sein du territoire du Projet PNR-CBP.

Ils pourront développer un programme pluriannuel d'animation et de veille foncière sur des sites à forts enjeux de biodiversité définis d'un commun accord, visant à préserver ces sites et associant toutes les parties prenantes et en particulier les opérateurs fonciers.

Convention cadre de coopération entre L'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées et Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie – 21/02/2024

Dans les cas d'une intervention conjointe sur un site, le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie établiront si possible une convention particulière tripartite avec le propriétaire qui précisera les modalités d'intervention des deux partenaires.

Le PNR-CBP apporte son soutien aux actions de gestion et de maîtrise foncière portés par le CEN Occitanie.

Article 7 – Valorisation / sensibilisation

Le Projet de PNR-CBP souhaite développer de manière privilégiée l'accès à l'information, la sensibilisation et l'éducation sur les différents enjeux liés aux patrimoines de son territoire. Il pourra associer le CEN Occitanie pour la valorisation et la sensibilisation sur ses domaines de compétences et dans le cadre d'évènements particuliers portés par le Projet de PNR (Jour de la Nuit...).

Le CEN Occitanie pourra associer le projet de PNR-CBP et lui apporter son appui sur des thématiques, programmes ou actions ciblés (Caravane Desman, stratégie EEE faune...), et pourra développer des interventions, à partir des sites gérés, durant les évènements dont il assure la coordination au niveau régional (journées mondiales des zones humides, fête de la nature, fréquence Grenouille, chantiers d'automne, journées du patrimoine...).

Article 8 – Echange de données

Le CEN Occitanie gère une base de données naturalistes régionale, faune, flore et habitats naturels. Il contribue activement au programme du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP). Il a développé un formulaire de saisie en ligne qu'il peut mettre à disposition de tous ses partenaires.

Le CEN Occitanie s'engage, dans la mesure du possible, à mettre à disposition du Projet de PNR-CBP toutes les données qu'il pourrait recueillir ou les études réalisées sur le territoire. Il pourra mettre à disposition du Projet de PNR-CBP les outils dont il dispose en matière de système d'information sur la biodiversité.

Le Projet de PNR-CBP donne accès aux données dont il dispose sur les sites gérés par le CEN Occitanie ou sur les thématiques d'intervention du CEN.

Ces données doivent répondre au standard du SINP et communiquées avec leur statut juridique au titre de la propriété intellectuelle et des droits patrimoniaux

Article 9 – Coordination avec les autres acteurs

La mise en place de collaborations entre le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie se fait dans une recherche de cohérence avec les autres acteurs qui interviennent également sur le territoire.

Le Projet de PNR-CBP s'assure d'une bonne coordination avec ces partenaires qui peuvent être associés étroitement à certaines actions, dont les collectivités locales concernées (départements, communautés de communes, communes, PETR...), concernées par le territoire objet de la présente convention.

Titre II – THEMATIQUES PARTICULIERES

Article 10 – Protection et gestion des espèces remarquables et leurs habitats

Le CEN Occitanie participe ou assure l'animation des plans nationaux d'actions sur des espèces emblématiques présentes sur le territoire du Projet de PNR-CBP : Odonates, Loutre, Chiroptères, Papillons, Desman des Pyrénées... Il anime l'élaboration d'atlas et d'inventaires naturalistes régionaux.

Le CEN Occitanie transmet au Projet de PNR-CBP toutes les données relatives à ces espèces et informe des enjeux de conservation. Il conseille et accompagne le Projet de PNR-CBP pour que les mesures de gestion et de protection favorables à ces espèces soient mises en œuvre sur le territoire. Le CEN Occitanie assure également

des projets de restauration d'habitat d'espèce remarquable (Ecrevisse à patte blanche, Desman des Pyrénées, Damier de la Succise...)

Le Projet de PNR-CBP associe le CEN Occitanie aux actions de connaissance et de gestion sur le territoire, concernant ces groupes taxonomiques de façon renforcée.

Article 11 – Conservation des milieux boisés

Le territoire du Projet de PNR-CBP se caractérise par une forte dominance forestière (53% du territoire) et par la plus forte concentration de vieilles forêts en Occitanie (3,6% sur la totalité du territoire et jusqu'à 17% dans le Luchonnais). Il possède alors une grande responsabilité pour la conservation et la valorisation de ces dernières avec pour mission d'assurer une continuité pertinente entre ces peuplements exceptionnels. Le territoire de la Barousse est concerné par une charte forestière, porté par le PETR Pays des Nestes, à laquelle le Projet de PNR est associé.

Le CEN Occitanie apporte son expertise en gestion forestière et met en œuvre le programme de conservation des vieilles forêts piloté par la Région.

Les parties s'engagent à mettre en place une collaboration étroite pour la mise en œuvre d'actions de connaissance, de conservation, de gestion et de valorisation de ces milieux boisés.

Article 12 – Conservation des milieux aquatiques et des zones humides

Les milieux aquatiques, en particulier le long des principaux cours d'eau et annexes hydrauliques traversant le territoire, les tourbières et les zones humides de tête de bassin versant et les écosystèmes lacustres d'altitude constituent un grand enjeu de biodiversité du territoire en lien notamment avec le changement climatique.

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie pourront mettre en place une collaboration étroite pour la mise en œuvre d'actions de connaissance, de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et des zones humides au regard des compétences de chacun.

Article 13 – Stratégie régionale relative aux espèces exotiques envahissantes faune

Les espèces exotiques envahissantes (EEE) constituent l'une des principales menaces pour les écosystèmes et les espèces remarquables, en accaparant les ressources des espèces locales, en jouant un rôle de prédateur direct ou encore en augmentant la présence d'espèces pathogènes. Elles constituent un danger majeur pour environ un tiers des espèces terrestres et ont contribué à près de la moitié des extinctions connues à l'échelle mondiale. Ces espèces impactent également les activités économiques comme les activités agricoles, forestières, touristiques...

Le Projet de PNR-CBP est concerné par la présence de 48 espèces listées dans la stratégie EEE faune, dont 6 espèces classées comme préoccupation majeure sur le territoire de l'Occitanie. Le Projet de PNR-CBP a donc une grande responsabilité pour la conservation des espèces autochtones de son territoire via la veille et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie (CEN Occitanie) anime la stratégie et met en œuvre le plan régional d'actions sur les EEE Faune d'Occitanie. Le projet est soutenu par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) et la Région Occitanie.

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie pourront mettre en place une collaboration étroite pour la mise en œuvre de l'état des lieux des espèces exotiques envahissantes potentielles et avérées sur le territoire d'agrément, de prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes, d'améliorer et mutualiser les connaissances sur l'écologie des espèces exotiques envahissantes et les méthodes de gestion.

Convention cadre de coopération entre L'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées
et Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie – 21/02/2024

Article 14 – Développement de l’agri environnement et redéploiement du pastoralisme

Le Projet de PNR-CBP est porteur de grands enjeux agro-environnementaux. L’agriculture est un marqueur fort de l’identité du territoire du Projet de PNR-CBP. Les terres agricoles couvrent plus de 40% du périmètre. L’agriculture pratiquée sur ce territoire se divise en deux catégories :

- La plaine et les coteaux, dominés par la polyculture à forte composante céréalière et l’élevage bovin.
- La montagne, principalement régie par l’élevage ovin et complétée par l’élevage bovin et équin, est concernée par la transhumance et le pastoralisme d’estive.

Dans les plaines, la diminution de l’élevage au profit des grandes cultures, modifie la structure paysagère, tandis qu’en montagne celui-ci contribue à jouer un rôle essentiel pour l’entretien du paysage, en limitant la fermeture des milieux.

Le CEN Occitanie a développé des compétences méthodologiques, notamment en agroécologie, dans :

- Le redéploiement du pastoralisme pour la conservation des habitats d’intérêt.
- L’intégration de la biodiversité et de l’amélioration de la qualité de l’eau dans la gestion et la conservation des paysages.
- Le maintien des pratiques de polyculture-élevage extensives.
- La gestion d’espaces naturels grâce à ses troupeaux.

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie pourront coopérer pour monter des projets communs de promotion de l’agri-environnement et de mise en œuvre d’actions concrètes.

Le CEN Occitanie s’engage à associer le plus en amont possible le Projet de PNR-CBP dans la définition et la mise en œuvre d’actions sur l’agri-environnement concernant son territoire.

Le CEN Occitanie pourra assurer une mission d’animation foncière visant, en concertation avec les acteurs du territoire, élus locaux, propriétaires, exploitants, à tendre vers l’amélioration de la maîtrise de l’usage du sol afin d’accompagner au mieux le développement de l’activité pastorale et le redéploiement de cette activité essentielle pour le territoire.

De même, le Projet de PNR-CBP informera le CEN Occitanie des actions qu’il entreprendra dans ce domaine.

Article 15 – Autres thématiques

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie se réservent la possibilité d’engager des collaborations sur d’autres thématiques ou sur certains territoires particuliers. Ces collaborations peuvent intervenir dans le cadre de relations informelles ou faire l’objet de conventions d’applications spécifiques ; en particulier, sur les thèmes du patrimoine, du tourisme et des activités de pleine nature et de la gestion des risques.

Titre III – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 – Suivi de la convention

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie tiennent au moins une réunion annuelle de concertation afin d’évaluer le partenariat entre les deux structures. Il s’agit en particulier de faire le point sur les actions de préservation de sites ou de toute autre collaboration et de programmer les actions à mener en partenariat.

Cette réunion permet d’établir annuellement une annexe listant et décrivant les actions identifiées dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention.

Le Projet de PNR-CBP et le CEN Occitanie peuvent tenir d’autres réunions de travail en fonction des sites ou de problématiques particulières.

Article 17 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de 3 (trois) ans à compter de la date de la signature. Elle pourra être renouvelée par simple délibération pour une durée identique. Elle sera amendée en tant que de besoin lors de la labélisation du PNR et la révision du Plan d'Action Quinquennal du CEN Occitanie.

Article 18 – Modalité financière

La présente convention ne représente aucun engagement financier ils seront traités dans les conventions opérationnelles, citées à l'article 19.

Les parties s'engagent à ce que les flux financiers entre elles qui relèvent de la présente et de ses applications, se fassent par défraiement des temps passés, sans marge bénéficiaire. Le cout des journées d'intervention est présenté par les parties avec certification de leur agent comptable ou commissaire aux comptes.

Article 19 – Modification / Conventions opérationnelles

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

Des conventions opérationnelles peuvent être établies par déclinaison de la présente convention pour définir les modalités de mise en œuvre techniques et financières de certaines thématiques ou actions impliquant des dispositions particulières.

Article 20 – Résiliation

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'issue d'un délai de trois mois suivant l'envoi par l'une des deux parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception en cas de non-respect du contenu.

Article 21 – Litiges et contentieux

Tout différent survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulouse.

Fait à Mane, Le 21/02/2024

Une copie de la convention est adressée à :

- Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- Conseil Départemental de Haute-Garonne
- Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
- DREAL Occitanie

Pour le Projet de PNR-CBP

Pour le CEN Occitanie

Le 1^{er} Vice-Président,
François ARCANGELI

Le Président,
P/ Arnaud MARTIN

Convention cadre de coopération entre L'Association pour la création du Parc Naturel Régional Comminges Barousse Pyrénées
et Le Conservatoire d'espaces naturels d'Occitanie – 21/02/2024

9. Tableau de correspondance avec le SRADDET Occitanie 2040

N°	règles d'Occitanie 2040	Projet de charte 2026 / 2041 du PNR Comminges Barousse Pyrénées
1	<p>PEM stratégiques Lorsque le territoire comporte des pôles d'échanges multimodaux stratégiques définis par la planification locale, densifier et développer les projets structurants prioritairement autour de ces pôles, au regard des différentes situations territoriales, et notamment des enjeux environnementaux et paysagers</p>	<p>Mesure 1.3.2 : Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire & Mesure 2.2.3 : Faire émerger une stratégie de mobilité à l'échelle du territoire et promouvoir les mobilités décarbonées</p>
2	<p>Réseaux de transport collectif Améliorer la performance des réseaux de transport collectif en : - développant les itinéraires vélos ou pédestres depuis et vers le service public régional LIO ainsi que les services associés (stationnement modes doux) - développant les interconnexions autour des Pôles d'Echanges Multimodaux (rabattement des lignes de transports collectifs, itinéraires et stationnements modes doux, aires de covoiturage) - s'assurant que les projets d'aménagement (notamment les travaux de voirie et les opérations d'aménagement) permettent le bon fonctionnement/développement des services de mobilité LIO</p>	
3	<p>Service de mobilité Optimiser le fonctionnement des services de transport collectif en : - s'assurant de l'interopérabilité/la compatibilité entre les services de mobilité locaux et régionaux : billettique, système d'information voyageurs, tarification - assurant l'organisation des réseaux de transports publics locaux de manière à ce que ceux-ci s'articulent et se coordonnent avec le service régional des transports d'Occitanie LIO - favorisant une action coordonnée des acteurs infrarégionaux, notamment à travers le GART régional</p>	
4	<p>Vitalité des territoires Localiser prioritairement les projets d'équipements et de services (dont les services marchands) dans les centralités définies par les territoires ou dans des lieux accessibles en transport collectif (existants ou programmés) ou par une solution alternative à l'usage individuel de la voiture</p>	
5	<p>Logistique du dernier kilomètre Favoriser le développement d'une logistique du dernier kilomètre efficace et durable (identification d'espaces mutualisés et accessibles, réflexion sur les itinéraires de distribution, gestion des nuisances, promotion des véhicules propres, mutualisation du fret)</p>	
6	<p>Prioriser l'installation des commerces dans les centres villes, cœurs de villages et, lorsque cela n'est pas possible, dans les zones commerciales existantes, en maximisant le potentiel de densification ou de reconversion de ces dernières.</p>	
7	<p>Logement Définir une stratégie favorisant une diversité de l'offre de logements neufs ou réhabilités permettant de répondre aux besoins des territoires et aux parcours résidentiels et se déclinant du locatif social à l'accession libre en incluant les besoins spécifiques (accession sociale ; locatif intermédiaire; hébergement des jeunes, des personnes en perte d'autonomie, des saisonniers...)</p>	
8	<p>Rééquilibrage régional Etablir un objectif d'accueil cohérent avec les ambitions de la Région en matière de rééquilibrage de l'accueil de populations, et ajuster en fonction les prévisions de consommation foncière et de production de logements</p>	
9	<p>Equilibre population-emploi Etablir un objectif d'accueil d'activités cohérent avec les ambitions de la Région en matière d'équilibre population-emploi.</p>	

N°	règles d'Occitanie 2040	Projet de charte 2026 / 2041 du PNR Comminges Barousse Pyrénées
10	<p>Coopérations territoriales</p> <p>Intégrer systématiquement les interactions avec les territoires voisins dans la planification locale, notamment en matière : - d'accueil des populations, - de continuités écologiques, - de ressources naturelles (notamment l'eau), - de production d'énergies renouvelables, - de flux de déplacements, - de gestion du trait de côte (interactions à l'échelle intra et inter cellules sédimentaires), - d'agriculture et d'alimentation, - d'aménagement économique</p>	<p>Mesure 1.4.1 Développer les partenariats avec les espaces voisins, métropolitain et transfrontalier</p>
11	<p>Sobriété foncière</p> <p>Prioriser la densification des espaces urbanisés existants (reconquête des friches urbanisées ; comblement des « dents creuses » ; résorption de la vacance des logements ; réinvestissement du bâti existant) et engager pour chaque territoire une trajectoire phasée de réduction du rythme de consommation des sols, aux horizons 2030, 2035 et 2040. Lorsque le réinvestissement urbain n'est pas possible, implanter prioritairement les projets d'extension urbaine en continuité du tissu urbain, à proximité de l'offre de services de transports collectifs existante ou future</p>	<p>Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire</p> <p>&</p> <p>Mesure 1.3.2 : Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire</p> <p><i>D1- Favoriser une gestion économe de l'espace par le respect d'une trajectoire qui s'inscrit dans le ZAN, traduit à l'échelle régionale dans le SRADDET</i></p> <p><i>D2 - Promouvoir un habitat durable</i></p> <p><i>D3 - Promouvoir des centralités vivantes</i></p>
12	<p>Appliquer les principes suivants dans les plans et dans les projets d'aménagements : - Limiter l'imperméabilisation des sols ; - Favoriser l'insertion paysagère et la qualité architecturale des nouvelles implantations ; - Développer la nature en ville, notamment par la plantation d'arbres, en particulier pour limiter le développement d'îlots de chaleur urbains.</p>	<p>Zoom sur Les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme</p> <p>identification de gisements foncier dans le tissu urbain déjà constitué (dents creuses, divisions parcellaires) / Affiner les coupures d'urbanisation / Prioriser les centralités bâties et la continuité du tissu urbain / végétalisation des milieux urbanisés)</p>
13	<p>Agriculture Préserver et reconquérir les unités d'espaces agricoles fonctionnelles, et identifier les territoires agricoles à préserver, au vu, par exemple des critères suivants : - Parcelles appartenant aux périmètres classés sous signes officiels de qualité, - Potentiel agronomique et écologique, - Secteurs supports de filières agricoles à enjeux pour le territoire : zones pastorales, commercialisation de proximité, - Parcelles équipées à l'irrigation, - Parcelles relevant de pratiques agricoles durables (agriculture biologique, agroécologie), Et y développer une stratégie de protection et de mise en valeur (en s'appuyant sur des outils du type PAEN ou ZAP par exemple).</p>	<p>Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.3.1 Préserver et valoriser les éléments constitutifs des grands paysages</p>
14	<p>Zones d'activités économiques Privilégier l'installation des activités dans les zones d'activités existantes, en maximisant leur potentiel de densification ou de reconversion</p>	<p>Mesure 1.3.1 Préserver la qualité paysagère dans l'aménagement du territoire</p> <p>&</p> <p>Mesure 1.3.2 : Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire (Cf Les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme)</p>
15	<p>Zones logistiques Maximiser le potentiel de densification et de reconversion des zones logistiques et prioriser l'implantation des nouvelles zones logistiques au niveau des embranchements ferroviaires, fluviaux et portuaires.</p>	<p>Non concerné</p>

N°	règles d'Occitanie 2040	Projet de charte 2026 / 2041 du PNR Comminges Barousse Pyrénées
16	<p>Continuités écologiques</p> <p>Afin de contribuer à l'objectif de non-perte nette de biodiversité, favoriser la création et garantir la préservation, le renforcement et la restauration des continuités écologiques régionales (cf. atlas cartographique des continuités): - en préservant les zones Natura 2000, les espèces protégées, et les zones humides, - en identifiant préalablement et localement les sous-trames, ainsi que les formations arborées patrimoniales (dont les vieilles forêts), en cohérence avec les territoires voisins, - en développant des mesures permettant d'atteindre les objectifs fixés par la Région qui leur sont associés.</p>	<p>Mesure 2.1.1 Conforter durablement la relocalisation de productions alimentaires accessible et de qualité</p> <p>&</p> <p>Mesure 2.1.2 Accompagner l'agriculture dans les transitions</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.2.2 Protéger et gérer les milieux à forte valeur patrimoniale</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins</p>
17	<p>Séquence "Eviter-Réduire-Compenser"</p> <p>Faciliter l'application vertueuse de la séquence Eviter-Réduire-Compenser, en identifiant les zones à enjeux/pressions, en régulant l'aménagement sur ces zones et en repérant les espaces à fort potentiel de gain écologique.</p>	
18	<p>Milieux aquatiques et espaces littoraux Favoriser le maintien et la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques et des espaces littoraux (notamment zones humides, plages, cordons dunaires, cours d'eau et leur transit sédimentaire), afin de prévenir les risques, de favoriser la biodiversité et de garantir ou restaurer les continuités écologiques</p>	
19	<p>Consommation énergétique</p> <p>Expliciter dans chaque document de planification locale une trajectoire phasée de réduction de consommation énergétique finale (en matière de bâti et de transport) et une trajectoire d'évolution du mix énergétique territorial, toutes deux aux horizons 2030 et 2040, de manière à contribuer à l'atteinte de l'objectif Région à Energie Positive.</p>	<p>Mesure 2.2.1 Encourager le développement de la production d'énergies renouvelables, pour l'autoconsommation</p> <p>&</p> <p>Mesure 2.2.2 Inciter les collectivités au développement partagé des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique</p>
20	<p>Développement des ENR</p> <p>Identifier les espaces susceptibles d'accueillir des installations ENR en priorisant les toitures de bâtiments, les espaces artificialisés (notamment les parkings) et les milieux dégradés (friches industrielles et anciennes décharges par exemple), et les inscrire dans les documents de planification.</p>	
21	<p>Gestion de l'eau</p> <p>Définir un projet de territoire économe en eau en : - préservant la qualité de la ressource en eau, - assurant la bonne adéquation entre besoins et ressource en eau et l'équilibre écologique des milieux, - optimisant l'utilisation des ressources et infrastructures locales existantes avant d'avoir recours à de nouveaux transferts ou captages d'eau</p>	<p>Orientation 3.1 Mettre en place une gestion durable et solidaire de l'eau et des milieux aquatiques</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides</p>
22	<p>Santé environnementale</p> <p>Participer à la mise en œuvre d'un urbanisme favorable à la santé en prenant notamment en compte: - l'environnement sonore; - la pollution atmosphérique; - les sites et sols pollués. En ce sens, identifier les secteurs les plus concernés où l'implantation de bâtiments sensibles est à éviter et préserver les secteurs peu ou pas impactés</p>	<p>Mesure 1.3.2 : Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire (Cf Les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme)</p>

N°	règles d'Occitanie 2040	Projet de charte 2026 / 2041 du PNR Comminges Barousse Pyrénées
23	Risques Intégrer systématiquement les risques existants et anticiper l'impact des risques à venir liés au changement climatique (inondations, submersions marines et érosions du trait de côte, sécheresses, incendies, retrait-gonflement des argiles, épisodes caniculaires, éboulis) dans les documents de planification locaux et proposer des mesures d'adaptation et d'atténuation	<p>Mesure 1.3.2 : Promouvoir des projets d'aménagement économes en ressources et au service du territoire (<i>Cf Les dispositions pertinentes en matière d'urbanisme</i>)</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.1.1 Préserver la ressource en eau et favoriser ses usages vertueux</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.1.2 Assurer la pérennité des milieux aquatiques et humides</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.2.3 Préserver les continuités écologiques du territoire et leurs liens avec celles des espaces voisins</p> <p>&</p> <p>Mesure 3.4.2 Promouvoir la fonction économique et sociale de la forêt à travers une gestion durable</p>
24	Stratégie littorale et maritime Prévoir, dans chaque document de planification concerné, une stratégie littorale et maritime (notamment concernant les enjeux environnementaux, les risques présents et futurs, la valorisation et le développement durable de l'économie bleue) pouvant aller jusqu'à la réalisation d'un chapitre valant Schéma de mise en valeur de la mer	Non concerné
25	Recomposition spatiale Engager la recomposition spatiale (préconisations pour une urbanisation résiliente, programmation de la relocalisation et de la renaturation) des territoires littoraux exposés aux risques actuels et futurs	
26	Economie bleue durable Pour un développement durable de l'économie bleue : - mettre en place, dans le respect de la préservation des espaces naturels, une politique foncière littorale visant à prioriser l'installation des activités économiques nécessitant la proximité immédiate de l'eau (conchyliculture, activités portuaires, balnéaires et nautiques, pêche...) et notamment réserver les bords à quai pour les activités portuaires dans les documents d'urbanisme; lors du développement des activités nautiques et récréatives, notamment sur le milieu marin, prévoir des équipements écologiques associés (zones de mouillage écologique en mer, équipements permettant de collecter les déchets dans les ports, etc.) permettant de limiter leur impact et d'éviter les conflits d'usages	
27	Economie circulaire Développer l'économie circulaire en l'intégrant dans les stratégies de territoire et dans leurs déclinaisons opérationnelles (notamment dans le cadre des opérations d'aménagement)	<p>Orientation 2.4 - Réduire les impacts environnementaux de la construction, de la production de déchets en favorisant l'économie circulaire, l'usage de matériaux biosourcés et le réemploi</p> <p>Mesure 2.4.1 Structurer les filières de production et d'exploitation de matériaux biosourcés et géosourcés</p> <p>&</p> <p>Mesure 2.4.2 S'engager dans l'économie circulaire en favorisant le réemploi et la valorisation des déchets</p>
28	Capacités d'incinération et de stockage des déchets non dangereux 1) ... sont fixées pour l'Occitanie les limites maximales de capacités de l'incinération sans valorisation énergétique suivantes : - à partir de 2020 : Objectif de limitation à 75%, soit 429 milliers de tonnes par an ; - à partir de 2025 : Objectif de limitation à 50%, soit 286 milliers de tonnes par an. 2) La capacité régionale actuelle d'incinération (1 059 500 t/an) est suffisante au regard des objectifs de prévention et de recyclage du schéma. De nouveaux projets pourront être autorisés par l'Etat selon l'évolution globale des capacités 3) ••• Les limites maximales de capacités de stockage suivantes : - A partir de 2020 : Objectif de limitation à 70%, soit 1,12 millions de tonnes par an ; - A partir de 2025 : Objectif de limitation à 50%, soit 0,8 million de tonnes par an.	
29	Installations de stockage des déchets non dangereux 1) Les installations de stockage des déchets non dangereux non inertes à adapter : Constatant la diversité des niveaux d'autosuffisance en stockage des territoires, le schéma préconise, dans un objectif de gestion de proximité et de gestion équilibrée à l'échelle régionale, que les installations de stockage autorisées au-delà de 2025 participent, dès l'entrée en vigueur, à l'effort de limitation de la capacité de stockage 2) Les installations de stockage des déchets non dangereux non inertes à créer ou poursuivre : Sur la base des orientations et des besoins de traitement de proximité présentés dans l'annexe "Prévention et gestion des déchets", de nouvelles capacités de stockage pourront être envisagées notamment sur la base des projets et situations identifiés lors de la concertation menée par la Région, à savoir : - Pour les projets en cours d'étude : 0 L'Aveyron pour un nouveau site de stockage de déchets ayant fait l'objet de pré-traitement amont 3) Les installations de stockage des déchets non dangereux non inertes à fermer Les installations de stockage des déchets non dangereux non inertes qui devront être fermées après l'entrée en vigueur du schéma sont celles dont la durée de vie autorisée sera inférieure à 2031 et dont la prolongation de l'autorisation d'exploiter serait contraire aux objectifs de la règle 22. La prospective post-2031 sera réalisée dans le cadre de la première révision du SRADDET. En application de la règle précédente, à date d'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets et au regard des échanges avec les collectivités concernées et les services de l'Etat, les installations de stockage à fermer au terme de leur autorisation d'exploiter sont les suivantes : • ISDND de Villefranche-de-Rouergue (SYDOM 12) en 2019 ; • ISDND de Vendres (SITOM du Littoral) fin 2021 - ISDND de Capvern (SMTD65) avant 2022 ; • ISDND du Houga (Trigone) fin 2023	

An aerial photograph of a mountain valley during sunset. The sky is a mix of orange, yellow, and blue. The mountains are covered in dense green forests. In the foreground, a small village is visible, featuring a prominent church with a tall, pointed steeple. A winding road leads through the valley, and a large barn is situated near the church. The overall scene is peaceful and scenic.

Projet
Parc
naturel
régional
Comminges
Barousse
Pyrénées